مؤلف الاجتهاد القضائي المغربي في المحاسبة

إعداد مصطفى علاوي المستشار بمحكمة الاستئناف بفاس

....

....

Obligation de tenir une comptabilité

Les règles de la comptabilité générale s'imposent à toutes les entreprises industrielles et commerciales (articles L.123-12 à L.123-28 du Code du commerce en France). Les très petites entreprises (TPE) peuvent se contenter d'une comptabilité en partie simple, dite comptabilité « de caisse ».

En France, l'organisation comptable (opérations à enregistrer, présentation des résultats) a longtemps été destinée à informer les tiers détenteurs de droits réels sur l'entreprise (actionnaires, prêteurs, État). En conséquence, la première préoccupation était l'évaluation du patrimoine, avec une présentation juridique du bilan (voir ci-dessous) : d'un côté, les droits acquis (droit de propriété sur les actifs et les stocks, droit de créance sur les clients), de l'autre côté les obligations (les dettes). Cette vision patrimoniale, « qui fait merveille sur le mort [le passé] mais massacre le vivant »[réf. souhaitée], a montré ses limites dans une économie en mouvement qui devient plus financière, moins industrielle. C'est pourquoi la comptabilité française, en cours de mutation, se rapproche des normes internationales dites IFRS qui privilégient une approche financière, conforme aux pratiques comptables anglo-saxonnes. L'objectif de ces nouvelles normes comptables françaises est de faciliter une représentation des opérations de l'entreprise plus proche de la réalité économique.

Documents comptables utilisés

Documents courants

• le journal général enregistre les écritures dans l'ordre chronologique. Chacune d'elles recense toutes les sommes débitées et créditées, les numéros de chaque compte impliqué, la date et un court libellé explicatif et l'identification de la pièce comptable qui documente l'écriture ;

• le plan comptable recense la liste des comptes (mais le plan comptable français désigne aussi en France un ensemble de règles d'évaluation et de tenue des comptes qui constituent le cadre légal de la comptabilité générale) ;

• le grand livre reporte les écritures du journal en les regroupant compte par compte : il permet de justifier leurs soldes ;

• la balance générale des comptes, qui présente la liste des comptes centralisateurs avec la situation de chacun : Montants débits et montants crédits ; soldes, débiteurs ou créditeurs. Elle ne fournit pas les détails des comptes des comptabilités auxiliaires, tiers, etc. qui font l'objet de balances annexes.

La liste des écritures est portée sur un bordereau de saisie appelé aussi journal des écritures (ce journal liste spécifiquement par type d'écritures contrairement au simple bordereau). À noter cependant que la plupart des comptabilités sont maintenant tenues grâce à des logiciels qui ont dématérialisé le journal (il n'est plus systématiquement tenu sous format papier).

Documents annuels ou de synthèse

Lors de la clôture annuelle de l'exercice comptable la comptabilité produit les documents suivants :

• le bilan, qui décrit séparément les éléments d'actif et de passif à la date de clôture ;

• le compte de résultat, qui récapitule les charges et les produits de l'exercice ; le solde entre les charges et les produits représente le bénéfice ou la perte ;

• l’annexe, qui commente et complète l'information comptable ;

• pour les entreprises de plus de 500 salariés uniquement, une communication des données (reporting) plus ou moins élaborée en fonction des besoins de l'entreprise qui synthétise les données de la comptabilité analytique.

En France, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 76 300 € et 763 000 € en cas de vente de biens, ou entre 27 000 € et 230 000 € en cas de vente de services, peuvent ne constituer qu'une comptabilité de trésorerie (encaissement - dépenses : caisse).

Pierre Lassègue, Frédérique Déjean et Marie-Astrid Le Theule, Lexique de comptabilité, Dunod, 7 mars 2012

....

https://fr.m.wikipedia.

La comptabilité est un ensemble de systèmes d'information subjectifs ayant pour objet la mesure de la valeur des moyens et des résultats d'une entité[1]. La comptabilité repose sur un ensemble de conventions[2] et de règles de représentation. La comptabilité est un système subjectif c'est-à-dire qu'elle propose une représentation particulière des informations, et donc du réel, en fonction du sujet qui a défini les conventions et règles. Plusieurs comptabilités coexistent[3]. La comptabilité financière consiste à recueillir et compiler des données liées aux événements et aux opérations financières, afin de présenter dans une unité monétaire, la situation financière et les activités économiques d'une entité.

Face aux enjeux écologiques, l'orientation financière (voire financiarisée) des comptabilités d'entreprise est questionnée par la recherche académique notamment par le modèle CARE - Comprehensive accounting in respect of ecology[4].

Dans le domaine de l'évaluation (ex. : services écosystémiques ou, à l'opposée, coûts de préservation des bons états écologiques), on parle aussi de comptabilité environnementale, voire de comptabilité universelle[5],[6] ou ou de comptabilité intégrée multicapitaux.

Dans le domaine commercial et administratif cette discipline est mise en œuvre par le comptable ou l'agent-comptable, éventuellement assistés d'experts comptables et de logiciels, bureaux ou agences spécialisés.

Notes et références

• ↑ Didier,. Bensadon et Christine,. Collette, Comptabilité financière IFRS versus normes françaises, Dunod, 2014 (ISBN 978-2-10-070889-5 et 2-10-070889-9, OCLC 880574656)

• ↑ Didier Bensadon, Nicolas Praquin et Béatrice Touchelayet, Dictionnaire historique de comptabilité des entreprises, Presses universitaires du Septentrion, 2016 (lire en ligne [archive]), p. 26.

• ↑ « Qu'est-ce que la comptabilité? » [archive], sur CERCES (consulté le 25 septembre 2022)

• ↑ Chaire Comptabilité Ecologique, « La Chaire » [archive], sur Chaire Comptabilité Écologique, 9 septembre 2022 (consulté le 10 septembre 2022)

• ↑ Michel Veillard Pour une comptabilité universelle qui prenne en compte les dimensions sociales et environnementales [archive], Conférence donnée pour le Club Économie de la Fonctionnalité et Développement Durable.

....

Institutionnelles de la Cour de cassation >Autonomie budgétaire de l’autorité judiciaire > " Quelle indépendance financière pour l’autorité judiciaire ? " - rapport du groupe de travail animé par le professeur Bouvier >21 propositions pour une indépendance financière de l’autorité judiciaire 21 propositions pour une indépendance financière de l’autorité judiciaire

lundi 11 septembre 2017

Cette liste de propositions est issue du rapport du groupe de travail confié au professeur Michel Bouvier

portant sur l’élaboration d’un nouveau mode d’administration budgétaire de l’autorité judiciaire.

Proposition n° 1 :

Réorganiser la carte des cours d’appel pour améliorer le fonctionnement des cours à partir d’une taille critique, tant en ce qui concerne le nombre de magistrats et la spécialisation de ceux-ci, que des personnels de greffe et des personnels administratifs.

Proposition n° 2 :

Simplifier la carte budgétaire des juridictions sur la base d’un BOP par cour d’appel.

Proposition n° 3 :

Réformer la carte des pôles Chorus pour tendre vers l’objectif d’une cour d’appel, structure de gestion, un

BOP et un pôle unique Chorus.

Proposition n° 4 :

Assurer la cohérence du fonctionnement des délégations interrégionales avec celui des cours d’appel en veillant à garantir l’autorité des chefs de cour sur les plates-formes lorsque celles-ci interviennent dans le fonctionnement des juridictions.

Proposition n° 5 :

Concevoir un nouveau mode de dialogue de gestion centré sur la définition en commun des enjeux

stratégiques des juridictions en élaborant une grille précise et objectivée d’objectifs et d’indicateurs, à partir d’une juste appréciation des moyens jugés indispensables par les chefs de cour.

Proposition n° 6 :

Associer pleinement les cours d’appel aux opérations de planification d’opérations d’entretien et d’investissement immobilier dans leur ressort, à partir d’un plan de financement connu et stabilisé ;

Doter les cours d’appel de moyens en personnels chargés de la gestion et de l’entretien du patrimoine

immobilier suffisants pour leur permettre d’assurer un suivi éclairé des opérations à programmer.

Proposition n° 7 :

Confier à l’autorité judiciaire, sous l’impulsion de la Cour de cassation, la responsabilité de la

modernisation numérique des juridictions judiciaires.

Proposition n° 8 :

Associer le Conseil supérieur de la magistrature et les juridictions judicaires à l’appréciation des besoins en

personnels et dans l'adéquation des choix à faire en fonction des profils de poste.

Proposition n° 9 :

Développer en formation initiale et continue des magistrats, ainsi que dans le cadre du CADEJ, la

connaissance des principes directeurs de la LOLF, selon des modalités adaptées aux profils des magistrats formés.

Proposition n° 10 :

Confier à la Cour de cassation l'animation d'une cellule de communication financière chargée de diffuser parmi les juridictions les bonnes pratiques en matière de gestion financière.

Proposition n° 11 :

Doter l'ensemble des juridictions d'un modèle comptable performant avec la création d'une comptabilité

analytique laquelle devra être alimentée par les données issues de la comptabilité d'exercice.

Proposition n° 12 :

Développer le contrôle de gestion dans toutes les juridictions, en lien avec les SAR.

Proposition n° 13 :

Adopter une ambitieuse loi de programmation pour la justice couvrant l'ensemble de la législature 2017- 2022 pour mettre à niveau les moyens des juridictions, tant en matière de personnels – magistrats et greffes- qu'en matière de ressources techniques (informatique) et de moyens immobiliers, tenant compte

des charges résultant des nouvelles responsabilités leur incombant par suite de l'adoption de nouvelles

dispositions législatives.

Proposition n° 14 :

Sécuriser les crédits de l'autorité judiciaire en exemptant les institutions en relevant des mesures de régulation budgétaire.

Proposition n° 15 :

Intéresser les cours d'appel et les tribunaux de grande instance à leur bonne gestion en leur restituant une

part significative des économies réalisées pour améliorer leur fonctionnement quotidien ou l'entretien de leurs locaux.

Proposition n° 16 :

Permettre aux juridictions de disposer de nouvelles ressources susceptibles d'abonder leur budget propre.

Proposition n° 17 :

Supprimer l'obligation de crédits limitatifs pour les frais de justice sous réserve de la mise en place de

mesures de bonne gestion ;

Permettre une véritable autonomie de gestion des chefs de cour en limitant les crédits fléchés et en assurant

la mise à disposition de leur enveloppe de crédits dès le début de l'année.

Proposition n° 18 :

Séparer la mission « Justice » en deux missions distinctes, l'une regroupant les crédits de la « Justice judiciaire » (programmes 166 et 335 et éventuellement en tout ou partie 101), la seconde réunissant les crédits nécessaires à l'« Administration de la justice » (programmes 107, 182 et 310) ;

Dans ce cadre, scinder le programme 166 en deux programmes séparés : l'un propre à la Cour de cassation (programme 166 bis), le second pour les juridictions du fond (programme 166 ter).

Proposition n° 19 :

Instituer un dialogue de décision entre le ministère de la Justice et les conférences de chefs de cour et de tribunal sur les orientations budgétaires retenues par le gouvernement pour le financement de la justice judiciaire (programme 166 ter) pour l'année n+1.

Proposition n° 20 :

Doter le Conseil supérieur de la magistrature d'une nouvelle compétence d'avis en matière budgétaire sur

le projet de loi de finances de l'année, requis au stade de l'élaboration des crédits (aumoment du débat d'orientation des finances publiques) et portant, par ailleurs, sur les conditions d'exécution de la loi de finances ; créer un jaune budgétaire comportant notamment ces avis.

Proposition n° 21 :

Etudier la possibilité de reconnaître au Conseil supérieur de la magistrature la qualité de pouvoir public dans le cadre de la mise en œuvre d'une dotation conformément à l'article 7 de lolf

....

....

https://fr.m.wikipedia.org/wiki

L'architecture comptable de l'État

Elle a été profondément réformée par la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Le volet comptable de la LOLF a mis en place une comptabilité de l'État qui doit s'inspirer des normes comptables issues de la comptabilité commerciale (art. 30) : logique patrimoniale, comptabilité d'exercice. Outre le suivi des dépenses et des recettes, celle-ci retrace donc désormais le patrimoine de l'État. Elle permettra à terme l'analyse des coûts des différentes politiques publiques par le Parlement et le citoyen. Cependant, la méthode comptable utilisée relève encore d'une logique de caisse (art. 28) avec cependant une possibilité d'extension lors d'une période complémentaire ne pouvant excéder vingt jours.

Les états financiers-

Les états financiers retenus pour les comptes sont constitués par un bilan présenté sous la forme d'un tableau de la situation nette, un compte de résultat présenté en trois parties : un tableau des charges nettes de l'exercice, un tableau des produits régaliens nets et un tableau de détermination du solde des opérations de l'exercice ; un tableau des flux de trésorerie distinguant les flux liés à l'activité, les flux d'investissement et les flux de financement.

Les principes comptables-

Le principe de régularité : il énonce que la comptabilité est conforme aux règles et procédures en vigueur.

Le principe de sincérité : les règles et procédures en vigueur sont appliquées de manière à traduire avec sincérité la connaissance que les responsables ont de la réalité et de l'importance relative des événements enregistrés.

Le principe de l'image fidèle : bien que non définie de manière directe, il convient, lorsque l'application d'une prescription comptable ne suffit pas à donner une image fidèle, de donner des informations complémentaires dans l'annexe.

Le principe de spécialisation des exercices est lié au concept même de l'exercice comptable qui est normalement annuel. Le principe de spécialisation vise à rattacher à chaque exercice les charges et les produits qui le concernent effectivement et ceux-là seulement.

Le principe de continuité d'exploitation : l'État continuera d'exercer ses activités dans un avenir prévisible.

Le principe de permanence des méthodes : les modifications de conventions et de méthodes comptables ne doivent intervenir que si elles contribuent à une présentation plus fidèle des états financiers. Toute modification ayant une incidence importante sur le résultat doit être explicitée dans les notes annexes.

Le principe de bonne information : la comptabilité doit être intelligible, pertinente et fiable.

La tenue de la comptabilité-

Le comptable public est chargé de la tenue des comptes et du contrôle de régularité dans les conditions prévues par le règlement général sur la comptabilité publique. Il appartient au réseau du trésor public. Ces fonctionnaires, relevant du ministère des Finances, encaissent les recettes et paient les dépenses des différentes collectivités publiques. À ce titre, ils engagent leur responsabilité, qui est personnelle et pécuniaire.

En revanche, la comptabilité des établissements publics autres est tenue par un agent comptable indépendant (établissement scolaire, université, agence du sang, etc.).

Chorus est le système d’information financière qui gère la dépense, les recettes non fiscales et la comptabilité de l’État.

Il s'agit d'une application partagée par tous les acteurs financiers des services centraux et déconcentrés de l’État : gestionnaires (services des RPROG, RBOP, RUO), contrôleurs financiers, comptables, préfets.

La comptabilité du secteur public local-

La comptabilité des collectivités territoriales est également tenue par les comptables du Trésor.

Différentes comptabilités sont applicables au secteur public local, selon le type de collectivités (communes, départements, régions) et selon la nature de l'activité exercée s'il s'agit d'un établissement public local (service public administratif ou service public à caractère industriel et commercial).

Ces différents types de comptabilités se déclinent par des instructions budgétaires et comptables du Trésor public[1] :

• instruction M14 pour les communes ;

• M52 pour les départements ;

• M71 pour les régions ;

• M4 pour les services à caractère industriel et commercial ;

• M21 pour les établissements publics de santé ;

• M22 pour les établissements et services publics sociaux et médico-sociaux ;

• M31 pour les offices publics de l'habitat ;

• M61 pour les services départementaux d'incendie et de secours ;

• M831 pour le Centre national de la fonction publique territoriale ;

• M832 pour les centres de gestion de la fonction publique territoriale.

L'instruction comptable M14 est applicable aux communes depuis le 1er janvier 1997. Elle a fait l'objet d'une mise à jour importante au 1er janvier 2006. Comme toutes les comptabilités publiques, elle suit les principes posés par le plan comptable général applicable au secteur privé : comptabilité en droits constatés, en partie double (correspondance entre les ressources et leurs emplois). Pour les dépenses comme pour les recettes, elle distingue les opérations de fonctionnement (produits et charges) de l'organisme de ses opérations d'investissement (opérations sur le patrimoine).

Depuis 2015, un référentiel M57 a été mise en place pour les métropoles, les collectivités territoriales uniques (Guyane, Martinique, Corse, ville de Paris) ainsi que, sur option, pour toutes les collectivités . Il a vocation à remplacer en 2024 l'ensemble des référentiels, à l'exception des M4, M21 et M22. Cette instruction reprend, en matière budgétaire, les éléments communs tout en donnant la priorité aux dispositions applicables aux régions, en particulier pour la gestion pluriannuelle des crédits, la fongibilité des fonds et la gestion des crédits de dépenses imprévues. Depuis 2018, en vue de la mise en place de la certification des comptes, la M57 intègre les principes du futur recueil des normes comptables pour les entités publiques locales du Conseil de normalisation des comptes publics[2],[3].

Normalisation internationale des comptes publics-

Convergence au sein de l'Union européenne-

Une directive du 8 novembre 2011 fixe les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres[4]. La directive précise que les systèmes nationaux de comptabilité publique doivent :

• être exhaustifs et donc inclure tous les sous-secteurs des administrations publiques

• être soumis à un contrôle interne et à un contrôle externe

• être publiés régulièrement et en temps utile

Travaux pour une normalisation mondiale-

L'International Public Sector Accounting Standards Board (IPSAS Board) [archive] a pour objectif de favoriser la convergence des référentiels nationaux. Le Conseil de normalisation des comptes publics français participe activement à ses travaux.

Notes et références

• ↑ « Instructions budgétaires et comptables » [archive], sur collectivites-locales.gouv.fr

• ↑ « La M57, pourquoi, pour qui, sous quel délai ? » [archive], sur collectivites-locales.gouv.fr (consulté le 17 janvier 2021)

• ↑ Isabelle Collignon et Philippe Gac, « Modernisation comptable dans le secteur public local : en route pour 2024 », Gestion & septembre-octobre 2020 Finances publiques, no 5,

……………………………………………………………………………………………………

https://fr.m.wikipedia.org/wiki

La comptabilité générale (comptabilité financière) est un système d'organisations dans lequel un individu appelé comptable se propose d'observer, d'enregistrer, de classer, de synthétiser afin d'analyser et renseigner. L'étude de ces étapes du travail du comptable nous permettra de mieux appréhender en quoi consiste la comptabilité financière en tant que cadre normatif de l'économie et du management.

Phases de la comptabilité financière

Phase d'observation

comptable

On peut résumer cette phase par deux grandes questions :

• Qu'est-ce que le comptable observe ?

• Comment observe-t-il ?

Le comptable observe les faits juridiques et économiques qui se déroulent au sein d'une entreprise. Par exemple, lors d'une opération de vente de marchandises, il y a vente, selon le droit, et donc fait juridique, lorsque les deux parties se sont mises d'accord sur la chose mise en vente et sur son prix ; selon l'économie, la vente est effective, et devient également un fait économique, lors de la livraison, c'est-à-dire lors du transfert de propriété du bien.

De l'analyse précédente, on déduit que le comptable ne peut réagir comptablement si et seulement si l'opération réalisée est à la fois un fait juridique et économique.

Le comptable observe les faits juridiques et économiques à travers un document appelé pièce comptable. C'est dire que la pièce comptable est le fondement de toute activité comptable. Comme pièce comptable, on peut citer la facture d'achat ou de vente, la pièce de caisse, le chèque, le bon de commande, etc. On déduit qu'observer en comptabilité, c'est recevoir une pièce comptable sous réserve d'une décharge.

Phase d'analyse comptable

Analyser en comptabilité signifie s'assurer de la conformité de la pièce comptable. Cette phase peut se résumer en deux grandes questions :

• De quoi s'agit-il ?

• Les chiffres et calculs sont-ils exacts ?

Quand le comptable se pose la question de savoir de quoi on parle dans la pièce comptable, de quoi il s'agit, il cherche à identifier la nature de l'opération réalisée au sein de l'entreprise.

À travers la question de l'exactitude des chiffres et des calculs, le comptable vérifie l'exactitude des chiffres et des calculs qui figurent sur le document (facture par exemple). On s'assure également que les principes régissant les calculs ont été respectés.

Réductions à caractère commercial : les 3 R

• Rabais : un rabais est une réduction accordée/obtenue à cause de la mauvaise qualité de la marchandise.

• Remise : une remise est une réduction accordée/obtenue à cause de la qualité de l'achat (prix des marchandises) ou de l'acheteur (célébrité).

• Ristourne : une ristourne est une réduction accordée/obtenue en fonction du volume des achats. Elle est généralement périodique.

Les 3 R (Rabais, Remise, Ristourne)[1] se calculent en cascade (brut-R1=NC1-R2=NC2-R3=NC3).

Réductions à caractère financier : l'escompte

L'escompte commercial est une réduction à caractère financier qu'on exige à la suite d'une anticipation de paiement. À ce moment, l'escompte se calcule sur le net commercial No 3. Il vient juste après les 3 R et on obtient le net financier (NF).

Enjeux de la comptabilité générale

• La comptabilité est un outil patrimonial permettant de connaître périodiquement le résultat de l'activité tout en déterminant le patrimoine de l'entreprise afin de porter l'information à la connaissance des parties prenantes au capital. La période comptable s'appelle l'exercice comptable, c'est-à-dire la période pendant laquelle la société a exercé et dont elle veut savoir le résultat. La période est généralement l'année et le plus souvent l'année civile. À l'intérieur de l'exercice, il est possible d'établir des résultats provisoires, par exemple mensuel ou trimestriel. L'informatique permet en effet un enregistrement en continu de la majorité des opérations à comptabiliser. Il reste que le rattachement des opérations à la période et l'estimation des diverses valeurs à l'actif et au passif, impose des opérations d'inventaire particulièrement lourdes qui ne peuvent être faites avec toute la précision nécessaire qu'une fois par an.

• La comptabilité générale offre une base essentielle à l'établissement du résultat fiscal et à la justification des différentes assiettes d'imposition (TVA, taxes sur les salaires, taxe professionnelle, impôt sur les bénéfices, etc.) et plus généralement des droits sur les tiers et des droits des tiers. C'est la raison pour laquelle elle est obligatoire et codifiée.

• La comptabilité générale est un outil de gestion en tant que ses données à forte valeur probante sont très souvent utilisées pour retraitement. Normalisée, elle permet d'évaluer et de contrôler l'entreprise et de comparer ses performances à celles d'entreprises similaires. Elle permet l'observation comparative (état des dettes, créances, trésorerie, volume d'affaires réalisé, résultats dégagés, dividendes versés) et l'établissement de différents ratios significatifs des différents aspects de la gestion. À la carte, elle permet la consultation et l'édition des détails du solde des comptes de tiers.

Dans le monde de l'entreprise actuelle, les systèmes informatiques produisent des informations mixtes, techniques, statistiques et comptables qui sont les véritables outils de gestion au quotidien. Leur valeur probante liée à l'application de règles constantes, légales et auditées en est la principale vertu.

• La comptabilité produit des informations en vue d'établir la comptabilité nationale. La consolidation des valeurs ajoutées donnera par exemple le Produit Intérieur Brut marchand.

Bref historique

Article détaillé : Histoire de la comptabilité.

• Le souverain Hammourabi de Babylone évoque la comptabilité des marchands dans ses lois. Les Incas utilisaient des rubans de couleurs noués pour tenir les comptes ; un nœud par opération, une couleur par produit ;

• Les Romains utilisaient les termes expensa pour les dépenses et accepta pour les recettes ;

• 1494 : le moine italien Luca Pacioli édite à Venise son traité sur la comptabilité en " partie double ;

• 1581 : en Italie, le collegio des Raxonati est la première société de comptables ;

• 1673 : en France, Jean-Baptiste Colbert impose la tenue de livres comptables ;

• 1807 : code de commerce napoléonien ;

• 1881 : création en France de la société de comptabilité ;

• 1947 : premier plan comptable général en France ;

• 1962 : Gilbert Bitsch invente le lettrage conversationnel de qualification des écritures pour son application en comptabilité générale et réalise le premier positionnement des détails du solde des comptes de tiers sur une tabulatrice IBM 421 un outil de mécanographie, puis sur ordinateur IBM 360/40, le 1er janvier 1966. Ce qui a ouvert la comptabilité à l'informatique ;

• 2002 : règlement européen sur l'application des normes comptables internationales aux comptes consolidés des sociétés cotées.

Principe de base de la comptabilité générale : évaluer les flux

Afin de rendre l'information économique, commerciale ou financière vérifiable, traçable et sûre, la comptabilité générale utilise la notion de flux lors des enregistrements comptables. La comptabilité générale recense des flux des faits commerciaux, matériels, juridiques et économiques d'une entreprise. Par exemple : un fait commercial sera la vente ou l'achat d'un produit, un fait matériel sera l'usure des machines, un fait juridique sera l'engagement de rembourser un emprunt ou un achat, ou de payer le personnel, ou de payer les taxes et autres impositions, un fait économique sera la variation de la valeur d'un titre en portefeuille.

Le principe de base de la comptabilité générale consiste à enregistrer tous les événements économiques (appelés flux) sur deux colonnes : l'opération et sa contrepartie (Les deux colonnes s'appellent respectivement « débit » et « crédit »). La notion de flux répond à un principe : tout emploi suppose une ressource et il n'est pas de ressource qui ne trouve son emploi (partie double). Lors d'un enregistrement comptable le total débit est donc toujours égal au total crédit.

Le tableau suivant explique comment il est possible de décomposer un flux en plusieurs lignes d'écritures comptables : Il est possible d'envisager par exemple un débit d'augmentation de charge par la contrepartie au crédit d'une augmentation de dette.

Flux au débit (emploi)Flux au crédit (ressource)Augmentation de chargesAugmentation de produitsAugmentation de possession "+"(actif)Diminution de possession "-"(actif)Diminution du dû "-"(passif)Augmentation du dû "+"(passif)Diminution de produits (rare)Diminution de charges (rare)

• Un flux peut donc influencer ce que l'on possède (c'est l'actif), ce que l'on doit (c'est le passif), les achats (ce sont toujours des charges) les achats autres représentent toujours des investissements, les ventes (ce sont généralement les produits). Le cumul des flux va donc former finalement le bilan et le compte de résultat.

• Ce peut être un flux réel (flux de fond de biens et services), ou un flux de trésorerie (financier, mouvement d'argent).

• Elle enregistre les décisions de gestion qui modifient la structure du patrimoine (inscription de créances comme « créances douteuses », affectation du bénéfice en réserve, etc.) ou modifient sa valeur (enregistrement des dépréciations, par exemple).

• L'enregistrement des flux internes (transferts de valeur dans l'entreprise au cours du processus de production) n'est pas obligatoire ; il est possible pour cela d'utiliser la comptabilité analytique.

Par exemple, pour une machine achetée 7 000 et une voiture achetée 3000 et payées immédiatement 10 000 par chèque de banque, on enregistre les écritures suivantes :

Au journal des Achats : Constatation des charges (débit) équilibrée par une dette fournisseur (crédit).

CompteIntituléDébitCrédit215000Machine7000218200Voiture3000401000Fournisseur10000

Au journal de Banque : Constatation de l'émission du chèque (débit) afin de solder la dette fournisseur par un compte de trésorerie crédit .

CompteIntituléDébitCrédit401000Fournisseur10000512000Banque10000

Exemple d'enregistrement : facture comptabilité.

De nombreux flux peuvent être enregistrés et valorisés en continu (achat, vente, paiement des salaires, opérations de trésorerie, etc.). Mais dans bien des cas les flux de période ne peuvent apparaître que comme la différence entre une estimation de début de période et une estimation de fin de période. Ce travail d'estimation est l'inventaire Il porte d'une façon générale sur les valeurs de l'actif et du passif. Un terrain a pu connaître une plus-value ; un titre de placement une moins-value ; les inventaires contiennent des "rossignols" sans valeur qui n'ont plus de chance de se vendre au prix de leur achat. Bien que d'une façon générale les mouvements de valeurs soient retracés à leur valeur historique (au moment où ils ont eu lieu), les normes de l'entreprise ou celles auxquelles elle est soumise peuvent imposer une actualisation aux valeurs du jour d'inventaire. Les nouvelles normes comptables des banques ont récemment faits l'objet de critiques acerbes parce qu'elles imposaient de déprécier instantanément des prêts "non performants" ou dont le marché était bloqué (cas des CDO) et donc aggravaient la crise même si elles donnaient une vision plus exacte de la valeur réelle de l'actif des banques.

Une écriture comptable contient nécessairement les éléments suivants :

• le journal comptable auquel l'écriture appartient ;

• la date de l'écriture (différente de celle où l'écriture est enregistrée) ;

• l'identifiant de la pièce comptable qui documente l'écriture (n° de facture, date du relevé bancaire, etc.) ;

• un ou plusieurs comptes mouvementés au débit, avec pour chacun :

• le numéro du compte ;

• [si nécessaire] l'identifiant du tiers concerné si le compte est collectif ;

• la désignation du compte ;

• le mouvement au débit ;

• un ou plusieurs comptes mouvementés au crédit, avec pour chacun la même séquence que précédemment ;

• le libellé, qui explicite l'écriture. il peut inclure l'identifiant de la pièce comptable.

comptable en France

Obligation de tenir une comptabilité

Les règles de la comptabilité générale s'imposent à toutes les entreprises industrielles et commerciales (articles L.123-12 à L.123-28 du Code du commerce en France). Les très petites entreprises (TPE) peuvent se contenter d'une comptabilité en partie simple, dite comptabilité " de caisse ".

En France, l'organisation comptable (opérations à enregistrer, présentation des résultats) a longtemps été destinée à informer les tiers détenteurs de droits réels sur l'entreprise (actionnaires, prêteurs, État). En conséquence, la première préoccupation était l'évaluation du patrimoine, avec une présentation juridique du bilan (voir ci-dessous) : d'un côté, les droits acquis (droit de propriété sur les actifs et les stocks, droit de créance sur les clients), de l'autre côté les obligations (les dettes). Cette vision patrimoniale, « qui fait merveille sur le mort [le passé] mais massacre le vivant »[réf. souhaitée], a montré ses limites dans une économie en mouvement qui devient plus financière, moins industrielle. C'est pourquoi la comptabilité française, en cours de mutation, se rapproche des normes internationales dites IFRS qui privilégient une approche financière, conforme aux pratiques comptables anglo-saxonnes. L'objectif de ces nouvelles normes comptables françaises est de faciliter une représentation des opérations de l'entreprise plus proche de la réalité économique.

Documents comptables utilisés

Documents courants

• le journal général enregistre les écritures dans l'ordre chronologique. Chacune d'elles recense toutes les sommes débitées et créditées, les numéros de chaque compte impliqué, la date et un court libellé explicatif et l'identification de la pièce comptable qui documente l'écriture ;

• le plan comptable recense la liste des comptes (mais le plan comptable français désigne aussi en France un ensemble de règles d'évaluation et de tenue des comptes qui constituent le cadre légal de la comptabilité générale) ;

• le grand livre reporte les écritures du journal en les regroupant compte par compte : il permet de justifier leurs soldes ;

• la balance générale des comptes, qui présente la liste des comptes centralisateurs avec la situation de chacun : Montants débits et montants crédits ; soldes, débiteurs ou créditeurs. Elle ne fournit pas les détails des comptes des comptabilités auxiliaires, tiers, etc. qui font l'objet de balances annexes.

La liste des écritures est portée sur un bordereau de saisie appelé aussi journal des écritures (ce journal liste spécifiquement par type d'écritures contrairement au simple bordereau). À noter cependant que la plupart des comptabilités sont maintenant tenues grâce à des logiciels qui ont dématérialisé le journal (il n'est plus systématiquement tenu sous format papier).

Documents annuels ou de synthèse

Lors de la clôture annuelle de l'exercice comptable la comptabilité produit les documents suivants :

• le bilan, qui décrit séparément les éléments d'actif et de passif à la date de clôture ;

• le compte de résultat, qui récapitule les charges et les produits de l'exercice ; le solde entre les charges et les produits représente le bénéfice ou la perte ;

• l’annexe, qui commente et complète l'information comptable ;

• pour les entreprises de plus de 500 salariés uniquement, une communication des données (reporting) plus ou moins élaborée en fonction des besoins de l'entreprise qui synthétise les données de la comptabilité analytique.

En France, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est compris entre 76 300 € et 763 000 € en cas de vente de biens, ou entre 27 000 € et 230 000 € en cas de vente de services, peuvent ne constituer qu'une comptabilité de trésorerie (encaissement - dépenses : caisse).

Organisation comptable au niveau international

Articles détaillés : Standards internationaux d'information financière et consolidation comptable.

Notes et références

• Pierre Lassègue, Frédérique Déjean et Marie-Astrid Le Theule, Lexique de comptabilité, Dunod, 7 mars 2012 (lire en ligne [archive])

Voir aussi

Articles connexes

• Comptabilité, article général

• Évaluation d'entreprise

• Comptabilité analytique

• Analyse financière

• Comptabilité créative

• Gestion de la paie, mode de comptabilisation

Liens externes

• Encyclopædia Britannica [archive]

• Encyclopædia Universalis [archive]

• Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables (CSOEC) [archive] (France)

....
....

• ReplierSection 2 : De la comptabilité des commerçants (Articles L123-12 à L123-28-2)

• Sous-section 1 : Des obligations comptables applicables à tous les commerçants. (Articles L123-12 à L123-24)

Article L123-12

Version en vigueur depuis le 21 septembre 2000

Toute personne physique ou morale ayant la qualité de commerçant doit procéder à l'enregistrement comptable des mouvements affectant le patrimoine de son entreprise. Ces mouvements sont enregistrés chronologiquement.

Elle doit contrôler par inventaire, au moins une fois tous les douze mois, l'existence et la valeur des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise.

Elle doit établir des comptes annuels à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable

Les 7 documents comptables obligatoires pour un commerçant

Gestion

Les 7 documents comptables obligatoires pour un commerçant

Vous souhaitez créer votre entreprise commerçante et vous aimeriez être au fait des documents comptables obligatoires auxquels vous devez vous tenir ? Ou peut-être êtes-vous déjà commerçant et

voulez-vous vous assurer de tenir à jour votre comptabilité selon le Code de commerce

Découvrez dans cette fiche pratique les documents comptables que vous devez utiliser durant votre exercice comptable et ceux à produire en fin d'année.

1/Les 4 documents comptables que vous devez utiliser au courant d'un exercice comptable

Que vous gériez seul votre comptabilité ou que vous fassiez appel à un expert-comptable, selon l'article R123-173 du Code de commerce, toute entreprise se doit de produire et de tenir un exercice comptable : un livre-journal, un grand-livre, une balance et un livre d'inventaire.

• Le livre-journal

C'est un document comptable qui consiste à enregistrer tous les mouvements comptables intervenus au courant de l'exercice.

Ce document est régi par l'article R123-174 du Code de commerce qui stipule que : « Les mouvements affectant le patrimoine de l'entreprise sont enregistrés opération par opération et jour par jour pour le livre-journal. Tout enregistrement comptable précise l'origine, le contenu et l'imputation de chaque donnée ainsi que les références de la pièce justificative qui l'appuie. Les opérations de même nature réalisées en un même lieu et au cours d'une même journée peuvent être récapitulées sur une pièce justificative unique. »

Pour ce faire, l'entreprise doit tenir à jour plusieurs journaux d'écritures : un journal de banque, un journal de ventes, un journal d'achats et un journal des opérations diverses.

• Le grand-livre

De son côté, ce document récapitule tous les mouvements selon le plan des comptes utilisé par l'entreprise. Il est divisé en grands comptes tels que les comptes financiers, les comptes de stocks, les comptes de tiers et les comptes d'immobilisations.

Depuis le 18 septembre 2014, le grand-livre ne peut être tenu que sous la forme électronique. Il reprend lui aussi l'ensemble des comptes de la comptabilité selon le plan comptable général utilisé par l'entreprise.

Avant chaque arrêté des comptes, le grand-livre doit être établi afin de pouvoir réaliser l'inventaire de l'entreprise en bonne et due forme.

Son utilité principale est de pouvoir assurer une vue d'ensemble des opérations de même nature ; il est alors plus facile de pouvoir identifier le solde et l'évolution de chacun des comptes.

• La balance

Elle représente les soldes des différents comptes de l'entité.

• Le livre d'inventaire

Couramment moins utilisé que les livres cités précédemment, le livre d'inventaire, selon l'article L123-12 du Code de commerce, doit être dressé une fois par an afin de constater l'actif et le passif de l'entreprise.

2/Les 3 documents comptables obligatoires de fin d'exercice

Selon l'article L123-12 du Code de commerce : « Tout commerçant doit établir des comptes annuels à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat et une annexe, qui forment un tout indissociable ».

• Le bilan comptable

Il s’agit d’une représentation des éléments de l’actif et du passif de l’entreprise faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres. Il s’agit plus simplement d’une photographie du patrimoine de l’entreprise.

• Le compte de résultat

Le compte de résultat représente quant à lui les charges, les produits et le résultat de l’exercice.

• L’annexe

L’annexe est un complément d’information porté au bilan et au compte de résultat.

Elle renseigne principalement les mouvements susceptibles d’impacter les comptes de l’entreprise en apportant de plus amples précisions, qui peuvent concerner l’évolution du chiffre d’affaires, les événements ayant affecté la vie sociale de l’entreprise, les conventions intervenues entre la société et ses dirigeants, etc.

Pour certaines sociétés, comme les SARL ou les SA en nom collectif ou en commandite, des documents comptables supplémentaires devront être fournis, comme notamment :

– un rapport de gestion ;

– un rapport du Conseil de surveillance pour les SA à directoire ;

– un rapport des commissaires aux comptes ;

– une proposition d’affectation du résultat soumise à l’assemblée, ainsi que la résolution votée à ce titre accompagnée d’une copie de la délibération de l’assemblée.

Peu importe le régime fiscal dont vous dépendez, vous devrez fournir ces pièces comptables afin de prouver la véracité et l'exactitude de votre comptabilité.

Les comptes et rapports annuels devront faire l'objet d'une mention au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales auprès du Tribunal du commerce dont vous dépendez.

Et enfin, n'oubliez pas que tous ces documents comptables obligatoires doivent être conservés pendant une période minimale de 10 ans suite à la clôture de l'exercice.

Thème : Gestion

Rédigé par Laure Mazuel

....
....

المحاسبة العمومية هي مجموع القواعد التي تجري ما عدا في حالة سن مقتضيات مخالفة على العمليات المالية والحسابية للدولة والجماعات المحلية ومؤسساتها وهيأتها والتي تحدد الالتزامات والمسؤوليات المنوطة بالأعوان المكلفين بها.

ويطلق على هؤلاء الأشخاص المعنويين في هذا المرسوم الملكي اسم 'المنظمات العمومية'.

الفصل 1 من مرسوم ملكي رقم 330.66 بتاريخ 10 محرم 1387 (21 أبريل 1967) بسن نظام عام للمحاسبة العمومية.

يراد بالمحاسبة العمومية المطبقة على الجماعات المحلية ومجموعاتها، مجموع القواعد المنظمة لتنفيذ ومراقبة عملياتها المالية والمحاسبية وكذا مسك محاسبتها بالإضافة إلى تحديدها لالتزامات ومسؤوليات الأعوان المكلفين بتطبيقها.

وتشتمل العمليات المالية والمحاسبية للجماعات المحلية ومجموعاتها على العمليات المتعلقة بالميزانية والخزينة والممتلكات.

الفصل 1 من مرسوم رقم 2.09.441 صادر في 17 من محرم 1431 (3 يناير 2010) بسن نظام للمحاسبة العمومية للجماعات المحلية

....

مدونة المحاكم المالية

صيغة محينة بتاريخ 19 سبتمبر 2016

القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية كما تعديله :

ظهير شريف رقم 1.02.124 صادر في فاتح ربيع الآخر 1423 (13 يونيو 2002) بتنفيذ القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية

المادة 3

طبقا للكيفيات والشروط المحددة في هذا القانون، يمارس المجلس الاختصاصات التالية:

- التدقيق والبت في حسابات الأجهزة العمومية التي يقدمها المحاسبون العموميون مع مراعاة الاختصاصات المخولة بمقتضى هذا القانون للمجالس الجهوية؛
- التأديب المتعلق بالميزانية والشؤون المالية؛
- البت في طلبات الاستئناف المرفوعة ضد القرارات والأحكام الصادرة عن غرف المجلس وعن المجالس الجهوية للحسابات؛
- مراقبة تسيير الأجهزة العمومية وتقييم البرامج والمشاريع العمومية؛
- مراقبة استعمال الأموال العمومية؛
- تتبع تنفيذ التوصيات التي تسفر عنها المهمات الرقابية؛
- تدقيق حسابات الأحزاب السياسية؛
- فحص النفقات المتعلقة بالعمليات الانتخابية؛
- مراقبة وتتبع التصاريح الإجبارية بالممتلكات طبقا للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل مع مراعاة الاختصاصات المخولة بمقتضى هذا القانون للمجالس الجهوية.

ويقوم المجلس بصفة مستمرة بمهمة التنسيق والتفتيش إزاء المجالس الجهوية.

المادة 111

لا تحول المتابعات أمام المجلس دون ممارسة الدعوى التأديبية والدعوى الجنائية.

وإذا اكتشف المجلس أفعالا من شأنها أن تستوجب عقوبة تـأديبية، أخبر الوكيل العام للملك بهذه الأفعال السلطة التي لها حق التأديب بالنسبة للمعني بالأمر، والتي تخـبر المجلس خلال أجل ستة (6) أشهر فـي بيان معلل بالتدابير التي اتخذتها.

وإذ ا كان الأمر يتعلق بأفعال يظهر أنها قد تستوجب عقوبة جنائية، رفع الوكيل العام للملك الأمر من تلقاء نفسه أو بإيعاز من الرئيس الأول إلى الوكيل العام للملك لدى محكمة النقض قصد اتخاذ ما يراه ملائما، وأخبر بذلك السلطة التي ينتمي إليها المعنى بالأمر.

ويخبر الوكيل العام للملك لدى محكمة النقض المجلس بالتدابير التي اتخذها.

ظهير شريف رقم 1.03.195 صادر في 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر2003) بتنفيذ القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى

المادة 2

مهمة المراقبة المالية

تجرى المراقبة المالية للدولة على المؤسسات العامة والشركات والمقاولات المشار إليها في المادة الأولى أعلاه بكيفية قبلية أو بعدية تبعا لشكلها القانوني وطريقة تسييرها وذلك وفق الشروط المنصوص عليها في هذا القانون وعلى الهيئات الخاضعة للمراقبة المالية للدولة بمقتضى قانون خاص.

وتهدف هذه المراقبة بحسب الحالة إلى ما يلي :

- المتابعة المنتظمة لتسيير الهيئات الخاضعة للمراقبة المالية؛

- السهر على صحة عملياتها الاقتصادية والمالية بالنظر إلى أحكام النصوص القانونية والتنظيمية والنظامية المطبقة عليها؛

- تقييم جودة تسييرها وانجازاتها الاقتصادية والمالية وكذا مطابقة تسييرها للمهام والأهداف المحددة لها؛

- العمل على تحسين منظوماتها الإعلامية والتدبيرية؛

- جمع وتحليل المعلومات المتعلقة بمحفظة سندات الدولة وانجازاتها الاقتصادية والمالية.

الباب الثاني: نطاق وأنواع المراقبة

المادة 3

مراقبة المؤسسات العامة

تخضع المؤسسات العامة لمراقبة قبلية يقوم بها الوزير المكلف بالمالية ومراقب الدولة وخازن مكلف بالأداء وفقا للمواد 7 و8 و 9 و 10 بعده.

غير أن المؤسسات العامة المتوافرة فيها الشروط المنصوص عليها في المادتين 17 أو18 بعده، تخضع، استثناء مما ورد في الفقرة أعلاه، للمراقبة المواكبة المقررة في الباب الرابع من هذا القانون.

وتحدد وتراجع بصفة دورية بمرسوم قائمة المؤسسات العامة الخاضعة للمراقبة القبلية أو للمراقبة المواكبة وترفق قائمة المؤسسات العامة المشار إليها أعلاه بالوثائق الملحقة بمشروع القانون المالي عند عرضه على البرلمان.

المادة 4

مراقبة شركات الدولة ذات المساهمة المباشرة

تخضع شركات الدولة التي تملك فيها الدولة أو جماعة محلية مساهمة مباشرة لمراقبة مواكبة يقوم بها الوزير المكلف بالمالية ومراقب الدولة وفقا لأحكام الباب الرابع من هذا القانون.

المادة 5

مراقبة شركات الدولة ذات المساهمة

غير المباشرة والشركات التابعة العامة

يمكن أن تخضع شركات الدولة التي لا تملك فيها الدولة أو جماعة محلية مساهمة مباشرة وكذا الشركات التابعة العامة لمراقبة، بمقتضى اتفاقية، يقوم بها مندوب للحكومة وفقا لأحكام الباب الخامس من هذا القانون.

المادة 6

مراقبة المقاولات ذات الامتياز

تخضع المقاولات ذات الامتياز لمراقبة مالية تحدد في عقد الامتياز ويقوم بها مندوب للحكومة يعين لدى المقاولة ذات الامتياز.

....

ظهير شريف رقم 1.96.83 صادر في 15 من ربيع الأول 1417 (فاتح أغسطس 1996) بتنفيذ القانون رقم 15.95 المتعلق بمدونة التجارة.

المادة 19

يتعين على التاجر أن يمسك محاسبة طبقا لأحكام القانون رقم 9.88 المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.92.138 بتاريخ 30 من جمادى الآخرة 1413 (25 ديسمبر 1992).

إذا كانت تلك المحاسبة ممسوكة بانتظام فإنها تكون مقبولة أمام القضاء كوسيلة إثبات بين التجار في الأعمال المرتبطة بتجارتهم.

القسم الرابع: التزامات التاجر

الباب الأول: القواعد المحاسبية والمحافظة على المراسلات

المادة 18

يتعين على كل تاجر، لأغراضه التجارية، أن يفتح حسابا في مؤسسة بنكية أو في مركز للشيكات البريدية.

المادة 19

يتعين على التاجر أن يمسك محاسبة طبقا لأحكام القانون رقم 9.88 المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.92.138 بتاريخ 30 من جمادى الآخرة 1413 (25 ديسمبر 1992).

إذا كانت تلك المحاسبة ممسوكة بانتظام فإنها تكون مقبولة أمام القضاء كوسيلة إثبات بين التجار في الأعمال المرتبطة بتجارتهم.

المادة 20

يجوز للأغيار أن يحتجوا ضد التاجر بمحتوى محاسبته ولو لم تكن ممسوكة بصفة منتظمة.

المادة 21

حينما تكون وثائق محاسبية متطابقة مع نظير يوجد بين أيدي الخصم، فإنها تكون دليلا تاما لصاحبها وعليه.

المادة 22

يجوز للمحكمة أثناء الدعوى أن تأمر، تلقائيا أو بناء على طلب أحد الأطراف، بتقديم الوثائق المحاسبية أو بالاطلاع عليها.

المادة 23

التقديم هو استخراج من المحاسبة للمحررات فقط التي تهم النزاع المعروض على المحكمة.

المادة 24

الاطلاع هو العرض الكامل للوثائق المحاسبية. ولا يجوز أن يؤمر به إلا في قضايا التركة أو القسمة أو التسوية أو التصفية القضائية وفي غير ذلك من الحالات التي تكون فيها الوثائق مشتركة بين الأطراف.

يكون الاطلاع بالكيفية التي يتفق عليها الأطراف، فإن لم يتفقوا حصل عن طريق الإيداع في كتابة ضبط المحكمة التي تنظر في النزاع.

المادة 25

إذا أمر القاضي التاجر بعرض محاسبته ورفض أو صرح بأنه لا يتوفر عليها، جاز له أن يوجه اليمين إلى الطرف الآخر لتعزيز طلبه.

المادة 26

يجب أن ترتب وتحفظ أصول المراسلات الواردة ونسخ المراسلات الصادرة مدة عشر سنوات ابتداء من تاريخها.

في حالة تطابق بيانات الأصول الموجودة بين يدي أحد الأطراف والنسخ الممسوكة من الطرف الآخر، فلكل منها نفس قوة الإثبات.

....

https://www.upsilonconsulting.com

مدونة الضرائب 2021

Article 213.- Pouvoir d’appréciation de l’administration

I.- Lorsque les écritures d’un exercice comptable ou d’une période d’imposition présentent des irrégularités graves de nature à mettre en cause la valeur probante de la comptabilité, et ayant pour

conséquence une insuffisance de chiffre d'affaires ou de résultat imposable ou de ne pas permettre à la comptabilité présentée de justifier les résultats déclarés, l'administration peut déterminer la base d'imposition d'après les éléments dont elle dispose.

Sont considérés comme irrégularités graves :

1°- le défaut de présentation d'une comptabilité tenue conformément aux dispositions de l'article 145 ci-dessus ;

2°- l'absence des inventaires prévus par le même article ;

3°- la dissimulation d'achats ou de ventes dont la preuve est établie par l'administration ;

4°- les erreurs, omissions ou inexactitudes graves et répétées, constatées dans la comptabilisation des opérations ;

5°- l'absence de pièces justificatives privant la comptabilité de toute valeur probante ;

6°- la non comptabilisation d'opérations effectuées par le contribuable;

7°- la comptabilisation d'opérations fictives.

Si la comptabilité présentée ne comporte aucune des irrégularités graves énoncées ci-dessus, l'administration ne peut remettre en cause ladite comptabilité et reconstituer le chiffre d'affaires que si elle apporte la preuve de l'insuffisance des chiffres déclarés.

II.- Lorsqu'une entreprise a directement ou indirectement des liens de dépendance avec des entreprises situées au Maroc ou hors du Maroc, les bénéfices indirectement transférés, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont rapportés au résultat fiscal et /ou au chiffre d'affaires déclarés.

En vue de cette rectification, les bénéfices indirectement transférés comme indiqué ci-dessus, sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires ou par voie d'appréciation directe sur la base d'informations dont dispose l'administration.

III.- Lorsque l'importance de certaines dépenses engagées ou supportées à l'étranger par les entreprises étrangères ayant une activité permanente au Maroc n'apparaît pas justifiée, l'administration peut en limiter le montant ou déterminer la base d'imposition de l'entreprise par comparaison avec des entreprises similaires ou par voie d'appréciation directe sur la base d'informations dont elle dispose.

IV.- Les rectifications découlant de l'application des dispositions du présent article sont effectuées, selon le cas, dans les conditions prévues à l'article 220 ou 221 ci-dessous.

V.- Les opérations constitutives d'un abus de droit ne sont pas opposables à l'administration et peuvent être écartées afin de restituer leur véritable caractère, dans les cas suivants :

• lorsque lesdites opérations ont un caractère fictif ou visent uniquement la recherche du bénéfice des avantages fiscaux à l'encontre des objectifs poursuivis par les dispositions législatives en vigueur ;

• ou lorsqu'elles visent à éluder l'impôt ou à en réduire le montant qui aurait été normalement supporté eu égard à la situation réelle du contribuable ou de ses activités, si ces opérations n'avaient pas été réalisées

....

Dans la forme également, les entreprises doivent présenter à l'Inspecteur des Impôts :

• Un manuel de procédures comptable. qui a pour objet de décrire l'organisation comptable de leur entreprise. Il s'agit d'une obligation pour toute entreprise dont le chiffre d'affaires dépasse 10 millions de dirhams ;

• Le livre d'inventaire. Il s'agit d'un livre coté et paraphé par le juge du tribunal compétent avant son utilisation. En effet, ce document doit contenir un état estimatif et descriptif, des éléments actifs et passifs de l'entreprise ;

• Livre spécial de paie. Obligatoire en vertu de l'article 80 du C.G.I., ce livre récapitule les totaux des feuilles de paie. Cette obligation ressort également de l'article 371 de la loi n°65-99 relative au code de travail. L'entreprise peut demander la dispense de tenue d'un registre manuel à l'inspecteur du travail si elle tient un livre informatisé.

• (Audit fiscal au Maroc)

Le non-respect des règles de forme, ou l'absence d'un des livres prévus par la loi peuvent constituer une base justifiant que l'administration rejette la comptabilité.

Conséquences d'un rejet de la comptabilité

En cas de rejet de la comptabilité par l'Administration fiscale, les dispositions de l'article 213 s'appliquent. En effet, ceci donne à l'administration un pouvoir d'appréciation.

Lire également : Dispositions de l'article 213 du CGI.

L'administration peut, alors, établir l'imposition sur des bases différentes de celles que le contribuable a déclaré.

Ce droit intervient, selon les dispositions de l'article 213 et de la circulaire 717, dans les cas suivants :

• Premièrement, le défaut de présentation d'une comptabilité, tenue conformément aux dispositions légales (de fonds et de forme) ;

• Deuxièmement, l'absence des inventaires prévus par le même article ;

• Troisièmement, la dissimulation d'achats ou de ventes que l'administration prouve ;

• Quatrièmement, les erreurs, omissions ou inexactitudes graves et répétées, constatées dans la comptabilisation des opérations ;

Cinquièmement, l'absence de pièces justificatives privant la comptabilité de toute valeur probante ;

Sixièmement, la non comptabilisation d'opérations effectuées par le contribuable ;

Enfin, la comptabilisation d'opérations fictives.

Le rejet de comptabilité, lorsque un contrôle fiscal l'établit, conduit à une inversion de la charge de la preuve.

En effet, lorsque la comptabilité présente des irrégularités graves, la charge de la preuve incombe au contribuable.

En conclusion

Le rejet de la comptabilité est une arme redoutable dont dispose l'administration dans le cadre d'un contrôle fiscal.

Il incombe à l'entreprise de s'assurer qu'aucun motif de rejet de fonds ou de forme ne permettra de justifier cette procédure.

Nous conseillons vivement de tester votre comptabilité préalablement à travers un audit fiscal.

....
....

doivent être communiquées.

Bonne information : Au-delà de la conformité aux règles et aux principes, le problème essentiel est d'assurer aux différents utilisateurs des documents financiers la compréhension pleine et entière du contenu de ces documents. Pour ce faire les entreprises doivent fournir dans ces documents une information satisfaisante, c'est-à-dire une information suffisante et significative

....

Gestion budgétaire

La gestion budgétaire est un plan ou un état prévisionnel des recettes et de dépenses présumées qu'une personne aura à encaisser et à effectuer pendant une période donnée.

La gestion budgétaire implique trois concepts :

• La prévision

• La budgétisation

• Le contrôle budgétaire

Les trois concepts-

La prévision-

La prévision se base sur des données historiques pour fournir un plan global du budget dans le futur. Il est important de ne négliger aucun facteur dans le calcul du budget futur. Par exemple le prix et la quantité d'article à vendre, coût des matières premières, le financement,...

La budgétisation-

La budgétisation est le rapport entre les objectifs visés et les moyens pour les atteindre. Un budget est un document qui transforme les plans en argent – l'argent qu'il faudra dépenser pour que les activités que vous avez planifiées puissent être réalisées (dépenses) et l'argent qu'il faudra obtenir pour couvrir les frais engendrés par la réalisation des activités (revenu). C'est une estimation ou une supposition éclairée, sur ce dont vous aurez besoin sur le plan monétaire pour réaliser votre travail.

Le budget est un instrument de gestion essentiel :

• Le budget vous indique de combien d'argent vous aurez besoin pour pouvoir mener à bien vos activités.

• Le budget vous oblige à être rigoureux en réfléchissant aux implications de ce que vous avez planifié pour votre activité. Il arrive parfois que les réalités du processus de budgétisation vous forcent à repenser vos programmes d'action.

• Le budget vous permet de contrôler vos revenus et vos dépenses et d'identifier tout problème.

• Utilisé correctement, le budget vous indique à quel moment vous aurez besoin de certaines sommes d'argent pour mener à bien vos activités.

Le contrôle budgétaire-

On utilise le contrôle du budget pour déterminer dans quelle mesure une organisation atteint ses objectifs sur le plan financier. Il est nécessaire de comparer régulièrement les revenus et les dépenses réelles par rapport aux revenus et aux dépenses budgétés. Pour cela, il faut être capable de préparer un rapport d'analyse des écarts. Ceci montrera, mois après mois, dans quels domaines les dépenses sont

trop élevées, à quels domaines ou à la réalisation de quels objectifs n'a pas été consacré suffisamment d'argent. Afin de pouvoir réaliser un rapport d'analyse des écarts et les projections des marges brutes d'autofinancement, il faudra détailler le budget général en un budget mensualisé.

Sources-

• Vastmans Koen, Economie de l'entreprise, 2e Bachelor Science Nautique, Anvers

Liens externes-

• La gestion budgétaire au Canada

....

https://fr.m.wikipedia.org/wiki

La comptabilité analytique est un système d'information comptable (exprimé en unités monétaires) qui permet d'informer les dirigeants (ou managers) des organisations afin de prendre des décisions de gestion. La comptabilité analytique se distingue de la comptabilité financière dans la mesure où elle fournit des informations qui ne sont pas destinées à être publiées auprès d'utilisateurs externes à l'entreprise. Elle s'intéresse donc essentiellement à l'analyse (analyser, c'est décomposer pour comprendre) des charges et des produits. Autrement dit, elle conduit à faire des calculs de coûts ou de marges qui permettent d'éclairer les dirigeants (ou managers).

Jusqu'en 1999, la comptabilité analytique était décrite dans le plan comptable général français. Un système de comptes, adossés à la comptabilité générale, permettait de classer les éléments constitutifs du résultat de l'exercice. Elle rapproche chaque produit de ses coûts, qu'ils aient été encourus dans l'exercice ou dans des périodes précédentes. Elle divise les résultats par centre de décision

permettant un meilleur pilotage, ou les consolide par ligne d’activité, afin de mieux en apprécier la situation. Elle est parfois associée à d’autres techniques de management comme la gestion budgétaire ou la gestion par les objectifs, à qui elle fournit les éléments de comparaison comme comptabilité de gestion.

Les techniques de comptabilité analytique se sont développées dans les grandes entreprises industrielles à partir du xixe siècle (on parlait alors de comptabilité industrielle). La comptabilité analytique s’est généralisée avec l’apparition de l’informatique et des progiciels de gestion qui ont fortement abaissé le coût de la collecte et du traitement d’une information détaillée. Elle concerne désormais toutes les formes et toutes les tailles d’entreprises, dont elle est un des éléments clefs du système d'information.

L'expression "comptabilité analytique" est une expression franco-française qui est généralement traduite en anglais par management accounting (ou "comptabilité de gestion").

La difficulté primordiale de la connaissance du résultat d’exercice

Le résultat de l’exercice est facile à déterminer, lorsque les recettes correspondent à la vente de produits ou de services dont les coûts ont été encourus dans l’exercice. Dans ce cas, le constat fait en comptabilité générale suffit à le calculer par simple différence entre les deux éléments du compte d’exploitation. Mais cette circonstance est exceptionnelle. En général, une partie des dépenses de la période concerne des produits qui seront vendus ultérieurement et une partie des produits vendus intègre des frais qui proviennent d’une production antérieure. La comptabilité générale, qui recueille les flux par nature de dépense, ne permet pas de résoudre cette difficulté.

Deux exemples permettront de comprendre la complexité organisationnelle du problème.

• Un promoteur va mettre plusieurs années à concevoir et fabriquer un immeuble. Si l'immeuble est en cours de construction à la fin de l'exercice, l'ensemble des coûts encourus sur cet immeuble doivent être isolés pour ne pas charger les résultats de l'exercice. Ces coûts sont un regroupement par chantier des comptes de charges de la comptabilité générale. Ils sont accumulés en cours à l'actif du bilan pour ne pas charger les résultats. Lorsque les appartements sont mis en vente, on va sortir des comptes d'encours les charges correspondantes qui vont être rapprochées de la valeur des ventes pour faire apparaître le résultat. Les ventes pouvant s'écouler sur plusieurs années, les encours vont être vidés au fur et à mesure. Les sociétés de promotion ont donc un besoin crucial de comptabilité analytique par immeuble ne serait-ce que pour déterminer leur résultat de comptabilité générale. Le recoupement avec les charges et produits de la comptabilité générale est également indispensable : compte tenu des sommes en jeu, il ne peut y avoir de fuite de valeur d'un exercice à l'autre. Un système estimatif ne suffit pas.

• Un fabricant actuel d'outils coupants produit plusieurs milliers de produits différents. Un catalogue de vente contient souvent plus de 10 000 articles. En général, les séries de production de chaque article planifiées chaque année ne correspondent qu'en partie aux ventes de l'année. En fin d'exercice, des séries seront en cours (des coûts ont été engagés mais les produits ne sont pas finis) et de nombreux produits finis ne seront pas encore vendus. Autrement dit, il faut savoir, produit par produit, quelle est la valeur qui a été accumulée pendant l'exercice dans les produits restant en stock, et quelle partie de la valeur reportée des exercices précédents correspond à des produits vendus dans l'exercice en cours. Il est donc indispensable de connaître la variation de valeur des stocks et des encours, ce qui ne peut se faire qu'article par article. Un reclassement des charges pour valoriser les entrées en stock est donc nécessaire et implique une

comptabilité analytique. Ici encore, notons que l'objectif est de permettre la production du résultat comptable général, défini comme la différence entre les ventes et le prix de revient des ventes.

Tant que l'industrie était constituée de petits ateliers, produisant en petites séries des articles peu nombreux, les chevauchements de valeur entre exercice étaient de peu d'importance. Quand le développement du capitalisme a fait apparaître des entreprises fortement capitalisées produisant en masse une grande variété d'articles, le besoin a été de plus en plus pressant. C'est pourquoi la comptabilité analytique est née d'abord dans la sidérurgie et dans les grosses industries mécaniques, chimiques ou verrière (par exemple Saint Gobain) et y a pris toute son ampleur à la fin du xixe siècle et au début du xxe. L'étude des temps, notamment autour des innovations de Charles Taylor, a donné de l'élan aux méthodes de production et donné un cadre à la ventilation des coûts dans les différents produits. Le « costing » est devenu de règle dans l'industrie et a permis de dégager beaucoup des concepts utilisés dans les systèmes de comptabilité analytique.

La résolution du problème précédent sans comptabilité analytique

Si la question du coût de la production des produits vendus dans l'exercice est générale et se présente à toute entreprise de production, il ne faut pas croire qu'elle a été et qu'elle est encore résolue seulement par la mise en place d'une comptabilité analytique.

Pendant longtemps et c'est encore le cas dans nombre d'entreprises, la difficulté a été traitée par des travaux extra comptables d'inventaire périodique, permettant de dégager les variations de stocks et les valorisant avec des procédés empiriques. À partir des gammes et des nomenclatures, les ingénieurs définissaient par

exemple les temps et les consommations nécessaires à la production d’un article. Il suffisait de donner une valeur aux taux horaires et aux ingrédients, puis de tenir compte de l’amortissement des machines, pour aboutir à une valorisation considérée comme raisonnable des stocks. Il n’était pas nécessaire de mettre en œuvre des systèmes coûteux de suivi détaillé des opérations de production. La loi n’imposant pas de méthodes particulières mais simplement la continuité de leur emploi, ce pragmatisme pouvait suffire. Notamment si les décalages de temps entre production et vente n’étaient pas trop importants. Si les stocks représentent par exemple moins de 10 % du chiffre d’affaires, une erreur de valorisation de 10 % fait varier très peu le résultat et de toute façon sera corrigée à l’exercice suivant.

L’inconvénient des méthodes stochastiques et pragmatiques devient discriminant lorsque les encours et les stocks représentent une très large fraction du chiffre d’affaires de l’exercice. Les erreurs, indétectables, faute de recoupement avec la comptabilité générale, peuvent alors faire perdre toute signification aux résultats de période, tout en faussant les décisions de gestion prises sur des valorisations trop loin des réalités.

C’est pourquoi de nombreuses entreprises ont reconnu la nécessité de mettre en œuvre une véritable comptabilité analytique permettant l’enregistrement en continu des flux de production afin d’obtenir des résultats recoupant le plus parfaitement possible les valeurs de la comptabilité générale.

Les principales méthodes de comptabilité analytique

La méthode des centres d'analyse (ou méthode des sections homogènes)

Article détaillé : Méthode des coûts complets.

La méthode des centres d'analyse est une méthode de calcul de coût complet issue du plan comptable général (PCG) utilisé en France jusqu'en 1999. L'expression "centres d'analyse" a remplacé en 1982 l'expression "sections homogènes" utilisée dans les plans comptables précédents depuis 1942.

Le principe est d'identifier et d'additionner tous les coûts nécessaires à un "objet de coût", c'est-à-dire à quelque chose que l'on souhaite calculer. Concrètement, les coûts complets calculés sont essentiellement de trois sorte : les coûts d'approvisionnement, les coûts de production et les coûts de revient. Les deux premiers servent en effet à valoriser les stocks de matières et de marchandises, alors que le dernier sert à être comparé au prix de vente. Si le prix est supérieur au coût de revient, le produit est bénéficiaire. Dans le cas contraire, il est déficitaire. Le calcul du coût de revient sert donc à établir une valeur minimum en dessous de laquelle l'entreprise n'acceptera pas de diminuer son prix. Dans le plan comptable, on parlait de "prix de revient" jusqu'en 1982, mais cette expression a été bannie depuis car elle mélange deux notions : celle du prix de vente qui se négocie, et celle du calcul du coût de revient qui est une information utile pour négocier le prix.

La méthode des centres d'analyse se caractérise donc par :

• son origine (le PCG français) ;

• sa diffusion (elle est enseignée en France et son vocabulaire très homogène est très largement utilisé dans les entreprises françaises) ;

• sa nature très pratique (elle propose des solutions "clefs en main" à des problèmes parfois complexes) ;

• son origine industrielle (reposant sur l'idée que les calculs de coûts étant très complexes dans les entreprises industrielles, si la méthode

permet de répondre aux besoins des industriels, elle permettra de répondre aux besoins des entreprises commerciales ou de service qui ne sont pas confrontés aux mêmes difficultés) ;

• le rôle central des stocks dans la structure des calculs de coûts.

La méthode propose de calculer successivement les coûts d'approvisionnement (qui permettent de valoriser les stocks de matières), puis en tenant compte des variations de stocks, de calculer les coûts de production, puis en tenant compte des variations de stocks des produits finis, les coûts de revient. Autrement dit, les charges doivent être réparties d'abord entre ces trois étapes (approvisionnement, production et tout le reste), avant d'être attribuées aux produits ou matières.

Certaines charges ne posent pas de difficultés pour être attribuées à une étape ou à un produit. On parle de charges directes, et on dit que l'on affecte les charges aux produits. Par exemple, les consommations de bois pour fabriquer des tables en bois sont généralement facile à identifier.

D'autres charges sont plus délicates à répartir. On parle de charges indirectes. Une analyse préalable aux calculs doit donc être menée afin de trouver des clefs de répartition de ces charges. On dit qu'on impute les charges indirectes aux produits. Le plan comptable, qui se veut pragmatique, propose de répartir ces charges indirectes en deux temps. On parle de répartition primaire puis de répartition secondaire.

La répartition primaire consiste à regrouper les charges indirectes en "groupes" (on parle de sections ou de centres d'analyse) homogènes. Puis ces groupes seront répartis sur les produits selon une clef de répartition que l'on appelle "unité d'œuvre". Lorsque le "centre" regroupe des charges liées à des activités transversales (comme

l'entretien des locaux, la logistique etc.), il est délicat de trouver une clef de répartition. Deux solutions sont alors possibles : soit on considère que le centre n'est pas homogène, et on le subdivise autant qu'il faudra pour qu'une unité d'œuvre soit pertinente (par exemple, on subdivise l'activité "entretien des locaux" en trois centres : "entretien des entrepôts", "entretiens des ateliers" et "entretiens des locaux commerciaux"), soit on trouve répartit le centre (appelé auxiliaire) sur les autres centres (appelés "principaux"). (Par exemple, on répartit le centre "entretien des locaux" sur les centres regroupant les charges indirectes d'approvisionnement, de production et les autres charges).

La délicate question des frais généraux et du niveau de l'activité

Imaginons une entreprise produisant les produits A et B. Ils absorbent chacun la moitié des frais généraux. Pour une raison quelconque, le produit B n'est plus fabriqué. La méthode des coûts complets provoque le reversement des frais généraux absorbés par B sur A, dont le coût unitaire est augmenté d'autant et la rentabilité éventuellement compromise.

De même la fixité relative des frais généraux, en terme économique son absence d'élasticité en fonction de l'activité, entraîne un chargement des prix unitaires en cas de ralentissement général des affaires. Cela limite la perte de résultat dans l'exercice concerné mais cela l'étale dans le temps. On traîne à sortir de la crise en portant la croix du passé. Ces variations qui ne sont pas reliées à l'activité des différents responsables ne peuvent pas servir à juger de leur action et peuvent troubler la fixation raisonnable des prix.

Le coût d'un système permanent d'enregistrement des flux analytiques étant très élevé, ne pas pouvoir l'utiliser pour contrôler la gestion et, qui plus est, risquer de perturber la gestion a été dénoncé

comme inacceptable par de très nombreux auteurs qui ont proposé diverses méthodes visant à éliminer les variations considérées comme parasites.

L’imputation rationnelle des charges fixes

Article détaillé : Méthode de l'imputation rationnelle.

L'imputation rationnelle des charges fixes, parfois présentée comme une "méthode", n'est en aucun cas une méthode alternative à d'autres méthodes de calcul de coût. L'imputation rationnelle (rationnelle provient de "ratio", c'est-à-dire "proportionnel") des coûts fixes consiste à intégrer dans les calculs de coûts les coûts fixes de manière proportionnelle à l'activité.

L'imputation rationnelle (IRCF) transforme donc les coûts fixes en coûts variables. Pour cela, il faut définir un niveau d'activité dit "normal". Par exemple, si l'atelier est prévu pour une activité de production de 100 tables par mois, on considère que ce niveau est le niveau normal. Si un mois, on fabrique 110 tables, on multipliera le montant des coûts fixes par un ratio de 110/100 = 1,1. En cas de sous-activité, si le taux d'activité est de 0,7, on n'intègrera dans les calculs que 70% des coûts fixes.

L'avantage de l'IRCF est donc d'isoler le coût de la sous-activité (les 30% des coûts fixes dans l'exemple précédent) dans un indicateur appelé "écart d'imputation, tout en mesurant un coût indépendant des variations d'activité. Ce double calcul permet d'affiner l'analyse. Si le coût en IRCF augmente, c'est que la gestion de la production rencontre des difficultés indépendamment de l'impact que la variation d'activité a sur les coûts fixes unitaires.

Le Plan Comptable Général, par respect du principe de prudence, oblige les entreprises à valoriser leurs stocks avec IRCF en cas de

sous-activité, alors qu'elle interdit l'IRCF en cas de suractivité. C'est pourquoi il ne faut surtout pas présenter l'IRCF comme une méthode alternative de calcul de coûts. Elle s'impose dans certaines situations, quelle que soit la méthode de calcul utilisée. Concrètement, lorsque l'on calcule un coût complet, que ce soit par la méthode des centres d'analyse décrite par le PCG, ou par une méthode ABC à la mode dans les années 1990 et 2000, l'IRCF s'impose en cas de sous-activité.

La difficulté de la méthode est évidemment de définir des niveaux « normaux » qui peuvent être définis soit par rapport au passé, soit par rapport à une prévision soit par rapport à la capacité de l'usine ou de la ligne de production.

La méthode du direct costing

Article détaillé : Direct costing.

Cette méthode vise à privilégier l'effet dynamique des ventes dans la gestion en se proposant de déterminer leur contribution à l'absorption des coûts fixes et au résultat global. La comparaison des contributions dans le temps donne une vision pertinente de l'activité des lignes de produits et des commerciaux. Elle évite de fermer une ligne de produits qui contribue et qui serait déficitaire en coût complet, le report des frais généraux sur les produits restant les entraînant à leur tour dans le déficit.

L'inconvénient de la méthode est qu'elle ne permet pas de valoriser les stocks car elle est incompatible avec les règles du Plan Comptable. Cela force à tenir deux comptabilités analytiques ou à trouver des méthodes pour fusionner tous les besoins en un seul système dont le direct costing sera l'une des sorties.

Si une partie du processus de fabrication est externalisée, les coûts transférés sont des prix de vente qui intègrent des frais de structure

et le bénéfice du sous-traitant. La comparaison d'une année sur l'autre devient impossible.

Une autre évolution qui pénalise la méthode est la tendance générale à l'augmentation des frais de structures dans le prix de revient d'un produit. Les frais directs ne représentent plus qu'une fraction des coûts et jouent dès lors un trop grand rôle dans la méthode.

L'admission d'une contribution positive même faible peut conduire à des politiques de prix dangereuses pour la survie de l'entreprise.

La méthode des coûts standards

Article détaillé : Coût standard.

Cette méthode est particulièrement utile pour les entreprises qui fabriquent de très nombreux produits selon des processus de fabrication bien déterminés. Le bureau des méthodes est alors capable de fixer les gammes, les nomenclatures et les séries économiques de fabrication.

En fin de série de production, on sait déterminer les quantités normales des principaux composants du coût et les comparer aux coûts réels encourus. Si on n'a pas lancé la quantité optimale, si on a été obligé de relancer la production à la suite d'incidents, entraînant des temps d'utilisation machine plus long et des pertes de matières ou de sous-produits, s'il y a eu une panne de machine, bref si on n'a pas suivi la norme des boni ou plus sûrement des mali de production vont apparaître.

Dans la cascade des déversements de coûts de section en section, les boni et les mali ne sont pas transférés. Chaque entité sera donc jugée sur ses écarts propres et non pas sur les conséquences des erreurs des autres. Les stocks sont tenus en coûts standards. Les boni et mali restent dans les résultats de période.

Elle présente théoriquement tous les avantages :

• Les marges sur coût standard permettent de suivre les contributions de produits, lignes de produits et entités commerciales mieux qu'en direct costing (le coût est plus réaliste et ne dépend pas de l'intensité capitalistique du système de production) ;

• Les variations d'activités parasites et les effets de bords des autres produits dans l'absorption des coûts fixes sont évités ;

• Les stocks sont évalués de façon conforme aux règles comptables ;

• L'affectation des boni et mali à la période est de bonne gestion ;

• La méthode crée une tension dynamique vers l'optimum de production. Le contrôle peut se faire quasiment en temps réel et il n'est pas nécessaire d'attendre des mois pour constater les dérives.

• La méthode est insensible aux politiques de sous-traitance ;

• Elle permet d'associer une gestion budgétaire fine à la gestion analytique.

Le seul inconvénient est la possibilité effective de définir les coûts standard ce qui n'est pas toujours possible ainsi que l'énorme travail de saisie et de traitement en continu des données opérationnelles qui rend la méthode impraticable sans le secours de l'informatique.

La méthode GP

Inventée par George Perrin, dans la foulée des travaux de Taylor sur les temps de travail, cette méthode visait principalement à simplifier le calcul des coûts de revient dans les entreprises de mécaniques fabriquant de nombreux produits sur un même ensemble de machines.

L’idée principale est que la majorité des produits sont dans un rapport de coûts fixe entre eux. Les méthodes de fabrication ne changeant que lentement la stabilité de ce rapport peut être considérée comme acquise. Plutôt que de suivre produit par produit les temps et les consommations, ce qui peut être exagérément coûteux et ralentir la production, on se contente de constater les quantités produites. Les rapports de coût étant stables, il est facile de les transformer en une quantité de production unique qui est rapprochée des coûts de production globaux de la période.

On en déduit un coût unitaire de l’unité de production, opportunément appelée le GP, et on s’applique à la valorisation des stocks. On peut dans cette méthode se contenter d’un nombre de sections réduites et de l’inventaire des produits fabriqués. Elle peut donc s’avérer très économique. Elle suppose que le bureau des méthodes ait coté en GP tous les articles. C’est pour cela que la méthode a été poussée par des sociétés de conseils spécialisés dans les études de temps (MTM, etc.). Cette méthode fort astucieuse est désormais remplacée par la méthode UVA.

La méthode UVA : une extension de la méthode GP

Article détaillé : Méthode UVA.

Cette méthode perfectionne la méthode des coûts complets et sert d'alternative à la méthode ABC. Elle se fonde aussi sur une analyse minutieuse des activités (sous forme de gammes opératoires), mais surtout sur celle des postes (opération élémentaire de travail constituée d'un ensemble de moyens matériels et humains, qui fonctionnent de façon homogène). Cette méthode diffusée et élargie entre autres par J. Fievez, R. Zaya et J.P. Kieffer est née des travaux de Georges Perrin réalisés au début des années 1950 sur le concept

de l'unification de la mesure de la production qui aboutit au modèle de la méthode GP rebaptisée UVA en 1995.

La méthode UVA se pose comme objectif premier de calculer le résultat (bénéfice ou perte) de chaque vente (concrètement il peut s'agir d'une facture, d'une commande, d'une livraison…). La réalisation d'une vente est considérée comme le processus transversal élémentaire dans l'entreprise regroupant tout le travail fait par toutes les fonctions depuis l'enregistrement de la commande, en passant par la production des produits, jusqu'à leur livraison et l'encaissement de la facture.

Ainsi, on peut considérer que des activités dites "de support", ou indirectes par rapport aux produits sont directement consommées par chaque vente, ce qui réduit considérablement les imputations arbitraires des charges indirectes.

En tant que processus transversal élémentaire, la vente constitue la « brique » de base qui permet de réaliser toute autre analyse de la rentabilité. Cette méthode permet de réaliser un très grand nombre de simulations sans analyse supplémentaire à partir du moment où nous disposons de l'équivalent UVA.

L'UVA est une unité de mesure, qui permet de valoriser les activités, propre à chaque entreprise, c'est le mètre-étalon spécifique auquel seront comparées toutes les consommations de ressources de tous les postes UVA. L'avantage fondamental de l'utilisation de cette unité est qu'elle est indépendante des variations monétaires et permet de gérer de façon simple des entreprises complexes (ayant beaucoup de produits et beaucoup de clients), faire comme si l'entreprise était mono-produit. Le prix de cette précision est le besoin d'une certaine stabilité dans le temps du rapport entre les ressources consommées par les postes de l'entreprise. Par conséquent, en cas de changement

profond technologique, il faut réactualiser l'analyse des postes touchés par ce changement, mais pas les autres. En conditions normales, il est recommandé de faire une réactualisation tous les 5 ans. Cette analyse des postes doit être très pointue. De plus l'article (le produit) utilisé pour calculer l'UVA doit être représentatif. Comme elle simplifie le recueil et le calcul des données, cette méthode peut être aussi utilisée dans les organisations qui n'ont pas la taille suffisante pour disposer d'un contrôleur de gestion. Ces organisations peuvent aussi bien être des petites entreprises que des unités opérationnelles atypiques de grands groupes.

ou en management stratégique (analyse de la valeur des caractéristiques des produits).

Évolution de l'emploi des méthodes analytiques

La comptabilité analytique allait connaître une révolution complète à partir des années 1970 et 1980 sous une double influence :

• Les besoins quittent le domaine purement industriel : on prend conscience qu'il faut contrôler les coûts et les recettes par activités, y compris dans les activités de service. Le résultat d'une énorme entreprise n'est pas en lui-même utilisable : il faut le fractionner en entités plus restreintes et plus significatives. Le cadre de gestion cesse d'être l'entreprise légale mais la division, le département ou le service. De même, on peut chercher à consolider les résultats d'activités qui sont de même nature mais exercées par des entités juridiques différentes. De même, l'État devenu le gestionnaire de nombreuses activités comprend qu'il doit imposer des systèmes analytiques pour en contrôler le rendement, un changement d'attitude fondamental dans un monde où le "service public" n'avait pas à tenir compte de préoccupations comptables.

Beaucoup d’entreprises d'État se sont mises à la comptabilité analytique à partir de la fin des années 1980. La Banque de France met en place la première comptabilité analytique permettant de connaître avec une fiabilité suffisante le prix de revient des billets à la fin des années 1980. Le coût révélé fut tellement plus haut que ce que croyait la direction que des plans de modernisation drastiques furent mis en place pour le réduire, conduisant à une restructuration complète des processus de production de billets à Chamalières et à l'usine de fabrication de papier. La Sealink, filiale de la SNCF, met en place un système de contrôle analytique informatisé des résultats de chaque bateau de sa flotte au milieu des années 1980. Les résultats sortent immédiatement à la fin de chaque traversée et de chaque « marée » pour les bateaux équipés. Jusque-là, les résultats d'ensemble n'étaient connus qu'en fin d'année et noyés dans ceux de la SNCF. L'amélioration des résultats a été spectaculaire.

Aujourd'hui les techniques de comptabilité analytique informatisée concernent aussi bien les universités que les hôpitaux, les ministères que les collectivités locales.

• L'informatique connaît une révolution importante avec l'apparition de terminaux de saisie qui permettent de décentraliser au plus près des événements le constat des mouvements tout en réduisant fortement les coûts de traitement de l'information. L'informatisation de processus techniques comme l'ordonnancement lancement des séries de production permet facilement de produire les éléments d'une comptabilité analytique. La gestion de stocks passe en inventaire permanent. L'apparition de progiciels adaptés à des modes standards de fonctionnement réduit encore le coût d'implantation de solutions analytiques. Les valeurs de stocks et d'en-cours sortent automatiquement. Le recoupement avec la comptabilité générale devient plus facile. Chaque gestionnaire reçoit désormais avec des

périodicités accélérées les informations de coûts et de résultats nécessaires à l'orientation de ses décisions. Désormais la comptabilité analytique fait partie de la plupart des Systèmes d’Information (SI) des entreprises importantes, des PMI et d’une part notable quoiqu’encore très améliorable des PME.

Notes et références

• ↑ « Méthodes de calcul des coûts complets » [archive], sur audit-controle.blogspot.com (consulté le 7 février 2019)

• ↑ (en) James Brimson, « Feature costing : beyond ABC », Journal of Cost Management, 1998.

Voir aussi

Sur les autres projets Wikimedia :

• comptabilité analytique, sur le Wiktionnaire

• Comptabilité analytique, sur Wikiversity

Articles connexes

• Comptabilité

• Contrôle de gestion

• Comptabilité de gestion

Bibliographie

• Emmanuelle Plot et Olivier Vidal, Comptabilité de gestion, Paris, Vuibert, coll. « Les Indispendables Vuibert », 2014, 224 p. (ISBN 978-2-311-40017-5).

• Louis Dubrulle et Didier Jourdain, Comptabilité analytique de gestion, Dunod, 2007

• Patrick Piget, Comptabilité analytique, Economica, 2006

• Toufik Saada, Alain Burlaud et Claude Simon, Comptabilité analytique et contrôle de gestion, Vuibert, 2005

....

....

....

مدونة الضرائب 2023 :

المادة 212 -

فحص المحاسبة

I -.إذا قررت الإدارة القيام بفحص محاسبة تتعلق بضريبة أو رسم معين، وجب تبليغ إشعار بذلك إلى الخاضع للضريبة وفقا للإجراءات المنصوص عليها في المادة 219 أدناه قبل التاريخ المحدد للشروع في عملية الفحص بخمسة عشر (15) يوما على الأقل

يجب الشروع في عملية الفحص خلال أجل ال يتجاوز خمسة (5) أيام عمل ابتداء من التاريخ المحدد - 3 - لبداية عملية المراقبة .

يجب أن يكون هذا الإشعار بالفحص - 4 - مرفقا بميثاق الخاضع للضريبة الذي يذكر بالحقوق والواجبات - 5- في مجال المراقبة الجبائية المنصوص عليها في هذه المدونة - 6 - ويمكن لفحص المحاسبة أن يتعلق :

- إما بجميع الضرائب والرسوم المتعلقة بالفترة غير المتقادمة؛

- وإما بإحدى أو بمجموعة من الضرائب أو الرسوم أو ببعض البنود أو عمليات معينة واردة في التصريح أو في ملحقاته أو فيهما معا و المتعلقة بكل الفترة غير المتقادمة أو بجزء منها.

تم إحداث هذه الفقرة بمقتضى البند I من - 1المادة 8 من قانون المالية لسنة 2018 .

2- تم إدراج هذا التدبير بمقتضى البند I من المادة 8 من قانون المالية لسنة 2018 .

3- تم إحداث هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 8 من قانون المالية لسنة 2018 .

4- تم تتميم هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 8 من قانون المالية لسنة 2018 .

5- تم إدراج هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 7 من قانون المالية لسنة 2011 .

6- تم إحداث هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 7 من قانون المالية لسنة 2011 .

وفي جميع الحالات، يجب أن يحدد الإشعار بالفحص فترة الفحص والضرائب والرسوم المعنية أو - 1 - البنود والعمليات المشمولة بالمراقبة .

ويقوم أعوان إدارة الضرائب بتحرير محضر عند بداية العملية المذكورة يوقعه الطرفان وتسلم نسخة - 2 - منه للخاضع للضريبة .

تقدم الوثائق المحاسبية بحسب الحالة في محل الموطن الضريبي أو المقر الاجتماعي أو المؤسسة الرئيسية للخاضعين للضريبة من الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين المعنيين إلى أعوان إدارة الضرائب الذين يتحققون من صحة البيانات المحاسبية والإقرارات التي أدلى بها الخاضعون للضريبة ويتأكدون، في عين المكان، من حقيقة وجود الأموال المدرجة في الأصول.

-3- عندما تمسك المحاسبة بواسطة أنظمة معلوماتية ، فإن المراقبة تشمل جميع المعلومات والمعطيات والمعالجات الإعلامية التي تساهم بصفة مباشرة أو غير مباشرة في تكوين الحاصلات المحاسبية أو الخاضعة للضريبة وفي إعداد الإقرارات بالضريبة و كذا الوثائق المتعلقة بتحليل المعطيات و برمجتها

و تنفيذ المعالجات.

ولا يمكن بأي حال من الأحوال أن تستغرق عملية الفحص المشار إليه أعلاه:

- أكثر من ثالثة (3)- 4 - أشهر بالنسبة للمنشآت التي يعادل أو يقل مبلغ رقم معاملاتها المصرح به في حساب الحاصلات والتكاليف برسم السنوات المحاسبية الخاضعة للفحص عن خمسين (50) مليون درهم دون احتساب الضريبة على القيمة المضافة؛ - أكثر من ستة (6) - 5 -

أشهر بالنسبة للمنشآت التي يفوق مبلغ رقم معاملاتها المصرح به في حساب الحاصلات والتكاليف برسم إحدى السنوات المحاسبية الخاضعة للفحص خمسون (50) مليون درهم دون احتساب الضريبة على القيمة المضافة.

لا يدخل في مدة الفحص كل توقف ناتج عن تطبيق المسطرة المنصوص عليها في المادة 229 أدناه المتعلقة بعدم تقديم الوثائق المحاسبية.

----

1 - تم تغيير وتتميم هذه المادة بمقتضى البند Iمن المادة 7 من قانون المالية لسنة 2011 .

2 - تم تغيير وتتميم هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 4 من قانون المالية لسنة 2014 .

3 - تم تغيير هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 8 من قانون المالية لسنة 2018 .

4 - تم تقليص مدة الفحص من 6 إلى 3 أشهر بمقتضى البند I من المادة 8 من قانون المالية لسنة 2016 .

5 - تم تقليص مدة الفحص من 12 إلى 6 أشهر بمقتضى البند I من المادة 8 من قانون المالية لسنة 2016.

ولا يحتسب كذلك في مدة الفحص كل توقف ناتج عن إرسال طلبات الحصول على المعلومات إلى إدارات الضرائب التابعة للدول التي أبرمت مع المغرب اتفاقيات أو اتفاقات تمكن من تبادل المعلومات لأغراض جبائية، المشار إليها في المادة 214- II أدناه، وذلك في حدود مائة وثمانين (180 ا) يوم

1 ابتداء من تاريخ إرسال الطلبات المذكورة .

يتعين على المفتش أن يشعر الخاضع للضريبة بتاريخ إرسال طلب الحصول على المعلومات السالف الذكر، في أجل أقصاه خمسة عشر (15)يوما ابتداء من تاريخ هذا الإرسال، وفق مطبوع نموذجي -2 - تعده الإدارة وتبعا للإجراءات المنصوص عليها في المادة 219 أدناه .

قبل اختتام فحص المحاسبة، تقوم الإدارة بإجراء محاورة شفوية وتواجهية في شأن التصحيحات التي تعتزم إدخالها على الإقرار الجبائي. ولهذا الغرض، يتم إشعار الخاضع للضريبة وفق مطبوع نموذجي تعده الإدارة وحسب الإجراءات المنصوص عليها في المادة 219 أدناه بالتاريخ المحدد لإجراء المحاورة - 3 - الشفوية والتواجهية المذكور ة وبالتاريخ الذي سيختتم فيه فحص المحاسبة.

وتأخذ الإدارة بعين الاعتبار الملاحظات التي أدلى بها الخاضع للضريبة خلال المحاورة المذكورة، إذا اعتبرت أنها تستند إلى أساس صحيح.

ويحرر محضر من طرف مفتش الضرائب، يحدد تاريخ انعقاد المحاورة المذكورة والأطراف الموقعة على المحضر. وتسلم نسخة منه للخاضع للضريبة.

غير أن رسالة التبليغ المنصوص عليها في المادتين 220 – I(الفقرة الثالثة(و221-I) الفقرة الثانية) السالفتي الذكر تظل الوثيقة الوحيدة التي يستند عليها لتحديد مبالغ التصحيحات المبلغة وإثبات الشروع في مسطرة تصحيح الضرائب.

يجوز للخاضع للضريبة أن يستعين في إطار فحص المحاسبة بمستشار يختاره.

يجب على الإدارة عقب إجراء مراقبة في

عين المكان:

II - أن تطبق المسطرة المنصوص عليها في المادة 220 أو المادة 221 أدناه في حالة تصحيح أسس فرض الضريبة؛

1- تم ادراج هذا التدبير بمقتضى البند I من المادة 6 من قانون المالية لسنة 2021 .

2 - تم ادراج هذا التدبير بمقتضى البند I من المادة 6 من قانون المالية لسنة 2021 .

3 - تم تغيير هذه الفقرة بمقتضى البند I من المادة 6 من قانون المالية لسنة 2022.

أن تقوم في حالة العكس، بإطلاع الخاضع للضريبة على ذلك وفقا للإجراءات المنصوص عليها في المادة 219 أدناه.

ويجوز لها أن تقوم فيما بعد بفحص جديد للحسابات التي سبق فحصها، من غير أن يترتب على الفحص الجديد، ولو تعلق الأمر بضرائب ورسوم أخرى، تغيير أسس فرض الضريبة التي وقع إقرارها عقب المراقبة الأولى.

عندما يتعلق الفحص ببنود أو عمليات معينة برسم إحدى أو مجموعة من الضرائب أو الرسوم المتعلقة بفترة محددة، يجوز للإدارة أن تقوم الحقا بمراقبة المحاسبة المعنية برسم جميع الضرائب والرسوم ولنفس الفترة بدون أن يترتب عن هذه المراقبة زيادة في مبالغ التصحيحات أو المستدركات المعتمدة على إثر المراقبة الأولى برسم البنود أو العمليات السالفة الذكر. و في هذه الحالة، فإن مجموع فترتي التدخل الأول و التدخل الثاني في عين المكان لا يمكن أن تتجاوز فترة الفحص المنصوص عليه - 1 - في البند I من هذه المادة .

المادة 212 المكررة. - (تنسخ) - 2-

----

1 - تم إدراج هذه الفقرة بمقتضى البند Iمن المادة 7 من قانون المالية لسنة 2011 .

2 - تم إدراج هذه المادة بمقتضى البند III من المادة 4 من قانون المالية لسنة 2014 وتم نسخها بمقتضى البند III من المادة 6 من قانون المالية لسنة

.2015

....

القرار عدد 165 المؤرخ في :2005/02/16 الملف التجاري عدد : 2004/1/3/1186

التسوية القضائية – مهام السنديك – خبرة حرة – الاعتداد بها (لا) .

لا يعتد بالخبرة الحرة غير الحضورية كسبب للمنازعة في الدين أثناء مسطرة تحقيق الديون. من مهام السنديك دراسة الوثائق المحاسبتية والتثبت من المديونية قبل إعداد قائمة الديون المصرح بها المتضمنة لاقتراحاته.

....

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2006 - العدد 64 مركز النشر و التوثيق القضائي ص 156

القرار عدد 165

المؤرخ في : 16/02/2005

الملف التجاري عدد : 1186/3/1/2004 .

التسوية القضائية – مهام السنديك – خبرة حرة – الاعتداد بها (لا)

لا يعتد بالخبرة الحرة غير الحضورية كسبب للمنازعة في الدين أثناء مسطرة تحقيق الديون.

من مهام السنديك دراسة الوثائق المحاسبتية والتثبت من المديونية قبل إعداد قائمة الديون المصرح بها المتضمنة لاقتراحاته.

باسم جلالة الملك

وبعد المداولة طبقا للقانون

حيث يستفاد من وثائق الملف ومن القرار التمهيدي الصادر عن محكمة

الاستئناف التجارية بالبيضاء تحت عدد 310 بتاريخ 03/10/31 في الملف عدد 11/03/353 والقرار القطعي عدد 884 الصادر بتاريخ 04/3/19 ،أن الشركة المغربية للإيداع والقرض قبل اندماجها بالبنك الشعبي صرحت بتاريخ01/07/24 بدينها لسنديك التسوية القضائية للطالبة الشركة المغربية للخياطة ملابس، الذي حددته في مبلغ 50,917.304.51 درهما بصفة امتيازية ضمن خصوم المقاولة، وبجلسة تحقيق الدين حضر السنديك احمد بنمري ونائبا الطرفين وتخلف رئيس المقاولة، وأكد السنديك أن دين البنك أصبح هو 40,026.808.50 درهما وأن منازعة رئيس المقاولة غير مرفقة بأي إثبات وصرح نائب هذه الأخيرة أن الدين عادي وليس امتيازيا مادام الامتياز وقع التنازل عنه بمقتضى بروتوكول موضوع تشطيب أمام محكمة الموضوع، وبعد التأمل أصدر القاضي المنتدب أمره بتحديد دين البنك في مبلغ 50,917.304.51 درهما بصفة امتيازية. استأنفته شركة ملابس، ثم تقدم بمذكرة التمست بمقتضاها إصلاح المسطرة وتوجيه استئنافها في مواجهة البنك الشعبي، فأصدرت محكمة الاستئناف التجارية قرارها التمهيدي المذكور بإجراء بحث بخصوص وجود تصريحين بالدين لنفس البنك، وبعد إنجازه وتعقيب الطرفين أصدرت قرارها القطعي بتعديل الأمر المستأنف وذلك بحصر الدين في مبلغ 40,026.808.50 درهما وتأييده في الباقي وهو القرار المطلوب نقضه.

شأن الوسيلة الأولى،

حيث تنعى الطاعنة على القرار خرق مقتضيات الفصول 50 و345 من ق.م. م و695 و697 و729 من م ت وخرق الإجراءات الجوهرية للمسطرة التي لها مساس بالنظام العام وفساد التعليل وعدم الارتكاز على أساس قانوني، بدعوى أنه ذهب للقول "أن الفصل 50 من ق.م .م لم يرتب أي جزاء على عدم تضمين الحكم تاريخ النطق به، وفضلا عن ذلك فإن أجزاء الحكم تكمل بعضها وأن الثابت في النازلة أن الأمر المستأنف تضمن التنصيص على أن النطق بالأمر سيكون يوم 02/12/20 ،ونفس الشيء يؤكده محضر الجلسة" مع أن بيانات الفصل 50 من ق.م.م تعد من الإجراءات الجوهرية للمسطرة التي لا يمكن إغفالها أو تكملتها بالأوراق الأخرى

التي لا تحتاج لنص يرتب جزاء مخالفتها، خاصة وأن الأمر يتعلق بمادة صعوبة المقاولة المعتبرة مقتضياتها من النظام العام، مادام الأمر يتعلق بطرق الطعن التي تسري الآجال بشأنها من تاريخ النطق بالمقرر القضائي، بالإضافة لما ذكر فإن مخالفة الإجراءات الجوهرية للمسطرة تؤدي للبطلان الذي يمكن التمسك به من أي كان، وحتى تلقائيا من طرف المحكمة، مادام الإجراء الباطل يعد هو والعدم سواء، مما ينبغي نقض القرارين المطعون فيهما.

لكن، حيث إن أمر القاضي المنتدب وإن كان قد أغفل الإشارة لتاريخ النطق به، فهو تضمن في صلبه " بعد اختتام المناقشات، تم حجز القضية للتأمل قصد النطق بالأمر يوم 02/12/02 "،مما لا مبرر معه لوسم الأمر بالباطل كما هو وارد بالوسيلة، ويبقى ما دون بمحاضر الجلسات مجرد تأكيد لما ذكر، والمحكمة التي راعت مجمل ما ذكر في تعليلها المنتقد، لم يخرق قرارها أي مقتضى وأتى معللا بشكل سليم ومرتكزا على أساس قانوني والوسيلة على غير أساس.

في شأن الوسيلة الثانية،

حيث تنعى الطاعنة على القرار خرق الفصول 342 و334 و335 من ق.م.م،

وخرق الإجراءات المسطرية التي لها علاقة بالنظام العام، بدعوى أنه بالرغم من إجراء تحقيق في القضية ولجوء المحكمة لبحث، فإن المستشار المقرر لم يحرر تقريره المكتوب، ولم يشر لذلك في القرار المطعون فيه، ولا يوجد بن وثائق الملف هذا التقرير، وهو ما ألحق بالطالبة ضررا مس بحقوق دفاعها، مما ينبغي نقض القرار الثاني المطعون فيه.

لكن، حيث إن القرارين التمهيدي والقطعي المطعون فيهما أشارا لعبارة "وبناء على تقرير المستشار المقرر" مما يفيد أن المحكمة عاينته واطلعت عليه، وبذلك تبقى الوسيلة على غير أساس.

في شأن الوسيلة الثالثة،

حيث تنعى الطاعنة على القرار خرق المواد 687 و688 و693 و694 و695

و696 و334 من م ت، والفصول 399 و400 و477 و586 و873 من ق.ل.ع

و345 من ق.م .م وعدم الجواب على مستنتجات مقدمة بصفة قانونية، والشطط في استعمال السلطة وانعدام التعليل وعدم الارتكاز على أساس قانوني، بدعوى أنه استبعد دفوع الطالبة بعلة " أنه لا يحق لها أن تلزم المحكمة والطرف الآخر بخبرة حرة أنجزت في غيابه مما يتعين استبعاد كل الدفوع التي أثارتها بهذا الخصوص واستبعاد الخبرة المعتمدة من طرفها للمنازعة في الدين، خاصة وأن سنديك التسوية القضائية درس جميع الوثائق الحسابية وتأكد من صحة

لعمليات، وبعدها ثبت له صحة المبلغ المحدد في 50,917.304.51 درهما المدلى به في التصريح الأول المؤرخ في 01/7/23 ،وبالنظر للتصريح الثاني للبنك المؤرخ في 02/06/26 المدعم بالوثائق الذي حصر مبلغ دينه في 40,026.808.50 درهما، فإن السنديك اعتمد هذا المبلغ، في حين لم يقم السنديك بدراسة الوثائق الحسابية المعتمدة من طرف البنك، بل إنه لما توصل بمنازعة المقاولة، أحال جميع الديون المتنازع فيها على القاضي المنتدب، مشعرا إياه "بأن سبب منازعة شركة ملابس هو عدم استحقاق الفوائد واحتسابها بطريقة مخالفة للقانون، وأنه كاتب البنك لتقديم شروحه، وأن شركة ملابس أدلت بخبرة تثبت أنها مدينه فقط بمبلغ 32,991.550.30 درهما " وعلى فرض دراسة السنديك للوثائق فإن وظيفته باعتباره يمثل الدائنين ويعمل لفائدتهم، لا تخوله إثبات مديونية المقاولة في حالة المنازعة، وفعلا سبق للدائنة إن أدلت أمام محكمة الاستئناف التجارية بخبرة غير رسمية للخبير عز الدين برادة مؤرخة في 03/01/30 ،تثبت أن عملية الافتحاص

أفرزت مبلغ 48,002.103.3 درهم عن المدة السابقة ليوم 93/12/28 تاريخ إبرام البروتوكول الأول، ولم تكن تتجاوز مديونية شركة ملابس يوم 96/9/24 تاريخ البروتوكول الثاني مبلغ 60,265.454.68 درهما، وبعد خصم قيمة ثلاثة ملكيات عقارية وأداء مبلغ 00,000.000.5 درهم وجدولة الباقي وأداء جزء منه يكون مجموع المديونية هو 32,991.550.30 درهما، هذا إضافة إلى أن البنك أدلى بتصريحين مما يجعل الشك يحوم حول حقيقة مبلغ الدين، وأقر أمام قضاة الموضوع بأن المديونية خفضت بعد الأداءات المذكورة والتنازل عن الفوائد، وما يزكي إثبات المديونية بخبرة، هو حرية الإثبات المعمول بها في الميدان التجاري وكون الأحكام تبنى على اليقين، لذلك كان على المحكمة أن تناقش مستند الخبرة وتبين العلة التي من أجلها أسقطت دلالته، غير أنها استبعدته دون تعليل، وببتها على هذا النحو تكون قد خرقت مقتضيات الفصلين 399 و400 مكن ق.ل.ع و334 من م ت مما ينبغي نقض قرارها الثاني

لكن، حيث إن الأخذ بمستند الخبرة المدلى به من عدمه يعد من بين المسائل التي يستقل بها قضاة الموضوع والتي لا تخضع لرقابة المجلس الأعلى (محكمة النقض) ، متى كان موجب الأخذ به أو استبعاده مؤسسا على تعليلات سائغة، والمحكمة مصدرة القرار المطعون فيه التي أدلت لها الطالبة بتقرير خبرة حرة للمنازعة في مبلغ الدين المصرح به من البنك المطلوب، فردت ذلك " بأنه لا يحق للطاعنة أن تلزم المحكمة والطرف الدائن بخبرة حرة أنجزت في غيابه، مما يتعين معه استبعاد كل الدفوع التي أثارتها بهذا لخصوص، واستبعاد الخبرة المعتمدة للمنازعة في الدين، خاصة وأن سنديك التسوية القضائية درس جميع الوثائق الحسابية المعتمدة من طرف البنك، وتأكد من صحة العمليات المضمنة فيها " تكون قد عللت قرارها بأسباب سائغة، بعدما أبرزت عدم الحجية القانونية للخبرة غير الحضورية، وأبانت عن مهمة السنديك

المتجلية في دراسة الوثائق المحاسبية والتثبت من المديونية قبل إعداد قائمة الديون المصرح بها المتضمنة لاقتراحاته، وفي النازلة وقبل أن يتقدم (السنديك) باقتراحه لم تناقش الطالبة في مبلغ الدين، مكتفية بالقول أن البنك صرح بدينه خارج الأجل وأن هذا الأخير أصبح عاديا بعد التنازل عن صفته الامتيازية بمقتضى بروتوكول الاتفاق، وبذلك أتى قرارها معللا ومرتكزا على أساس وغير متجاهل لما أثير أمامه وغير خارق لأي مقتضى أو مرتكبا لأي شطط والوسيلة على غير أساس فيما عدا ما هو خلاف الواقع فهي غير مقبولة.

لهذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) برفض الطلب، وتحميل الطالبة الصائر.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السيدة الباتول الناصري رئيسا والمستشارين السادة : عبد الرحمان المصباحي مقررا وزبيدة التكلانتي والطاهرة سليم وعبد السلام الوهابي وبمحضر المحامي العام السيد العربي مريد وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة فتيحة موجب.

الرئيس: المستشار المقرر: الكاتبة :

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2020/1/4/853

2020/382

2020-06-18

إن سندات التسليم التي تعتبر حجة في إثبات المديونية هي تلك التي تتوفر فيها الشكليات المنصوص عليها في قانون المحاسبة العمومية حيث تكون مذيلة بتوقيع الجهة المدينة وتحمل تأشيرة نفس الجهة. اعتماد المحكمة على سندات التسليم التي تتضمن أسماء وتوقيعات بدون ذكر صفة المتسلم ولا تحمل تأشيرة الجماعة وغير مؤرخة لا يعتد بها في الإثبات، والمحكمة لما لم تراع ما ذكر يكون قرارها فاسد التعليل مما يعرضه للنقض

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2019/1/4/4387

2020/375

2020-06-18

إن محكمة الاستئناف لما تبين لها من وثائق الملف أن المستأنف عليها قد تسلمت بموجب محضري التسليم عدد محدد من الشتلات، وبالتالي تبقى محقة فقط في قيمة العدد الذي وقع تسلمه، والمحددة في المبلغ الوارد في سندات الطلب، وأن الأداء يكون مقابل الخدمة المنجزة وفقا لقواعد المحاسبة العمومية، ومن جهة أخرى، اعتبرت أن التعويض المحكوم به مبالغ فيه وحضرته بما لها من سلطة تقديرية في مبلغ معقول، تكون قد بنت قضاءها على أساس من القانون وعللت قرارها تعليلا كافيا.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2019/1/4/853

2020/382

2020-06-18

إن سندات التسليم التي تعتبر حجة في إثبات المديونية هي تلك التي تتوفر فيها الشكليات المنصوص عليها في قانون المحاسبة العمومية، وهي التي تكون مذيلة بتوقيع الجهة المدينة وتحمل تأشيرة نفس الجهة، وبالاطلاع على سندات التسليم المدلى بها من طرف الشركة المطلوبة في النقض يتبين أنها تتضمن أسماء وتوقيعات بدون ذكر صفة المتسلم ولا تحمل تأشيرة الجماعة فضلا عن كونها غير مؤرخة، وبالتالي لا تتوفر على الشروط المتطلبة، وهي السندات التي تنازع فيها الجماعة وتنفي تعاملها مع الشركة المذكورة، والمحكمة لما لم تراع ما ذكر تكون قد عللت قرارها تعليلا فاسدا يوازي انعدامه مما يعرضه للنقض.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2019/1/4/871

2019/656

2019-05-16

إن المحكمة لما طبقت مقتضيات الفصليين 54 و55 من قانون المحاسبة العمومية على نازلة الحال باعتبارهما يسريان على جميع الديون العمومية بما فيها ديون المؤسسات العمومية، واستبعدت الدفع بالتقادم المتمسك به من طرف المطلوبة بعد ان تبين لها ان الصندوق المستأنف لم يصدر عنه أي أمر سابق بدفع الدين المطالب به أو تصفيته، يكون قرارها غير خارق للفصليين المحتج بخرقهما.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :1185/3/2/2019

2022/13

2022-01-06

إن الوثائق المحاسبية المستخرجة من الدفاتر التجارية للمستأنف عليها الممسوكة بانتظام، تعتبر حجة قانونية بين التجار طبقا لمقتضيات المادة 19 من مدونة التجارة، التي تنص على أنه إذا كانت المحاسبة ممسوكة بانتظام فإنها تكون مقبولة أمام القضاء كوسيلة إثبات بين التجار في الأعمال المرتبطة بتجارتهم.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2020/1/4/320

2021/124

2021-02-04

البيّن أن الطالب تمسك بأن أن الصيغة الشكلية لسند الطلب لا تتوفر في نسخ النماذج موضوع الدعوى الحالية وفق مضامين مرسوم الصفقات العمومية، كما أن الوثائق المدلى بها غير مدرجة ضمن التحملات، وأن الجماعات المحلية أصبحت ملزمة بالاشتغال بمنظومة السير المعلوماتي للمحاسبة (GID) الذي من خلاله يتم سحب وثيقة سند الطلب الذي يختلف تماما من حيث الشكل والمضمون لنسخ الوثائق المعتمدة في الدعوى الحالية، وأن القرار المطعون فيه تجاوز كل ذلك واعتمد فقط تقرير خبرة لم يعتمد على أي عنصر موضوعي ولم يوضح سبب استبعاد المحكمة لطلب إجراء بحث، والمحكمة مصدرة القرار المطعون فيه لما أيدت الحكم المستأنف فيما انتهى إليه معتمدة على تقرير الخبرة ودون مراعاة لما ذكر لم تجعل لما قضت به أي أساس من القانون، وعللت قرارها تعليلا فاسدا يوازي انعدامه.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2020/1/4/3290

2022/99

2022-01-27

إن سندات الطلب هي أحد أساليب إبرام الصفقات العمومية والتي يتعين أن تخضع للمقتضيات التي يحددها القانون المنظم لها باعتبار أن صفقات الجماعات الترابية تخضع للمقتضيات المنظمة لصفقات الدولة بالإضافة إلى إحترام مقتضيات المحاسبة العمومية.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2018/1/4/949

2019/31

2019-01-10

البيّن أن الطالبة تمسكت بكونها قامت بما هو مطلوب حسب برنامج الاستثمار وحسب ما يتطلبه العمل الفلاحي، وأن من تخلف عن إنجاز التزاماته هي الجهة المصدرة لقرار إلغاء

الاتفاقية التي ظلت تراسلها من أجل تسوية جميع العقارات التي اعترضت التنفيذ، وأن ما نسب إليها لا يمكن إثباته بمجرد خبرة عادية تمت بزيارة خاطفة دون احترام أوقات المعاينة وتدحضه الوثائق المدلى بها من طرفها الصادرة عن السلطة العامة، فضلا عن غياب دفتر التحملات للرجوع إليه عند المحاسبة والمحكمة مصدرة القرار المطعون فيه لما أيدت الحكم المستأنف دون التحقق مما ذكر والوقوف على أسباب وظروف إصدار القرار المطعون فيه تكون قد عللت قرارها تعليلا ناقصا يوازي انعدامه.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :1111/3/2/2018

2022/22

2022-01-13

الثابت من وثائق الملف أن المطلوب يزاول مهنة الخبرة الحسابية في العين المكراة، وأن المادة الأولى من القانون رقم 15.89 المتعلق بتنظيم مهنة الخبرة المحاسبية عرفت الخبير المحاسب بكونه من تكون مهنته الاعتيادية مراجعة وتقدير وتنظيم محاسبة المنشآت والهيئات التي لا ترتبط معها بعقد عمل، وأضافت المادة 16 من نفس القانون بأنه تتنافى مزاولة مهنة الخبرة المحاسبية مع القيام بأي نشاط أو عمل من أعمال التجارة، والمحكمة لما قضت بما جرى به منطوق قرارها، تكون قد ركزت قضاءها على أساس وجاء قرارها معللا تعليلا سليما.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :3218/4/2/2018

2020/778

2020-11-26

إن المرسوم المتعلق بالتنظيم المالي والمحاسباتي لوكالات الأحواض المائية نص على أن تكون المحاسبة مطابقة للقانون المنظم للقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها، مما يوحي بقيام الطابع التجاري للوكالات المذكورة، والمحكمة لما قضت بإلغاء الضريبة على الدخل والضريبة على الشركات والضريبة على القيمة المضافة المفروضة على وكالة الحوض المائي اعتبارا لطبيعة المهام المنوطة بالأحواض المائية ذات الصبغة العمومية، دون البحث في أرباح

الاستغلال والتحقق منها وترتيب الآثار القانونية والضريبية على ذلك، فإنها لم تجعل لما قضت به أساسا من القانون وجاء قرارها ناقص التعليل الموازي لانعدامه.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :1429/3/1/2019

2020/100

2020-02-20

إن المحكمة لما رجحت خبرة على أخرى بتعليل مفاده أن الخبرة المعتمدة أنجزت بشكل دقيق وموضوعي، حيث روعي في إنجازها كافة النقط المسطرة بالأمر التمهيدي الذي قضى بإجرائها وخاصة تلك المتعلقة بمصاريف التجهيز والتسيير التي ساهم بها كل طرف والمداخيل الإجمالية السنوية بالنسبة لكل مشروع، وذلك تأسيسا على ما أفضى به الطرفان من تصريحات، وما أدلى به كل منهما من وثائق، واستنادا كذلك إلى غياب مسك الطالب (باعتبار مسيرا للمشروعين معا) لأية محاسبة مضبوطة وهو تعليل لم ينتقده الطالب، تكون قد ردت ضمنيا طلب إجراء خبرة ثلاثية.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2019/1/3/734

2020/397

2020-09-23

إن القرار المطعون فيه بإعادة النظر أورد ضمن تعليله بأن المحكمة أبرزت بما يكفي العناصر الموضوعية التي اعتمدتها في إثبات الأخطاء التي ارتكبها الطالب في التسيير وعلاقتها بالنقص الحاصل في الأصول المبرر للنطق في حقه بالجزاء القانوني المحكوم به عليه عملا بمقتضيات المادة 704 من مدونة التجارة مستندة في ذلك إلى واقع الملف الذي استخلصت منه عدم مسكه محاسبة منتظمة للشركة التي يتولى تسييرها ومواصلته استغلال به عجز بصفة تعسفية أدى

الى توقف الشركة عن الدفع وهي أخطاء كافية لتبرير نتيجة قضائها، وهو تعليل فيه جواب صريح عما وقع التمسك به في الفرع والنعي خلاف الواقع غير مقبول.

....

إجتهادات محكمة النقض

2019/1/4/2910

2020/13

2020-01-02

المجلس مصدر القرار المطعون فيه لما تبين له من وثائق الملف أن الطاعن لم يتخذ أي إجراء من شأن العمل على استخلاص أو مراسلة أو تنبيه الآمر بالصرف من أجل استخلاص منتوج كراء المحلات التجارية أو المخصصة لمزاولة نشاط مهني في ملك الجماعة الترابية الكفيلة بمنع التقادم وسقوط الحق في الاستخلاص، وهو الأمر المؤكد من خلال ما صرح به رئيس الجماعة الترابية المعنية أن القابض لم يقم بواجبه المهني مما فوت عليها مجموعة من المداخيل والمبالغ إلى أن سقط حقه في استخلاصها من الملزمين نظرا لتقادمها ولكون المستحقات الكرائية تدخل ضمن الحقوق الدورية التي تتقادم بمرور 5 سنوات عن استحقاقها، ليستخلص – عن حق – مسؤوليته تجاه الهيئات العمومية المعنية مسؤولية شخصية ومالية طبقا للفصل 17 من المرسوم رقم 2.76.576 بسن نظام المحاسبة الجماعات المحلية وهيئاتها والفصل 125 من مدونة تحصيل الديون العمومية والمادة 6 من القانون رقم 61.99 المتعلق بتحديد مسؤولية الآمرين بالصرف والمراقبين والمحاسبين العموميين والفصل 37 من القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية، ورتب عن ذلك تأكيده لمبلغ العجز المصرح به في الحكم المستأنف جاء قراره غير خارق للمقتضيات المحتج بخرقها ومعللا تعليلا سليما.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2019/1/4/3470

2020/15

2020-01-02

المجلس مصدر القرار المطعون فيه لما تبين له من وثائق الملف أن الطاعن لم يتخذ أي إجراء من شأن العمل على استخلاص أو مراسلة أو تنبيه الآمر بالصرف من اجل استخلاص منتوج كراء المحلات التجارية أو المخصصة لمزاولة نشاط مهني في ملك الجماعة الترابية الكفيلة بمنع التقادم وسقوط الحق في الاستخلاص، ورد ما تمسك به بأنه قام باستخلاص المبلغ الذي كان في ذمة الملزم، بدعوى ان هذا الإجراء أتى لاحقا لتاريخ سقوط استخلاص الديون التي بذمة المعني بالأمر للتقادم، ليستخلص – عن حق – مسؤوليته تجاه الهيئات العمومية المعنية مسؤولية شخصية ومالية طبقا للفصل 17 من المرسوم رقم 2.76.576 من نظام المحاسبة الجماعات المحلية وهيئاتها والفصل 125 من مدونة تحصيل الديون العمومية والمادة 6 من القانون رقم 61.99 المتعلق بتحديد مسؤولية الآمرين بالصرف والمراقبين والمحاسبين العموميين والفصل 37 من القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية، ورتب عن ذلك تأكيده لمبلغ العجز المصرح به في الحكم المستأنف، وجاء قراره غير خارق للمقتضيات المحتج بها ومعللا تعليلا سليما.

....

إجتهادات محكمة النقض

الملف رقم :

2016/1/4/551

2018/121

2018-02-08

إن المحكمة لما استندت فيما انتهت إليه إلى أن إثبات حصول التوريدات لفائدة المرفق العام يقتضي الإدلاء بسند الطلب ووصل التسليم صادرين عن الجهة المختصة قانونا، وإثبات إنجاز الأشغال يستوجب الإدلاء بمحضر تسليمها موقع عليه من طرف الجهة المعنية بتلك الأشغال، وأن الطالبة لم تعزز طلبها سوى بشهادتي المراجع التقنية، وهي شهادة لا تبين نوع التوريدات أو الأشغال التي قامت بها لفائدة الجماعة ولا قيمتها ولا نوعها والثمن المحدد لها، وأن شهادة المراجع التقنية الصادرتين عن الرئيس، غير واردة في مدونة الصفقات العمومية، ولا في المرسوم رقم 2.76.576 المتعلق بمحاسبة الجماعات المحلية، وأن سند الطلب غير مرفق بوصل التسليم الصادر عن الجماعة، فضلا أن المواد الواردة به لا علاقة لا بتسيير المرفق العمومي، وأن الجماعة المطلوبة أكدت أنها غير مدينة لفائدتها بأي مبالغ مالية، وأدلت بكتاب صادر عن الخزينة الإقليمية مضمنه أنه تم تحويل مبلغ إجمالي لفائدة الشركة الطالبة، ولم تدل

الأخيرة بأي بيان يتعلق بهذه الأموال المحولة لفائدتها، تكون قد بنت قرارها على أساس قانوني، وعللته تعليلا سائغا.

....

إجتهادات محكمة النقض

الملف رقم :

2017/1/3/1334

2017/484

2017-11-16

عدم جواب محكمة النقض على جزء من وسيلة النقض يعد سببا من أسباب إعادة النظر في قرارها عملا بمقتضيات الفصل 375 من قانون المسطرة المدنية. ثبوت ارتكاب مسؤول الشركة احد الأفعال المنصوص عليها بمقتضى المادة 706 من مدونة التجارة كاف لفتح مسطرة التسوية أو التصفية القضائية في حقه بصرف النظر عن ثبوت باقي الأفعال المنسوبة إليه من عدمه.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2017/1/3/2359

2018/376

2018-06-26

المسير الفعلي هو كل من باشر نشاطا إيجابيا وشارك بصفة فعلية في التسيير واتخذ قرارات حول الوضعية المالية للشركة، وقام بمهام الإدارة سواء على المستوى التجاري أو المالي. المحكمة ثبت لها ممارسة الطالب لأفعال استخلصت منها صفته كمسير فعلي من محضر البحث وتقرير الخبرة الذي رصد الاختلالات الناتجة عن ذلك التسيير وأثرها على الوضعية المالية للمقاولة، وهي أدلة قانونية لها قوتها الثبوتية لا يكفي للنيل منها المجادلة في موضوعية تلك الخبرة أو التمسك بعدم حضوريتها، في ظل ثبوت مباشرة الطالب لأفعال التسيير موضوع المذكرة التي أسند له بموجبها الرئيس المدير العام ذلك وإقراره بتنفيذ مضامين تلك المذكرة

خلال جلسة البحث، هذا فضلا عن أن الخبرة المذكورة كانت فقط من أجل تحديد أثر ذلك التسيير على وضعية المقاولة. تحقق تبعية المسير للرئيس المدير العام للشركة لا يحول دون تعرض المسير الفعلي للجزاءات القانونية، إذ بمجرد ثبوت إتيانه الأفعال المحظورة يصير معرضا للجزاءات بصرف النظر عما إن كان باشرها في تبعية لرئيسه أم خارج هذه التبعية. إعمال مقتضيات المادتين 706 و 712 من مدونة التجارة التي طبقتها المحكمة في حق الطالب لا يتوقف على ثبوت سوء نية المسير، وطالما كذلك أن ما ارتكبه من أخطاء في التسيير لا ينحصر فقط في مواصلة استغلال به عجز، وإنما هو أيضا يتمثل في مسك محاسبة الشركة الخاصة بسنة 2007 بصفة غير صحيحة، والذي لم يشترط فيه المشرع تحقيق المسير من ورائه لمصحة خاصة.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :3997/4/2/2017

2019/338

2019-03-21

إن فرض الضريبة على القيمة المضافة وتصحيحها يرتبط بنظام المحاسبة، وكل تصحيح لهذه الضريبة يقتضي أن يكون مسبوقا بإشعار بالفحص الجبائي، مع إلزام الإدارة بشروطه المقررة قانونا تحت طائلة اعتبار التصويب لاغيا.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :1009/3/1/2018

2021/183

2021-03-25

المقرر قانونا أن المحاسبة الممسوكة بانتظام مقبولة أمام القضاء كوسيلة إثبات بين التجار في الأعمال المرتبطة بتجارتهم.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :953/3/1/2018

2020/526

2020-11-19

محكمة الاستئناف لا تكون ملزمة بمناقشة إلا ما رفع إليها بمقتضى المقال الاستئنافي. تعيين خبير في مجال العمليات البنكية لا ينزع عنه أهليته للقيام بالخبرة في موضوع الدعوى الحالية، طالما أن اختصاصه يبقى متفرعا من الاختصاص العام المتمثل في المحاسبة العامة.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :1099/4/1/2018

2019/367

2019-03-21

إن المحكمة لما عللت قرارها بأن سندات الطلب وسندات التسليم التي تعتبر حجة في إثبات المديونية هي تلك التي تتوفر فيها الشكليات المنصوص عليها في قانون المحاسبة العمومية وهي التي' تكون مذيلة بتوقيع الجهة المدينة وتحمل تأشيرة نفس الجهة، وأنه لما كانت سندات التسليم التي يستدل بها الطرف المدعي لإثبات مديونيته فضلا على أنها لا تتوفر على الشروط المذكورة، فإن الجماعة نفت تسلمها التوريدات موضوعها، كما أن الخبرة المنجزة في الملف على دفتر الجرد التي تسجل فيه الجماعة مشترياتها وكذا سجل مصاريفها أثبت عدم توصل الجماعة بالسلع المضمنة بالسند المذكور وهو ما يجعلها غير جديرة بالاعتبار، تكون قد عللت قرارها تعليلا كافيا وبنت قضاءها على أساس.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2018/1/4/1107

2019/454

2019-04-04

إن المحكمة لما اعتبرت بأن المبلغ المطلوب تنفيذه صدر بشأنه حكم نهائي امتنعت الجماعة عن تنفيذه، وهو ما يسمح بالحجز عليه دون أن يكون للجماعة المذكورة أن تعترض على ذلك بعلة أنها مليئة الذمة ولا يخشى عسرها، وأن الجماعة لم تبين تجليات مخالفة الحجز لمقتضيات قانون المحاسبة، تكون قد بنت قضاءها على أساس سليم ولم تخرق المقتضيات المحتج بها.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :2845/4/1/2018

2020/824

2020-10-15

بمقتضى الفصل 15 من النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية فإنه يمنع على كل موظف أن يمارس بصفة مهنية أي نشاط يدر عليه مدخولا، ولا يمكن مخالفة هذا المنع إلا بموجب استثناء وبموجب مقرر يتخذه لكل حالة على حدة الوزير الذي ينتمي إليه الموظف المعني بالأمر بعد موافقة رئيس الوزارة، ويبقى هذا القرار المتخذ بصفة مؤقتة قابلا للإلغاء لصالح الإدارة، ونزولا عند حكم هذا المقتضى فإن محكمة الاستئناف لما تبين لها من وثائق الملف أن المستأنف عليه يتوفر على ترخيص لمدة خمس سنوات من أجل مزاولة مهام الخبرة والاستشارة في ميدان المحاسبة والجبايات، واستخلصت عدم قيام المخالفات التأديبية المتمسك بها من طرف الإدارة في ظل هذا الترخيص المذكور الذي كان عليها إلغاءه عند منازعتها فيه وفي مضمونه وفي نطاق مفهوم الخبرة والاستشارة المرخص بها للمستأنف عليه للقيام بهما، ورتبت عن ذلك تأييدها للحكم فيما انتهى إليه، تكون قد ركزت قضاءها على أساس وجاء قرارها غير خارق للمقتضى المحتج بخرقه ومعللا تعليلا كافيا وسائغا.

....

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2018/1/4/59

2020/481

2020-07-09

لما استندت المحكمة فيما انتهت إليه بأنها غير ملزمة بإجراء تحقيق في موضوع الدعوى طالما أن عناصر البت فيها ثابتة سيما أن الكتاب الموجه من والي الجهة إلى وزير الداخلية قد حث المصالح المركزية على دراسة إمكانية التعجيل برصد الاعتمادات موضوع الأشغال التي أنجزت من طرف المستأنف عليها، في حين أثار الطالبون أمامها بكون المقاولة المستأنف عليها، لم تدل في المطالبة بمستحقاتها عن الأشغال التي قامت بها لفائدة الإدارة بما يفيد وجود عقد صفقة أو ما يثبت وجود اتفاق أو بما يثبت وفاءها بالتزاماتها عبر الإدلاء بمحضري التسليم المؤقت والنهائي مسلمين من طرف الإدارة وموقعين من طرفها ومعترفة من خلالهما بأداء الخدمة وفقا للمواصفات المتفق عليها، واكتفت بمجرد الإدلاء بفاتورة من صنعها لا تحمل توقيع الإدارة وتأشيرة المحاسب، والحال أن الأداء يتعلق بدين عمومي لا يمكن أن يتم إلا نطاق احترام المقتضيات التي تنظم قانون المحاسبة العمومية، وهي - أي المحكمة - لما أيدت الحكم المستأنف فيما انتهى إليه معتمدة على ما أدلت به المقاولة من وثائق وما اعتبرته إقرارا من الإدارة من أجل التصريح بمديونية الإدارة ودون مراعاة لما ذكر، لم تجعل لما قضت به أي أساس من القانون، وعللت قرارها تعليلا فاسدا يوازي انعدامه.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/1/3/1358

2016/24

2016-01-21

إذا كانت المحاسبة ممسوكة بانتظام فإنها تكون مقبولة أمام القضاء كوسيلة إثبات بين التجار في الأعمال المرتبطة بتجارتهم عملا بمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 19 من مدونة التجارة.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/1/3/1393

2016/2

2016-01-07

إن المحكمة غير ملزمة بتتبع الأطراف في كل مناحي أقوالهم إلا ما كان منها منتجا في النزاع، وهي لما ثبت لها من طلبات الطرف المدعي أنها تنحصر في إجراء محاسبة بين الطرفين بخصوص أرباح الأصل التجاري المشترك، واعتبرت طعون الطالب في الخبرة من قبيل الدفوع غير المنتجة في النزاع...

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/1/3/1782

2014/246

2014-04-24

من المقرر أن شركة الواقع تنتهي بانتهاء مدتها، أو بعد إجراء المحاسبة بين عاقديها، والمحكمة لما ردت طلب تعويض الطالب بعلة عدم ثبوت طرده، ورفضت طلب إجراء محاسبة بينه وبين المطلوبة بعلة أن أحد الشهود أكد أن الطالب بعد البدء في المحاسبة انسحب منها بعدما تبين للمطلوبة خصاص في رأس المال واستخلصت من ذلك عدم تحقيق الشركة لأي أرباح، فإنها تكون بذلك قد أوضحت الترابط الحاصل بين هذه الواقعة التي صارت معلومة لها بشهادة الشهود، وبين واقعة عدم تحقيق المحل لأي أرباح، وطبقت صحيح أحكام الفصل 454 من قانون الالتزامات والعقود.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/1/3/29

2015/247

2015-05-14

لما كان تقرير السنديك قد حدد الوقائع المشكلة لمخالفة الامتناع عن مسك محاسبة وفق المقتضيات الجاري بها العمل، فإن المحكمة عندما قضت بفتح مسطرة التصفية القضائية وسقوط الأهلية التجارية اعتمادا على التقرير المذكور...

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/1/3/672

2016/18

2016-01-14

إن الخبرة تعتبر من عناصر الإثبات التي تخضع للسلطة التقديرية لقضاة الموضوع دون رقابة عليهم من طرف محكمة النقض ما لم ينع عليها أي تحريف للعناصر التي اعتمدتها وكان تعليلها المستند لها مبررا لمنطوق قرارها، والمحكمة لما عللت قضاءها بأن الخبرة جاءت مستوفية لجميع المقتضيات الشكلية، وأن الخبير أعطى بيانا مفصلا عن جميع العمليات التي جرت بين الطرفين وذلك انطلاقا من حسابات المستأنفة فرعيا المستخرجة من دفاترها التجارية، وبعدما تأكد له أنها ممسوكة بانتظام ورفضت المستأنفة الأصلية الإدلاء بوثائقها المحاسبية ودفاترها التجارية فتبقى الخبرة قد اعتمدت على عناصر موضوعية ثابتة مما يتعين معه اعتمادها ورفع المبلغ المحكوم به إلى القدر الذي أسفرت عنه، تكون قد أبرزت العناصر الموضوعية التي جعلتها تركن إلى نتيجة الخبرة المطعون فيها التي لم تدل الطالبة بما يفقد مصداقية محتواها خاصة وأنها ارتكزت على المحاسبة المستخرجة من الدفاتر التجارية للمطلوبة الممسوكة بانتظام التي تعد حجة مقبولة في الإثبات طبقا للمادة 19 من مدونة التجارة، فيكون بذلك قرارها معللا تعليلا كافيا وقانونيا.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/2/3/248

2014/191

2014-03-27

كون العلاقة الرابطة بين الطرفين هي علاقة شراكة في المحل لبيع وشراء الملابس الجاهزة، والاتفاق على تقديم المدعية للمحل الجاري في ملكيتها والمدعى عليها تقوم بتجهيزه على أساس إجراء محاسبة كل أسبوع وتوزيع أرباحه، وفي حالة فسخ الشركة تقوم باسترجاع محلها، وأن عدم التزام المدعى عليها بشروط العقد يخول المدعية الحق في المطالبة بفسخ عقدة الشركة وإفراغ المدعى عليها من المحل طالما أن الأمر يتعلق بشركة محاصة.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2013/2/4/2344

2015/604

2015-07-16

لا مجال للتمييز فيما يتعلق بعمليات بناء أماكن معدة للسكن بين المستثمر الاعتيادي أو العرضي في ضرورة مسك المحاسبة الواردة في المرسوم رقم 99-86-2 المتعلق بتطبيق القانون 85-30، ما دام أن الغاية منها تنصرف إلى استرجاع الضريبة على القيمة المضافة والذي لا يتأتى القول بالإعفاء منها أو استرجاعها إلا مع وجود محاسبة ممسوكة من طرف الملزم.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2014/1/3/136

2014/143

2014-03-06

المحكمة لما تبين لها أن المقاولة متوقفة بشكل نهائي عن مزاولة نشاطها منذ عدة سنوات و عدم وجود إمكانية لمواصلته وبأنها لا تتوفر على محاسبة مالية تهم السنوات المالية السالفة،

استخلصت من كل ذلك أنها توجد في وضعية مختلة بشكل لا رجعة فيه وقضت بتأييد الحكم الابتدائي القاضي بفتح مسطرة التصفية القضائية في حقها على أساس الخبرة المنجزة، مستبعدة بشكل ضمني ما ادعته بأنه لا يرقى لمستوى الإمكانيات الجدية الملموسة الكفيلة بالاطمئنان لسلامة وضعها الاقتصادي.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2015/1/3/1274

2017/161

2017-03-23

المحكمة لما قضت بفتح مسطرة التصفية القضائية ثبت لها ان الشركة لا تتوفر على إمكانيات جدية تتيح لها الاستمرار ووصفها لوضعيتها بأنها مختلة بشكل لا رجعة فيه مستندة في ذلك إلى تقرير الموازنة المالية والاقتصادية والاجتماعية للمقاولة، المعد من طرف السنديك الذي اعتمد على معطيات حقيقية أثبتت استهلاكها لرأسمالها وعدم كفاية قيمة أصولها لتغطية ديونها المصرح بها وتوقفها عن ممارسة نشاطها وعدم مسكها لمحاسبة منتظمة، وهي عناصر أكدتها لها الخبرة المنجزة استئنافيا التي أثبتت لها على ضوء دراستها للقوائم التركيبية للشركة اختلال وضعيتها بشكل لا رجعة فيه، فتكون بمنهجها المذكور قد تأكدت من توفر الشروط القانونية التي توجب اختيار التصفية القضائية كحل يتناسب مع وضعية للشركة.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2015/1/3/247

2018/17

2018-01-18

يشترط لقيام فعل مواصلة استغلال به عجز بصفة تعسفية المؤدي إلى توقف الشركة عن الدفع، الذي يترتب عنه فتح مسطرة التسوية أو التصفية القضائية في حق المسيرين ثبوت المصلحة

الشخصية التي توخى المسير تحقيقها من وراء إتيانه الفعل المذكور. والمحكمة مصدرة القرار المطعون فيه لما ثبت لها أن المطلوبين لم يحققا أي مصلحة شخصية من وراء مواصلتهما الإستغلال رغم العجز الذي كانت تعاني منه الشركة نتيجة الإختلال المالي الكبير و قضت بإلغاء الحكم المستأنف جزئيا، والحكم من جديد بعدم قبول طلب تمديد المسطرة للمسيرين وتأييده فيما عدا ذلك تكون قد بنت قضاءها على أساس سليم. مجرد تحفظ مراقب الحسابات على محاسبة الشركة لا يعد دليلا على كونها ممسوكة بكيفية غير صحيحة أو غير كاملة.

....

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2002/2/4/986

2004/574

2004-07-21

انتداب خبير للقيام بفحص محاسبة الملزم وإنجاز تقرير مفصل بشأنها هو عمل تقني يستهدف إبراز حقيقة النزاع ولا يمكن اعتبار ذلك صناعة حجة للخصم.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2004/10/6/8718

2005/1039

2005-07-20

لئن لم يسمح قانونا للساحب بأن يتعرض على وفاء الشيك الذي سحبه لفائدة المستفيد منه، فإن المشرع أدخل استثناء على المبدأ المذكور، ومؤداه، أنه بإمكان الساحب التعرض على وفاء شيك سبق أن سحبه للغير في الحالات المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة 271 من مدونة التجارة، وهي حالات فقدانه أو سرقته أو الاستعمال التدليسي للشيك أو تزويره أو حالتي

التسوية أو التصفية القضائية للحامل. يكون التعليل غير المنتقد في الوسيلة مرتكزا على أساس قانوني مبررا للتعرض على الشيك بسبب ""حصول تزييف صارخ صاحبه إقرار قضائي فضلا على أن الشيك ذيل بالتوقيع قبل حصول الإضافة في قيمته الثابتة من خلال معاينة ظاهره وتصريحات أغلب الشهود الدالة على أن النزاع في القيمة حصل بعد إجراء المحاسبة وفسخ الشركة وبالتبعية بعد كتابة الشيك ما دام الزمن مطابقا في الحالتين"" وبذلك لم يتجاهل القرار المطعون فيه ما حسم فيه المجلس الأعلى من مطالبته للمحكمة بتحديد إحدى الحالات بدقة المبررة للتعرض على وفاء الشيك.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :366/3/1/2005

2005/689

2005-06-15

دعوى المحاسبة في مواجهة الشركة ذات المسؤولية المحدودة توجه ضدها في شخص ممثلها القانوني، ولا تقتضي إدخال الشركاء فيها. مهمة التسيير المسندة لأحد الشركاء المسندة لأحد الشركاء تنتهي بوفاته ولا تنتقل تلقائيا لورثته، إلا إذا اتفق الشركاء على ذلك.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2006/2/4/2342

2009/32

2009-01-14

في غياب الفاتورات المحررة بشأن عمليات المناولة، فإن التسبيقات الممنوحة للمقاولات المتعاملة مع الشركة، تعتبر بمثابة قروض تنتج فوائد بين المقاولتين يتعين إدماجها في المحاسبة. الأرباح والمكاسب الاستثنائية التي تحصل عليها الشركة، كاسترداد الاقتطاع الجبائي على استيراد آلات التجهيز، يتعين إدماجها ضمن نتيجتها السنوية باعتبارها من

المداخيل الخاضعة للضريبة طبقا للمادة 6 من القانون رقم 24/86 المتعلق بالضريبة على الشركات.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2007/1/3/924

2009/31

2009-01-07

المصادقة على الخبرة أو الأخذ بها من عدمه أو الاعتماد على إحدى الخبرات دون غيرها إذا تعددت هو من مسائل الواقع التي تستقل بها محكمة الموضوع ولا رقابة للمجلس الأعلى عليها في ذلك إلا بخصوص التعليل. والمحكمة مصدرة القرار المطعون فيه التي اعتمدت خبرة الخبير المنتدب في قضائها، لما بينت سبب الأخذ بالخبرة باعتبار أن منجزها قد عاين نشاط المؤسسة بعين المكان ودرس محاسبة الشركة بشكل مدقق مما يجعل ما توصل إليه مؤسسا على اليقين لا مجرد الاستنتاج، فإنها جعلت لقرارها أساسا سليما وعللته بما فيه الكفاية.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :1502/4/1/2011

2014/62

2014-01-16

تعليل المحكمة بقرارها فيما يخص قبول الدعوى من ناحية الشكل، بأنه لا شيء في القانون يلزم المطلوب انتظار تحويل مقرر اللجنة الوطنية إلى أمر بالاستخلاص، ما دامت الإدارة في إمكانها تحويل تلك المقررات أو أوامر قابلة للتنفيذ المعجل بقوة القانون، ويكون بذلك ما تمسكت به الطالبة في هذا الشأن .

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :552/4/1/2012

2014/103

2014-01-23

ما دامت العقود الإدارية تحكمها قواعد القانون العام، وقانون المحاسبة العمومية، وما دام لم يثبت أن الإدارة قد أصدرت أمرا بالدفع تجاه الدين العالق بذمتها، فإنه لا مجال للاحتجاج بالتقادم، كما أن عقود الصفقات تم إبرامها بين الجماعة والمطلوب في إطار التعاقد المباشر بين الطرفين،

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :152/3/2/2012

2014/243

2014-04-24

لما تمسك المدين في مقاله الاستئنافي بأنه أدى عن طريق الدفعات ما يعادل تقريبا جميع المبالغ التي توصل الخبير على أنها مبالغ مستحقة عليه، وأنه غير دائن بأي مبلغ من المبالغ المحكوم بها، مدليا بعدة تواصيل متضمنة لمبالغ مختلفة موقعة من طرف الشركة الدائنة لم تكن محل منازعة من طرف هذه الأخيرة، فإن عدم مناقشة المحكمة لتلك الدفوع، وعدم الجواب عنها، بالرغم من أن الخبرة المعتمدة لم تتعرض لإجراء أي محاسبة أو بيان بشأن المبالغ المسبقة أو المدفوعة من لدن المدين، واقتصرت على تحديد الأشغال التي قامت بها المدعية وتحديد قيمتها على ضوء العقد الرابط بين الطرفين، يجعل القرار المطعون فيه ناقص التعليل وعرضة للنقض.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2012/2/4/1782

2014/291

2014-03-20

إن مسطرة فحص المحاسبة المتعلقة بالضريبة العامة على الدخل والضريبة على القيمة المضافة تكون مخالفة للقانون متى كان الأجل الفاصل بين تاريخ توجيه الإشعار بالفحص والتاريخ المحدد لإجراء المراقبة يقل عن 15 يوما، أما إذا كان الأجل يفوق 15 يوما ودون أن يتعدى أمدا معقولا من شأنه أن يجعل الملزم في حالة ترقب دائم لحضور المفتش ويؤدي بالتالي إلى التأثير سلبا على نشاطه المهني فلا مجال للقول بكون المسطرة معيبة، لأن الملزم لا يكون متضررا من ذلك، بل تكون له مدة أطول من أجل إعداد وثائقه ومستنداته وهو ما لم يراعه ويبرره القرار المطعون فيه، مما يجعله خارقا للقانون.

....

إجتهادات محكمة النقض

ملف رقم :

2012/2/4/399

2013/110

2013-02-21

اعتماد طريقة معينة لإعادة تحديد رقم المعاملات بعد استبعاد المحاسبة للإخلالات الجسيمة التي تشوبها وفي غياب أي نص قانوني يحتم منهجية معينة، يبقى من صميم الواقع الذي تستقل به محكمة الموضوع بتقديره في إطار سلطتها والتي لا تخضع لرقابة محكمة النقض إلا من حيث التعليل.

....

إجتهادات محكمة النقض

http:/www.juris.courdecassation.ma

الغرفة الإدارية

القرار عدد 574 المؤرخ في :2004/7/21 الملف الإداري عدد: 2002/2/4/986 المراجعة الضريبية - خبرة - فحص المحاسبة - صناعة الحجة للخصم .

انتداب خبير للقيام بفحص محاسبة الملزم وإنجاز تقرير مفصل بشأنها هو عمل تقني يستهدف إبراز حقيقة النزاع ولا يمكن اعتبار ذلك صناعة حجة للخصم.

574/2004

....

إجتهادات محكمة النقض

الرقم الترتيي : 5944

التجارية

القرار عدد: 355 المؤرخ في: 1996/1/17 الملف المدني عدد: 94/1314 .

محاسبة–إثباتها بوثيقة – عدم مناقشتها – النقض.

إذا ادعى الطاعن وقوع محاسبة بينه و بين المطلوب و دعم ادعاءه بوثيقة دون أن تتعرض لها المحكمة، فإن ذلك يجعل قرار هذه الأخيرة متسما بنقصان التعليل و يعرضه للنقض.

355/96

....

إجتهادات محكمة النقض

الرقم الترتيبي :

8686

التجارية

القرار عدد 689 المؤرخ في 2005/6/15 الملف التجاري عدد 05/1/3/366

شركة ذات المسؤولية المحدودة – دعوى المحاسبة – وفاة الممثل القانوني

دعوى المحاسبة في مواجهة الشركة ذات المسؤولية المحدودة توجه ضدها في شخص ممثلها القانوني، ولا تقتضي إدخال الشركاء فيها.

689/2005

....

اجتهادات محكمة النقض

الرقم الترتيبي : 5565

الجنائية

القرار 20453 الصادر بتاريخ 28 دجنبر 1994 ملف جنحي 21687 89

- الانفراد باستغلال المال المشترك و الامتناع عن المحاسبة لا يحققان الجريمة المنصوص عليها في الفصل 553 من القانون الجنائي. باسم جلالة الملك إن المجلس الأعلى... و بعد المداولة طبقا للقانون. نظرا للمذكرة المدلى بها من لدن طالب النقض. في شأن وسيلة

20453/1994

....

اجتهادات محكمة النقض

الرقم الترتيبي : 1601

المدنــيةالحكم المدنـــي عـدد 232 الصادر في 7 ربيع الأول 1390 – 130 مايو 1970

بين (س) و بين (س1)

قوة الشيء المقضى به – صدور حكم تمهيدي بإجراء خبرة – الحكم بعدم قبول المقالين.

تكون محكمة الاستئناف قد خرقت مبدأ قوة الشيء المقضى به التي حازها الحكم التمهيدي الصادر عنها بإجراء خبرة للقيام بمحاسبة الأطراف ...

1970/232

....

إجتهادات محكمة النقض

التقرير السنوي لمحكمة النقض 2019

66 - ضريبة على القيمة المضافة - شروط فرضها وتصحيحها.

إن فرض الضريبة على القيمة المضافة وتصحيحها يرتبط بنظام المحاسبة، وكل تصحيح لهذه الضريبة يقتضي أن يكون مسبوقا باشعار بالفحص الجبائي، مع إلزام الإدارة بشروطه المقررة قانونا تحت طائلة اعتبار التصويب لاغيا.

(القرار عدد 338 الصادر بتاريخ 2019/03/21 في الملف الإداري عدد 2017/2/4/3997)

التقرير السنوي لمحكمة النقض 2015

11 - تصفية قضائية وسقوط الأهلية التجارية – تقرير السنديك – تحديد أفعال مخالفة الامتناع عن مسك محاسبة.

لما كان تقرير السنديك قد حدد الوقائع المشكلة لمخالفة الامتناع عن مسك محاسبة وفق المقتضيات الجاري بها العمل، فإن المحكمة عندما قضت بفتح مسطرة التصفية القضائية وسقوط الأهلية التجارية اعتمادا على التقرير المذكور، تكون قد أبرزت بدقة الأفعال الموجبة للتصريح في حق الطالب بإجراء المقرر بموجب المادة 706 من مدونة التجارة، وردت بكيفية ضمنية ملتمسه الرامي لإجراء خبرة، مادام أن وثائق اللف قد أغنتها عن اللجوء للإجراء التحقيقي المذكور، وجاء قرارها مرتكزا على أساس، ومعللا تعليلا كافيا.

(القرار عدد 247 الصادر بتاريخ 14 ماي 2015 في الملف التجاري عدد 29/3/1/2013)

....

....

مدونة التجارة صيغة محينة بتاريخ 22 أبريل 2019

ظهير شريف رقم 1.96.83 صادر في 15 من ربيع الأول 1417 (فاتح أغسطس 1996) بتنفيذ القانون رقم 15.95 المتعلق بمدونة التجارة

الفصل الأول: التصريح بالديون

المادة 719

يوجه كل الدائنين الذين يعود دينهم إلى ما قبل صدور الحكم بفتح المسطرة، باستثناء الأجراء، تصريحهم بديونهم الى السنديك.

يشعر السنديك الدائنين المعروفين لديه وكذا المدرجين بالقائمة المدلى بها من طرف المدين والناشئة ديونهم قبل صدور حكم فتح المسطرة.

ويشعر السنديك الدائنين الحاملين لضمانات أو عقد ائتمان ايجاري تم شهرهما وإذا اقتضى الحال في موطنهم المختار.

إذا كان الدائن يقطن خارج التراب الوطني تراعى مقتضيات المادة 780 أدناه.

يجب التصريح بالديون حتى وإن لم تكن مثبتة في سند.

يمسك السنديك بشأن كل مسطرة سجلا خاصا، مرقما وموقعا على صفحاته من طرف القاضي المنتدب، تضمن فيه التصريحات بالديون حسب التاريخ التسلسلي لتلقيها.

يمكن للدائن أن يقوم بالتصريح بنفسه أو بواسطة وكيل من اختياره.

لا يعفى الدائن طالب فتح المسطرة من التصريح بدينه.

المادة 720

يجب تقديم التصريح بالديون داخل أجل شهرين ابتداء من:

تاريخ الإشعار المنصوص عليه في المادة السابقة بالنسبة للدائنين المدرجين بالقائمة وكذا المعروفين لدى السنديك.

تاريخ الإشعار المنصوص عليه في المادة السابقة بالنسبة للدائنين الحاملين لضمانات أو عقد ائتمان إيجاري تم إشهارهما.

تاريخ نشر المقرر القاضي بفتح المسطرة بالجريدة الرسمية بالنسبة لباقي الدائنين.

ويمدد هذا الأجل بشهرين بالنسبة إلى الدائنين القاطنين خارج تراب المملكة المغربية.

فيما يخص المتعاقد المشار إليه في المادة 588، ينتهي أجل التصريح خمسة عشر يوما بعد تاريخ الحصول على التخلي عن مواصلة العقد، إذا كان هذا التاريخ لاحقا لتاريخ الأجل المنصوص عليه في الفقرة الأولى .

المادة 721

يضم التصريح مبلغ الدين المستحق بتاريخ صدور حكم فتح المسطرة مع تحديد قسط الدين المؤجل في حالة التسوية القضائية.

يحدد التصريح طبيعة الامتياز أو الضمان الذي قد يكون الدين مقرونا به.

عندما يتعلق الأمر بديون بالعملة الأجنبية، يتم التحويل إلى العملة الوطنية حسب سعر الصرف بتاريخ صدور حكم فتح المسطرة.

ويشمل التصريح أيضا:

العناصر التي من شأنها أن تثبت وجود الدين ومبلغه إذا لم يكن ناجما عن سند، وإن تعذر ذلك، تقييما للدين إذا لم يحدد مبلغه بعد؛

كيفية احتساب الفوائد في حالة استئناف سريانها مع تنفيذ مخطط الاستمرارية؛

الإشارة إلى المحكمة التي رفعت إليها الدعوى إن كان الدين موضوع نزاع.

يرفق بالتصريح جدول وثائق الإثبات. ويمكن تقديم هذه الوثائق على شكل نسخ. ويمكن للسنديك أن يطلب في أي وقت تقديم أصولها أو وثائق تكميلية.

المادة 722

يسلم رئيس المقاولة للسنديك قائمة مصادقا عليها بدائنيها ومبلغ ديونها ثمانية أيام على الأكثر بعد صدور حكم فتح المسطرة وذلك باستثناء الحالة التي فتحت فيها المسطرة بناء على طلبه.

تضم هذه القائمة الأسماء أو التسميات ومقر أو موطن كل دائن مع الإشارة إلى المبالغ المستحقة في يوم صدور حكم فتح المسطرة، وطبيعة الدين والضمانات والامتيازات المقترنة بكل دين.

المادة 723

عند عدم التصريح داخل الآجال المحددة في المادة 720 أعلاه، لا يقبل الدائنون في التوزيعات والمبالغ التي لم توزع إلا إذا رفع القاضي المنتدب عنهم هذا السقوط عندما يثبتون أن سبب عدم التصريح لا يعود إليهم. وفي هذه الحالة، لا يمكنهم المشاركة إلا في تقسيم التوزيعات الموالية لتاريخ طلبهم.

مع مراعاة مقتضيات الفقرتين الثانية والثالثة من المادة 634 أعلاه، فإن القرار الاستئنافي المعدل للحكم الابتدائي لا يفتح أجلا جديدا للتصريح بالديون.

القسم السابع: العقوبات

الباب الأول: العقوبات المدنية

الفصل الأول: العقوبات المالية

المادة 740

في حالة التسوية أو التصفية القضائية لشركة ما، يجب على المحكمة أن تفتح مسطرة التسوية أو التصفية القضائية تجاه كل مسؤول يمكن أن تثبت في حقه إحدى الوقائع التالية:

التصرف في أموال الشركة كما لو كانت أمواله الخاصة؛

إبرام عقود تجارية لأجل مصلحة خاصة تحت ستار الشركة قصد إخفاء تصرفاته؛

استعمال أموال الشركة أو ائتمانها بشكل يتنافى مع مصالحها لأغراض شخصية أو لتفضيل مقاولة أخرى له بها مصالح مباشرة أو غير مباشرة؛

مواصلة استغلال به عجز بصفة تعسفية لمصلحةَ خاصة من شأنه أن يؤدي إلى توقف الشركة عن الدفع؛

مسك محاسبة وهمية أو العمل على إخفاء وثائق محاسبة الشركة أو الامتناع عن مسك كل محاسبة موافقة للقواعد القانونية؛

اختلاس أو إخفاء كل الأصول، أو جزء منها، أو الزيادة في خصوم الشركة بكيفية تدليسية؛

المسك، بكيفية واضحة، لمحاسبة غير كاملة أو غير صحيحة.

المادة 741

في حالة المسطرة المفتوحة تطبيقا لمقتضيات المادة السابقة، تشمل الخصوم بالإضافة إلى الخصوم الشخصية خصوم الشركة.

تاريخ التوقف عن الدفع هو التاريخ المحدد في حكم فتح المسطرة تجاه الشركة.

تتقادم الدعوى خلال أجل ثلاث سنوات ابتداء من تاريخ صدور الحكم المحدد لمخطط الاستمرارية أو للتفويت أو في غياب ذلك، من تاريخ صدور حكم التصفية القضائية.

المادة 742

في الحالات المنصوص عليها في المواد من 738 إلى 740 أعلاه، تضع المحكمة يدها على الدعوى تلقائيا أو بطلب من النيابة العامة أو السنديك.

المادة 743

لأجل تطبيق مقتضيات هذا الباب، يتم استدعاء جميع الأطراف في الخصومة، بصفة قانونية ثمانية أيام على الأقل قبل الاستماع إليهم عن طريق كتابة ضبط المحكمة.

تبت المحكمة في جلسة علنية بعد الاستماع إلى تقرير القاضي المنتدب.

المادة 744

يبلغ كاتب الضبط المقررات الصادرة تطبيقا لهذا الباب إلى الأطراف. ويشار إليها في السجل التجاري المحلي والسجل التجاري المركزي وينشر مستخرج منها في صحيفة مخول لها نشر

الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية وفي الجريدة الرسمية وتعلق على اللوحة المخصصة لهذا الغرض في المحكمة.

الفصل الثاني: سقوط الأهلية التجارية

المادة 745

يجب على المحكمة أن تضع يدها في جميع مراحل مسطرة التسوية أو التصفية القضائية من أجل النطق بالحكم، عند الاقتضاء، بسقوط الأهلية التجارية عن كل شخص ذاتي تاجر ثبت في حقه أحد الأفعال التالية:

مواصلة استغلال به عجز بصفة تعسفية من شأنه أن يؤدي إلى التوقف عن الدفع؛

إغفال مسك محاسبة وفقا للمقتضيات القانونية أو العمل على إخفاء كل وثائق المحاسبة أو البعض منها؛

اختلاس أو إخفاء كل الأصول أو جزء منها أو الزيادة في الخصوم بكيفية تدليسية.

....

....

مجلة قضاء محكمة النقض - الإصدار الرقمي 2012 - العدد 70 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 345

القرار عدد 1646

المؤرخ في :2008/12/24 الصادر في الملف التجاري عدد : 812/3/2/2005 .

قرض - بناء وتجهيز مستشفى - توقف عن سداد الديون - شركة تجارية - خضوعها لمسطرة التسوية أو التصفية القضائية - إمكانية تمديدها لمسيرها متى ثبت خطؤهم (نعم).

كقاعدة عامة فإن كل تاجر طبيعي أو معنوي (شركة) ثبت أنها ليس بمقدورها سداد الديون المستحقة عند حلول أجلها وأصبحت مختلة بشكل لا رجعة فيه يمكن أن تخضع لمسطرة معالجة الصعوبة، وفتح

مسطرة التسوية أو التصفية القضائية قد لا يقتصر على الشركة بل قد

يمتد إلى مسيرها إذا ثبتت مسؤوليته في الوضعية التي آلت إليها الشركة

الخاضعة للمسطرة المذكورة لارتكابه إحدى الأفعال الواردة في المادة 70 من مدونة التجارة وتقدير ثبوت الوضعية المذكورة من عدمه يدخل في إطار السلطة التقديرية لقضاة الموضوع ولا رقابة عليهم في ذلك من طرف اجمللس الأعلى إلا من حيث التعليل.

باسم جلالة الملك

إن اجمللس الأعلى

وبعد المداولة طبقا للقانون،

حيث يستفاد من مستندات الملف، ومن القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف التجارية بالدار البيضاء أنه بناء على الملتمس المقدم من

طرف المطلوب في النقض القرض العقاري والسياحي المؤرخ في 03/10/15 الرامي الى وضع اليد والذي جاء فيه أنه في إطار المادة 645 من م.ت وبناء على طلبه أصدر القاضي المنتدب صلاح الدين نحاس بتاريخ 01/2/6 أمرا قضائيا قضى بتعيين القرض العقاري والسياحي كمراقب وأنه طبقا للمادة 590 من نفس القانون، وبعد وضع تقرير السنديك تمت إحالة الملف على غرفة المشورة من أجل اختيار الحل وتم استدعاء الطالب من أجل الاستماع إلى أقواله بصفته مراقبا وجاء في عرض لوقائع النازلة أن البنك قام بتمويل بناء وتجهيز مشروع مستشفى خصوصي أطلق عليه اسم مصحة الحكيم ثم تشييده على الرسم العقاري عدد 1313 س الكائن بزاوية زنقتي لافوازيي ودالطون بالدار البيضاء، وأن لجنة تقصي الحقائق المنتدبة من طرف مجلس النواب أكدت أن البنك مول المشروع المذكور بنسبة تفوق 100 %من تكلفته إلا أن المشرفين عليه قاموا بإعداد تركيبة مشبوهة للمشروع إذ قاموا بإحداث شركتين على نفس المشروع

شركة تدعى بروموكلينيك الحكيم وهي شركة مساهمة أنشأت سنة 1987

وأحدثت بتاريخ 89/10/30 أصلا تجاريا على المصحة سجل تجاري عدد 56417،

وقد حصلت على جميع القروض من البنك بما فيها قروض التجهيز وقروض

خاصة للأطباء وتم رهن الأصل التجاري، كما أنهم قاموا سنة 1981 بإحداث

شركة أخرى تحت اسم شركة مصحة الحكيم وهي شركة ذات مسؤولية محدودة

تضم نفس الأشخاص المساهمين في الشركة الأولى ويسيرها نفس المسيرين، كما أحدثوا أصلا تجاري لفائدتها على نفس المصحة بتاريخ 92/2/27 تحت عدد 64949 وهذه الشركة رغم إنشائها لأصل تجاري على نفس الأصل التجاري المرهون لفائدة البنك فإنها لا تملك في الحقيقة شيئا وأن إحداثها كان ينطوي على مناورة غير شريفة تجلت من تصرفات المسؤولين الذين هم في الحقيقة مجرد شخص واحد حيث قرروا سنة 1993 بصفتهم المساهمين في شركة بروموكلينك حكيم كراء المصحة كلها بما فيها العقارين والتجهيزات للشركة التي أحدثوها والمسماة شركة مصحة الحكيم أي أن نفس الأشخاص المكونين للشركة الأولى قاموا بكراء العناصر المذكورة لأنفسهم بصفتهم مكونين للشركة الثانية،وترتب عن ذلك أن شركة بروموكلينك المالكة أصلا للأصل التجاري أصبحت شركة سالبة أي أنها أصبحت مغرقة بجميع الديون التي بواسطتها تم تمويل المشروع وأصبح عليها بالمقابل تسديد كل الديون وحدها وأما المصحة وما تضمنته من عقارات وتجهيزات فإن ذلك تم كراؤه للشركة مصحة الحكيم بسومة هزيلة لا يمكن أن تف بتسديد الديون وبذلك أصبحت مصحة الحكيم تستفيد من مداخيل المشروع وتمكن أصحاب هذا الأخير من الاستيلاء على منتوج المصحة ومداخيلها بواسطة الشركة الوهمية المسماة شركة مصحة حكيم واستغلاله لمصلحتهم الشخصية وتقاعسوا عن أداء الوجيبة الكرائية، وأن تصرفات المسيرين أدت إلى عدم سداد القروض رغم انتهاء الأجل وهذا الوضع جعل شركة بروموكلينك مختلة وعاجزة عن تسديد ديونها وأن المسيرين طالبوا بفتح مسطرة التسوية القضائية بالنسبة للشركتين وحصلوا على حكم بتصفية شركة بروموكلينك وحكم يقضي باستمرارية شركة مصحة الحكيم بناء على تقرير السنديك، ويتجلى من ذلك أن هناك اختلاطا للأموال بالنسبة للشركتين

وذلك ناتج عن كون نفس المساهمين والمسيرين هم أنفسهم والرغبة في التهرب من تسديد ديون القرض العقاري التي تملكها الدولة وتعتبر مالا عاما وذلك باقبار الشركة المالية المغرقة بالديون والاستمرار بعد ذلك في المشروع واستغلاله بسومة هزيلة بواسطة الشركة الثانية، ويضيف البنك أنه سبق للمحكمة أن أصدرت بتاريخ 01/12/24 حكما في الملف 01/343 قضى بتحويل التسوية القضائية لشركة بروموكلينك الى تصفية قضائية وأن سنديك التصفية رشيد دهنين لم يتمكن من القيام باجراءات الجرد لأصول الشركة إذ صرح له رئيس المقاولة انه غير قادر على التمييز بين المعدات المملوكة لبروموكلينك وبين التي تملكها مصحة الحكيم، وبناء على كتاب وجه من طرف السنديك للبنك في الموضوع أجاب برسالة مضمنها أن مصحة الحكيم مجرد شركة استغلال ولا تملك أي شيء في المصحة بل هي مجرد مكترية فأصدر بعد ذلك القاضي المنتدب قرارا بتاريخ 02/9/25 يقضي بانتداب الخبير التهامي لغريسي من أجل القيام بإعداد ميزانية على ضوء الوثائق المحاسبية الموجودة بالشركة، ودراسة حساباتها للخمس سنوات الأخيرة وبيان الأسباب التي أدت بالشركة إلى هذه الوضعية، والقول هل هناك اختلاط للأموال،، وتحديد المسؤولية في حالة وجود إخلالات في التسيير، وثم استبدال الخبير المذكور بالخبير محمد أعراب الذي أنجز تقريرا عرض في خاتمته أن الخسائر المتراكمة بتاريخ 01/12/31 تقدر ب 36,589.853.68 درهم وان الأسباب ترجع إلى كون مبلغ كراء البناية والفيلا جد ضعيف. وان الأجهزة الصحية تم اقتناؤها بمبلغ 000.631.34 درهم من طرف شركة بروموكلينك تبعا للقرض المبرم مع القرض العقاري والسياحي تم كراؤها لمصحة الحكيم ولم يتم تسديد ثمن كرائها لفائدة بروموكلينك فحرمت هذه الأخيرة من مبلغ عائدات قدره 696.106.68 درهم وتم تنازل مسيري شركة

بروموكلينك عن دين بقيمة 000.800.4 درهم لمصحة الحكيم وأضاف الخبير ان مسيري الشركة هم المسؤولون عن الخسائر والمصير الذي آلت اليه بروموكلينك ولاحظ أن هناك تكاليف غير مبررة ثم تسجيلها في محاسبة الشركة المذكورة لسنة 96 بقيمة 133.90 درهم، وصرح السنديك بختاري بوزكري في تقريره ان مسيري الشركة قبلوا تحمل هذه الاخيرة للديون الخاصة لبعض الأطباء الشركاء بمبلغ 000.815.10 درهم بالاضافة الى وجود محاسبة ممسوكة بشكل غير منتظم وعدم التوفر على السجلات القانونية، وانه خلال سنة 01 تم تسجيل تكاليف مهمة بمحاسبة الشركة وبلغت حجم الخسائر ما قدره 000.532.55 درهم، وأنه بعد الاطلاع على السجل التجاري تبين ان المسيرين بتاريخ 03/1/16 هم الدكاترة الفيلالي عبد القادر، بنكيران السعدي، ميكو عبد الحق، بناني عبد الرفيع، توزاني كمال، عوادة ماهر وأضاف القرض العقاري والسياحي بأنه بموجب المادة 706 من م ت، فإن ثبوت حالة من الحالات المذكورة بها كافية لفتح مسطرة التصفية القضائية في مواجهة المسؤولين عن الإخلالات وقد ثبت أن هناك تصرفا في أموال المقاولة كما لو كانت أموال خاصة بالمسيرين واستعمال لأموال الشركة بشكل يتنافى مع مصالحها لأغراض شخصية إنشاء أصلين تجاريين على نفس المصحة وقيام المسيرين برهن العقارين 32121 س و1313 س من اجل ضمان قروض شخصية حصل عليها الأطباء المساهمين والمسيرين للشركة وأشار إلى أن الخبير أعراب لم يهتد في تقريره إلى أن نور الدين لحلو كان في السنوات الأولى لتأسيس شركة بروموكلينك مسيرا مفوضا للشركة والتمس بناءا على المعطيات السابق ذكرها أن تبادر المحكمة بوضع يدها تلقائيا على الدعوى طبقا للمادة 708 من م.ت وان تفتح مسطرة التصفية القضائية طبقا للمواد 704 و705 و706 تجاه المسؤولين الواردة أسماؤهم أعلاه وفي مواجهة أي شخص ثبتت مسؤوليته وذلك طبقا للمقتضيات المنصوص عليها في البابين الأول والثاني من القسم الخامس من مدونة التجارة في حقهم، وبعد جواب المدعى عليهم بواسطة دفاعهم إذ طبيح الذي دفع بعدم قبول الدعوى طبقا

للمادتين 708 و704 من م.ت بعلة أن القرض العقاري والسياحي ليست له الصفة لفتح المسطرة، قررت المحكمة إحالة الملف على القاضي المنتدب لإعداد تقرير مفصل حول وضعية شركة بروموكلينك مع استدعاء مسيري المقاولة والسنديك، وبعد الاستماع إلى الأطراف الحاضرة الأطباء عبد القادر الفيلالي وتوزاني كمال وبناني عبد الرفيع وبنكيران السعدي اللذين أكدوا أنه لم يقع التنازل عن دين بقيمة 000.800.4 درهم، وان الدين أعطي من طرف القرض بنسبة 70 %لفائدة بروموكلينك وبنسبة 30 %في حساب الشركاء بضمانة الشركة المذكورة، وأن المحاسبة منتظمة تتم تحت إشراف مراقب الحسابات مصطفى عهون، وان السومة حددت حسب معطيات السوق وبتقرير محاسب الشركة اخبر به القرض العقاري والسياحي ولم يقدم أي اعتراض ثم إن هذا الأخير كان يستخلص مداخيل مصحة الحكيم لتسديد ديون بروموكلينك وأن أي عجز كانت تؤديه مصحة الحكيم. كما تقدم الأستاذ طبيح بمذكرة مؤرخة في 04/5/14 أكد ما ورد فيها من أن هناك خرق للمادة 704 من م.ت بخصوص وقت تحريك المسطرة الذي يجب أن يتم أثناء سير مسطرة التسوية القضائية ضد الشركة أصلا وقد أصدرت المحكمة حكما بتصفية الشركة بروموكلينيك وتم اختيار حل التفويت وأن المسطرة انتهت، وأضاف أن الشركة المذكورة ليست تجارية لأن موضوعها هو الإنعاش العقاري في مجال الصحة وغايتها ليس المضاربة العقارية، وتتعامل في مجال الطب، وان المشرع منع على كل من يمارس عملا طبيا ممارسة التجارة وذلك طبقا للمادة 2 من قانون 94-10 المتعلق بمزاولة الطب وبالتالي فان الشركة المذكورة لا تخضع للمادة 704 وأن مسيريها لا يخضعون للمادة 706 ثم أن القرض العقاري لم يحدد خطأ كل واحد من الأشخاص الدين أشار إليهم في ملتمسه حتى تتمكن المحكمة من مراقبة مدى صحة ارتكاب كل واحد من الأشخاص المذكورين لفعل معين وحدود مسؤولية كل واحد فيه ذلك أن الشركة تداول على تسييرها ما يزيد على 15 طبيبا، ثم أن الأطباء الذين توجد أسماؤهم في السجل التجاري ليسوا بالضرورة هم من كانوا يسيرون الشركة، وبعد انتهاء الإجراءات

أصدرت المحكمة التجارية حكما بتمديد مسطرة التصفية القضائية في حق المسيرين المسجلة أسماؤهم بالسجل التجاري للشركة والتصريح بسقوط

أهليتهم التجارية استنادا إلى معطيات المادة 713 من م ت تحددها في 5 سنوات ابتداءا من تاريخ النطق بالحكم، استأنفه المحكوم عليهم فقضت محكمة

الاستئناف التجارية بتأييده وذلك بموجب قرارها المطلوب نقضه.

حيث يعيب الطاعنون القرار في الوسيلة الأولى بخرق مبدأ الاختصاص

النوعي ذلك انه سبق لهم أن أثاروا الدفع بكون الحكم الابتدائي صدر عن غرفة

المشورة بالمحكمة التجارية مما يفيد أن الملف تمت مناقشته في هذه الغرفة التي

تعقد جلساتها بكيفية غير علنية الأمر الذي يعد خرقا للمادة 709 من م ت التي

تنص على أن المحكمة تبت في جلسة علنية بعد الاستماع إلى تقرير القاضي

المنتدب، وان القرار استبعد هذا الدفع بعلة "أنه وان تمت الإشارة إلى غرفة

المشورة بطرة الصفحة الأولى من الحكم فان ذلك يعني فقط أن الهيئة التي

تنظر في مساطر معالجة صعوبة المقاولة هي نفسها التي أصدرت الحكم" وهذا

التعليل مخالف لما نصت عليه المادة المشار إليها مما يعرضه للنقض.

لكن حيث إن ما جاء في تعليل القرار المنتقد يساير وثائق الملف إذ تضمنت

محاضر الجلسات وتنصيصات الحكم الابتدائي الإشارة إلى أن القضية أدرجت

بالجلسة المنعقدة بتاريخ 04/5/24 وتم تأجيلها لجلسة 04/5/31 حيث تم

الاستماع خلالها لمرافعة دفاع الأطراف ضمن جلسة علنية، وهو ما وقع التذكير

به من طرف رئيس الجلسة من أن الجلسة علنية، إضافة إلى أن الحكم تضمن الإشارة إلى كونه صدر في جلسة علنية وأن تنصيصات الحكم يوثق بمضمونها إلى أن يثبت العكس وهو ما لم يثبته الطاعنون فالوسيلة خلاف الواقع.

ويعيبون القرار في الوسيلة الثانية بخرق حقوق الدفاع المتخد من خرق الفصل 63 من ق.م.م، فساد التعليل المنزل منزلة انعدامه، بدعوى أنهم أشاروا في جميع مراحل التقاضي أن الخبير أعراب لم يقم باستدعائهم خرقا للفصل 63 المشار إليه المعدل بمقتضى ظ 02/12/26 الذي

يوجب استدعاء الأطراف ووكلائهم لحضور انجاز الخبرة وان يضمن في محضر مرفق بالتقرير أقوال الأطراف وملاحظاتهم ويوقعون عليه، إلا أن المحكمة ردت الدفع بعلة "أن الخبرة أمر بها القاضي المنتدب للتصفية القضائية لشركة بروموكلينيك بناء على طلب السنديك قصد التأكد من وجود بعض الإخلالات في التسيير من عدمها، وذلك بالاطلاع على الوثائق المحاسبية للشركة، كما أشار الخبير إلى مختلف المراحل التي قطعها وتسلمه الوثائق المحاسبية الضرورية فيكون قد احترم الإجراءات الشكلية ومن تم فهي تعتبر قانونية بالنسبة لأطرافها" في حين أن الفصل المحتج بخرقه يتضمن أحكاما آمرة يترتب عن عدم مراعاتها بطلان الخبرة وأن العلة التي أوردتها المحكمة لا تساير مضمون النعي بعدم حضورية الخبرة مما يعرض القرار للنقض.

لكن حيث إن المحكمة ردت عن صواب الدفع بخرق الفصل 63 من ق.م.م مادام قد ثبت لديها أن الخبرة صدر أمر بإجرائها من طرف القاضي المنتدب بناء على طلب السنديك في إطار مسطرة التصفية القضائية المقامة في مواجهة شركة بروموكلينك من أجل الإطلاع على وثائقها المحاسبية وإعطاء رأيه حول

وضعيتها المالية، وأن الخبير أشار في تقريره إلى الاتصال بإدارة الشركة وتسلمه للوثائق الضرورية، ومادام أن الغاية المتوخاة من الاستدعاء لحضور عملية الخبرة هي تمكين الأطراف من ابداء ملاحظاتهم بخصوص النقطة الموكول للخبير البحث فيها وان هذه الغاية قد تحققت بدليل إقرار الطاعنين بإدلائهم للخبير اعراب بالمستندات القانونية والمحاسبية التي طلب الحصول عليها من طرفهم الأمر الذي يجعل ما استدل به الطاعنون على غير أساس.

ويعيبون القرار في وسائلهم الثالثة والرابعة والخامسة والسادسة والسابعة

والثامنة بخرق القانون الداخلي، خرق المواد 560 و704 و706 و708 من م.ت،

وتحريف مضمون مذكرة، وانعدام التعليل وضعفه، وخرق الفصلين 345 و61 من ق.م.م، خرق حقوق الدفاع سوء التعليل وفساده عدم الارتكاز على أساس خرق قاعدة نسبية الأحكام الفصل 451 من ق.ل.ع ذلك أنهم تمسكوا بكون نظام

المساطر الجماعية موضوع الكتاب الخامس من مدونة التجارة لا يطبق سوى على التاجر بصريح المادة 560 من م.ت وأن مسطرة فتح التصفية القضائية في مواجهة المسيرين لا تخضع لها سوى إذا ما تعلق الأمر بشركة تجارية عملا

بالمادة 704 من م ت بينما شركة بروموكلينيك ليست شركة تجارية مما لا يسوغ

معه فتح المسطرة في مواجهة الطاعنين الغير الخاضعين لأحكام المادة 708 من

نفس القانون، وأن المحكمة أجابت بعلة مضمنها "أن هذا السبب يتعين إثارته بمناسبة الطعن في الحكم القاضي بفتح المسطرة في حق الشركة وليس في هذا الحكم لأن الحكم الأول اكتسب حجيته" والحال أن الحكم المذكور صدر في مواجهة الشركة التي يهمها وحدها أمر الطعن فيه ولا تسري آثاره في مواجهتهم عملا بمبدأ نسبية الأحكام، ومن جهة ثانية إن الطاعنين تقدموا بمذكرة بجلسة 04/12/3 بواسطة دفاعهم الأستاذ ميكو ضمنوها دفوعا تتعلق بانعدام صفة المطلوب في النقض للتدخل في الدعوى، وعدم احترام الإجراءات المسطرية، وعدم ارتكاز الحكم على أساس، وعدم توفر مقتضيات المادة 706 من م ت وعدم تحديد الخطأ المرتكب من كل مسير على حدة أثناء فترة التسيير وأن ما جاء في تنصيصات القرار من أن المذكرة المذكورة إنما أكدت ما جاء في المقال الاستئنافي شكل تحريفا لمضمون تلك المذكرة، كما أنهم أثاروا ضمن نفس المذكرة دفوعا فندت ادعاءات المطلوب في النقض القائلة بأنهم خلقوا تركيبة مشبوهة مكونة من شركتين بروموكلينيك ومصحة الحكيم للاستيلاء على منتوج المصحة موضحين أن الشركة الأولى المالكة للعقار والمشيدة للبناء حصلت على قروض مقابل رهن العقار الأمر الذي لم يكن يتيح التصرف في الشكل القانوني للشركة بمراعاة أن المشرع في ظل القانون السابق لممارسة الطب أتاح للأطباء التنظيم الجماعي لنشاطهم في إطار الشركة المحدودة المسؤولية، ولأجله أنشأت مصحة الحكيم، وكلتا الشركتين تتوفران على الأجهزة القانونية المستقلة، كما أوضحوا أن مصحة الحكيم أدت للمقرض ما قيمته 000.58000 ده من ديون بروموكلينك الأمر الذي لم ينازع بشأنه المقرض، وفندوا الادعاء القائل بأن السنديك لم يتمكن من القيام بعملية الجرد والحيازة لأصول الشركة بعد صدور حكم بتصفيتها بسبب أن الدكتور لحلو رئيسها صرح له انه غير قادر

على التمييز بين المعدات والآلات التي تملكها كل واحدة من الشركتين، إذ أوضحوا أن لحلو ليس رئيسا للمقاولة بدليل أن المحكمة لم تقض بتمديد التصفية ضده، وأوضحوا كذلك أن القروض ليس لها من الشخصية إلا الإسم إذ تم ضخها في مشروع برومو كلينيك وتم منحها باتفاق مع المطلوب بدليل انه منحها لجميع المساهمين في تواريخ متتالية ابتداءا من سنة 90 إلى سنة 95 وان المقرض صرح بتلك الديون ضمن قائمة دائني الشركة المذكورة وقد تمسك بأنها تخص الشركة ثم ادعى لاحقا أنها ديون تخص الأطباء توصلوا بها ضدا على مصالح الشركة لإصباغ صبغة الأخطاء في التسيير، إلا أن المحكمة لم ترد على هذه الدفوع، وبخصوص ما تمسك به الطاعنون من كون المقرض أخفى استرجاعه لمبلغ 00,238.941.58 ده من أصل مبلغ القرض قدره 00,224.727.66 درهم، فإن المحكمة ردته بعلة "أن الأمر لا يتعلق بمناقشة الوفاء بالالتزام وإنما بأفعال معينة تهم التسيير" في حين راعت لما قضت بتمديد التصفية القضائية في حق الطاعنين مصالح المقرض الذي ذكرت أنه لم يستخلص قروضه بسبب ضعف مردودية الكراء والتقاعس عن استخلاصه من طرف الطاعنين فتكون قد أتت بتعليل متناقض باعتبار أن الادعاء الأساسي الصادر عن البنك هو الزعم بعدم الوفاء بديونه المتخلدة بذمة بروموكلينيك الأمر الذي كان يتحتم معه التيقن من صحة هذا الزعم وهو ما امتنعت المحكمة عن بحثه وتقييمه، وبخصوص الملتمس الذي تمسك به الطاعنون الرامي إلى إجراء بحث بحضور الممثل القانوني للمقرض والخبير أعراب للتأكد من صحة ما أورده في تقريره وكذلك بخصوص التماس إجراء خبرة جديدة لعدم موضوعية خبرة أعراب، فإن المحكمة ردته بعلة "أن الطاعنين لم يدلوا بأية حجة تفيد خلاف ما جاء في خبرة أعراب والحال أنهم أدلوا بما يدحض البيانات والاستنتاجات التي اعتمدها الخبير

حينما قام بتحليل الحسابات السابقة عن سنة 97 إلى غاية 87 أي مدة عشر سنوات قبل الفترة التي حددها له الحكم، ونتيجة لهذا الخرق سجل الخبير خسارة بمبلغ 27,687.360.71 ده بدلا من 00,261.693.59 ده كما قام بتقويم العقار الكائن فيه مصحة الحكيم خروجا عن أحكام الفصل 59 من ق م م باعتباره خبيرا في الحسابات وليس في العقار، وخلص إلى أن ثمن المتر المربع لا يتجاوز 3500 درهم بينما الثمن الحقيقي يبلغ أزيد من 7796 درهم، كما قام بتقويم السومة الكرائية خروجا عن مهمته، مع أن الطاعنين أوضحوا أن بروموكلينيك ليست شركة تجارية حتى يمكن الزعم بانها لا تمسك محاسبة قانونية، وهذا الخطأ ناجم عن عدم استدعائهم مراعاة للفصل 63 من ق م م، ومن جهة أخرى أن الطاعنين نازعوا في تحليلات واستنتاجات الخبير أعراب وأدلوا رفقة مذكرتهم بواسطة الأستاذ ميكو بجلسة 04/10/1 بتقرير خبرة بوشامة التي تثبت الأخطاء المرتبكة من الخبير أعراب، كما أدلوا لهذا الأخير صحبة رسالة تحمل توقيعه وخاتمه بتاريخ 02/12/24 بجميع المستندات القانونية والمحاسبية، التي طلبها منهم بما فيها محاضر الجمعيات العامة لبروموكلنيك بتاريخ 97/6/24 وأن، إدارتها أجهزة أسماء تبين التي 18/4/01و 6/1/02و 7/7/99و 12/1/99و تعليل المحكمة بعدم إدلاء الطاعنين بأية حجة تفيد خلاف ما جاء في خبرة أعراب يشكل تحريفا لمعطيات النازلة ومضمون مستندات الملف ولا يصلح أن يكون ردا على طلب إجراء بحث الذي يتعلق بالتيقن من وقائع معينة بواسطة الشهود وأطراف النزاع، كما إن الطاعنين عابوا على الحكم كونه لم يحدد الخطأ المرتكب من طرف كل مسير على حدة خلال فترة تسييره والذي يدخل في إطار الأفعال التي حددها المشرع حصرا في المادة 506 من م.ت و706 منه كخطأ في التسيير إلا أن المحكمة الاستئنافية اعتبرت "ان الأطباء المقيدين بالسجل

التجاري كمسيرين هم المعنيين بالأمر وقد ثبت لديها من شهادة السجل التجاري ان الأطباء الخمسة المستأنفين ومعهم الطبيب عواضة ماهر هم المسيرون القانونيون للشركة" والحال أن فترة التسيير التي تحملها كل واحد من الطالبين كانت كالتالي :

- الدكتور الفيلالي من 87 الى 91 و97/95/92

- بنكيران من 87 الى 91 و97/95

95/97 و 87/91 من ميكو-

- بناني من 97/92 .

التوزاني من 96/92 و 97 الى الآن

- عوادة من 97 إلى الآن وهو ما أثبتته محاضر الجمعيات العامة للشركة التي تم الإدلاء بها إلى الخبير أعراب، فضلا عن ذلك إن المحكمة لم ترد على دفوعهم المشار إليها أعلاه، ولم تبحث في الأخطاء المزعومة في التسيير عن الفترة التي حددها الحكم ما بين 97 إلى سنة 02 واكتفت بتمديد التصفية لهم جملرد أنهم المقيدون بالسجل التجاري دون بيان للأخطاء المرتبكة من طرفهم وبيان الفترة التي ارتكبت فيها الأخطاء مما كان يتعين معه إجراء بحث للوصول إلى الحقيقة والمحكمة بنهجها ذلك تكون قد جعلت قرارها غير معلل ولا مؤسس مما يعرضه للنقض.

لكن فضلا عن أن التحريف المحتج به في الوسيلة والذي ينصرف الى عرض الوقائع التي أوردها القرار لا يدخل في نطاق أسباب طلب النقض فإن ما أوردته المحكمة أثناء سردها للوقائع من أن المستأنفين أدلو بجلسة 04/12/3 بمذكرة تعقيبية أكدوا بمقتضاها ما جاء في مقالهم الاستئنافي يعتبر مطابقا للواقع، على اعتبار أن المذكرة المشار إليها في الوسيلة والتي أدلى بها الطاعنون تعقيبيا على

مذكرة دفاع المطلوب في النقض المدلى بها بجلسة 04/11/19 تضمنت تأكيدا لنفس الوسائل التي استندوا اليها في مقالهم الاستئنافي والتي تتعلق بالطعن في صفة القرض العقاري وعدم احترام المحكمة الاجراءات المسطرية وعدم ارتكاز الحكم على أساس قانوني وعدم توفر مقتضيات المادة 706 من م ت وعدم تحديد الخطأ المرتكب من كل مسير على حدة أثناء فترة التسيير فيكون ما بهذه الوسيلة خلاف الواقع وغير مقبول، ومن جهة ثانية لما كان الأمر في النازلة يتعلق بمسطرة تمديد التصفية القضائية إلى المسيرين وأساسها التصرفات التي اتخذت من طرفهم والأخطاء التي ارتكبوها أدت إلى الإخلال بحقوق شركة بروموكلينيك والتي صدر حكم بتصفيتها القضائية، ولما كانت مساءلة المسيرين المخطئين أو الذين ارتكبوا أفعالا خطيرة حددها القانون حصريا في المادة 706 من م ت سواء كان هؤلاء المسيرون قانونيين أو فعليين تجد سندها في مقتضيات المادة 702 من نفس القانون، فإن قضاة الدرجة الأولى وعلى إثرهم قضاة الاستئناف فصلوا في النازلة على ضوء المعطيات الثابتة لديهم من خلال خبرة أعراب التي أنجزت على الوثائق المحاسبية للشركة المذكورة والتي أقر الطاعنون بأنهم زودوه بها بمقتضى كتاب يحمل توقيع وخاتم الخبير بتاريخ 02/12/24 والتي طلبها منهم بما فيها محاضر الجمعيات العامة للشركة فتبين لهم أن مسيري الشركة بروموكلينيك عمدوا إلى إنشاء شركتين مختلفتين على نفس الأصل التجاري وأن الأولى قامت بتجهيز وبناء المصحة وتم خلق شركة أخرى تسمى مصحة الحكيم قصد القيام باستغلالها وأن التصرف المذكور أدى إلى خلط الذمم المالية للشركتين مما جعل سنديك التصفية لشركة بروموكلنيك تعترضه عدة صعوبات عند قيامه بإجراءات جرد وحيازة أصول الشركة لكون رئيس المقاولة صرح أنه غير قادر على التمييز بين المعدات والآلات التي تملكها كل من الشركتين وأن التصرف المذكور تم من طرف نفس المسيرين بنفس الشركتين، وأن مسيري شركة بروموكلينيك قاموا بكراء الأصل التجاري لمصحة الحكيم بسومة ضعيفة

حسب تقرير خبرة اعراب مما أدى إلى الإضرار بالوضعية المالية لبروموكلينيك وحرمها من عائدات مهمة وردت أرقامها بتقرير الخبير شكلت اضرارا بحقوق الدائن الرئيسي للشركة وهو القرض العقاري والسياحي، كما أشار الخبير إلى تخلي مسيري شركة بروموكلينيك لفائدة مصحة الحكيم عن جزء من الدين يصل إلى مبلغ 000.800.4 درهم واستند في ذلك إلى تقرير مراقب الحسابات لسنة 00 ،كما أن السنديك بختري بوزكري أشار إلى أن مسيري الشركة قبلوا تحملها للديون الخاصة لبعض الأطباء الشركاء بمبلغ يقدر ب 000.815.10 درهم

واستخلصوا بما لهم من سلطة في التقدير من المعطيات والبيانات المذكورة، وأن المحاسبة منتظمة تتم تحت إشراف مراقب الحسابات مصطفى

عهون، وان السومة حددت حسب معطيات السوق وبتقرير محاسب الشركة اخبر به القرض العقاري والسياحي ولم يقدم أي اعتراض ثم إن هذا الأخير كان يستخلص مداخيل مصحة الحكيم لتسديد ديون بروموكلينك وأن أي عجز كانت تؤديه مصحة الحكيم. كما تقدم الأستاذ طبيح بمذكرة مؤرخة في 04/5/14 أكد ما ورد فيها من أن هناك خرق للمادة 704 من م.ت بخصوص وقت تحريك المسطرة الذي يجب أن يتم أثناء سير مسطرة التسوية القضائية ضد الشركة أصلا وقد أصدرت المحكمة حكما بتصفية الشركة بروموكلينيك وتم اختيار حل التفويت وأن المسطرة انتهت، وأضاف أن الشركة المذكورة ليست تجارية لأن موضوعها هو الإنعاش العقاري في مجال الصحة وغايتها ليس المضاربة العقارية، وتتعامل في مجال الطب، وان المشرع منع على كل من يمارس عملا طبيا ممارسة التجارة وذلك طبقا للمادة 2 من قانون 94-10 المتعلق بمزاولة الطب وبالتالي فان الشركة المذكورة لا تخضع للمادة 704 وأن مسيريها لا يخضعون للمادة 706 ثم أن القرض العقاري لم يحدد خطأ كل واحد من الأشخاص الدين أشار إليهم في ملتمسه حتى تتمكن المحكمة من مراقبة مدى صحة ارتكاب كل واحد من

الأشخاص المذكورين لفعل معين وحدود مسؤولية كل واحد فيه ذلك أن الشركة تداول على تسييرها ما يزيد على 15 طبيبا، ثم أن الأطباء الذين توجد أسماؤهم في السجل التجاري ليسوا بالضرورة هم من كانوا يسيرون الشركة، وبعد انتهاء الإجراءات أصدرت المحكمة التجارية حكما بتمديد مسطرة التصفية القضائية في حق المسيرين المسجلة أسماؤهم بالسجل التجاري للشركة والتصريح بسقوط أهليتهم التجارية استنادا إلى معطيات المادة 713 من م ت تحددها في 5 سنوات ابتداءا من تاريخ النطق بالحكم، استأنفه المحكوم عليهم فقضت محكمة الاستئناف التجارية بتأييده وذلك بموجب قرارها المطلوب نقضه.

حيث يعيب الطاعنون القرار في الوسيلة الأولى بخرق مبدأ الاختصاص النوعي ذلك انه سبق لهم أن أثاروا الدفع بكون الحكم الابتدائي صدر عن غرفة المشورة بالمحكمة التجارية مما يفيد أن الملف تمت مناقشته في هذه الغرفة التي تعقد جلساتها بكيفية غير علنية الأمر الذي يعد خرقا للمادة 709 من م ت التي تنص على أن المحكمة تبت في جلسة علنية بعد الاستماع إلى تقرير القاضي المنتدب، وان القرار استبعد هذا الدفع بعلة "أنه وان تمت الإشارة إلى غرفة المشورة بطرة الصفحة الأولى من الحكم فان ذلك يعني فقط أن الهيئة التي تنظر في مساطر معالجة صعوبة المقاولة هي نفسها التي أصدرت الحكم" وهذا التعليل مخالف لما نصت عليه المادة المشار إليها مما يعرضه للنقض.

لكن حيث إن ما جاء في تعليل القرار المنتقد يساير وثائق الملف إذ تضمنت محاضر الجلسات وتنصيصات الحكم الابتدائي الإشارة إلى أن القضية أدرجت بالجلسة المنعقدة بتاريخ 04/5/24 وتم تأجيلها لجلسة 04/5/31 حيث تم الاستماع خلالها لمرافعة دفاع الأطراف ضمن جلسة علنية، وهو ما وقع التذكير به من طرف رئيس الجلسة من أن الجلسة علنية، إضافة إلى أن الحكم تضمن

الإشارة إلى كونه صدر في جلسة علنية وأن تنصيصات الحكم يوثق بمضمونها إلى أن يثبت العكس وهو ما لم يثبته الطاعنون فالوسيلة خلاف الواقع.

ويعيبون القرار في الوسيلة الثانية بخرق حقوق الدفاع المتخد من خرق الفصل 63 من ق.م.م، فساد التعليل المنزل منزلة انعدامه، بدعوى أنهم أشاروا

في جميع مراحل التقاضي أن الخبير أعراب لم يقم باستدعائهم خرقا للفصل 63 المشار إليه المعدل بمقتضى ظ 02/12/26 الذي يوجب استدعاء الأطراف ووكلائهم لحضور انجاز الخبرة وان يضمن في محضر مرفق بالتقرير أقوال الأطراف وملاحظاتهم ويوقعون عليه، إلا أن المحكمة ردت الدفع بعلة "أن

الخبرة أمر بها القاضي المنتدب للتصفية القضائية لشركة بروموكلينيك بناء على طلب السنديك قصد التأكد من وجود بعض الإخلالات في التسيير من عدمها، وذلك بالاطلاع على الوثائق المحاسبية للشركة، كما أشار الخبير إلى مختلف المراحل التي قطعها وتسلمه الوثائق المحاسبية الضرورية فيكون قد احترم الإجراءات الشكلية ومن تم فهي تعتبر قانونية بالنسبة لأطرافها" في حين أن الفصل المحتج بخرقه يتضمن أحكاما آمرة يترتب عن عدم مراعاتها بطلان الخبرة وأن العلة التي أوردتها المحكمة لا تساير مضمون النعي بعدم حضورية الخبرة مما يعرض القرار للنقض.

لكن حيث إن المحكمة ردت عن صواب الدفع بخرق الفصل 63 من ق.م.م مادام قد ثبت لديها أن الخبرة صدر أمر بإجرائها من طرف القاضي المنتدب بناء على طلب السنديك في إطار مسطرة التصفية القضائية المقامة في مواجهة شركة بروموكلينك من أجل الإطلاع على وثائقها المحاسبية وإعطاء رأيه حول وضعيتها المالية، وأن الخبير أشار في تقريره إلى الاتصال بإدارة الشركة وتسلمه للوثائق الضرورية، ومادام أن الغاية المتوخاة من الاستدعاء لحضور عملية الخبرة هي تمكين الأطراف من ابداء ملاحظاتهم بخصوص النقطة الموكول

للخبير البحث فيها وان هذه الغاية قد تحققت بدليل إقرار الطاعنين بإدلائهم للخبير اعراب بالمستندات القانونية والمحاسبية التي طلب الحصول عليها من طرفهم الأمر الذي يجعل ما استدل به الطاعنون على غير أساس.

ويعيبون القرار في وسائلهم الثالثة والرابعة والخامسة والسادسة والسابعة والثامنة بخرق القانون الداخلي، خرق المواد 560 و704 و706 و708 من م.ت، وتحريف مضمون مذكرة، وانعدام التعليل وضعفه، وخرق الفصلين 345 و61 من ق.م.م، خرق حقوق الدفاع سوء التعليل وفساده عدم الارتكاز على أساس خرق قاعدة نسبية الأحكام الفصل 451 من ق.ل.ع ذلك أنهم تمسكوا بكون نظام المساطر الجماعية موضوع الكتاب الخامس من مدونة التجارة لا يطبق سوى على التاجر بصريح المادة 560 من م.ت وأن مسطرة فتح التصفية القضائية في مواجهة المسيرين لا تخضع لها سوى إذا ما تعلق الأمر بشركة تجارية عملا بالمادة 704 من م ت بينما شركة بروموكلينيك ليست شركة تجارية مما لا يسوغ معه فتح المسطرة في مواجهة الطاعنين الغير الخاضعين لأحكام المادة 708 من نفس القانون، وأن المحكمة أجابت بعلة مضمنها "أن هذا السبب يتعين إثارته بمناسبة الطعن في الحكم القاضي بفتح المسطرة في حق الشركة وليس في هذا الحكم لأن الحكم الأول اكتسب حجيته" والحال أن الحكم المذكور صدر في مواجهة الشركة التي يهمها وحدها أمر الطعن فيه ولا تسري آثاره في مواجهتهم عملا بمبدأ نسبية الأحكام، ومن جهة ثانية إن الطاعنين تقدموا بمذكرة بجلسة 04/12/3 بواسطة دفاعهم الأستاذ ميكو ضمنوها دفوعا تتعلق بانعدام صفة المطلوب في النقض للتدخل في الدعوى، وعدم احترام الإجراءات المسطرية، وعدم ارتكاز الحكم على أساس، وعدم توفر مقتضيات المادة 706 من م ت وعدم تحديد الخطأ المرتكب من كل مسير على حدة أثناء فترة التسيير وأن ما

جاء في تنصيصات القرار من أن المذكرة المذكورة إنما أكدت ما جاء في المقال الاستئنافي شكل تحريفا لمضمون تلك المذكرة، كما أنهم أثاروا ضمن نفس المذكرة دفوعا فندت ادعاءات المطلوب في النقض القائلة بأنهم خلقوا تركيبة مشبوهة مكونة من شركتين بروموكلينيك ومصحة الحكيم للاستيلاء على منتوج المصحة موضحين أن الشركة الأولى المالكة للعقار والمشيدة للبناء حصلت على قروض مقابل رهن العقار الأمر الذي لم يكن يتيح التصرف في الشكل القانوني للشركة بمراعاة أن المشرع في ظل القانون السابق لممارسة الطب أتاح للأطباء التنظيم الجماعي لنشاطهم في إطار الشركة المحدودة المسؤولية، ولأجله أنشأت مصحة الحكيم، وكلتا الشركتين تتوفران على الأجهزة القانونية المستقلة، كما أوضحوا أن مصحة الحكيم أدت للمقرض ما قيمته 000.58000 ده من ديون بروموكلينك الأمر الذي لم ينازع بشأنه المقرض، وفندوا الادعاء القائل بأن السنديك لم يتمكن من القيام بعملية الجرد والحيازة لأصول الشركة بعد صدور حكم بتصفيتها بسبب أن الدكتور لحلو رئيسها صرح له انه غير قادر على التمييز بين المعدات والآلات التي تملكها كل واحدة من الشركتين، إذ أوضحوا أن لحلو ليس رئيسا للمقاولة بدليل أن المحكمة لم تقض بتمديد التصفية ضده، وأوضحوا كذلك أن القروض ليس لها من الشخصية إلا الإسم إذ تم ضخها في مشروع بروموكلينيك وتم منحها باتفاق مع المطلوب بدليل انه منحها لجميع المساهمين في تواريخ متتالية ابتداءا من سنة 90 إلى سنة 95 وان المقرض صرح بتلك الديون ضمن قائمة دائني الشركة المذكورة وقد تمسك بأنها تخص الشركة ثم ادعى لاحقا أنها ديون تخص الأطباء توصلوا بها ضدا على مصالح الشركة لإصباغ صبغة الأخطاء في التسيير، إلا أن المحكمة لم ترد على هذه الدفوع، وبخصوص ما تمسك به الطاعنون من كون المقرض أخفى

استرجاعه لمبلغ 00,238.941.58 ده من أصل مبلغ القرض قدره 00,224.727.66 درهم، فإن المحكمة ردته بعلة "أن الأمر لا يتعلق بمناقشة الوفاء بالالتزام وإنما بأفعال معينة تهم التسيير" في حين راعت لما قضت بتمديد التصفية القضائية في حق الطاعنين مصالح المقرض الذي ذكرت أنه لم يستخلص قروضه بسبب ضعف مردودية الكراء والتقاعس عن استخلاصه من طرف الطاعنين فتكون قد أتت بتعليل متناقض باعتبار أن الادعاء الأساسي الصادر عن البنك هو الزعم بعدم الوفاء بديونه المتخلدة بذمة بروموكلينيك الأمر الذي كان يتحتم معه التيقن من صحة هذا الزعم وهو ما امتنعت المحكمة عن بحثه وتقييمه،

وبخصوص الملتمس الذي تمسك به الطاعنون الرامي إلى إجراء بحث بحضور الممثل القانوني للمقرض والخبير أعراب للتأكد من صحة ما أورده في تقريره وكذلك بخصوص التماس إجراء خبرة جديدة لعدم موضوعية خبرة أعراب، فإن المحكمة ردته بعلة "أن الطاعنين لم يدلوا بأية حجة تفيد خلاف ما جاء في خبرة أعراب والحال أنهم أدلوا بما يدحض البيانات والاستنتاجات التي اعتمدها الخبير حينما قام بتحليل الحسابات السابقة عن سنة 97 إلى غاية 87 أي مدة عشر سنوات قبل الفترة التي حددها له الحكم، ونتيجة لهذا الخرق سجل الخبير خسارة بمبلغ 27,687.360.71 ده بدلا من 00,261.693.59 ده كما قام بتقويم العقار الكائن فيه مصحة الحكيم خروجا عن أحكام الفصل 59 من ق م م باعتباره خبيرا في الحسابات وليس في العقار، وخلص إلى أن ثمن المتر المربع لا يتجاوز 3500 درهم بينما الثمن الحقيقي يبلغ أزيد من 7796 درهم، كما قام بتقويم السومة الكرائية خروجا عن مهمته، مع أن الطاعنين أوضحوا أن بروموكلينيك ليست شركة تجارية حتى يمكن الزعم بانها لا تمسك محاسبة قانونية، وهذا الخطأ ناجم عن عدم استدعائهم مراعاة للفصل 63 من ق م م، ومن جهة أخرى

أن الطاعنين نازعوا في تحليلات واستنتاجات الخبير أعراب وأدلوا رفقة مذكرتهم بواسطة الأستاذ ميكو بجلسة 04/10/1 بتقرير خبرة بوشامة التي تثبت الأخطاء المرتبكة من الخبير أعراب، كما أدلوا لهذا الأخير صحبة رسالة تحمل توقيعه وخاتمه بتاريخ 02/12/24 بجميع المستندات القانونية والمحاسبية، التي طلبها منهم بما فيها محاضر الجمعيات العامة لبروموكلنيك بتاريخ 97/6/24 وأن، إدارتها أجهزة أسماء تبين التي 18/4/01و 6/1/02و 7/7/99و 12/1/99و تعليل المحكمة بعدم إدلاء الطاعنين بأية حجة تفيد خلاف ما جاء في خبرة أعراب يشكل تحريفا لمعطيات النازلة ومضمون مستندات الملف ولا يصلح أن يكون ردا على طلب إجراء بحث الذي يتعلق بالتيقن من وقائع معينة بواسطة الشهود وأطراف النزاع، كما إن الطاعنين عابوا على الحكم كونه لم يحدد الخطأ المرتكب من طرف كل مسير على حدة خلال فترة تسييره والذي يدخل في إطار الأفعال التي حددها المشرع حصرا في المادة 506 من م.ت و706 منه كخطأ في التسيير إلا أن المحكمة الاستئنافية اعتبرت "ان الأطباء المقيدين بالسجل التجاري كمسيرين هم المعنيين بالأمر وقد ثبت لديها من شهادة السجل التجاري ان الأطباء الخمسة المستأنفين ومعهم الطبيب عواضة ماهر هم المسيرون القانونيون للشركة" والحال أن فترة التسيير التي تحملها كل واحد من الطالبين كانت كالتالي :

- الدكتور الفيلالي من 87 الى 91 و97/95/92

- بنكيران من 87 الى 91 و97/95

95/97 و 87/91 من ميكو-

- بناني من 97/92 .

التوزاني من 96/92 و 97 الى الآن

- عوادة من 97 إلى الآن وهو ما أثبتته محاضر الجمعيات العامة للشركة التي تم الإدلاء بها إلى الخبير أعراب، فضلا عن ذلك إن المحكمة لم ترد على دفوعهم المشار إليها أعلاه، ولم تبحث في الأخطاء المزعومة في التسيير عن الفترة التي حددها الحكم ما بين 97 إلى سنة 02 واكتفت بتمديد التصفية لهم جملرد أنهم المقيدون بالسجل التجاري دون بيان للأخطاء المرتبكة من طرفهم وبيان الفترة التي ارتكبت فيها الأخطاء مما كان يتعين معه إجراء بحث للوصول إلى الحقيقة والمحكمة بنهجها ذلك تكون قد جعلت قرارها غير معلل ولا مؤسس مما يعرضه للنقض.

لكن فضلا عن أن التحريف المحتج به في الوسيلة والذي ينصرف الى عرض الوقائع التي أوردها القرار لا يدخل في نطاق أسباب طلب النقض فإن ما أوردته المحكمة أثناء سردها للوقائع من أن المستأنفين أدلو بجلسة 04/12/3 بمذكرة تعقيبية أكدوا بمقتضاها ما جاء في مقالهم الاستئنافي يعتبر مطابقا للواقع، على اعتبار أن المذكرة المشار إليها في الوسيلة والتي أدلى بها الطاعنون تعقيبيا على مذكرة دفاع المطلوب في النقض المدلى بها بجلسة 04/11/19 تضمنت تأكيدا لنفس الوسائل التي استندوا اليها في مقالهم الاستئنافي والتي تتعلق بالطعن في صفة القرض العقاري وعدم احترام المحكمة الاجراءات المسطرية وعدم ارتكاز الحكم على أساس قانوني وعدم توفر مقتضيات المادة 706 من م ت وعدم تحديد الخطأ المرتكب من كل مسير على حدة أثناء فترة التسيير فيكون ما بهذه الوسيلة خلاف الواقع وغير مقبول، ومن جهة ثانية لما كان الأمر في النازلة يتعلق بمسطرة تمديد التصفية القضائية إلى المسيرين وأساسها التصرفات التي اتخذت من طرفهم والأخطاء التي ارتكبوها أدت إلى الإخلال بحقوق شركة بروموكلينيك والتي صدر حكم بتصفيتها القضائية، ولما كانت مساءلة المسيرين المخطئين أو الذين ارتكبوا أفعالا خطيرة حددها القانون حصريا في المادة 706 من م ت سواء كان هؤلاء المسيرون قانونيين أو فعليين تجد سندها في مقتضيات المادة 702 من نفس القانون، فإن قضاة الدرجة الأولى وعلى إثرهم قضاة الاستئناف فصلوا في

النازلة على ضوء المعطيات الثابتة لديهم من خلال خبرة أعراب التي أنجزت على الوثائق المحاسبية للشركة المذكورة والتي أقر الطاعنون بأنهم زودوه بها بمقتضى كتاب يحمل توقيع وخاتم الخبير بتاريخ 02/12/24 والتي طلبها منهم بما فيها محاضر الجمعيات العامة للشركة فتبين لهم أن مسيري الشركة بروموكلينيك عمدوا إلى إنشاء شركتين مختلفتين على نفس الأصل التجاري وأن الأولى قامت بتجهيز وبناء المصحة وتم خلق شركة أخرى تسمى مصحة الحكيم قصد القيام باستغلالها وأن التصرف المذكور أدى إلى خلط الذمم المالية للشركتين مما جعل سنديك التصفية لشركة بروموكلنيك تعترضه عدة صعوبات عند قيامه بإجراءات جرد وحيازة أصول الشركة لكون رئيس المقاولة صرح أنه غير قادر على التمييز بين المعدات والآلات التي تملكها كل من الشركتين وأن التصرف المذكور تم من طرف نفس المسيرين بنفس الشركتين، وأن مسيري شركة بروموكلينيك قاموا بكراء الأصل التجاري لمصحة الحكيم بسومة ضعيفة حسب تقرير خبرة اعراب مما أدى إلى الإضرار بالوضعية المالية لبروموكلينيك وحرمها من عائدات مهمة وردت أرقامها بتقرير الخبير شكلت اضرارا بحقوق الدائن الرئيسي للشركة وهو القرض العقاري والسياحي، كما أشار الخبير إلى تخلي مسيري شركة بروموكلينيك لفائدة مصحة الحكيم عن جزء من الدين يصل إلى مبلغ 000.800.4 درهم واستند في ذلك إلى تقرير مراقب الحسابات لسنة 00 ،كما أن السنديك بختري بوزكري أشار إلى أن مسيري الشركة قبلوا تحملها للديون الخاصة لبعض الأطباء الشركاء بمبلغ يقدر ب 000.815.10 درهم واستخلصوا بما لهم من سلطة في التقدير من المعطيات والبيانات المذكورة أعلاه، بالإضافة إلى البيان الذي أشار إليه الخبير والذي أفاد أن محاسبة الشركة غير منتظمة ولا تتطابق مع الفصل 19 من م ت، كما أن الشركة لا تمسك الدفاتر

التجارية الملزمة بها قانونا، وأن هناك اختلاط للأموال الخاصة مع أموال الشركة موضوع التصفية باعتبار أن مسيري الشركة المذكورة هم مساهمون في شركة مصحة الحكيم، وكذلك ثبوت مخالفة للقواعد القانونية المنظمة للشركة التجارية مستبعدين الدفع بكون الشركة غير ملزمة بذلك استنادا إلى الطبيعة القانونية للشركة والتي تعتبر تجارية حسب القانون المغربي، واعتبار الأفعال المذكورة تجعل مقتضيات المادة 706 من م ت واجبة التطبيق على المسيرين، وأنهم بنهجهم ذلك وبما جاء في علل الحكم الابتدائي وكذا علل القرار الاستئنافي المؤيد له من أن مسؤولية مسيري المقاولة المسجلة أسماؤهم بالسجل التجاري الخاص بها باعتبارهم المسيرين القانونيين ثابتة تطبيقا للمادة 702 من المدونة، وبأن ما نعاه الطاعنون من عدم تحديد الخطأ في التسيير والمسؤول عنه لتعاقب عدة مسيرين على المقاولة مردود استنادا إلى كون المسيرين المسجلة أسماؤهم بالسجل التجاري للشركة عند تصفيتها هم المسؤولون حسب مقتضيات المادة المذكورة وقد تبين لهم من الاطلاع على الشهادة المشار إليها أن الأطباء الخمسة المستأنفين ومعهم الطبيب عواضة ماهر هم المسيرون القانونيون للشركـة المحكوم بتصفيتها، يعتبر جوابا كافيا عن الدفوع المستدل بها أمامهم،

كما أن العلة المنتقدة في القرار والتي مضمنها "أن الأمر في النازلة يتعلق بأفعال معينة تهم التسيير ولا يتعلق بمناقشة وفاء الشركة بالالتزام" يعتبر تعليلا سليما مادام أن المسطرة التي تتعلق بتحديد مديونية شركة بروموكلينيك تم الحسم فيها بمقتضى الحكم القاضي بتصفيتها القضائية بعدما ثبت عجزها عن تسديد

ديونها، وهي مسطرة مستقلة عن المسطرة الحالية المقامة في مواجهة مسيريها وبالتالي فإن نظر المحكمة يقتصر على بحث الخطأ وتقدير وجوده من عدمه بناء على المعطيات المتوفرة لديها مما لم تكن معه في حاجة لبحث مديونية الشركة، وبخصوص الدفع بعدم الاستجابة لملتمس إجراء خبرة جديدة أو بحث في النازلة ن فإن المحكمة لما تبين لها أن الخبير أعراب أشار إلى اتصاله بإدارة شركة بروموكلينيك والى تسلمه الوثائق المحاسبية الضرورية التي أدلى بها الطاعنون أنفسهم، ووجدت في تقريره العناصر الكافية لتكوين قناعتها بخصوص

ثبوت الإخلالات المرتكبة من طرف الطاعنين بوصفهم مسيري الشركة المذكورة اعتمدته ولم يكن من واجبها إجابة الطاعنين الى طلبهم مستعملة سلطتها في ذلك مادام لم يدلوا بأي حجة تفيد خلاف ما جاء في خبرة أعراب والذي استند إلى الوثائق المدلى بها من طرف الطاعنين واستخلص منها بعد دراستها ثبوت الإخلالات التي عرفتها الشركة في الوقت الذي كان الطاعنون يتولون التسيير بحكم صفتهم المسؤولين القانونيين إذ يشكلون أعضاء مجلس الإدارة، وهي بذلك تكون قد عللت قرارها بما يعتبر جوابا كافيا عن الوسائل المستدل بها ورفضا ضمنيا للمناقشة المثارة حول صفة نور الدين لحلو وحول صبغة القروض التي حصل عليها الأطباء والتي لا أثر لها على سلامة القرار، والمحكمة

غير ملزمة بالجواب على الدفوع الغير المؤثرة في قضائها فكان ما استدل به

الطاعنون على غير أساس ن وتبقى الوسيلة المتخدة من خرق المادة 708 من م ت غير مقبولة لعدم بيان وجه الخرق.

لهذه الأسباب

قضى اجمللس الأعلى برفض الطلب وبتحميل الطالبين الصائر.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه

بقاعة الجلسات العادية باجمللس الأعلى بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة

من السادة : رئيس الغرفة عبد الرحمان مزور رئيسا و المستشارين : لطيفة رضا

عضوا مقررا ومليكة بنديان وحليمة بنمالك ومحمد بنزهرة أعضاء وبمحضر

المحامي العام السيد امحمد بلقسيوية وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة خديجة

شهام.

الرئيس المستشار المقرر الكاتب

....

....

مجلة قضاء محكمة النقض - الإصدار الرقمي 2012 - العدد 70 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 356

تعليق على القرار عدد 1646

المؤرخ في : 24/12/2008 .

الملف التجاري عدد : 812/3/2/2005 .

ذ. عبد الرحمان مزور

رئيس غرفة بالمجلس الأعلى (محكمة النقض)

عالجت مدونة التجارة صعوبة المقاولات وجعلت مساطر معالجتها تطبق على كل تاجر أو حرفي وكل شركة تجارية ليس بمقدورها سداد الديون المستحقة عليها عند حلول آجالها واعتبرت المقاولة المختلة بشكل لا رجعة فيه مبررا لفتح مسطرة التصفية القضائية في حقها والنتيجة الحتمية لهذه الوضعية هي غل يدها بقوة القانون عن تسيير أموالها. ويعهد بذلك إلى السنديك الذي تعينه المحكمة بمقتضى حكم تحدد له بمقتضاه المهام التي يتعين عليه القيام بها، هذا وأن آثار هذه المسطرة قد لا تبقى منحصرة في المقاولة نفسها بل قد يمتد ذلك وجوبا إلى مسيريها القانونيين أو حتى الفعليين، وبصفة عامة إلى كل مسؤول تبت في حقه مساهمته في الوضعية التي آلت إليها بالتصرف في أموالها لمصلحته الخاصة أو إبرام عقود تجارية لمصالحه الخاصة تحت ستار الشركة أو استعمال أموالها استعمالا يتنافى مع مصالحها لأغراض شخصية بل إن آثار هذه المسطرة قد تمتد حتى إلى أهليتهم التجارية بتقرير سقوطها عنهم وهذا التمديد يجد تبريره القانوني في الإخلالات والتصرفات التي يرتكبها المسيرون المذكورون والحال أن القانون يمنع عليهم القيام بها تحت طائلة تمديد مفعول هذه المسطرة إليهم وغالبا ما تكون الشركة التي تعاني من الصعوبات المذكورة ضحية أخطاء مسيريها المسؤولين في تدبير شؤونها، وأن عدم تحديد مسؤوليتهم عن تصرفاتهم اللامسؤولة يشجعهم على الإهمال والخطأ وبالتالي إلحاق الأضرار بالشركة وبدائنيها بل وقد يمس ذلك بالاقتصاد في الصميم والشغل وهو ما جعل

المشرع يتدخل لحماية هذه الأهداف الاقتصادية وحماية المقاولة نفسها وكذا دائنيها عن طريق مساءلة مسيريها عن أخطائهم التي عادة ما تكون هي السبب المباشر الذي أدى إلى الوضعية التي آلت إليها، والقرار موضوع التعليق يتمحور حول ادعاء القرض العقاري والسياحي أنه قام بتمويل بناء وتجهيز مشروع مستشفى خصوصي متعدد الاختصاصات بالبيضاء أطلق عليه اسم مصحة الحكيم تم تشييده على الرسم العقاري عدد 1313 وأن لجنة تقصي الحقائق المنتدبة من طرف مجلس النواب أكدت في تقريرها أن القرض العقاري والسياحي قام بتمويل المشروع المذكور بنسبة تفوق 100 % من تكلفته وأن المشرفين على المشروع وهم مجموعة من الأطباء ذوو التخصصات المتنوعة قاموا بإعداد تركيبة مشبوهة للمشروع المذكور إذ قاموا بإحداث شركتين على نفس المشروع شركة تدعى برموكلينك الحكيم وهي شركة مساهمة أنشئت سنة 1987 وقامت بتاريخ 1989/10/30 بإحداث أصل تجاري على المصحة سجل تحت عدد 56417 ،وهذه الشركة حصلت على جميع القروض من العارض "القرض العقاري والسياحي" بما فيها قروض التجهيز وشراء المعدات والآلات وقروض خاصة للأطباء وتم رهن العقارين عدد 1313 س و32121 والمعدات والأصل التجاري ضمانا لتسديد ديونه "البنك" كما قاموا "الأطباء" بإحداث شركة أخرى أطلقوا عليها اسم شركة مصحة الحكيم وهي شركة ذات مسؤولية محدودة وتهم نفس الأطباء المساهمين في الشركة الأولى ويسيرها نفس المسيرين كما أحدثوا أصلا تجاريا لفائدتها على نفس المصحة بتاريخ 1992/2/27 وهذه الشركة رغم إنشائها لأصل تجاري على نفس الأصل التجاري المرهون لفائدة البنك فإنها في الحقيقة لا تملك شيئا وأن إحداثها كان ينطوي على مناورة غير شريفة تمثلت في تصرفات المسؤولين الذين لا يعدون أن يكونوا في الحقيقة مجرد

شخص واحد حيث قرروا سنة 1993 بوصفهم المساهمين في شركة بروموكلينك حكيم كراء المصحة كلها بما فيها العقارين والتجهيزات والآلات والمعدات للشركة التي أحدثوها مصحة الحكيم أي أن نفس الأشخاص قاموا بكراء العناصر المذكورة لأنفسهم بوصفهم مكونين للشركة الثانية، وترتب على ذلك أن شركة بروموكلينك المالكة أصلا للأصل التجاري أصبحت بهذه التركيبة شركة سلبية غارقة في الديون وأصبحت ملزمة بتسديد الديون المذكورة وحدها وأما المصحة وما تضمنته من عقارات وتجهيزات وآلات ومعدات فتم كراؤها لمصحة الحكيم بسومة كرائية هزيلة لا يمكن ان تفي بتسديد الديون. وبذلك أصبحت هذه الأخيرة، تستفيد من ثمرات المشروع ودخله الذي أصبح أصحابه مستولين على منتوج المصحة ودخلها بواسطة هذه الشركة الوهمية "مصحة الحكيم" واستغلالها لمصلحتهم الشخصية كما تقاعسوا عن تسديد وجيبة الإيجار الهزيلة وأن تصرفاتهم أدت إلى عدم سداد القروض رغم حلول أجلها كما أدت بشركة بروموكلينك إلى الهاوية وجعلتها مختلة وعاجزة عن سداد ديونها، وأن المسيرين (الأطباء) لجأوا إلى المحكمة التجارية وطالبوا بفتح مسطرة التسوية القضائية بالنسبة للشركتين معا وحصلوا على حكم قضى بتصفية شركة بوموكلينك وحكم آخر قضى باستمرار شركة مصحة الحكيم مع أن تصفية الشركة الأولى "بروموكلينك" كانت نتيجة تصرفاتهم المشبوهة بغرض إبعادهم عن المشروع ككل نظرا لاختلاط الأموال بالنسبة للشركتين معا علما أن المسيرين والمساهمين المذكورية هم أنفسهم في نفس الشركتين وأن إقبار شركة بروموكلينك المغرقة بالديون والاستمرار بعد ذلك في المشروع واستغلاله باسم الشركة الثانية الوهمية لمن شأنه لا محالة التهرب من تسديد ديونه (القرض العقاري والسياحي) وأن تصرفات مشبوهة في أموال المقاولة كما لو كانت أموالا

خاصة بالمسيرين تبرر تمديد فتح مسطرة القضائية في مواجهتهم ملتمسا من المحكمة وضع يدها تلقائيا على الدعوى طبق مقتضيات المادة 708 من مدونة التجارة وأن تفتح مسطرة التصفية القضائية تجاههم وفي مواجهة أي شخص ثبتت مسؤوليته وأوضح دفاع المسيرين أن موكليه يتواجدون خارج التراب الوطني باستثناء الطبيب نور الدين لحلو وبعد انتهاء الإجراءات أصدرت المحكمة التجارية حكما قضى بتمديد مسطرة التصفية القضائية في حق

المسيرين الأطباء المسجلة أسماؤهم بالسجل التجاري للشركة والتصريح بسقوط أهليتهم التجارية لمدة خمس سنوات ابتداء من تاريخ النطق بالحكم أيدته محكمة الاستئناف التجارية بمقتضى قرارها الذي كان موضوع طعن بالنقض من طرف الأطباء عبد القادر الفيلالي - بنكيران محمد السعدي - ميكو

عبد الحق - بناني عبد الرفيع - التوزاني محمد كمال وركزوا طعنهم بشأن أمور تمحورت حول "أن نظام المساطر الجماعية لا تطبق سوى على التجار وإلا إذا تعلق الأمر بشركة تجارية عملا بالمادتين 704 و560 من مدونة التجارة مع أن شركة بروموكلينك ليست شركة تجارية مما لا يسوغ معه فتح المسطرة في مواجهتهم ماداموا أطباء ومادام المشروع أتاح للأطباء التنظيم الجماعي لنشاطهم في إطار شركة محدودة المسؤولية، وأن القرار المطعون فيه لم يحدد الخطأ المرتكب من طرف كل مسير على حدة خلال فترة تسييره حتى يدخل في إطار الأفعال التي حددها المشرع حصرا في المادتين 506 و706 من نفس المدونة وهي دفوع لم يأخذها القرار المطعون فيه بعين الاعتبار" ويرد على ذلك أنه من جهة فإن شركة برموكلينك هي شركة مساهمة وبذلك تعتبر شركة تجارية بغض النظر عن النشاط الذي تزاوله بمفهوم الفصل الأول من قانون رقم 95-57 (ظهير 1996/8/30) المتعلق بشركات المساهمة الذي اعتبرها كذلك حسب شكلها كما أن الطالبين لا يجادلون في أنهم هم الذين طرقوا باب المحكمة

التجارية لما طالبوها بفتح مسطرة معالجة الصعوبة في حق الشركة المذكورة "بروموكلينك" وسلوكهم لهذه المسطرة تجاهها والتي لا تخضع لها إلا الشركات التجارية تجعل ما تمسكوا به بشأن طبيعة الشركة المذكورة يتعارض مع الوصف الذي أضفوه هم أنفسهم عليها بموقفهم المتمثل في سلوكهم المسطرة المذكورة بشأنها هذا فضلا على أن ما أثاروه بهذا الصدد بكونهم أطباء ولا يمكن أن يمتد في حقهم مفعول المسطرة المذكورة لا يلتفت إليه طالما أنه كان يتعين إثارته بمناسبة الطعن في الحكم القاضي بفتح مسطرة معالجة صعوبة المقاولات في حق شركة بروموكلينك وهو أمر لم يسلكوه ومن تم لا يمكن إثارته بمقتضى الدعوى الحالية، وما أثير بشأن عدم مسؤوليتهم بسبب عدم تحديد خطأ كل واحد منهم فإنه مما لا جدل فيه أن الأطباء الطاعنين هم أعضاء المجلس الإداري لشركة بروموكلينك وهي كما أشير إلى ذلك أعلاه شركة مساهمة وحسب قانون شركات المساهمة فإن المجلس الإداري هو المسؤول عن الإخلالات التي تعرفها مثل هذه الشركات، والأطباء الطاعنون مسجلون بالسجل التجاري كمسيرين قانونيين للشركة المذكورة وبوصفهم هذا وبكونهم المكونين للشركة المذكورة عمدوا إلى إنشائها وإنشاء مصحة الحكيم وقاموا بكراء الأولى للشركة الثانية أي لأنفسهم بوصفهم مكونين للشركة الثانية، وهذه التركيبة المشبوهة مكنت مسيريها من الاستحواذ على منتوج المصحة ودخلها بواسطة الشركة الوهمية "مصحة الحكيم" الذين افتعلوا إنشاءها واستغلوها لمصالحهم الشخصية وانتهى بهم المطاف إلى اللجوء إلى المحكمة التجارية وطالبوها بفتح مسطرة التسوية القضائية في حق شركة بروموكلينك وأن تصرفاتهم أدت إلى خلط الذمم للشركتين معا علما أن مسيري الأولى هم أنفسهم مسيري الثانية "مصحة الحكيم" مما جعل السنديك المعين لتصفية شركة بروموكلينك تعترضه عدة صعوبات

عند قيامه بجرد وحيازة أصول الشركة كما أن رئـيس المقاولـة بـدوره صـرح للسنديك بأنه غير قادر على التمييز بين المعدات والآلات التي تملكها كل شركة هذا فضلا على أنهم قاموا بكراء شركة بروموكلينك لـشركة وهميـة (مـصحة الحكيم) بسومة كرائية زهيدة بل ولم يقوموا حتى باستخلاص هـذه الواجبـات

على الرغم من هزالتها طبعا لأنهم اجتمعت فيهم صفة الطالب والمطلـوب ولا يمكنهم مطالبة أنفسهم بهذا الأداء وهم بذلك استعملوا أموال الشركة وائتمانهـا بشكل يتنافى مع مصالحها وسخروها لأغراضهم الشخصية، وأنه إذا كـان تقريـر مسؤولية المسيرين متوقف على إثبات عناصر منها ثبوت خطأ في تسيير المقاولة مرتكب من طرفهم وحصول ضرر بالشركة ودائنيها نتيجة التسيير المذكور وقيام العلاقة السببية بينهما فإن الإفادات أعلاه أثبتت ثبوت ما ذكر في حق الطـاعنين ومن تم كانت استجابة القرار المطعون فيه بالنقض لطلـب القـرض العقـاري والسياحي الرامي إلى تمديد مسطرة التصفية القضائية إلى المسيرين المذكورين والتصريح بسقوط أهليتهم التجارية مبررة والقرار موضوع التعليق اعتمد مجمل ذلك واعتبر الأسباب المستندة إليها في طلب النقض غير جديرة بالاعتبار.

....

مجلة قضاء محكمة النقض - الإصدار الرقمي 2012 - العدد 68 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 271

القرار عدد 1369

الصادر بغرفتين بتاريخ 2007/4/18

في الملف المدني عدد 2003/2/1/976

شركة – إقرار قضائي – دحضه بأدلة كتابية – إثبات الصفة

الإقرار القضائي لا يعتد به إذا انصب على واقعة ثبت عكسها بأدلة لا سبيل لدحضها، ومحكمة الإستئناف حين قضت في قرارها بعدم قبول دعوى الطاعن لانعدام صفته في الإدعاء اعتمادا على إقراره في البحث

اجملرى بعلة أنه لا علاقة له بموضوع الدعوى، وأنها تتعلق بشخص آخر،

والحال أن العقود المستدل بها، والتي اعتمد عليها الشريك في ادعاء الحق

لنفسه في الأملاك والأموال موضوع الدعوى لما لها من قوة ثبوتية

باعتبارها أدلة كتابية تثبت عكس إقراره في البحث، تكون قد خرقت

الفصل 415 من قانون الإلتزامات والعقود وعرضت قرارها للنقض.

باسم جلالة الملك

إن المجلس الأعلى (محكمة النقض)

وبعد المداولة طبقا للقانون.

حيث يؤخذ من أوراق الملف ومن القرار المطعون فيه عدد 274 وتاريخ

01/6/7 الصادر عن استئنافية الرباط في الملف المدني عدد 99/2632 أن

سرحان المعطي ادعى بتاريخ 74/10/15 أنه بمقتضى ستة عقود مؤرخة في

9/2/63و 9/2/63و 28/3/63و 9/2/63و 16/12/62 و 17/12/62 ، بنسبة شريك الثلث للمدعى عليهما مولود أحمد بن بوزيان وخوان لويز فيرنانديز، منذ سنة1961 ،في مجموعة من الشركات والمعامل والأملاك العقارية الفلاحية منها والمعدة للبناء والعمارات السكنية والمحلات التجارية المفصلة بالمقال، وأنه حاول وديا إجراء محاسبة معهما حول مداخيل الشركة، لكن دون جدوى، ملتمسا

إجراء خبرة حسابية حول مداخيل الشركات والمصانع والعقارات والضيعات المذكورة في المقال. والحكم عليهما بأن يؤديا له بالتضامن نصيبه وهو الثلث من المداخيل والأرباح وفق ما ستسفر عنه المحاسبة، وبقسمة الشركة وتصفية الشركات والمؤسسات غير القابلة للقسمة عن طريق بيعها وبحفظ حقه في

التعويض عن حرمانه من نصيبه في الأموال المشتركة. أجاب المدعى عليهما أن

الشركة صفيت بين الأطراف حسبما يثبته عقد التصفية المؤرخ في 70/6/25

المصادق على توقيعاتهم به لدى بلدية الناظور في 70/6/26 .وأجاب المدخل في

الدعوى انطونيو كارسيا بريخو بطلب من المدعي، أن لا علاقة له بها والتمس

إخراجه منها. وبعد إجراء خبرة صدر بتاريخ 77/5/9 الحكم برفض الطلب الأصلي وطلب الإدخال. استأنفه المدعي، وبعد إجراء خبرة خطية على التوقيع المنسوب للمدعي في وثيقة التصفية، وخبرة حسابية وإجراء بحث ومعاينة على سجلات تصحيح الإمضاء ببلدية الناظور، ألغته محكمة الإستئناف وقضت باستبعاد عقد التصفية وللمدعي بعدة تعويضات مع إجراء خبرة حسابية تكميلية بقرارها عدد 484 وتاريخ 85/4/2 الذي قضى اجمللس الأعلى بعدم قبول طلب النقض فيه بقراره عدد 1737 وتاريخ 86/7/2 بعلة أنه قرار تمهيدي لم يفصل في مجموع النزاع، فألغت محكمة الإستئناف الحكم الإبتدائي وقضت على المدعى عليهما والمدخل بأدائهم للمدعى تعويضات مختلفة بقرارها المؤرخ في 92/6/30 ،نقضه اجمللس الأعلى بقراره عدد 4682 وتاريخ 94/12/27 بعلة عدم جواب المحكمة على الدفع بانعدام صفة المدعي، وعلى الدفع بتغيير موضوع الدعوى، فألغت محكمة الإحالة الحكم الإبتدائي وقضت باستبعاد وثيقة تصفية الشركة وعلى ورثة مولود أحمد بوزيان بوطعناش ومن معه بأدائهم للمدعي على وجه التضامن تعويضات مختلفة بقرارها المؤرخ في 96/5/8 ،نقضه اجمللس الأعلى بقراره عدد 5613 وتاريخ 98/9/23 بعلة عدم جواب المحكمة على الطعون الموجهة لتقرير الخبراء حسن العراقي ومحمد العياشي وحسن جعالي، وبعد إجراء خبرة خطية على التوقيع المنسوب للمدعي في عقد تصفية الشركة ألغت محكمة الإحالة الحكم الإبتدائي وقضت بعدم قبول الدعوى وطلب الإدخال المقدم أيضا من المدعي، بقرارها المطعون فيه حاليا بعلة انعدام صفة المدعي في إقامة الدعوى ما دام أقر في البحث اجملرى في 81/3/6 بأنه لا علاقة له بها وأنها تتعلق بإدريس الشرادي، وكان عليه أن يقيمها باسم هذا الأخير مع بيان صفته كوكيل عنه، لا أن يقيمها هو باسمه الشخصي.

فيما يخص الفرع الأول من الوسيلة الثانية.

بناء على الفصل 415 من ق.ل.ع، وبموجبه، لا يعتد بالإقرار إذا انصب على واقعة...ثبت عكسها بأدلة لا سبيل لدحضها.

وبناء على الفصل 1 من ق.م.م، وبموجبه، لا يصح التقاضي إلا ممن له الصفة لإثبات حقوقه.

حيث يعيب الطاعن على القرار، نقصان التعليل، ذلك أن تعليل محكمة الإحالة لما قضت به من عدم قبول الدعوى لانعدام صفته في الإدعاء، اعتمادا على ما أقر به في البحث المجرى في 81/3/6 من "أنه لا علاقة له بموضوع الدعوى، وأنها تتعلق بالشرادي إدريس، وأنه كان يتصرف باسمه"، هو تعليل ناقص، لأن إقراره هذا سبقه إقرار المطلوبين في البحث السابق اجملرى في 76/9/4 بقيام الشركة بينهما وبينه، وهو إقرار، حسب الفصل 416 من ق.ل.ع، نتج من البحث لصالحه، ومع ذلك لم تأخذ به المحكمة رغم أن الإستئناف نقل إليها النزاع برمته. والطاعن برر استئنافه بأن الشركة بين الأطراف ثابتة بعقود مكتوبة لم تكن المحكمة مع وجودها بالملف ملزمة بالأخذ بإقراره في البحث، وتغنيها عن إجراء البحث نفسه. مما جعلها تهمل الأخذ بحجة كتابية قرر الفصل 404 من ق.ل.ع اعتبارها وسيلة إثبات، خاصة وأن إقراره لا يعتد به ما دامت هذه العقود المكتوبة تعتبر، عملا بالفصل 415 من ق.ل.ع، أدلة كتابية تدحضه.

حقا حيث إن الطاعن قدم الدعوى باعتباره صاحب الحق واستدل لإثبات حقوقه في الأملاك والأموال المذكورة في مقال الدعوى بعقود مكتوبة تثبت قيام الشركة بينه وبين المطلوبين في النقض في هذه الأملاك والأموال. ومحكمة الإستئناف حين قضت بعدم قبول دعواه لانعدام صفته في الادعاء، اعتمادا على إقراره في البحث اجملرى في 81/3/16 بأنه لا علاقة له بموضوع الدعوى، وأنها تتعلق بالشرادي إدريس. والحال أن العقود المستدل بها، والتي اعتمد عليها الطاعن في ادعاء الحق لنفسه في الأملاك والأموال موضوع الدعوى، بما لها من قوة ثبوتية باعتبارها أدلة كتابية تثبت عكس إقراره في البحث، ما دام أن الإقرار

القضائي، حسب الفصل 415 من ق.ل.ع، لا يعتد به إذا انصب على واقعة ثبت عكسها بأدلة لا سبيل لدحضها، فإنها تكون قد خرقت الفصل 415 من ق.ل.ع، والفصل 1 من ق.م.م، ما دام أن العقود الكتابية المذكورة، إضافة إلى إقرار المطلوبين بالشركة مع الطاعن، هي أدلة كافية لمنحه الصفة لإثبات حقوقه، وعرضت بذلك قرارها للنقض.

من أجلــه

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) بنقض القرار المطعون فيه، وبإحالة الملف والطرفين

على محكمة الإستئناف بفاس لتبت فيه طبقا للقانون، وعلى المطلوبين بالمصاريف.

كما قرر إثبات قراره هذا بسجلات المحكمة المصدرة له، إثر الحكم

المطعون فيه أو بطرته.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه

بقاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من رئيس الغرفة المدنية - القسم الثاني - السيد نور الدين لبريس رئيسا ورئيس الغرفة الاجتماعية - القسم الأول - السيد الحبيب بلقصير والمستشارين السادة : الكبير تباع مقررا، سعيدة بنموسى، الصافية المزوري، رشيدة الفلاح، يوسف الإدريسي، مليكة بنزاهير، الزهرة الطاهري، ومحمد سعد جرندي أعضاء

وبمحضر المحامي العام السيد محمد عنبر وبمساعدة كاتب الضبط السيد محمد الإدريسي.

الرئيس المستشار المقرر الكاتب

....
......

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي ماي 2007 - العدد 67 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 218

القرار عدد 568

المؤرخ في : 4/7/2006

الملف الإداري عدد : 1227/4/2/2003

شركة المساهمة – استئناف – صفة الممثل القانوني

إذا لم يقدم الاستئناف من طرف شركة المساهمة بواسطة ممثلها

القانوني (رئيس مجلس إدارتها) فإن مآله يكون عدم القبول لتقديمه من غير ذي صفة طبقا للفصل الأول من قانون المسطرة المدنية وللمادة 74 من القانون رقم 95.17 المتعلق بشركات المساهمة التي تنيط برئيس مجلس الإدارة مسؤولية الإدارة العامة للشركة وتمثيلها في علاقتها مع الأغيار.

باسم جلالة الملك

و بعد المداولة طبقا للقانون

في الشكل :

بناء على الفصل الأول من قانون المسطرة المدنية الذي ينص على أنه لا

يصح التقاضي إلا ممن له الصفة...

وحيث تقدمت شركة التأمين الملكي المغربي ينوب عنها أعضاء مجلس إدارتها بتاريخ 2003/05/23 بمقال استأنفت بمقتضاه الأحكام الصادرة عن المحكمة الإدارية بالدار البيضاء البات في الاختصاص بتاريخ 2001/10/31

والتمهيدي بتاريخ 2002/05/08 والبات في الموضوع بتاريخ 2003/03/03 بواسطة محاميها الأستاذ محمد لحلو.

وحيث إن أعضاء مجلس إدارة الشركة المستأنفة لا يمثلونها أمام القضاء وإنما يمثلها رئيس مجلس إدارتها طبقا للمادة 74 من القانون رقم 95.17 المتعلق

بشركات المساهمة التي تنيط برئيس مجلس الإدارة مسؤولية الإدارة العامة

للشركة وتمثيلها في علاقتها مع الأغيار. وبذلك يكون الاستئناف قدم من غير ذي

صفة ومخالفا بذلك للمقتضيات القانونية المومأ إليها أعلاه مما يتعين معه عدم

قبوله.

لهذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) بعدم قبول الاستئناف.

وبه صدر القرار وتلي في الجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من رئيس

الغرفة الإدارية القسم الثاني السيد مصطفى التراب والمستشارين السادة : الحسن بومريم مقررا، عائشة بن الراضي، محمد دغبر، عبد الكريم الهاشيمي وبمحضر المحامي العام السيد سابق الشرقاوي وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة خديجة الرومنجو.

رئيس الغرفة المستشار المقرر كاتبة الضبط

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2006 - العدد 64 - 65 مركز النشر و التوثيق القضائي ص 186

القرار عدد 689

المؤرخ في : 15/6/2005 .

الملف التجاري عدد : 366/3/1/05 .

شركة ذات المسؤولية المحدودة – دعوى المحاسبة – وفاة الممثل القانوني

دعوى المحاسبة في مواجهة الشركة ذات المسؤولية المحدودة توجه

ضدها في شخص ممثلها القانوني، ولا تقتضي إدخال الشركاء فيها.

مهمة التسيير المسندة لأحد الشركاء المسندة لأحد الشركاء تنتهي بوفاته

ولا تنتقل تلقائيا لورثته، إلا إذا اتفق الشركاء على ذلك.

باسم جلالة الملك

وبعد المداولة طبقا للقانون

حيث يستفاد من وثائق الملف ومن القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة

الاستئناف التجارية بفاس بتاريخ 05/01/04 في الملف عدد 04/1106 أن

المطلوب محمد عبد الصادقي تقدم بمقال إلى تجارية وجدة عرض فيه أنه

شريك مع كل من الطالب جلطي العادل وورثة معطيات البشير في الشركة ذات

المسؤولية المحدودة "صوريك" المتخصصة في شراء وبيع وتجارة العجلات وقطع الغيار ولوازم السيارات والشاحنات بنسبة الثلث لكل واحد منهم و أن مهمة التسيير أسندت إلى الطالب ومعطيات البشير الذي توفي بتاريخ 01/12/23 وأنه (الطالب) قام بالاستحواذ على أرباح

ومداخيل الشركة طيلة مدة التسيير، كما قام بنقل جزء هام من أصول وأجهزة ومعدات الشركة إلى شركته الخاصة التي أنشأها رافضا تقديم الحساب ملتمسا الحكم بإجراء محاسبة وتعيين خبير لتحديد نصيبه في الأرباح منذ 84/04/13 مع تعويض مؤقت قدره 000.100 درهم، وبعد إجراء خبرة تقدم بتاريخ 03/5/12 بمذكرة مطالبه الختامية ملتمسا فيها الحكم على المدعى عليهما بأدائهما له مبلغ 92,489.542.1 درهم تضامنا مع

تعويض قدره 000.50 درهم، فأصدرت المحكمة الابتدائية حكما وفق الطلب

استأنفه المحكوم عليهما (الطالبان) وبعد إجراء خبرة أيدته محكمة الاستئناف

بمقتضى قرارها المطعون فيه.

في شأن الوسيلة الأولى،

حيث ينعى الطاعن على القرار المطعون فيه نقصان التعليل الموازي

لانعدامه بدعوى أنه اعتمد على حيثية فريدة تفيد أنه بعد اطلاع المحكمة على

وثائق الملف وكذا الخبرة الحسابية التي أمرت بإجرائها واعتمدتها في حكمها، وأن

ما أثاره الطاعن من أسباب ليس من شأنه تغيير وجهة نظرها فيما انتهى إليه

قضاؤها، غير أنها لم تجب على الدفوع المثارة أمامها والمتعلقة بالأساس في عدم إدخال الشريك الثالث في الدعوى اعتبارا لكون شركة صوريك تتكون من ثلاث شركاء مما يجعل الدعوى مختلة شكلا ويكون التعليل ناقصا والقرار عرضة للنقض.

لكن، حيث إن موضوع الدعوى انصب على المطالبة بحصة المطلوب من

الأرباح الناتجة عن نشاط شركة صوريك التي هي شركة ذات مسؤولية محدودة

لها شخصيتها المعنوية وذمتها المالية المستقلة عن ذمة الشركاء فيها وتتم

مقاضاتها في شخص ممثلها القانوني دون حاجة لإدخال الشركاء في الدعوى

المذكورة، والمحكمة التي ثبت لها أن الطالب هو المسير الوحيد للشركة بما

جاءت به من "أنه باعتباره المسير الوحيد للشركة يبقى ملزما بتقديم الحساب عن مداخيل وأرباح الشركة إلى بقية الشركاء ويبقى أي دفع بخلاف ذلك غير مؤسس وغير جدير بالاعتبار" تكون قد ردت ضمنيا على ما أثير بشأن عدم

إدخال الشريك الثالث في الدعوى فجاء قرارها معللا بما فيه الكفاية والوسيلة

على غير أساس.

في الوسيلة الثانية،

حيث ينعى الطاعن على القرار المطعون فيه الخطأ في الواقع المؤدي إلى

الخطأ في التعليل بدعوى أنه جاء في مقال الدعوى أنه هو المسير الوحيد لشركة صوريك منذ تاريخ إنشائها إلى تاريخ رفع الدعوى، في حين أن الوثائق تثبت أن السيد معطيات البشير كان بدوره مسيرا للشركة إبان حياته وورثته بعد وفاته، وأن المطلوب كان بدوره يسير الشركة بل إنه طلب حصته فيها لكي ينسحب منها وتوصل بمبلغ 000.350 درهم ثم رفع الدعوى الحالية وهو يعلم أن الشركة لم يعد لها وجود بعد انسحاب الشركاء منها . كما أنه اعتمد على خبرة الخبير عز العرب السلاوي الذي اعتمد بدوره الخبرة المنجزة ابتدائيا رغم ما شابها من

إخلالات شكلية في الدقة والحساب، لأنها لم تدخل سنة مالية كاملة في الحساب وهي سنة 1994 مما يجعلها لا ترقى للاعتماد عليها لإصدار حكم بمبالغ باهضة لأنها غير مستندة على أساس حسابي دقيق مما يجعل الحكم الذي اعتمدها عرضة للنقض.

لكن، حيث إن مهمة التسيير المسندة لأحد الشركاء تنتهي بوفاة هذا الأخير

ولا تنتقل إلى ورثته إلا إذا تم اتفاق الشركاء على ذلك والمحكمة التي ثبت لها وفاة المسير معطيات البشير بتاريخ 01/12/23 معتبرة أن الطالب يبقى هو

المسير الوحيد للشركة تكون قد أعملت الواقع الثابت لها وقت تقديم الدعوى،

وبخصوص ما أثير من تسيير المطلوب للشركة فقد ردته بما جاءت به من "أنه

ليس بالملف ما يفيد ادعاء قيام المستأنف عليه بمهمة التسيير إلى جانب الطاعن الأول" وهو تعليل يساير واقع الملف الذي بالرجوع إليه يلفى بأنه لا يتضمن أية حجة في إثبات قيام المطلوب بمهمة التسيير، وبخصوص ما أثير من انسحاب المطلوب من الشركة بعد توصله بمبلغ 000.350 درهم فإنه لم يقع التمسك به أمام المحكمة مصدرة القرار المطعون فيه وأثير لأول مرة أمام المجلس الأعلى (محكمة النقض) ونفس الشيء بالنسبة لما أثير بخصوص الخبرة التي لم يعمد الطالب إلى التمسك بما أثاره بشأنها رغم تبليغه بالتقرير واستدعائه لجلسة 04/12/28 فجاء القرار غير مخطئ في الواقع المؤدي إلى الخطأ في التعليل والوسيلة على غير أساس عدا ما أثير لأول مرة فهو غير مقبول.

لهذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) برفض الطلب وتحميل الطالب الصائر.

وبه صدر القرار وتلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه بقاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط. وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من السيدة الباتول الناصري رئيسا والمستشارين السادة : السيد عبد السلام الوهابي مقررا وزبيدة التكلانتي وعبد الرحمان المصباحي والطاهرة سليم وبمحضر المحامي العام السيد العربي مريد وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة فتيحة موجب.

رئيس الغرفة المستشارة المقررة كاتبة الضبط.

....

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2006 - العدد 64 - 65 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 193

القرار عدد 791

المؤرخ في : 6/7/2005 .

الملف التجاري عدد : 1306/3/1/04 .

خبرة – طلب أصلي (لا)

لا يمكن المطالبة بالخبرة كطلب أصلي ولو التمس المدعي حفظ حقه في

تقديم ملتمساته بعد إنجازها لأن المحكمة لا تختص بالطلبات التمهيدية

ولا تتطوع بجمع الأدلة للخصوم.

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2006 - العدد 64 - 65 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 226

القرار عدد 1172

المؤرخ في : 24/11/2004 .

الملف الإداري عدد : 733/4/1/2002 .

قرارات المجلس الأعلى للحسابات – أسباب الطعن بالنقض.

تكون طلبات نقض قرارات المجلس الأعلى للحسابات أمام الغرفة الإدارية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) مبنية على خرق القانون أو عدم الاختصاص، ولا يؤدي خرق القانون إلى النقض إلا إذا مس بحقوق دفاع طالب النقض.

باسم جلالة الملك

وبعد المداولة طبقا للقانون.

حيث يؤخذ من أوراق الملف وتنصيصات القرار المطعون فيه أن المجلس الأعلى للحسابات أصدر قرارا نهائيا بتاريخ 24.7.2001 ضد الطاعن بوصفه

محاسبا مكلفا بتسيير ميزانية المركز المستقل للكارة يتعلق بحساب التسيير لسنة 1989 ، ويتضمن الأمر بإرجاع الطاعن مبلغ 00,2200 درهم غير المحصل من طرفه والذي يمثل غرامة التأخير في إنجاز الصفقة رقم 38/DAT/SG/PS/89 لمدة 22 يوما، اعتمادا على محضر التسليم والإنجاز وكذا باقي الوثائق الأصلية التي بحوزة المجلس الأعلى للحسابات أو التي أدلى بها المحاسب (الطاعن) التي تشير كلها إلى أن تسليم الأشغال تم بتاريخ 13.3.1989 وليس 12.2.1989 وهو

القرار المطعون فيه.

فيما يخص الوسيلة المستدل بها.

حيث يتمسك الطاعن بأن تاريخ 13 مارس 1989 هو تاريخ تقديري لتسلم

الأشغال، كما هو مبين في محضر التسليم المؤقت ولا يصح الأخذ به، وأن كشف الحساب النهائي يوضح أن الأشغال تمت قبل الأجل المحدد وذلك يوم 12.2.1989 وأنه لم يكن هناك مبرر قانوني لاحتساب مبلغ التأخير.

لكن حيث إن طلبات نقض قرارات المجلس الأعلى للحسابات أمام الغرفة

الإدارية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) تكون مبنية على خرق القانون أو عدم الاختصاص وأن خرق القانون لا يؤدي إلى النقض إلا إذا مس بحقوق دفاع الطالب طبقا لمقتضيات الفقرتين الأولى والسابعة من الفصل 53 من القانون رقم 79.12 المتعلق بالمجلس الأعلى للحسابات.

وحيث إنه خلافا لما أوردته الوسيلة فإنه بمقتضى قرار مؤقت بتاريخ 3.6.2000

مكن المجلس الأعلى للحسابات الطاعن من تقديم تبريراته حول عدم تحصيل مبلغ 00.2200 درهم المذكور طبقا للفصل 38 من القانون رقم 79.12

المذكور فأجاب بأن التاريخ الذي يجب اعتماده هو المبين بكشف الحساب

النهائي دون أن يدلي بهذا الكشف لذلك اعتمد المجلس الأعلى للحسابات على

محضر التسليم والإنجاز الذي يشير إلى أن تاريخ التسليم هو 13.3.1989 بعد أن

عاين أن الطاعن لم يدل بأي وثيقة تثبت عكس ذلك ولا محل لاحتجاج بتلك

الوثيقة لأول مرة أمام المجلس الأعلى (محكمة النقض) ولم يتسم القرار بخرق القانون ولا المساس بحقوق الدفاع والوسيلة غير مقبولة.

لهذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) برفض الطلب وتحميل الطالب الصائر.

وبه صدر الحكم وتلي في الجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه

بقاعة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط وكانت الهيئة الحاكمة متركبة من رئيس الغرفة الإدارية (القسم الأول) السيد مصطفى مدرع والمستشارين السادة: حسن مرشان مقررا – محمد بورمضان – عبد الحميد سبيلا وأحميدو أكري أعضاء وبمحضر المحامي العام السيد عبد الجواد الرايسي وبمساعدة كاتبة الضبط السيدة حفيظة الغراس.

رئيس الغرفة المستشار المقرر كاتبة الضبط.

....

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2000 - العدد 53-54 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 163

القرار عدد 2598

المؤرخ في : 30/4/97 .

الملف المدني عدد 96/1406

شركة – مساهم حسابات – اطلاع – أمر استعجالي – (نعم).

- طلب المساهم تعيين خبير لمعاينة حسابات الشركة لا يخرج عن نطـاق

اختصاص قاضي المستعجلات لأن الغاية منه هي التثبت من حالة الشـركة

بعد النزاع القائم بين المساهمين فيها فهو إجراء وقتي لا يمس بحقوقهم .

باسم جلالة الملك

إن المجلس الأعلى (محكمة النقض)

و بعد المداولة طبقا للقانون .

في شأن الوسيلة الأولى و الثانية بفرعيها

حيث يستفاد من وثائق الملف و من القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بأكادير بتاريخ 1995/3/9 في الملف عدد :94/462 أن المطلوبين قريفا عبدالعزيز بنشواف عائشة قريفا محمد و عبدالصمد و حسن و مسعود تقدموا بمقال استعجالي مفاده أنهم يملكون 41 سهما من 100 سهم المكون لرأسمال شركة المحموعة الصناعية للصيد التي يسيرها الطالب عباس حمينا باعتباره المتصرف الوحيد و نظرا لرفضه اطلاعهم على حسابات الشركة عن الخمس سنوات الأخيرة التمسوا تعيين خبير لمعاينة حسابات الشركة و الكشف عن مدى سلامتها ، و أجاب المدعى عليهم بأنهم مجرد شركاء مساهمين على الشركة إلى جانب المدعين و أن مقاضاتهم بصفة شخصية مقاضاة تصفية و أنه لا حقوق للشركاء تجاه بعضهم إلا في حدود ما قضت عليه المادة 1012 من قانون العقود و الالتزامات كما أن حالة الاستعجال غير متوفرة و التمسوا الحكم بعدم الاختصاص فأصدر نائب رئيس المحكمة الابتدائية أمرا وفق الطالب أيدته محكمة الاستئناف .

حيث يعيب الطاعنون على القرار خرق القانون و تحريف طلبات الأطراف و الوقائع و انعدام التعليل بدعوى أن الفصل 152 من قانون المسطرة المدنية يحدد نطاق اختصاص قاضي الأمور المستعجلة في الإجراءات الوقتية التي لا تمس بما يمكن أن يقضي به في الجوهر ، و القرار المطعون فيه خرق هذا المبدأ انطلاقا من أن المطلوبين يطالبون بإجراء تحقيق في حسابات الشركة و استخراج النتائج الحقيقية بواسطة خبير و منذ تأسيسها و هو من اختصاص قاضي

الموضوع لا قاضي المستعجلات ، و خلافا لما جــاء في حيثياتـه فالطـالبون لم يسبق لهم أن رفضوا طلب المطلوبين في الاطلاع على الحسابات و الوثـائق و لا يناقشون هذا المبدأ و إنما يناقشون ما قضى به الأمر الابتدائي المؤيد الذي تجاوز منح المطلوبين الحق في الاطلاع أو المراقبة إلى حد إجراء التحقيق و الفحـص و التدقيق و الكشف عن مدى ســلامة حسـابات الشـركة و اسـتخراج نتائجـها الحقيقية و هذا ليس مجرد إجراء وقتي و إنما هو إجراء من صميم جوهر الـنزاع بين الطرفين ليس من اختصاص قاضي الأمور المستعجلة طبقا للفصل 152 مـن قانون المسطرة المدنية ، كما أن القرار المطعون فيه اعتمد تعليلا له أن الإجـراء المأمور به لا يهدف إلى المحاسبة في حين أن طلب المدعين واضح و يــهدف إلى إجراء تحقيق في حسابات الشركة و استخراج النتائج الحقيقية و هـو مـا يعـني إجراء المحاسبة بالتأكيد ، و هو لا ينص على حق الاطلاع وفق الفصــل 35 مـن قانون 1967/7/27 فحسب و إنما يذهب أكثر من ذلك إلى فحص و إجراء تحقيـق الذي لا يعني شيئا آخر غير المحاسبة و تدقيقها و بيان مواطن الخلـل و التـأكد من سلامة العمليات المنجزة مما يعتبر مسا صريحا بالموضوع و يخـرج الإجـراء عن طبيعته الوقتية ، ثم إن القرار المطعون فيه ذهب إلى أن العارضين تقدمـوا من جهتهم بطلب تعيين ثلاث خبراء أمام رئيـس المحكمـة الابتدائيـة للقيـام بالأجراء المطلوب و هو ما يؤكد رغبتهم بدورهم في القيام بذلك الإجراء مــع أن الطلب الذي تقدم به العارضون جاء بعد الصعوبات التي وقعت في وجه تنفيـذ الحكم الابتدائي و هذا لا يعني موافقاتهم على الحكم الابتدائي الذي أمر بــإجراء الخبرة بدليل الطعن فيه أمام محكمة الاستئناف و بذلك خرق مقتضيات الفصـل 152 من قانون المسطرة المدنية و خرق طلبات الأطراف و الوقائع و جاء منعـدم التعليل مما يعرضه للنقض .

لكن حيث إن الطلب الرامي إلى تعيين خبرة لمعاينة حسـابات الشـركة لا يخرج عن نطاق اختصاص قاضي الأمور المستعجلة طالما أنه إجراء وقـتي و لا يمس حقوق المساهمين في الشركة بل الغاية منه التثبت في حالتها و إجراء تحقيـق عليها بعد النزاع الذي نشب بين المساهمين فيها و محكمة الاستئناف التي عللـت قرارها " بأنه و إن كان من حق الشريك المساهم الاطلاع على حسابات الشـركة وفق المسطرة المنصوص عليها في الفصل 35 من قانون 1867/1/24 فإنه ليـس في القانون ما يحول دون حق المساهم في الالتجاء إلى القضاء الاستعجالي في إطـار المسطرة الاستعجالية لتحقيق نفس الغاية و أن المسـتأنف عليـهم باعتبـارهم مالكين لعدة أسهم في الشركة لهم حق الاطلاع على حسـاباتها و مراقبتـها و أن

استصدار أمر استعجالي بانتداب خبير محلف للقيام بهذا الإجراء ليس فيـه مـا يخالف النصوص القانونية المنظمة لكيفية اطـلاع المسـاهم علـى حسـابات الشركة و أن هذا الإجراء لا يهدف إلى إجراء محاسبة التي يرجع اختصاص البـت فيها إلى قضاة الموضوع و إنما هو إجراء وقتي تفرضه طبيعة النزاع القـائم بـين الطرفين و يحق للمساهم حق مراقبة أعمـال الشـركة " لم يخـرق قرارهـا أي مقتضى قانوني و جاء معللا بما فيه الكفاية و غير محرف لأي واقع ، و بخصـوص ما ورد من " أن المستأنفين تقدموا بطلب مماثل إلى رئيس المحكمة " . فلا يعـدو أن يكون من قبيل التزييد الذي لا تأثير له على مساره و الوسـيلتان علـى غير أساس .

لهذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) برفض الطلب و ترك الصائر على الطالبين .

و به صدر القرار و تلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكـور أعـلاه بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط و كانت الهيئة الحاكمة متركبة من السيد : محمد بنـاني رئيسا و السادة المستشارين : عبدالرحمان مزور مقررا – أحمد حمدوش – محمـد الديلمي – لحسن بلخنفار – و بحضور المحامي العام السيد عبدالمومن إشمـاعو

و بمساعدة كاتبة الضبط السيدة فتيحة موجب

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2000 - العدد 53-54 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 356

القرار عدد 2731

المؤرخ في : 07/05/98

الملف المدني عدد: 833/1/4/96

- حقوق الأقلية – شركة المساهمة – مراقب الحسابات – مهامه.

- مقتضيات الفصل 1028 من قانون الالتزامات و العقود هو نـص عـام لا

يطبق عند وجود نص خاص.

- إمساك القانون المغربي عن تنظيم حقوق أقلية المساهمين ينبئ عن منـع

سلوك الأقلية لطلب مماثل للدعوى ، المتمخض عنها الحكم المستأنف ،

الرامية إلى إجراء محاسبة شاملة لتحديد أرباح يدعي مساهم استحقاقها

بعد مصادقة الجمعية العامة على حسابات الميزانية و الأرباح و تصطـدم

هذه مع الضمانات الممنوحة لفائدة كل الشركاء ممثلة في مؤسسة مراقـب الحسابات.

- قانون 1867 المطبق في المغرب لا يتضمن نصا يمنح للأقلية المالكة لنسبة معينة من الأسهم حق المطالبة بخبرة عن عملية أو عمليات تتعلق بتسيير الشركة المساهمة.

حق الإطلاع على دفاتر الشـركة و فحص صفقاتـها مخـول لمراقـب الحسابات في نطاق أحكام قانون الشركة المساهمة ، بينمـا للأقليـة حـق الطعن في مداولات و قرارات الجمعية العمومية .

باسم جلالة الملك

إن المجلس الأعلى (محكمة النقض)

و بعد المداولة طبقا للقانون .

في شأن الوسيلة الأولى

حيث يستفاد من وثائق الملف و من القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بالبيضاء بتاريخ 91/11/26 في الملف عدد 90/1025 ان الطالب عبدالعزيز بنعمرو تقدم بمقال مفاده أن المطلوبة شركة توزيع المنتوجات تأسست في فاتح أكتوبر 1974 ، و قد انخرط فيها منذ التاريخ المذكور كمساهم بنسبة 10 %في حين إن 40 % من الأسهم تملكها الشركة العقارية سليف بتروا و الباقي موزع على أشخاص آخرين ، و ان المسيرين للشركة يمتنعون دوما من إعطاء أية بيانات عن تسيير الشركة و قد طالب عدة مرات بوقف الأعمال اللامسؤولة التي يقوم بها بعض المسيرين للشركة لفائدتهم و التمس تعيين خبير في الحسابات تكون مهمته الاطلاع على الوثائق المتعلقة بالمعاملات التجارية التي أنجزتها المدعى عليها منذ تأسيسها في فاتح أكتوبر 1974 إلى الآن و تحديد مبلغ الأرباح المستحق و نصيبه منها و حفاض حقه في المطالبة بحقوقه بعد إتمام عملية الخبرة ، و بعد لجوء المحكمة الابتدائية لخبرة أصدرت حكما قضى على المدعى عليها بأدائها للمدعى 147.366.1 دهـ قيمة نصيبه في أرباح الشركة و رفض ما عدا ذلك من الطلبات ألغته محكمة الاستئناف و حكمت من جديد برفض الطلب .

حيث ينعى الطاعن على القرار خرق مقتضيات الفصل 345 من ق ، م ، م ، بدعوى أنه لم يبين نوع الشركة و اسمها الكامل و من يمثلها قانونا و المشرع نص على ضرورة إثبات هذه البيانات و ان الإخلال بها يترتب عنه البطلان .

لكن حيث ان القرار المطعون فيه أوضح في صلبه » ان المطلوبة شركة مجهولة الإسم " و لم يجعل الفصل 345 من ق ، م ، م ، المحتج بخرقه من بين بياناته " ذكر الممثل القانوني للشركة في قرارات محكمة الاستئناف " فلم يخرق القرار أي مقتضى و تبقى الوسيلة على غير أساس .

في شأن الوسيلة الثانية.

حيث ينعى الطاعن على القرار خرق مقتضيات الفصل 1028 من ق ، ل ، ع ، و انعدام التعليل و عدم الارتكاز على أسـاس قـانوني بدعـوى أن المطلوبـة تقدمت بدفع مفاده أن العارض لا يحق له أن يطالب بحسابات الشـركة و لا أن يطلع عليه لأن المشرع لم يعط للمساهم الحق في التدخل في التسيير أو الاطـلاع على حسابات الشركة لمعرفة حقوقه و بين أيضا ان المطلوبة أعطـت أوامرهـا لجميع الموظفين بعدم إعطاء أية بيانات للمساهمين عن حسابات الشركة و قـد أشار في مذكراته الجوابية سواء خلال المرحلة الابتدائية أو الاستئنافية أنه تضـرر من تصرف الشركة و تمسك بمقتضيات الفصـل 1028 مـن ق ، ل ، ع ، الـذي يتضمن على أن للشركاء الحق في أن يطلبوا إخبارهم بكل ما يتعلق بإدارة شـؤون الشركة كما يحق لهم الاطلاع على دفاترها و مستنداتها و أخذ نسخ منها و كـل شرط يقضي بخلاف ذلك يكون عديم الأثر ، و القرار المطعـون فيـه اثبـت في صفحته الرابعة إثارة هذا الدفع غير انه لم يناقشه و لم يعقب عليـه و لم يعلـل ذلك فجاء مخالفا لمقتضيات الفصل 1028 مـن ق ، ل ، ع ، ممـا يتعـين معـه التصريح بنقضه

لكن حيث إن النص الخاص الواجب تطبيقه علــى النازلـة هـو القـانون الفرنسي المؤرخ في 24 يوليوز 1867 المتعلق بالشـركات المحـال عليـه بظـهير 11غشت 1922 و الذي اسند فصله 33 حق الاطلاع على دفاتر الشركة مجهولـة الاسم و فحص صفقاتها لمراقبي الحسابات بينما أعطى فصله 35 للمساهم حـق الاطلاع في مركز الشركة على الإحصاء و قائمة المساهمين و حق الحصول علــى نسخة من الميزانية الملخصة للإحصاء و من تقرير مراقبي الحسابات قبل انعقاد الجمعية العمومية ب15 يوما على الأقل ، فلم يعط بذلـك للشـريك المسـاهم الحقوق موضوع الفصل 1028 من ق ، ل ، ع ، الذي هو نص عام لا يطبــق عنـد

وجود نص خاص منظم ، و القرار المطعون فيــه الـذي أوضـح » ان إمســاك القانون المغربي عن تنظيم حقوق أقلية المساهمين في شركة المساهمة ينبئ عــن منع سلوك الأقلية لطلب مماثل للدعوى المتمخض عنــها الحكم المستـأنف و تصطدم هذه الدعوى مع الضمانات التي منحها المشرع للشركاء« يكون قـد رد تمسك الطالب بمقتضيات الفصل 1028 بتعليل غير منتقـد و غـير خـارق لأي مقتضى و الوسيلة على غير أساس .

في شأن الوسيلة الثالثة.

حيث ينعى الطاعن على القرار خرق مقتضيات ظهير 1922/8/11 و انعـدام التعليل و عدم الارتكاز على أساس قانوني بدعوى انه بــني علـى أن الأقليـة في شركات المساهمة لاحق لها في المطالبة بحقوقها و الاطلاع على حساباتها و علل ذلك ان القانون المغربي مستمد من القانون الفرنسي الذي يمنع علــى المسـاهم ذلك و هو تعليل متناقض لأنه أشار إلى أنه على العكس من ذلــك فـإن بعـض التشريعات أقرت هذه الحقوق للأقلية بلجيكا و ألمانيــا و هولنـدا و فرنســا أي مراقبة الحسابات و الاطلاع عليها و المطالبة بالحقوق و يتضــح مـن ذلـك أن القانون الفرنسي يعطي الحق لهذه الأقلية و بذلك يكون القرار وقــع في تنــاقض واضح و أصدر قرارا مخالفا لمقتضيات ظهير 1922/8/11 خاصة الفصل 12 منـه مما يتعين نقضه .

لكن حيث إن قانون 1867 المطبق في المغرب الذي لا يتضمــن نصـا يمنـح للأقلية المالكة لنسبة معينة من الأسهم حـق المطالبـة بخـبرة عـن عمليـة أو عمليات تتعلق بالتسيير و عن طريق قاضي المستعجلات و ليس عن كل عمليـات تسيير الشركة منذ نشأتها و حتى عن الفترات التي تمت الموافقة فيها بـالإجمــاع على ميزانية الشركة و بدعوى موضوعية كما هو الشأن في النازلـة لم تلحــق بــه

التعديلات اللاحقة بالقانون الفرنسي و على الأخص ما ورد في تشريع 24 يوليـوز

1966 المتضمن للحماية المذكورة فيكون التعليل المنتقد يهم في شقه الأول قـانون

1867 المطبق في المغرب و في شقه الثاني القانون الفرنسي الحالي فلـم يقـع أي خرق لمقتضيات ظهير 1922/8/11) قانون 1867 (و على الأخص لفصل 12 منه الذي يهم شركات التوصية بالأسهم الذي يقابله الفصل 35 مــن نفس القـانون

المتعلق بشركات المساهمة فيكون القرار غير متناقض في تعليلاته و مبنيـا علـى

أساس والوسيلة على غير أساس .

في شأن الوسيلة الرابعة.

حيث يعيب الطاعن على القرار خرق مقتضيات الفصل 345 مـن ق . م . م

، و انعدام التعليل بدعوى انه أدلى بوثيقة صادرة عن المطلوبة تمنع الموظفـين

من إعطاء أية بيانات عن الشركة و قد أوضح العارض أنه هو المقصـود بـهذه

الرسالة و هذا يوضح أن هدف الشركة هو منع العارض بجميـع الوسـائل مـن

معرفة سير الشركة و معرفة الأرباح أو الخسائر التي تحصل في كل سنة كما بـين

للمحكمة أنها امتنعت من تمكينه من أية بيانات حول سير الشركة و لم تمكنه مـن

الأرباح التي يستحقها و القرار المطعون فيه لم يجب عن هذا الدفـع و لم يعلـل

ذلك فخالف مقتضيات الفصل 345 و جاء منعدم التعليل و عرضة للنقض .

لكن حيث إنه بمقتضى الفصل 33 من ظهير 11/غشت 1922) 1867 (فـإن

الاطلاع على دفاتر الشركة و فحص صفقاتها متى اعتبر ذلـك مناسـبا لفـائدة

الشركة مخول لمراقبي الحسابات الواجب عليه فحص جميع الوثـائق و إجـراء

تحقيق حول الإحصاء و الميزانية و حساب الأرباح و الخسـائر و إعـداد تقريـر

بذلك يقدم للشركة ليتمكن المساهم حسب الفصل 35 مــن القـانون المذكـور

الاطلاع على الإحصاء و قائمة المساهمين و الحصول على نسخة من الميزانيـة

الملخصة للإحصاء و من تقرير المراقب قبل انعقـاد الجمعيـة العموميـة ب 15

يوما على الأقل و من تم فالمطالبة بإجراء خبرة للكشف عن مخالفــات تسيير الشركة منذ تأسيسها بدعوى موضوعية خارجة عن نطاق الفصـل 35 المذكـور المنظم لحق المساهم في شــركات المسـاهمة المتوفـرة قانونـا علـى مراقـب للحسابات الذي من بين مهامه التحقق من احترام حق المساواة بين المســاهمين بل و حماية حقوق الأقلية التي تملك رغم ذلك حق الطعن في مداولات و قرارات الجمعية العمومية و حق المطالبة بالأرباح المســتحقة لهـا غـير المسـتخلصة المعتبرة ينافي ذمة الشركة بصرف النظر عن الحمايــة المخولـة لهـا في نطـاق المسؤولية الشخصية لكل من المراقبين و المسيرين مما لا يشكل أي طغيان لهذا الفريق على الآخر فتكون الوثيقة المستدل بها في نطاق يخرج عن دائرة مــا هـو مخول للمساهم غير ذات أثر و المحكمة غير ملزمة بالرد على مــا لا اثـر لـه و الوسيلة على غير أساس

لهذه الأسباب

قضى المجلس الأعلى (محكمة النقض) برفض الطلب و ترك الصائر على الطالب .

و به صدر القرار و تلي بالجلسة العلنية المنعقدة بالتــاريخ أعـلاه بقاعـة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى (محكمة النقض) بالرباط و كانت الهيئة الحاكمة متركبــة مـن

السيد رئيس الغرفة محمد بناني ، و المستشارين السادة: عبدالرحمن مزور مقـررا و أحمد حمدوش ، و لحسن بلخنفار ، و الباتول الناصري ، و بمحضــر المحـامي العام السيدة فاطمة الحلاق ، و بمساعدة كاتبة الضبط السيدة فتيحة موجب .

....

....

صيغة محينة بتاريخ 22 يوليو 2021

قانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.96.124 صادر في 14 من ربيع الآخر 1417 (30 أغسطس 1996)

كما تم تغييره وتتميمه.

ظهير شريف رقم 1.96.124 صادر في 14 من ربيع الآخر 1417 (30 أغسطس 1996) بتنفيذ القانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة

الفصل الثاني: مهام وسلطات أجهزة إدارة الشركة ورقابتها

المادة 102

تخول لمجلس الإدارة الجماعية أوسع السلط للتصرف باسم الشركة في جميع الظروف؛ ويزاولها في حدود غرض الشركة مع مراعاة السلط المخولة صراحة بمقتضى القانون لمجلس الرقابة وجمعيات المساهمين.

تلتزم الشركة في علاقاتها مع الأغيار بتصرفات مجلس الإدارة الجماعية ولولم تكن لها علاقة بغرض الشركة، إلا إذا أثبتت بأن الغير كان على علم بأن التصرف يتجاوز ذلك الغرض أولم يكن ليجهله نظرا للظروف، ولا يكفي مجرد نشر النظام الأساسي لإقامة هذه الحجة.

لا يحتج ضد الأغيار بمقتضيات النظام الأساسي التي تحد من سلطات مجلس الإدارة الجماعية.

يتداول مجلس الإدارة الجماعية ويتخذ قراراته وفقا للشروط المحددة في النظام الأساسي، ويمكن لأعضائه ما لم ينص النظام الأساسي على خلاف ذلك، أن يتقاسموا مهام الإدارة بترخيص من مجلس الرقابة. غيرأنه لا يجوز في أي حال من الأحوال أن يترتب عن هذا التقسيم تجريد مجلس الإدارة الجماعية من صبغة جهاز يتولى إدارة الشركة جماعيا.

يتحمل مجلس الإدارة الجماعية أيضا، إن تعلق الأمر بالشركات التي تدعو الجمهور للاكتتاب، مسؤولية المعلومات الموجهة إلى المساهمين وإلى العموم المنصوص عليها في الأحكام التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

المادة 103

يمثل رئيس مجلس الإدارة الجماعية، أو إن اقتضى الحال، المدير العام الوحيد الشركة في علاقاتها مع الغير. غير أنه يمكن أن يخول النظام الأساسي لمجلس الرقابة نفس سلطة التمثيل لعضو أو عدة أعضاء في مجلس الإدارة الجماعية، ويكون له بذلك لقب مدير عام.

لا يمكن مواجهة الغير بمقتضيات النظام الأساسي التي تحد من سلطة تمثيل الشركة.

المادة 104

يمارس مجلس الرقابة المراقبة الدائمة على تسيير مجلس الإدارة الجماعية للشركة.

يمكن أن يخضع النظام الأساسي إبرام العمليات التي ينص عليها لترخيص سابق من طرف مجلس الرقابة، وحينما تستلزم إحدى العمليات ترخيصا من مجلس الرقابة ويرفض هذا الأخير منحه، يمكن أن يعرض مجلس الإدارة الجماعية الخلاف على الجمعية العامة قصد البت فيه.

يكون محل ترخيص من مجلس الرقابة تفويت الشركة لعقارات بطبيعتها وكذا التفويت الكلي أو الجزئي للمساهمات المدرجة في أصولها الثابتة وكذا تكوين تأمينات والكفالات والضمانات الاحتياطية والضمانات، عدا إن تعلق الأمر بشركات تستغل مؤسسة بنكية أو مالية. ويحدد مجلس الرقابة مبلغا لكل عملية. غير أنه يمكن أن يرخص لمجلس الإدارة الجماعية بمنح كفالات أو ضمانات احتياطية أو ضمانات دون تحديد لمبلغها للإدارات الجبائية والجمركية.

حينما تتجاوز إحدى العمليات المبلغ المحدد بهذه الكيفية، يجب الحصول على ترخيص مجلس الرقابة في كل حالة.

غير أنه عندما يشمل التفويت أو التفويتات أكثر من 50% من أصول الشركة، خلال مدة اثني عشر (12) شهرا، يتعين الحصول على ترخيص مسبق من الجمعية العامة غير العادية. يجب

أن يرفق طلب هذا الترخيص بتقرير يعده مجلس الرقابة. وتطبق على هذه التفويتات أحكام المادة 70 من هذا القانون المتعلقة بالتقرير المرفق بطلب الترخيص المسبق وبطريقة احتساب نسبة 50%.

يمكن لمجلس الإدارة الجماعية تفويض السلطة المخولة له تطبيقا للفقرات السابقة.

لا يمكن الاحتجاج أمام الغير بعدم وجود ترخيص إلا إذا أقامت الشركة الدليل على علمهم بذلك أو على أنهم ما كانوا ليجهلوا ذلك.

يقوم مجلس الرقابة في كل وقت من السنة بعمليات الفحص والمراقبة التي يراها ملائمة، ويمكن له الاطلاع على الوثائق التي يرى فيها فائدة لإنجاز مهمته، ويحق لأعضائه الحصول على كل الأخبار والمعلومات المتعلقة بحياة الشركة.

يقدم مجلس الإدارة الجماعية تقريرا لمجلس الرقابة مرة كل ثلاثة أشهر على الأقل.

يقدم أيضا للمجلس بعد اختتام كل سنة مالية وداخل أجل ثلاثة أشهر الوثائق المنصوص عليها في المادة 141 بغرض فحصها ومراقبتها.

يقدم مجلس الرقابة للجمعية العامة المنصوص عليها في نفس المادة ملاحظاته بشأن تقرير مجلس الإدارة الجماعية وكذا بشأن حسابات السنة المالية.

المادة 105

يمكن لمجلس الرقابة اتخاذ قرار نقل المقر الاجتماعي للشركة داخل نفس العمالة أو الإقليم، على أن تتم المصادقة على هذا القرار في أقرب جمعية عامة غير عادية.

القسم الخامس: إعلام المساهمين

الباب الأول: شركة المساهمة التي لا تدعو الجمهور للاكتتاب

المادة 140

يتعين على موجه الدعوة إرسال الوثائق المذكورة في المادة بعده إلى المساهمين أو لوكلائهم الذين يثبتون وجود وكالتهم أو أن يضعها رهن إشارتهم.

المادة 141

يحق لكل مساهم، ابتداء من دعوة الجمعية العامة العادية السنوية وعلى الأقل خلال الخمسة عشر يوما السابقة لتاريخ الاجتماع، الاطلاع بنفسه في المقر الاجتماعي للشركة على ما يلي:

1- جدول أعمال الجمعية؛

2- نص وبيان أسباب مشاريع التوصيات التي يقدمها مجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية، وإن اقتضى الحال، تلك التي يقدمها المساهمون؛

3- قائمة المتصرفين في مجلس الإدارة وأعضاء مجلس الإدارة الجماعية ومجلس الرقابة، وإن اقتضى الحال، معلومات تخص المترشحين للعضوية في هذه المجالس؛

4- الجرد والقوائم التركيبية للسنة المالية المنصرمة كما حصر ذلك مجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية، وإن اقتضى الحال، ملاحظات مجلس الرقابة؛

5- تقرير التسيير لمجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية المعروض على أنظار الجمعية، وإن اقتضى الحال، ملاحظات مجلس الرقابة؛

6- تقرير مراقب أو مراقبي الحسابات المعروض على أنظار الجمعية والتقرير الخاص المنصوص عليه، حسب الحالة، في الفقرة الثالثة من المادة 58 أو في الفقرة الرابعة من المادة 97 أعلاه؛

7- مشروع تخصيص النتائج؛

8- القائمة المنصوص عليها، حسب الحالة، في الفقرة الثانية من المادة 57 أو المادة 96 أعلاه؛

9- قائمة الاتفاقيات المنصوص عليها في المادتين 56 و95. غير أنه يمكن لكل مساهم أن يحصل على نسخة من هذه الاتفاقيات على نفقته.

ابتداء من تاريخ الدعوة لكل جمعية أخرى، عادية أو غير عادية، عامة أو خاصة، يحق أيضا لكل مساهم خلال أجل الخمسة عشر يوما على الأقل السابق لتاريخ الاجتماع، الإطلاع في عين المكان على نص مشاريع القرارات وتقرير مجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية، وعند الاقتضاء، على تقرير مراقب أو مراقبي الحسابات.

إذا كان حق المشاركة في الجمعية متوقفا، بموجب النظام الأساسي، على امتلاك عدد أدنى من الأسهم، أرسلت الوثائق والمعلومات المشار إليها أعلاه إلى ممثل مجموعة المساهمين التي تستوفي الشروط المطلوبة.

المادة 142

يجب أن يتضمن تقرير التسيير لمجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية كل عناصر المعلومات ذات الفائدة بالنسبة للمساهمين وذلك حتى يتسنى لهم تقييم نشاط الشركة خلال السنة المالية المنصرمة والعمليات المنجزة والصعوبات التي اعترضتها والنتائج التي حصلت عليها ومكونات الناتج القابل للتوزيع واقتراح تخصيص ذلك الناتج والوضعية المالية للشركة وآفاقها المستقبلية.

يجب أن يبرز تقرير التسيير أيضا لائحة التوكيلات الممنوحة للمتصرفين أو لأعضاء مجلس الرقابة في مجالس الادارة أو الرقابة الأخرى، وكذا مناصبهم أو وظائفهم الأساسية فيها.

إذا كانت الشركة تملك شركات تابعة لها أو مشاركات أو تراقب شركات أخرى، يتعين أن يتضمن التقرير نفس المعلومات أعلاه عنها مع الإشارة إلى نصيبها في ناتج الشركة، وترفق بالتقرير قائمة بهذه الشركات التابعة والمشاركات مع الإشارة إلى النسب الممسوكة في نهاية السنة المالية، بالإضافة إلى قائمة بالقيم المنقولة الأخرى التي تحوزها على شكل سندات بالمحفظة في نفس التاريخ وبيان بالشركات التي تراقبها الشركة.

إذا تملكت الشركة شركات تابعة أو مشاركات أو آلت إليها مراقبة شركات أخرى خلال السنة المالية يشار إلى ذلك بصفة خاصة في التقرير.

المادة 143

يقصد في مفهوم المادة السابقة:

- بالشركة التابعة، شركة تملك فيها شركة أخرى تدعى الأم أكثر من نصف رأس المال؛

- بالمشاركة، تملك شركة في شركة أخرى لجزء من رأس المال ما بين 10 و50%.

المادة 144

تعد شركة مراقبة لشركة أخرى حينما:

- تملك وحدها أو باتفاق مع مساهم أو أكثر مباشرة أو بصورة غير مباشرة جزءا من رأس المال يمنحها أغلبية حقوق التصويت في الجمعيات العامة لتلك الشركة؛

- تملك وحدها أغلبية حقوق التصويت في تلك الشركة بمقتضى اتفاق مبرم مع شركاء أو مساهمين آخرين لا يتنافى مع مصلحة الشركة؛

- تحدد في الواقع وحدها أو باتفاق مع مساهم وأكثر عن طريق حق التصويت المخول لها القرارات في الجمعيات العامة لتلك الشركة؛

- يفترض أن الشركة تمارس المراقبة المذكورة حين تملك مباشرة، أو بصورة غير مباشرة جزءا من حقوق التصويت يتجاوز40% ولا يملك أي شريك أو أي مساهم آخر بصورة مباشرة أو غير مباشرة جزءا من هذه الحقوق يتجاوز30%.

كل مشاركة حتى ولو كانت أقل من 10% مملوكة لشركة خاضعة للمراقبة تعد كأنها مملوكة بصورة غير مباشرة للشركة التي تقوم بالمراقبة.

لأجل تطبيق أحكام الفقرتين الأولى والثانية من هذه المادة، يراد بالأشخاص الذين يتصرفون باتفاق فيما بينهم الأشخاص الطبيعيون أو المعنويون الذين يتعاونون على أساس اتفاق صريح أو ضمني شفوي أو كتابي يرمي إلى وضع سياسة مشتركة إزاء الشركة.

المادة 145

خلال أجل الخمسة عشر يوما السابق لانعقاد أي اجتماع للجمعية العامة، يحق لكل مساهم الإطلاع على قائمة المساهمين مع بيان عدد وفئات الأسهم التي يملكها كل مساهم.

المادة 146

يحق لكل مساهم، في أي وقت، الإطلاع على وثائق الشركة المشار إليها في المادة 141 الخاصة بالسنوات المالية الثلاث الأخيرة وكذلك الإطلاع على محاضر وأوراق حضور الجمعيات العامة المنعقدة خلال تلك السنوات.

المادة 147

يترتب على حق الإطلاع، حق الحصول على نسخة ما عدا فيما يخص الجرد.

المادة 148

إذا رفضت الشركة إطلاع المساهم على تلك الوثائق جزئيا أو كليا خلافا لأحكام المواد 141 و145 و146 و147 و150، أمكن للمساهم المواجه بهذا الرفض أن يطلب من رئيس المحكمة بصفته قاضي المستعجلات إصدار أمر للشركة بالعمل على إطلاعه، تحت طائلة غرامة تهديديه، على تلك الوثائق وفقا للشروط المنصوص عليها في المواد المذكورة.

المادة 149

يمكن لكل مساهم يمارس حق الإطلاع على الوثائق والمعلومات لدى الشركة أن يستعين بمستشار.

المادة 150

يمارس المساهم بنفسه، أو بواسطة وكيل عنه مفوض تفويضا قانونيا، الحقوق المعترف له بها في المواد 141 و145 و146 وذلك في المقر الاجتماعي للشركة.

كما أنه لكل مشترك في ملكية أسهم مشاعة ولمالك الرقبة ولذوي حق الانتفاع بالأسهم ولأصحاب شهادات الاستثمار وحقوق التصويت الحق في الإطلاع على الوثائق المنصوص عليها في المواد المشار إليها في الفقرة السابقة.

المادة 151

يمكن أن ينص النظام الأساسي على أن ترسل تلقائيا على حساب الشركة الوثائق المشار إليها في المواد 141 و145 و146 باستثناء الجرد إلى المساهمين إسميا للعنوان الذي يقدمونه في نفس الوقت مع إرسال الدعوة؛ ونفس الأمر ينطبق على المساهمين أصحاب الأسهم لحامليها الذين يطلبون ذلك مقابل إثباتهم لصفتهم.

المادة 152

في حالة خرق أحكام هذا الباب، يمكن إبطال الجمعية.

الباب الثاني: شركات المساهمة التي تدعو الجمهور للاكتتاب

المادة 153

نسخت

المادة 154

نسخت

المادة 155

تطبق أحكام المواد من 140 إلى 152 على شركات المساهمة التي تدعو الجمهور للاكتتاب.

يشير تقرير التسيير لمجلس الإدارة أو مجلس الإدارة الجماعية فيما يتعلق بالشركات التي تدعو الجمهور للاكتتاب إلى قيمة وملاءمة الاستثمارات التي أنجزتها الشركة وكذا تأثيرها المتوقع على تنمية هذه الأخيرة. ويشير كذلك إن اقتضى الحال إلى المخاطر المرتبطة بالاستثمارات المذكورة، ويتضمن بيان وتحليل المخاطر والوقائع التي تعرفها أجهزة إدارة أو تدبير الشركة والتي قد تؤثر بصورة إيجابية أو سلبية على وضعيتها المالية.

المادة 155 المكررة

يتعين على الشركات التي تدعو الجمهور إلى الاكتتاب التوفر على موقع إلكتروني تقيدا بالتزاماتها المتعلقة بإخبار المساهمين.

....
....

شركات المساهمة

صيغة محينة بتاريخ 22 يوليو 2021

قانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.96.124 صادر في 14 من ربيع الآخر 1417 (30 أغسطس 1996)

كما تم تغييره وتتميمه.

ظهير شريف رقم 1.96.124 صادر في 14 من ربيع الآخر 1417 (30 أغسطس 1996) بتنفيذ القانون رقم 17.95 المتعلق بشركات المساهمة

....
....

مجلة قضاء المجلس الأعلى (محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2000 - العدد 53-54 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 361

تعليق على قرار المجلس الأعلى (محكمة النقض) عدد 2731

الصادر بتاريخ : 07/05/97 .

في الملف المدني عدد 96/4/1/833

للأستاذ عبد اللطيف مشبال

رئيس غرفة بالمجلس الأعلى (محكمة النقض)

1) - مقدمـــة

يستدعي باديء بدء التعليق ، الإشارة إلى أن لمدلول الأغلبيـــة الـتي تنتظـم في إطاره الشركة المساهمة ، و تتموضع في سـياقه امتـدادات واسـعة تاريخيـا و فلسفيا و اجتماعيا و سياسيا و قانونيا .

و على مستوى القانون الخاص الذي يهمنا في هذا التعليق فإن مظــهر الأغلبيـة يبدو في عدد من الأنظمة نذكر منها تطبيق قانون الأغلبيـــة في إدارة و اسـتغلال السفن الخاضعة لنظام الملكية المشتركة وفق ما يتضمنه الفصل 74 من القـانون البحري الذي يشير إلى أن كل ما يتعلق بالملكية المشتركة بـين مـالكي السـفينة يرجح رأي الأكثرية الذي يتألف من مجموع حصص في ملكية السفينة تمثل أكـثر من نصف قيمتها(1 ،) و إذا كانت السفينة ملكا لعدة أشخاص ، جاز رهنــها مـن طرف المجهز المدير من أجل حاجة التجهيز أو الملاحة ، و ذلك بموافقة الأكثرية ، كما هي معينة في الفصل 74 من نفس القانون (2 ، (و على مستوى إدارة المــال المشاع ، فإن قرارات أغلبية المالكين على الشياع تلزم الأقلية فيما يتعلق بــإدارة المال المشاع و الانتفاع به ، بشرط أن يكون مالكا لأغلبية ثلاثة أرباع هذا المـال ،

وفق المنصوص عليه في الفصل 971 من قانون الالتزامات و العقود .

غير أن المثال البارز الذي أسال الكثير من المداد كان في قانون الشركات حسب تعبير الأستاذ المريني عبدالوهاب في أطروحته الممتازة (3 .(

و نتيجة سواد المدلول التعاقدي للشركة ، فقد ظلت و لزمان طويل محكومة بمبدأ سلطان الإدارة شأن باقي العقود ، و ظهر هذا التوجه بارزا في القانون المدني الفرنسي لسنة 1804 ، الذي تبني هذا المبدأ لدرجة إنكار المصلحة

----

(1) ادريس الضحاك : قانون الملاحة البحرية الخاصة بالمغرب ، منشورات عكاظ ، الرباط ، طبعة 1989 ، ص

.134

(2) المختار عطار : الرهن البحري في القانون المغربي – أطروحة لنيل الدكتوراه في القانون الخاص – على

الاستنسيل – السنة الجامعية 1990 ، ص 170.

(3) عبد الوهاب المريني : سلطة الأغلبية في شركة المساهمة في القانون المغربي – أطروحة لنيل الدكتوراه في

القانون الخاص – تمت مناقشتها بكلية الحقوق بالرباط – على الاستنسيل – ص 807 و ما يليها.

الجماعية أو المشتركة كالشركات و الجمعيات و غيرها (4)

الإجماع هو قانون طبيعي يتلاءم و فكرة العقد و نظرية الالتزامات بوجه عام

وفق المنصوص عليه في مدونة الالتزامات و العقود ، فإن عقد الشركة هو المرجع في تنظيم علاقات أطرافه ، و الشركة ليست إلا إطار إداريا يعكس ما هو مبين في العقد ، و يتجلى بمراجعة أحكام الفصلين 1021 و 1026 من قانون الالتزامات و العقود تأثير هذا الاتجاه

الفلسفي و السياسي ، فجعل الغلبة عنـد نشوب خلاف بين الشركاء و تساوي الأصوات ترنو إلى الأخذ برأي المعارضين .

غير أن الحقائق القاسية لعالم التجارة كان لها دورها في تليين موقف المشـرع الفرنسي و الدفع به إلى الأخذ بقانون الأغلبيـة بالنسبة للقرارات الضروريـة للسير العادي للشركة في المادة 28 مـن قـانون 1867 المطبـق علـى الشـركة المساهمة ، في حين أبقى على وجوب توفر قاعدة الأغلبيــة بالنسبة للقـرارات الأخرى التي لها حساسيات قصوى ، و التي من شأن الأخذ بها بالأغلبية تفويـض مفهوم الشركة بصفة كاملة (5.)كما أن قرار نقل مركز الشــركة من المغـرب و

تغيير جنسيتها لا يجوز اتخاذه سوى بإجماع الشركاء ، عملا بالمادة 31 من قـانون 1867 الفرنسي المطبق علـى الشـركة المسـاهمة بـالمغرب بمقتضـى قـانون 1922/08/22 ، و المادة 31 من القــانون الفرنسـي الصــادر بتـاريخ 25/03/07 المطبق على الشركة المحدودة المسؤولية بالمغرب بمقتضى ظـهير 1925/09/01 - عدل - (6) (7 .)و قرار تحويل شركة محدودة المسؤولية إلى شركة تضامن يستلزم بــدوره

، في حين أن قرار التحويل من هذه الشــركة إلى شركة موافقة جميع الشركاء (8) بسيطة أو بالأسهم يستلزم موافقــة كـل الشـركاء الذيـن يقبلـون أن يكونـوا متضامنين (9 ،)و تحويل شركة مساهمة إلى شركة تضــامن يسـتوجب موافقـة جميع المساهمين (10) .

Hassber, Théo – L'intéret commun (4)

المجلة الفصلية للقانون التجاري ، 1984 صد 581 – 638.

(5 (المريني – م. س. – ص 207 – 208.

(6 (أحمد زوكاغي : جنسية الشركات في القانون المغربي – نشر المعهد الوطني للدراسات القضائية – طبعة 1990

139 - 138 ص

(7 (نص القانون الجديد رقم 95– 17 ، الصادر بتاريخ 96/08/30 المطبق على الشركة المساهمة ، (ج. ر. عــدد

4422 ، الصادر بتاريخ 96/10/17 (في مادته 110 على عدم جواز تغيير الجمعية العامة غــير العاديــة جنسـية

الشركة و تطبق أحكام هذه المادة على شركة التوصية بالأسهم عملا بالمادة 31 من القانون رقم 96 س ، الصادر

بتاريخ 97/02/13) ج . ر . عدد 4487 و تاريخ 97/05/1 المتعلق بشركة التضامن و شركة التوصية البسيطة ، و شركة التوصية بالأسهم ، و الشركة ذات المسؤولية المحدودة ، و شركة التضامن ، كما أن المادة 75 مــن هـذا القانون المطبق على الشركة المحدودة المسؤولية تضمنت نفس القاعدة .

(8) الفقرة الأولى من المادة 87 من القانون رقم 96 – 5 المشار إليه أعلاه.

(9) الفقرة الأولى من المادة 87 من نفس القانون.

(10) الفقرة الأولى من المادة 220 من القانون رقم 17/95 المتعلق بالشركة المساهمة.

مقابل ذلك ، فإن الفقرة الأخيرة من الفصل 31 من قانون 1867 نصت علــى أن

" قرارات الجمعية العامة تتخذ بأغلبية الثلثين " (المقصود الجمعية العامة غـير العادية) ، بينما نص الفصل 28 علــى أن " جميـع الجمعيـات العامـة تتخـذ (11)

القرارات بأكثرية الأصوات "

بتأثير التدخل التشريعي المتزايد في تنظيم الشركات التجارية ، و بتأثــير مـتزايد لفكرة المقاولة ، أصبحت لشركة تنظيم قانوني للمقاولــة الـتي هـي موضـوع التنظيم لا الشركاء ، بمعنى المحور و الأساس الذي ينبني عليه مجمــوع قواعد الشركة ، و نتيجة تأثير هذين العاملين بدأ التراجع عن المدلول التعاقدي للشـركة ، كما يمكن أن نضيف بالأحرى الأزمة التي يعرفها مفهوم العقد بصفـة تدريجيا (12)

و أدى هـذا التطـور إلى سيادة عامة في مختلف مجالات العلاقات القانونية (13)

المفهوم الحديث للشركة باعتبارها نظام أو تنظيم أي مجموعة قواعد وأحكـام

، و يبدو هذا الاتجاه واضحا من استحداث المشــرع مصدرها القانون لا العقد (14)

المغربي مؤخرا نمط الشركة ذات المسؤولية المحدودة ذات الشــريك الوحيد و ، كمــا أنـه وجه بذلك ضربة لأنصار فكرة العقد حسب تعبير أستاذنا شكري (15)

استعمل عبارات تنفيذ هذا التوجه (16 .)

ليس من المسوغ في نظرية النظام الاستناد علــى فكـرة العقد في بنـاء القـوة الإلزامية للأغلبية بمراعاة مضمون النظام القانوني لشركة المســاهمة ، الـذي لا ينهض في الغالبية العظمى من أفكاره على تلك الفكرة ، و علــى إرادة الأعضــاء

بقدر ما هو مؤسس على قواعد آمرة و أحيانا مــن النظـام العـام ، بدليـل أن

الاكتتاب المجسم للإرادة الحرة في التعاقد أصبح منذ زمن منظما بطريقة تجعـل

منه مجرد إجراء آلي يخلو من أية مظاهر ذات صلــة بفكـرة العقد في مدلولـه

المدني .

----

(11)مقابل هذين الفصلين نجد المادة 110 من القانون رقم 17/95 المتعلق بشركة المساهمة تقابل الفصــل 31

المذكور ، بينما المادة 111 منه تقابل الفصل 28 المذكور أعلاه .

(12) مراد منير فهيم : نحو قانون موحد للشركات – دار المعارف – طبعة 1991 ، ص 130 و ما يليها .

(13) هنري باتيفول – BATIFFOL HENRY – LA CRISE DU CONTRAT أزمة العقد – أرشيف فلسفة القــانون

1968 ، ص. 15 مشار إليه في أطروحة ذ. المريني – م. س. – ص 30.

(14) يعتبر الألماني أوطوسيرك أب الشركة النظام.

انظر : دوكلوفافيار : الشركة المساهمة طبعة 1992 ، ص . 6 .

C. DUCOVLOUX – FAVARD - Edition VIBERT 1992.

(15) أحمد شكري السباعي : الوسيط في شرح القانون التجاري المغربي و القانون ، ج . 5 ص 25.

(16) راجع أحكام الفقرة ما قبل الأخيرة من المادة 12 من القانون رقم 17/95 ، المطبق على الشركة المساهمة –

الفقرة الأولى من المادة 17 منه – الفقرة الأولى من المادة 19 منه – الفقرة الأولى من المادة 21 – الفقرة الأولى من

المادة 22 – الفقرة الأولى من المادة 27 – المادة 28 – الفقرتين الأولى و الأخيرة من المادة 29 ، الفقرة الأولى من

المادة 31 منه – المادة 33 منه.

و القرارات المتعلقة بتسيير الشركة في منظور نظرية النظام تتخذ بقوة العدد و المال التي يتقلص أمامها ، و يضعف دور الإرادة الفردية لكل مساهم مما ينبغي معه تخويل الأغلبية صلاحيات قيادة الشركة ، و بالتالي فإن قانون الأغلبية ملزم للجميع لأنه ضروري لفكرة اموعة المنظمة ، و يتماشى مع طبيعتها و يتلاءم و يصلح لممارسة السلطة فيها (17 .(

يطفو على السطح موضوع حماية الأقلية في الحالة التي تنزلق فيه دواليب

(18)

الشركة المساهمة سواء كمجلس إدارة أو مجلس إدارة جماعي أو جمعية عامة

عن مسلك الشخص العادي خلافا لما يفرضه النظام الأساسي للشركة و للقانون بصفة عامة ، و تتفاوت النظم القانونية المتعلقة بتأمين هذه الحماية .

بطبيعة الحال ، يقع على جماعة المساهمين المكونة لهذه الأقلية أن تسعى إلى ترصيص صفوفها ، و تشكيل جبهة متراصة لمناهضة الأغلبية التي تتحكم في شؤون تسيير الشركة ، من أجل الفوز بتعيين مسير ينتمي إليها يراقب أمور

الشركة من الداخل أو من أجل إقامة معارضة دفاعية أو عبر إقامـة مـا يسـمى بأقلية توقيف BLOCAGE .

و إذا كانت النصوص الجديدة المنظمة للشركة المســاهمة قـد قدمـت أدوات قانونية حقيقية و ثمينة ، فإن الأمر لم يكن على هذا المنــوال في ظـل القـانون السابق المنظم لهذه الشركة الملغى .

و لربما كان القرار موضوع هذا التعليق هو القرار الوحيد – في حــدود علمـي – الذي تصدى لمسألة شائكة تتعلق بحقوق الأقلية و من ثم لامــس بكيفيـة غـير مباشرة موضوع تعسف الأغلبية الذي هو فعلا بمثابة مسلســل مثـير للاهتمـام ، و ذلـك في نطـاق القـانون السـابق للشـركة

حسب تعبير الأستاذ لوكــانو (19(

المساهمة.

2 (وقائــع النازلـــة :

يتجلى باستقراء القرار موضوع التعليق و من القرار المطعون فيــه أن المدعـي تقدم بطلب يعرض فيه أنه مساهم بنسبة % 10 من أسهم الشركة المدعى عليـها ، و أن مسيريها يمتنعون دوما من إعطاء أية بيانات بشــأن تسـيير الشـركة و لم يقدموا له أية حسابات ، و التمس تعيين خبير في الحسابات للإطلاع على الوثـائق

(17 (أطروحة الأستاذ المريني، م . س . ص 226.

(18 (كان القانون السابق الملغى المنظم للشركة المساهمة ينص في الفصل 22 منه على تعيين عدد من الوكــلاء

لمدة زمنية محددة للقيام بتسيير دفة الشركة ، فلم يكن يعرف مجلس الإدارة خلافا للمعمول به في التشــريعات

الأخرى .

PAUL LE CANNU – LE MINORITAIRE INERTE Revue Bulletin Joly – MAI 93 P. 537. (19)

الحسابية المتعلقة بالمعاملات التجارية التي أنجزتـــها الشـركة منـذ التأسـيس 74/10/1 إلى غاية تقديم الدعوى 83/05/7 ، و ملاحظة كل تلك المعــاملات ، و حصر الأضرار اللاحقة به كمساهم في الشركة ، و إجراء محاسبة و تحديد مبلــغ الأرباح المستحقة ، و نصيبه فيها مع حفظ حقه في المطالبة بحقوقه بعد إتمــام الخبرة .

أجابت المدعية عليها أن جميع المساهمين يقع استدعاؤهم لجمعية سنوية تقـدم لها الحسابات ، و لهم حينئذ القيام بالإجراءات اللازمة للدفاع عن مطالبــهم ، و حتى رفض المصادقة على الحسابات التي يتوفرون على آجال من أجل مراقبتـها و الإطلاع عليها سيما ، و أن المساهمين ممثلين من طــرف مراقـب الحسـابات الذي يتوفر على كل السلطة القانونية في هذا الصدد لمراقبة التسيير المــالي ، و جمعيات المساهمين سواء السنوية أو الاستثنائية هي التي تملك حــق صلاحيـة تقرير ما تشاء في شأن التسيير و الحسابات ، و أن المشرع لم يمنح للمساهم حــق التدخل في التسيير أو في الإطلاع على حسابات الشــركة المفصلـة ، و إذا كـان المدعي يتهم المديرين ببعض الأعمال اللاقانونية فعليه التقدم بشــكاية ضدهـم ملتمسا التصريح بعدم قبول الدعوى .

و بعد سير الإجراءات في المرحلة الإبتدائية ، أصدرت المحكمــة حكمـا تمـهيديا بإجراء محاسبة بعلة أن المدعي يملك نسبة % 10 من أســهم الشـركة المدعـي عليها ، مما تمكنه من حق الإطلاع على الحسابات المالية لمعرفة الأربــاح الـتي تدرها و المعاملات التي تقوم بها بناء على النظام الذي تسير عليه الشركة الــتي امتنعت من بيان وضعيتها المالية رغم كونها صرحت أن للمساهمين حق الإطـلاع

على حسابات الشركة أثناء انعقاد الجمع العام ، و أن اعتبارها شركة مساهمة لا يمنع المساهمين من الإطلاع على الحسابات ، و بعد إنجاز الخبرة ، و وضع الخبير المعين لتقريره الذي منح للمدعي الحق في المطالبة بمبلغ 00 ،147.735.1 دهـ، كتعويض عن الربح الفائت المستحق عن مساهمته في رأسمال الشركة ، أصدرت المحكمة الابتدائية حكما لفائدة المدعي قضى له بالمبلغ المذكور في مواجهة المدعى عليها ، تم إلغاؤه بمقتضى القرار المطعون فيه بالنقض ، و قضت محكمة الدرجة الثانية من جديد برفض الطلب استنادا على ما يلي :

1 – أن النزاع يتعلق بالتحديد بحقوق الأقلية في شركة المساهمة من منطلق القانون الوضعي المنظم لقانون شركات الأموال عموما في المغرب و ليس من منطلق القانون الإجرائي البحت .

2 – أن القانون الفرنسي الصادر في 1867/07/22 المطبق في المغرب بمقتضى ظهير 1992/08/11 ، و ما تمم به من ظهائر لاحقة لم يتعرض لحقوق الأقلية في اللجوء إلى خبرة قضائية للكشف عن المخالفات المنعوتة بها تسيير شركة مجهولة الاسم ، و تحديد الأرباح بناءا عليها كدعوى أصلية ، و أن هذه الحقوق ظلت حبيسة الممارسات التقليدية كحق التصويت في الجمعيات العمومية ، و المطالبة ببطلان مداولاتها ، و الإطلاع على قائمة الجرد و الحصول على نسخة من الميزانية ، و تقرير مراقب الحسابات ، في حدود أجل 15 يوما على الأقل قبل انعقاد الجمعية العامة .

3 – أن موقف المشرع المغربي المذكور ينم عن إمساك تنظيم حقوق هذه الأقلية خلافا لما حصل عليه في بعض التشريعات (البلجيكي ، الألماني الهولندي و الفرنسي).

4 - أن هذا الإمساك ينبني عن منع سلوك الأقلية لطلب مماثل للدعوى

المتمخض عنها الحكم المستأنف ، و تصطدم مع الضمانات التي منحها المشــرع للشركة المجهولة الاسم ، و من بينها مؤسسة مراقب الحسابات المعتبر أنه يعمل لحساب و لفائدة الشركاء جميعا .

5 – إن القصد من سلوكه هو تكريس حياة آمنــة للشـركة المجهولـة الاسـم و حمايتها من مخاطر قد تنجم عن رعونة في موقف الأقلية ، و التقاضي المتسـرع لعرقلة إجراء ترى أنه لا يساير مصلحتها ، مع ما قد يترتب عن هذا الوضع مـن مساس بالمبدأ الأساسي المعمول به في هذا النوع من الشركات ، الذي هو قـانون الأغلبية باعتباره انعكاسا لقواعد الديمقراطية .

6 - أن الحكم الابتدائي خرق كافة المبادئ الجوهرية التي تنضبط بـها الشـركة اهولة الاسم ، و على رأسها مبدأ قانون الأغلبية.

و حيث إنه بعد الطعن بالنقض في القرار الاستئنافي المذكـور ، أصـدر المجلس الأعلى قرارا برفضه بمقتضى القرار موضوع هذا التعليق.

قد يبدوا للوهلة الأولى أن الحديث عن الأقلية و حقوقها في الشـركة المسـاهمة أمرا غريبا ، أو على الأقل غير منسجم مع المبادئ التي ترتكز عليها هذه الشـركة المستمدة أحكامها من نظام الديمقراطيــة الليبراليـة المسـتندة علـى قـاعدة عريضة من أغلبية المساهمين التي تنبثق عنها قائمة المسيرين أعضـــاء مجلس الإدارة ، و من تم فليس لهذه الأقلية سوى الانصيـاع لهـذه القواعـد الشـديدة الوضوح في التعامل .

غير أن المجهودات الشجاعة للعمل القضائي بفرنسا ، بموازاة مــع الفقـه أدت بعد مخاض عسير إلى بزوغ مفهوم جديد لما درج الفقه و القضاء على تسـميته " باستبداد الأغلبية " تأسيسا على أن منح مســاهمي الأغلبيـة الفرصـة لفـرض إرادتهم رهين بمراعاتهم المصلحة الاجتماعية للشخص المعنوي – التي يفـترض

أن الأغلبية تعمل من أجلها – شريطة عدم تجاهل حقوقهم و مصالحهم أيضـا أو

المساس بها من طرف الأغلبية (20 .(

لقد تمكنت الأقلية عبر مسيرة طويلة و شاقة و متدرجــة مـن الحصـول مـن

المشرع على حقوق ساهمت في تحصين دورها ، و في تمتيعها بحقوق تؤدي أحيانـا

إلى تعيين ممثل عنها في مجلس الإدارة يكون بمثابة العين الرقيبة علــى مجريـات

، بل وذهب البعض إلى الحديث عـن ظـهور

الأمور ، من وسط الشركة ذاتها (21(

متأخر لاستبداد أو تعسف الأقلية في استعمال حقوقــها ، قد يتمثل أحيانـا في التعسف في استعمال حقها في التصويت بتغليب مصلحتها الفئوية الضيقة علــى المصلحة الاجتماعية ، عن طريق استعمال ما درج على تسميته بالتوقيف BLOCAGE ، و إلى حق استعمال أساليب متنوعـة

التعسف (22) ، و سلوك معارضة ممنهجة (23)

(24)

للتحرش بالأغلبية ، قد تهدد في النهاية المصلحة الاجتماعية في أجل منظور

مــدلــول الأقليـــة :

يشير القرار موضوع التعليق إلى حقوق الأقلية ،

فما هي هذه الأقلية ... ؟

يعتبر الفقه أن تعريف الأقلية يواجه صعوبات متعددة ، و هـو تعريـف مشـوب بالتذبذب في رأي البعض (25 .)

و إذا كان الأستاذ شميدت قد عرف الأقلية بأن المقصود بها " الشــركات الأقل عددا بالمقارنة مع الأغلبية (26(فإنه في نظرنـا نعتـبر أن التعريـف المعتمـد مـن الأستاذ المريني هو الأدق في هذا الصدد و يفي بالمقصود ، الذي جاء فيه :

يمكن القول بأن الأقلية هي مجموعة من المساهمين الذيـن يحضـرون الجمعيـة

العامة بصفة شخصية أو بوكالة محددة ، و يرفضون الموافقة علــى مقترحـات

الأغلبية ، و القرارات المعروضة على التصويت ، عندما لا يــرون منــها فـائدة

(20 (المريني : م.س.ص 556 و ما يليها .

MARTINE BOIZARD – L'ABUS DE MINORITE – Revue des Sociétés 103/88 ; (21)

JUILLET SEPTEMBRE 88; P.366.

DOMINIQUE VIDAL – NOTE – ARRET C APPEL DE LYON 20/12/84 . ARRET C APPEL DE PARIS (22)

18/12/85 Revue de Jurrisprudence – commerciale 1988.

ALAIN COUVERT : - LE HARCELEMENT DES MAJORITAIRES – BULLETIN JOLY 1996; Février (23)

P. 112.

ALAIN COUVERT – ARTICLE CITE (24)

MARTINE BOIZART – ARTICLE CITE P. 366. (25)

DOMINIQUE SHUIDT: LES DROITS DE LA MINORITE DANS LA SOICETE ANONYME- sirey 1970 (26)

p.118.

للمصلحة الاجتماعية ، أو مجموع المساهمين ، و في ذات الوقــت لا يستطيعون منع المصادقة عليها ، و لا فرض تغييرها بسبب ضعف قوتــهم تجـاه الأغلبيـة الحاضرة الطبيعية أو الصناعية (27 .(

فهذا التعريف يحيط موضوع الأقلية من منطلق تباين موقعها من موقع الأغلبيـة من زاوية المصالح المادية التي يفترض أن تصب في صالح المصلحة الاجتماعيــة

التي تتطلب بدورها توظيف النشاط الاجتماعي للشركة لتحقيقها (28 .(
لقد كانت الدعوة لتكوين احتياطي اختياري بقرار من الجمعية العامـة العاديـة مناسبة لإثارة نزاعات تبرز مدلول الأقلية المشار إليه ، فالمساهمون المصوتـون لفائدة هذا المقترح يغلبون المصلحة العليـا ، في حين أن المعارضين الذيـن يصوتون على توزيع الأرباح يرغبون من وراء ذلك إلى تحقيق مصالحهم ، و يبـدو أن الاجتهاد القضائي متواتر في هذا الصدد ، و يقر عادة صحـة قرار الأغلبيـة المتخذة في هذا الصدد الهادف إلى تكوين احتياطي اختياري لرأسمـال الشركة رغم معارضة الأقلية ملتفا وراء المصلحة الاجتماعية بدل المصلحـة الجماعيـة للشركاء فيتميز كلا من المصلحتين الواحـدة منـهما عن الأخرى و لتنفرد المصلحة الاجتماعية للشركة بالغلبة بدلا من المصلحـة الجماعيـة للشركاء ،
شريطة أن يكون الهدف الحقيقي المتوخى في هذه الظروف هو المذكور آنفا ، فلا يخفى وراءه نية مبيتة للإساءة بمصالح الأقلية (29)

حقوق الأقلية في ظل قانون الشركة المساهمة الملغى (30(

يتجلى بالإطلاع على القرار موضوع التعليق ، أنه يثير قضايا غايـة في الأهميـة ، تتعلق بحقوق أقلية من المساهمين ، و مدى إمكانية تقديمـهم الدعوى بـهدف إجراء محاسبة شاملة ، فهي لا تتعلق بعملية محددة أو عمليات تجاريـة محـددة أنجزتها الشركة على النحو الذي نظمته المادة 157 مـن القانون رقم 95/17، الذي أجاز لكل مساهم أو عدة مساهمين يمثلون ما لا يقل عن عشـرة رأسمـال الشركة رفع طلب لرئيس المحكمة بصفته قاضي المستعجلات ، بتعيين خبير أو

مرجع مشار إليه في أطروحة الأستاذ المريني – م . س . ص . 372 .

(27 (أطروحة الأستاذ المريني – م . س . ص 376.

JEAN PAILLUSSEAU – DE société Anonyme technique d'organisation de l'entreprise – Thèse – sirey- (28)

1967 P. 196.

PAILLUSSEAU – OP. CITE P. 197. (29)

(30 (ثم نسخ أحكام ظهير 11/08/1922 المتعلق بشركات الأموال فيما يتعلق بشركات المساهمة عملا بالمادة 451

من القانون رقم 95/17 المتعلق بشركات المساهمة . مع مراعاة الفقرة الإنتقالية التي تنتهي في متم السنة الحالية.

عدة خبراء مكلفين بتقديم تقرير عن عملية أو عدة عمليات تتعلق بالتسـيير

بل إن الدعوى تهدف إلى إجراء مسح على الوثائق المتعلقة بالمعاملات التجاريـة

المنجزة من الشركة المدعى عليها منذ تأسيسها 74/10/01 و إلى غايـة تقديم

الدعوى 83/05/7 ، و تحديد مبلغ الأرباح المستحقة للمدعي بصفته مالكا لنسبة

10 % من أسهم الشركة ، بدعوى أن المسيرين يرفضون إعطاء أية بيانـات بـهذا الشأن ، و إمداده بكل العناصر الحسابية المفيدة ، و هي الدعوى الـتي جوبـهت بدفوع من المدعي عليها انصبت على القول بأن حقوق المدعي بصفته تلـك لا تخوله تقديم الدعوى و لا تتجاوز ما هو منصوص عليه في قـانون 1867 المطبـق بمقتضى ظهير 1922/08/11 مع ما لحقه من تعديلات .

و لا شك أن معالجة حقوق الأقلية في التشريع المغربي المنظم للشركة المسـاهمة الملغى الذي صدرت في ظله الأحكام المتعلقة بالنازلة ، يستدعي التعرف علـى حيز هذه الحقوق بمراعاة الظرفية التاريخية التي و اكبت صدوره بمعرفة همـوم المشرع الفرنسي في الفترة التي تم فيها سن قانون 1867 التي اعتنت بالمحافظـة على حقوق المدخرين ، فلم تجد الأقلية من حماية لها سوى ما تكرس لاحقـا في إطار أضحى الآن تقليدا يرتكز على محوري التعسف في استعمال الحق و تحريـف

السلطة ، بفضل الشجاعة المتبصرة للقضاء ، و بدعم مستنير ويقـظ ، و حـتى

نقد موضوعي من جانب الفقه ، أدى فيما بعد إلى توفر الساحة القانونيـة علـى

أدوات و آليات فعالة مكنت من المحافظة على حقوق الأقلية بشكل مناسـب و كاف (32 .)

و لعلنا لا نضيف شيئا إذا قلنا أم مسألة ممارسة الرقابة على شؤون الشـركة ، و كيفية تصريفها هو شأن يهم جميع المساهمين بـدون اسـتثناء ، و أن الشـريك المنتمي لفريق الأقلية التي لها مكانتها المعترف بها التي تؤهلـها للإطـلاع بـدور المراقب اليقظ لما يحيط في عالم الشركة ، ويمس مصالحها من قريب أو بعيـد ، يستطيع استعمال حقوقه في نظام الإطلاع على الوثائق و حالة الشركة الماليـة ، و إن كانت ضيقة و حتى ناقصة حسب تعبير أستاذنا شكري قصد النهوض بـها الدور(33 .)

فعملا بالفصل 35 من قانون 1867/07/24 يحق لكل مساهم أن يطلـع في مركـز الشركة المغربية على الإحصاء و قائمة المساهمين ، و أن يستحصل على نسـخة

MOHAMED JAMAL MAATOUK – L ‘EXPERTISE DE LA MINORITE – L'actualité juridique n° 18; (31)

Septembre 99; P. 13.

Revue Rodière - LA PROTECTION DES MINORITES DANS LES GROUPES DES SOCIETES. (32)

(33 (شكري السباعي – الوسيط في القانون التجاري المغربي و المقارن الجزء السادس ، ص 332.

من الميزانية الملخصة للإحصاء و من تقرير مراقـبي الحسـابات قبـل انعقـاد الجمعية العامة بخمسة عشر يوما على الأقل .

لقد أحس المشرع المغربي بالنقص الملاحظ في هذا الشأن ، و لذلـك و لتفـادي

هذا القصور ، و من أجل إتاحة إمكانيات أفضل للتعرف على نشـاط الشـركة سواء للعموم أو المساهمين ، فقد تدخل بمقتضى ظـهير 70/07/25 ، و أوجـب على شركات الأموال التي تكون أسهمها مقيدة في بورصة القيم أن تبعث في ظرف 15 يوما إلى كل مساهم بطلب إليها ، مـن تـاريخ مصادقـة الجمعيـة العامـة ، البيانات التالية :

أ – تقرير مجلس الإدارة المقدم للجمعية العامة حول سير أعمال الشـركة سـواء من حيث نشاطها و رقم أعمالها ، و أموالها الموظفة .

ب – تقرير مأموري الحسابات حول السنة المالية التي تداولت بشأنها الجمعية .

ج – الميزانية و حساب الاستغلال العام و حساب الأربـاح و الخسـائر ، طبقـا للنماذج المنصوص عليها في قرار وزير المالية الصادر عام 1970 .

د – القرارات المصادق عليها من طرف الجمعية العامة (المادة الثانية من ظـهير 1970/07/25).

و أوجب أيضا نفس الظهير على شركات الأموال التي لا تكون أسهمها مقيـدة في بورصة القيم ، إلا أن حسابها الختامي يكون مساويا لخمسة ملايين درهـم علـى الأقل ، أو أن حقيبتها من الأسهم لا تقل عن مليون درهم بموجب الإحصـاء ، أن توجه في ظرف 15 يوما إلى كل مساهم يطلب بذلك الوثائق التالية ، كما صـادقت عليها آخر جمعية عامة :

أ : الميزانية

ب: حساب الاستغلال العام ،

ج: حسب الخسائر و الأرباح وفقا لنموذج وزارة المالية (34 . (

غير أن نظام الإعلام المذكور الذي وصفه البعض من الفقه المغربي بالنقص كمـا سبق بيانه أعلاه ، أو بكونه لا يتلاءم البتة مع تلك الصورة الـتي رسمـها قـانون

1867 لشركة المساهمة سواء كهيئة ديمقراطية أو أداة فعالــة للاسـتثمار 35 ، ((لم

(34 (للمزيد من التفصيل : راتب سليم الجعبري - الأسهم في شركات المساهمة وفقا للقانون المغربي و القــانون

المقارن – رسالة لنيل دبلوم الدراسات العليا في القانون الخاص بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية

، الرباط ، السنة الجامعية 84 - 85 على الستنسيل – الجزء الثاني – ص 346 و ما يليها .

(35 (الأستاذ المريني – م . س . ص399.

يكن في متناوله تحقيق الغاية المتوخاة من إقراره للشفافية و الصــورة الصادقـة لحسابات الشركة ، و هو الأمر الذي قد يفسر تكاثر المساطر الاستعجالية أمــام القضاء بالدار البيضاء بهدف إجراء كشف عام عن ميزانيات الشركات المسـاهمة بمناسبة خلافات حصلت بين المساهمين ، كان يستجيب لها القضاء الاستعجالي من منظور إجرائي محض خروجا عن الأحكام الخاصة التي تخضــع لهـا هـذه الشركات .

و يعود الفضل للقرار موضوع التعليق في تذكير القضاة أن حق الإطلاع المخــول للمساهم ينحصر مداه في الوثائق الحسابية المذكورة استنادا على الفصل 35 مـن قانون 1867 الذي هو نص خاص الواجب التطبيق بدلا من النص العام موضــوع الفصل 1028 من قانون الالتزامات و العقود المتمسك به من المدعى الذي ينـص على أن " للشريك غير المتصرف الحق في المطالبة بإخباره بكل ما يتعلق بـإدارة شؤون الشركة و حالة اموالها ، كما يحق لهم الإطــلاع علــى دفـاتر الشـركة و مستنداتها ، و أخذ نسخ منها ، و كل شرط يقضي بخلاف ذلك يكون عديم الأثـر ".

و لعل التمعن في حيثيات القرار – في هذا الشأن تكشف بجلاء عما ينم في طياتــه من تكريس لمبدأ استقلال قانون الشركات بسبب خصائصه المكتســبة باعتبـار اهتمامه بالمقاولة كموضوع للتنظيم بوسائل و أدوات خاصة نابعة مــن محيطـه الذي يتعايش فيه ، و من زخم الواقع الاقتصادي ، ممـا بـرر هـذه الاسـتقلالية بالنظر لطابع المرونة الذي يتسم به هذا القانون و الطابع الآمر لمعظم قواعـده (36) .

و علاوة على هذا ، فإن القرار أكد من جهة ثانية على أن حــق الإطـلاع علـى دفاتر الشركة ، و فحص صفقاتها متى اعتبر ذلك مناسبا لفائدة الشركة مخــول لمراقبي الحسابات مستبعدا بالتالي ممارسة هذا الحق من طرف المساهم ، فـأتى مسايرا أيضا للأحكام العامة التي تنظم مؤسسة مراقب الحسابات ، الـذي كـان ينظر إليه قانون 1867/8/24 باعتباره وكيلا عن مجموع المساهمين الذين عــهدوا إليه بأن يراجع نيابة عنهم الحسابات المقدمة من مجلس الإدارة ، و علــى ذلـك فإن الجمعية العامة هي التي تملك تعيين و عزل مراقب الحسابات ، غير أنه مـن الناحية العملية فإن مجلس الإدارة بوصفه المعبر عن إدارة الأغلبية هو المسيطر الفعلي على هذه الجمعية و يملك بالتالي إمكانية تعيين و عزل المراقب المذكـور ، مع ما يترتب عن ذلك من مساس باستقلاليته ، لذلك أحسن القــانون الجديـد

(36 (الأستاذ مراد منير فهيم – م . س . ص 188 ، فقرة 205

المتعلق بالشركة المساهمة صنعا حينما كرس هذه الاستقلالية (37(

الحسابات حق المراقبة الدائمة لحسابات الشركة بكيفية جدية و فعالة مراعــاة لمتطلبات الحياة الاقتصادية المعاصرة .

لقد اعتبر القرار موضوع التعليق أن استدلال المدعي بوثيقة هــي عبـارة عـن رسالة صادرة عن المطلوبة في النقض (المدعى عليها) ، تمنع (الموظفين) مـن إعطاء أية بيانات عن الشركة ، و بكون المقصود بها منعــه مـن معرفـة سير

الشركة ، و معرفة الأرباح و الخسائر الحاصلة سنويا ، هو استدلال يخــرج عـن دائرة ما هو مخول للمساهم الذي يحق له الطعن في مداولات و قرارات الجمعيــة العامة ، و حق المطالبة بالأرباح المستحقة غـير المستخلصة المعتـبرة بذمـة الشركة بصرف النظر عن إمكانية تقديم دعوى المسؤولية الشخصية في مواجهـة المراقب و المسير ، مستبعدا بذلك طلب إجراء خبرة عامة و شاملة مثلما هدفت إليه الدعوى للكشف عن مخالفـات تسيير الشـركة منـذ التأسـيس بدعـوى موضـوعية ، باعتبارها دعوى تخرج عن نطاق الفصل 35 من قانون 1867.

و فعلا فإن هذا الموقف المبدئ الذي قرره الس الأعلى في هـذا الصـدد و في

نازلة فريدة من نوعها يهم موضوعا شائكا و معقدا كان محـل تبـاين وجـهات

النظر بين كبار الشراح ، و أسأل مداد الكثيرين ، لم تسلم حتى التشــريعات مـن هذه التباينات ، لا بد و أن يحظى بتأييد واسه لمـا خطـه مـن مبـادئ تشـكل الأعمدة التي ينهض عليها نظام الشركة المساهمة في ظل القانون الملغى الـذي أسدل عليه الستار ، ليظهر في أفق قريب ملامح اجتـهاد قضـائي منبعـث مـن القانون الجديد المنظم للشركة المساهمة الذي كرس حماية أفضــل للأقليـة ، و (38) هو موضـوع يخرج عن نطاق هذا التعليق .

و حقا يمكن القول أن التشريع المغربي السابق المنظم للشــركة المسـاهمة مـع

تعديلاته ، سيما منها تلك الحاصلة في 1970/07/25 ، المشــار إليـها أعـلاه ، لم

يخول للأقلية من المساهمين أية إمكانية باللجوء لما يسمى بخبرة الأقلية ، مثلمــا

(37 (علي سيد قاسم – مراقب الحسابات – طبعة 1991 ، ص 63.

(38 (المادة 179 من القانون رقم 95/17 ، المتعلق بالشركة المساهمة وتنص على :

" لا يمكن إعفاء مراقب أو عدة مراقبين للحسابات من مهامهم في حالة ارتكابهم خطأ أو إذا عاقهم عائق مــهما

كان سببه ، قبل انقضاء المدة العادية لمهامهم من طرف رئيس المحكمة بصفته قاضيا للمستعجلات ، و ذلــك

بطلب من مجلس الإدارة أو مجلس الرقابة أو من مساهم أو عدة مساهمين يمثلون ما لا يقل عن عشر رأسمــال

الشركة أو من المعية العامة ".

و الملاحظ بهذا الصدد أن هذه المادة تضمنت خطأ التنصيص على مجلس الرقابة بدل مجلس الإدارة الجماعية

الذي يمتلك سلطة التصرف باسم الشركة عملا بالمادة 102 من نفس القانون

فعل التشريع الحالي بمقتضى المادة 157) 39(

دعوى الشركة أو الدعوى الجماعية للدفاع عن مصالحها وفق المنصوص عليــه

في الفصل 17 من قانون 1867 الذي اختلف الفقه و القضـــاء حـول الأسـاس في مباشرة هذه الدعوى ، فإذا كانت طبيعتها جماعية بالنظر لطبيعة الضرر الــذي ترتكز عليه ، و تأسيس التعويض المستحق المطالب به ، فإنها مـع ذلـك تظـل دعوى فردية بسبب طبيعة من يباشرها لأنها تبغى تعويض ضـــرر جمـاعي لهـا ، و بصرف النظر عــن الخـلاف حـول بالشركة ، و لو رفعت من قبل الأقلية (40(

طبيعة هذه الدعوى فإن الإجتهاد القضائي اعتبر أن من حق الأقلية تقديم هــذه الدعوى دون التفات لاشتراط الحصول على إذن أجهزة الشركة لما في ذلك مــن ، و هو اتجاه يبــدو أنــه مساس بالحق في التقاضي ، الذي هو من النظام العام (41(قد تكرس تشريعيا بمقتضى المادة 354 من قانون الشركة المساهمة (42 . (و يجـدر في هذا الصدد الإشارة إلى أن القضاء الفرنسي قد عرف نظاما مشابها لما يمكــن تسميته بنظام خبرة الأقلية المشار إليه ، قبل صدور قانون 1966/07/24 ، فكـانت المحاكم تستعين أحيانا بخبرة من أجـل التيقـن بـالخصوص مـن أن الأغلبيـة المسيطرة على الشركة كانت تنضبط و المصلحة الإجتماعية بمناسبة التسـيير ، على أن هذه الخبرة لم تكن تتم بدعوى أصلية بل بكيفية تبعية من خــلال سـير مسطرة التقاضي .

بقي أن أشير في الختام إلى أنه إذا كان مراقب الحسابات قد أوكـل لـه القـانون

المغربي الجديد للشركة المساهمة مهمة التحقق من احترام قاعدة المساواة بــين

المساهمين عملا بالفقرة الأخيرة من المادة 166 منه، فإن القانون القديم لم يكــن يتضمن مثل هذه المهمة التي اتسمت بمحدودية مثيرة بسبب الظرفية التاريخيــة التي واكبت ظهور هيأة مراقــب الحسـابات في الشـركة المسـاهمة ، فمرحلـة الصناعة الليبرالية – عندئذ – لم تكن تسمح لمثل هذا المراقب القيام بأبحاثــه و تحرياته ، و لو باسم المصلحة الجماعية ، لمــا في ذلـك مـن مسـاس بكرامـة

(39 (تخول المادة 157 لمساهم أو عدة مساهمين يمثلون ما لا يقل عن عشر رأسمال الشركة رفع طلب لرئيــس

المحكمة بصفته قاضي المستعجلات بتعيين خبير أو عدة خبراء مكلفين بتقديم تقرير عن عملية أو عدة عمليات

تتعلق بالتسيير.

(40 (الشركات التجارية في القانون المصري المقارن " الدكتور أبو زيد رضوان – طبعة 1989 – ص 640 ، الفقرة

. 192

(41 (قرار استيناف البيضاء بتاريخ 94/11/15 ، الغرفة التجارية ، عدد 3101 ، بتاريخ 94/11/15 منشور في مجلـة محاكم المغربية ، عدد 75 ص66.

(42 (تنص المادة 354 من القانون الجديد للشركة المساهمة على أنه يعتبر كأن لم يكن واردا في النظام الأساسـي

كل شرط يعلق ممارسة دعوى الشركة على الإبداء المسبق لرأي الجمعية أو على ترخيص من هذه الأخــيرة أو

يتضمن تنازلا مسبقا عن هذه الدعوى

المساهمين حسب نظرهم (43 .(في حين أنه سواء القانون القديم أو الحالي للشـركة

المساهمة لم يتضمن ما يفيد أن من بين مهام مراقب الحسابات حمايــة حقـوق

الأقلية .

....

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى(محكمة النقض) - الإصدار الرقمي دجنبر 2000 - العدد 44 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 64

القرار 1450

الصادر بتاريخ 14 يونيه 1989

ملف مدني 85/4257

التصدي... الفصل في الموضوع... الفرق بينهما

إذا قضت المحكمة الابتدائية برفض الدعوى فإن إلغاء حكمها مــن طـرف

محكمة لاستئناف لا يكون من قبيل التصدي الذي يشترط لاتخاذه أن تكـون الدعوى جاهزة و إنما من قبيل البــت في الموضـوع مـن طـرف محكمـة الدرجة الثانية للتقاضي المرفوع إليها عن طريق الاستئناف.

لهذا فإن محكمة الاستئناف لما قررت إرجاع الملف إلى المحكمة الابتدائيــة للتحقيق في الدعوى التي استنفذت سلطتها منها و أصبح موضوعــها بـين يدي محكمة الدرجة الثانية دون أن تبين الأساس القانوني لما ذهبت إليــه

يكون قضاؤها غير مرتكز على أساس.

باسم جلالة الملك

إن المجلس الأعلى(محكمة النقض)

و بعد المداولة طبقا للقانون

في شأن الوسيلة الثانية للنقض

حيث يستفاد من أوراق الملف، و من القرار المطعــون فيـه الصــادر عـن

محكمة الاستئناف بمراكش تحت عدد 100 في الملــف المـدني 84/1357 بتـاريخ

85/1/14 أن موروث المطلوبين في النقض، تقدم بدعــوى إلى ابتدائيـة ورزازات،

يعرض فيها أنه كان شريكا الطاوش عدى بن الحسن في الفندق المدعى " تدغــي

" بقرية تنغير بنسبة النصف لكل واحد بمقتضى عقد مبرم بينــهما، إلا أن هـذا

الأخير منعه من استغلال حقه في التصرف فيه و رافض إعطاء أية حسابات منـذ

69/2/12 ،و أثناء جريان المسطرة توفي المدعى، فواصل ورثته الدعوى في اسمـهم

إلى أن صدر حكم بتاريخ 79/6/20 يقضي بإجراء المحاسبة، فاســتأنفه الطـرف

المدعى عليه، و قضت محكمة الاستئناف بأكادير بعدم قبول الاستئناف بتـــاريخ 79/6/18 لكون الحكم المستأنف، حكما تمهيديا، و بعـد إنجـاز الخـبرة المقـرر إجراؤها، صدر حكم ابتدائي عن المحكمة الابتدائية بـورزازات يقضـي برفـض الطلب و أيدته محكمة الاستئناف في قرارها المؤرخ في 82/2/24 و بعد الطعن فيه بالنقض صدر قرار عن المجلس الأعلى(محكمة النقض) في الملف المدني 97346 بتـاريخ 84/2/29 يقضي بنقض القرار المطعون فيه بعلة أن أحد أعضاء الهيئة سبق له أن نظـر في القضية في المرحلة الابتدائية و بعد الإحالة، صدر القرار المطعون فيــه بتـاريخ 85/1/14 يقضي بإلغاء الحكم المستأنف و الحكم من جديد بوجود الشركة بــين الطرفين، و بأن المطلوبين في النقض محقون في الأرباح في حــدود المبلـغ الـذي دفعه موروثهم في الشركة و إرجاع الملـف إلى قـاضي الدرجـة الأولى للبـت في النازلـة بعد إنجاز الخبرة.

حيث ينعى الطاعن على القرار عدم الارتكاز على أساس بدعوى أنه قضــى بوجود الشركة بين الطرفين، و بأنها تكون في أرباحها بنســبة المبلـغ الـذي أداه موروث المطلوبين في النقض، كما قرر إحالة الملـف علـى الابتدائيـة لإجـراء المحاسبة، فهو بذلك قد بت في صلب النزاع، و في نفس الوقـت يحيـل القضيـة على المحكمة الابتدائية، و هي درجة لتخوض في النزاع من جديد، و كان المحكمة الاستئنافية أن تقوم هي بالإجراءات المترتبة عن البت في موضوع النزاع بـــإجراء الخبرة.

و من جهة أخرى فإن محكمة الاستئناف مقيدة بقرار إحالة الملف عليها مـن المجلس الأعلى(محكمة النقض) في نقطة قانونية معينة، طبقا للفصل 369 الفقرة الأخـيرة مـن قانون المسطرة المدنية و المحكمة الابتدائية قضت برفـض الطلـب، و القـرار الاستئنافي الأول أيد ذلك الحكم، و جاء قرار المجلس الأعلى(محكمة النقض) بنقض القرار لوجـود مخالفته شكلية فقط، مما يكون معه الاتجاه هو ما سار عليه الحكم الابتدائـــي و القرار الاستئنافي قبل النقض، لانعدام شــروط قيـام الشـركة، فيكـون القـرار المطعون فيه المخالف لما ذكر غير مرتكز على أساس، و معرضا للنقض.

حقا لقد ثبت ما نعته الوسيلة، ذلك أن القرار المطعون فيـه حـين إلغـاءه

للحكم المستأنف الباث في الموضوع برفض الطلب، و قضائه بقيام الشركة بين الطرفين لا يكون قضاؤه من قبيل التصدي الذي يجب لاتخاذه أن تتحقق شروط الفصل 146 من قانون المسطرة المدنية و على الأخص كون القضية جاهزة للبت فيها غير المتوفر في النازلة، لكن من قبيل البت في الموضوع المرفوع أمام محكمة الدرجة الثانية مما لا داعي معه أن يحقق الشرط المذكور.

و القرار الذي قضى بإرجاع الملف للمحكمة أدنى درجة بعد إلغاء حكمها الباث في الموضوع و ذلك للقيام بإجراءات التحقيق في الدعوى التي استنفدت سلطتها منها، و أصبح موضوعها بين يدي محكمة الدرجة الثانية فيه و دون بيان الأساس المعتمد يكون منعدم الأساس و بالتالي معرضا للنقض.

لهذه الأسباب

قضى بالنقض و الإحالة

الرئيس السيد محمد بناني، المستشار المقرر السيد أحمد العفيف، المحامي العام السيدة بنشقرون، الدفاع ذ. مقمر ذ. موفق.

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى(محكمة النقض) -الإصدار الرقمي دجنبر 2000-العدد 52 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 117

القرار عدد: 355

المؤرخ في : 17/1/1996 .

الملف المدني عدد: 94/1314

. محاسبة–إثباتها بوثيقة–عدم مناقشتها–النقض.

إذا ادعى الطاعن وقوع محاسبة بينه و بين المطلوب و دعم ادعاءه بوثيقة دون أن تتعرض لها المحكمة، فإن ذلك يجعل قرار هذه الأخيرة متسما بنقصان التعليل و يعرضه للنقض.

باسم جلالة الملك

إن المجلس الأعلى(محكمة النقض)

و بعد المداولة طبقا للقانون.

فيما يتعلق بالوسيلة الثانية.

حيث يستفاد من أوراق الملف و من القرار المطعون فيه الصادر عن محكمة الاستئناف بأكادير بتاريخ 1993/9/9 تحت رقم 1989 في الملف عدد 92/69 أن المطلوبة في النقض شركة صحراء تور أقامت دعوى أمام المحكمة الابتدائية بأكادير تعرض فيها أنه بمقتضى عقد عرفي مؤرخ في 88/9/1 تولى المدعى عليه الخضر مصطفى تسيير حقيبة تذاكر الطيران بمقر وكالتها باكادير و أنه التزم بأدائه لها بدفع عند وسط كل شهر جميع المشتريات من التذاكير لدى شركة الطيران، و جميع المبيعات للزبناء، و أنه في شهر مارس 1990 أقدم على فسخ عقد التسيير، فسلم لوائح و فواتر الوكالة إلى الطاعنة إلا أنه بعد فحص تلك الوثائق تبين أنه ترك دينا لفائدتها بمبلغ 18 941 ،183 درهما ناتج عن المشتريات من شركات الطيران، و المبالغ المستحقة من كراء الخدمات حسب المبلغ المفصل بكشف الحساب طالبة الحكم عليه بأداء المبلغ المذكور، مع التعويض، فأمرت المحكمة بإجراء خبرة و بعد إنجازها أصدرت حكمها بأداء المبلغ المطلوب، فاستأنف المحكوم عليه هذا الحكم، و أيد استئنافيا.

حيث يعيب الطاعن على القرار، نقصان التعليل و انعدام الأساس القانوني بدعوى أنه دفع أمام محكمة الاستئناف بأن عملية المحاسبة قد أجريت و نتج عنها إنجاز وثيقة الإبراء، بتاريخ 1990/5/9 و استرجع شيك و بضمان رقم 198 261 بمبلغ41،528 227 درهم و الذي كان مودعا عند المطلوبة في النقض، و الذي لم يكن من الممكن استرداده قبل تصفية الحسابات، و مع ذلك يأتي القرار التعليل مفاده أن الطاعن لم يدل بما يفيد براءة الذمة، و إجراء المحاسبة ألا

يكون الإبراء النهائي إلا نتيجة لإجراء محاسبة شاملة، و استرجاع شيك الضمان لا يكون إلا قرينة على تصفية الحسابات، و بذلك تكون المحكمة لم تعـط لوثـائق الطاعن مدلولها الحقيقي و أصبغت على الخبرة المنجزة حجة قانونية.

حيث تبين صحة ما عابته الوسيلة، ذلك أن الطـاعن دفـع أمـام محكمـة الاستئناف بأن عملية المحاسبة قد أجريت، و نتـج عنـها وثيقـة إبـراء بتـاريخ 1990/5/9 إلا أن المحكمة عللت قرارها بأن الطاعن لم يدل بما يفيد براءة ذمتـه و إجراء المحاسبة، دون التعرض إلى مضمون إبراء 1990/5/9 ،مما يجعل قرارهـا ناقص التعليل الموازي لانعدامه، و معرضا للنقض.

و حيث أنه اعتبارا لحسن سير العدالة، و مصلحة الطرفين قـرر المجلس الأعلى(محكمة النقض) إحالة القضية على نفس المحكمة المصدرة للقرار المطعون فيه.

مـن أجـل ذلـك

قضى المجلس الأعلى(محكمة النقض) بنقض القرار و بإحالة القضية على نفس المحكمـة لتبت فيه من جديد طبق للقانون، و هي متركبة مـن هيئـة أخـرى، و بتحميـل المطلوبة في النقض المصاريف.

كما قرر إثبات حكمه هذا في سجلات محكمة الاستئناف بأكادير إثـر الحكـم المطعون فيه أو بطرته.

و به صدر الحكم بالجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعــلاه بقاعـة الجلسات العادية بالمجلس الأعلى(محكمة النقض) بالرباط و كانت الهيئة الحاكمة متركبــة مـن

رئيس الغرفة السيد محمد بناني و المستشارين: محمـد الديلمـي-مقـررا أحمـد حمدوش-عبدالله زيدان–لحسن بلخنفــار–و بمحضـر المحـامي العـام السـيد عبدالواحد السراج–و بمساعدة كاتبة الضبط السيدة موجب فتيحة.

....

مجلة قضاء المجلس الأعلى(محكمة النقض)-الإصدار الرقمي دجنبر 2000-العدد 52 - مركز النشر و التوثيق القضائي ص 130

القرار عدد: 255

المؤرخ في : 14/1/98 .

الملف المدني عدد: 93/5

الحسابات الجارية–تطبيق سعر الفائدة الاتفاقية–قفل الحساب الجاري–

أثره.

إن الرصيد المدني للحسابات الجارية، إذا كان يطبق عليه أساسا أثناء سير الحساب سعر الفائدة الاتفاقية في حدود ما يقضي به قرار وزير المالية المؤرخ في 30 ماي 1988 و تطبيقا لظهير 6 يوليوز 1993 (عدل) فإنه بمجرد قفل الحساب الجاري يصبح رصيده دينا تستحق عنه الفوائد من تاريخ الإقفال

اتفاقية كانت أم قانونية و ليس في المادة 105 من ظهير 6 يوليوز 1993 ما يفيد تمتيع البنك بالفوائد البنكية في كل الحالات سواء أثناء سريان الحساب أو أثناء قفله و امتناع المدين عن أداء الرصيد السلبي و إنما

يعطي لوزير المالية حق تحديد السعر القانوني في الأقصى للفائدة الاتفاقية المدينة و الدائنة بخصوص عمليات مؤسسات الائتمان تطبيقا للفقرتين 1 ،2 من المادة 13 اللتين تهم أخيرتهما تحديد الشروط المتعلقة بمدة الائتمانات و حجمها و أسعار الفائدة المستحقة عليها و أنه من الثابت أنه لا يوجد بالملف ما يفيد وجود اتفاق بين الطرفين يقضى بتطبيق سعر الفائدة البنكية بعد قفل الحساب مما لا يحق معه للطالب المطالبة إلا بالفوائد القانونية.

باسم جلالة الملك

إن المجلس الأعلى(محكمة النقض)

و بعد المداولة طبقا للقانون.

في شأن الوسيلة الأولى

حيث يستفاد من أوراق الملف و من القرار المطعون فيه الصادر عن

استئنافية الرباط بتاريخ 26 فبراير 1992 تحت عدد 1025 في الملف 88/7383 أن

البنك الشعبي للرباط تقدم بمقال لدى ابتدائية سلا بتاريخ 8 أكتوبر 1986 يعرض

فيه أنه دائن للسيد السباعي عبدالسلام بن خليفة إلى غاية 31 يوليوز 1986

بمبلغ 93634 درهم الناتج عن رصيد حسابه المدين المفتوح لدى العارض و عن

استحقاقات غير مسددة لقرض مباشر استفاد منه بتاريخ 10 غشت 1981 حسب

مبلغ 45,81553 درهم عن رصيد الحساب المدين و مبلغ 12080درهم عن

الاستحقاقات غير المسددة عن القرض و أن مستخدمي المدعى عليه رفضوا

التوصل بالإنذار بالأداء الموجه له عن طريق قسم التبليغات القضائية بسلا ملتمسا الحكم بأداء المدعى عليه له مبلغ 25،634 93 درهم مع الفوائد البنكية المحددة في 14 ./.ابتداء من 31 يوليوز 1986 لتاريخ الأداء و الغرامة التعاقدية المنصوص عليها في الفصل التاسع من عقد القرض و المحددة في 10 ./.ابتداء من 31 يوليوز 1986 لتاريخ الأداء و مبلغ 5000 كتعويض فأصدرت المحكمة حكما تمهيديا بإجراء خبرة و بعد إنجازها قضت بأداء المدعى عليه للمدعي مبلغ 40،81553 درهم المتمخض عن أصل الدين و الفوائد حتى تاريخ 31 يوليوز 1986 تحت طائلة غرامة تهديدية قدرها 10 ./.من مجموع الدين بمقتضى اتفاق تعاقدي استأنفه الطرفان فقضت المحكمة الاستئنافية بعد الحكم بإجراء خبرة في

القضية و إنجازها بتأييد الحكم الابتدائي مع تعديله و ذلك برفع المبلغ المحكوم

به إلى 25 .93634 درهم و اعتبار الغرامة المحكومة بها المقصود بها الغرامة التعاقدية المقررة في 10 ./.و ليس الغرامة التهديدية.

حيث ينعى الطاعن على القرار المطعون فيه خرق القانون بخرق الفصل

872 من قانون الالتزامات و العقود و عدم الارتكاز على أساس قانوني و التعليل الخاطئ بدعوى أنه بمقتضى الفصل المذكور فإن فوائد المبالغ التي تتضمنها الحسابات الجارية تستحق بقوة القانون على من يكون مدينا بها من الطرفين ابتداء من يوم ثبوت تقديمها و أنه من الثابت من مستندات الملف أن العارض طالب بالحكم بالفوائد البنكية عن رصيد الحساب المدين المحصور في 31 يوليوز 1986 و المحدد في مبلغ 45,81553 درهم بمقتضى كشف الحساب و الخبرة المنجزة استئنافيا مما يكون معه محقا في الحكم له بتلك الفوائد من تاريخ حصر الحساب لغاية يوم الأداء تطبيقا للفصل 872 ق.ل. ع. و القرار بتأييده للحكم الابتدائي

القاضي برفض طلب الفوائد البنكية لم يجعل لما قضى به أساسا مـن القانون و مخالفا بذلك للمقتضيات الصريحة للفصـل المذكـور ممـا يعرضـه للنقض.

لكن حيث إن الرصيد المدين للحسابات الجارية إذا كان يطبق عليه أساسـا أثناء سير الحساب سعر الفائدة الاتفاقية في حدود ما يقضي به قرار وزير الماليـة

المؤرخ في 30 ماي 1988 و تطبيقا لظهير 6 يوليوز 1993 فإنه بمجرد قفل الحسـاب الجاري يصبح رصيده دينا تستحق عنه الفوائد من تاريخ الإقفال اتفاقية كـانت أو قانونية و ليس في المادة 105 من ظهير 6 يوليوز 1993 ما يفيـد تمتيـع البنـك بالفوائد البنكية في كل الحالات سواء أثناء سريان الحساب أو أثناء قفله و امتنــاع المدين عن أداء الرصيد السلبي، و إنما يعطي لوزير المالية حق تحديـد السـعر القانوني في الأقصى للفائدة الاتفاقيــة المدنيـة و الدائنـة بخصـوص عمليـات مؤسسات الائتمان تطبيقا للفقرتين 1 ،2 من المادة 13 اللتين تهم أخيرتهما تحديد الشروط المتعلقة بمدة الائتمانات وحجمها و أسعار الفائدة المستحقة عليـها و أنه من الثابت أنه لا يوجد بالملف ما يفيد وجود اتفاق بـين الطرفـين يقضـي بتطبيق سعر الفائدة البنكية بعد قفل الحساب مما لا يحق معه للطالب المطالبة إلا بالفوائد القانونية و المحكمة التي اعتمدت مجمل ذلك يكـون قرارهـا معلـلا تعليلا سليما و مرتكزا على أساس و غير خارق لأي مقتضى، و الوسيلة على غـير أساس.

في شـأن الوسيلة الثانيـة

حيث ينعى الطاعن على القـرار المطعـون فيـه خـرق القـانون بخـرق

مقتضيات الفصل 871 من قانون الالتزامات و العقود و عدم الارتكاز على أساس قانوني و التعليل الخاطئ بدعوى أنه بمقتضى الفصل المذكور لا تستحق الفوائـد إلا إذا كانت قد اشترطت كتابة و يفترض هذا الافتراض إذا كان أحـد الطرفـين تاجرا و أنه طالب ابتدائيا بالحكم له بالفوائد البنكية عـن الاستحقاقات غير المسددة عن القرض المباشـر و المحصـورة لغايـة 31 يوليـوز 1986 في مبلـغ 80،12080 درهم بنسبة 14 ./.ابتداء من 31 يوليـوز 1986 لتـاريخ الأداء استـنادا لعقد القرض المدلى به ابتدائيا و أكدت الخـبرة المنجـزة استـئنافيا أن مبلـغ الاستحقاقات محدد في المبلغ المذكور بتاريخ حصـر الحسـاب إلا أن المحكمـة الاستئنافية قضت للعارض بذلك المبلغ دون الفوائد بعلة أنه يتضمـن الأصـل و الفوائد حسبما أكده الخبير في حين أن الصفحة الرابعة من التقرير المدلى به مـن طرف الخبير لا تفيد ذلك فضلا عن أن الفوائد المطلوبة تخص المــدة المواليـة لحصر حساب الاستحقاقات غير المسددة و الممتدة من 31 يوليوز 1986 لغايــة يوم الأداء مما يجعل القرار المطعون فيه غير مرتكـز علـى أسـاس و عرضـه للنقض.

لكن حيث يستفاد من عقد القرض الرابط بين الطرفين أنهما اتفقا علـى أن مدة القرض هي 24 شهرا و أن مبلغ القرض مشمول بفائدة سعر 12 ./.و لا يوجد بذلك العقد ما يفيد وجود اتفاق بين الطرفين يقضي بأن مبلغ الدين سينتج بعد قفل الحساب المتعلق به فوائد بنكية بسعر 14 ./.مما لايمكن معه للبنك المطالبة بتلك الفوائد و القرار المطعون فيه الذي اعتمد مجمل ذلك يكون غير خـارق لأي مقتضى و مرتكزا على أساس و تكون الوسيلة على غير أساس.

لهـذه الأسبــاب

قضى المجلس الأعلى(محكمة النقض) برفض الطلب، و تحميل رافعه المصاريف.

....

....

....

مؤسسات الائتمان والهيئات المعتبرة في حكمها

صيغة محينة بتاريخ 29 يوليو2021

ظهير شريف رقم 1.14.193 صادر في فاتح ربيع الأول 1436 (24 ديسمبر 2014) بتنفيذ القانون رقم 103.12 المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتبرة في حكمها كما تم تعديله

الجريدة الرسمية عدد 6328 بتاريخ فاتح ربيع الآخر 1436 (22 يناير 2015)، ص 462.

تحدد شروط وكيفيات تطبيق هذه الأحكام بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان.

القسم الرابع: أحكام تتعلق بالمحاسبة وبالقواعد الاحترازية

الباب الأول: أحكام تتعلق بالمحاسبة

المادة 71

استثناء من أحكام القانون رقم 9.88 المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها، تلزم مؤسسات الائتمان بمسك محاسبتها وفق أحكام هذا الباب وحسب الشروط المحددة بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان والمجلس الوطني للمحاسبة على التوالي.

ويبدي المجلس الوطني للمحاسبة آراءه داخل أجل لا يزيد عن شهرين يحتسب من تاريخ رفع الأمر إليه.

المادة 72

يجب على مؤسسات الائتمان الموجودة مقارها الاجتماعية بالخارج والمعتمدة لمزاولة نشاطها في المغرب أن تمسك بمقار مؤسساتها الرئيسية المقامة في المغرب محاسبة للعمليات التي تقوم بها وفقا لأحكام هذا الباب.

المادة 73

يجب على مؤسسات الائتمان عند اختتام كل سنة محاسبية أن تعد في صورة فردية ومجمعة أو مجمعة فرعيا القوائم التركيبية المتعلقة بالسنة المحاسبية المذكورة.

وتلزم مؤسسات الائتمان كذلك بإعداد الوثائق المذكورة عند نهاية النصف الأول من كل سنة محاسبية.

وتوجه القوائم التركيبية إلى بنك المغرب وفق الشروط التي يحددها.

المادة 74

يجب على مؤسسات الائتمان أن تمسك بيانات محاسبية وقوائم ملحقة وكل وثيقة أخرى تساعد بنك المغرب على إجراء المراقبة المعهود بها إليه بموجب هذا القانون أو بموجب أي نص تشريعي آخر معمول به.

ويتم إعداد الوثائق المذكورة وتبليغها إلى بنك المغرب وفق الشروط التي يحددها.

المادة 75

يجب على مؤسسات الائتمان أن تنشر القوائم التركيبية المشار إليها في المادة 73 أعلاه وفق الشروط المحددة بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان.

يتحقق بنك المغرب من أن عملية النشر المذكورة قد أنجزت بصورة منتظمة، ويأمر المؤسسات المعنية بنشر استدراكات إذا لوحظت في الوثائق المنشورة بيانات غير صحيحة أو إغفالات.

ويمكن لبنك المغرب بمبادرة منه، أن يقوم بنشر القوائم التركيبية للمؤسسات المذكورة بعد استطلاع رأي اللجنة التأديبية لمؤسسات الائتمان.

....

ملحق القوانين :

....

الجريدة الرسمية عدد 4183 بتاريخ 1992/12/30 الصفحة 1867

القواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها

صيغة محينة بتاريخ 27 فبراير 2006

القانون رقم 9.88 المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها

كما تم تعديله:

القانون رقم 44.03 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.05.211 بتاريخ 15 من محرم 1427 (14 فبراير 2006)؛ الجريدة الرسمية عدد 5399 بتاريخ 28 محرم 1427 (27 فبراير 2006)، ص 522.

ظهير شريف رقم 1.92.138 صادر في 30 من جمادى الآخرة 1413 (25 ديسمبر 1992) بتنفيذ القانون 9.88 المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف- بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماه الله وأعز أمره أننا،

بناء على الدستور ولا سيما الفصل 26 منه،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي:

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية عقب ظهيرنا الشريف هذا القانون رقم 9.88 الصادر عن مجلس النواب في 4 صفر 1413 (4 أغسطس 1992) المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها.

وحرر بفاس في 30 من جمادى الآخرة 1413 (25 ديسمبر 1992).

وقعه بالعطف:

الوزير الأول،

محمد كريم العمراني.

قانون رقم 9.88 يتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها

المادة الأولى

يجب على كل شخص طبيعي أو معنوي له صفة تاجر بمدلول هذه الكلمة في قانون التجارة أن يمسك محاسبته وفق القواعد التي ينص عليها هذا القانون والبيانات الواردة في الجداول الملحقة به.

وعليه لهذه الغاية أن يسجل في محاسبته جميع الحركات المتعلقة بأصول وخصوم منشأته، مرتبة تبعا لتسلسلها الزمني، عملية عملية ويوما بيوم.

يتضمن تسجيل الحركة في المحاسبة بيان مصدرها ومحتواها والحساب المتعلقة به ومراجع المستند الذي يثبتها.

يجوز أن تسجل بصورة مختصرة في مستند إثبات وحيد العمليات التي تكون متماثلة في طبيعتها وتنجز في نفس المكان وخلال نفس اليوم.

غير أنه يمكن للأشخاص الطبيعيين الذين لا يتجاوز رقم أعمالهم السنوي مليوني درهم (2.000.000 درهم) باستثناء وكلاء التأمينات القيام بما يلي:

- تسجيل جميع العمليات يوما بيوم مرتبة تبعا لتسلسلها الزمني في تاريخ تحصيل العائدات أو تاريخ دفع التكاليف؛

- تسجيل جميع ما لهم أو ما عليهم من ديون في تاريخ اختتام الدورة المحاسبية في لائحة تلخيصية فيها هوية الزبناء والموردين ومبلغ الديون المتعلقة بهم؛

- تسجيل المصاريف الضئيلة كلما دعت الضرورة على أساس مستندات إثبات داخلية يوقعها التاجر المعني بالأمر.

المادة 2

يكون كل تسجيل من التسجيلات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه في صورة قيد يتضمنه سجل يسمى "دفتر اليومية ".

يتعلق كل قيد كل الأقل بحسابين ويقيد في الجانب المدين لأحدهما نفس المبلغ الذي يقيد في الجانب الدائن من الحساب الآخر.

تنقل قيود دفتر اليومية إلى سجل يسمى " دفتر الأستاذ" وتسجل فيه وفق قائمة حسابات التاجر.

يجب أن تتضمن قائمة الحسابات أقساما لحسابات وضعية المنشأة وأقساما لحسابات الادارة وأقساما للحسابات الخاصة وفق ما هو محدد في الجداول الملحقة بهذا القانون.

غير أنه يعفى الأشخاص الطبيعيون المشار إليهم في الفقرة 5 من المادة 1 أعلاه من مسك دفتر الأستاذ إذا كان بالإمكان إعداد الميزان التلخيصي للحسابات مباشرة من دفتر اليومية.

المادة 3

يجوز تفصيل دفتر اليومية ودفتر الأستاذ إلى عدة سجلات تابعة لهما تسمى "دفاتر يومية مساعدة " و"دفاتر مساعدة " وذلك بحسب ما تدعو إليه أهمية أو متطلبات المنشأة.

يجب تجميع القيود المسجلة في دفاتر اليومية المساعدة والدفاتر المساعدة مرة كل شهر في دفتر اليومية ودفتر الأستاذ.

غير أنه يؤذن للأشخاص الطبيعيين المشار إليهم في الفقرة 5 من المادة 1 أعلاه أن يقوموا بتجميع القيود المسجلة في دفاتر اليومية المساعدة مرة في كل دورة محاسبية عند اختتام هذه الدورة.

المادة 4

يجب على الأشخاص الخاضعين لهذا القانون الذين يتعدى رقم أعمالهم السنوي عشرة ملايين درهم (10.000.000درهم) أن يضعوا دليلا يهدف إلى وصف التنظيم المحاسبي المعمول به في منشآتهم.

المادة 5

يجب وضع جرد يتضمن قيمة عناصر أصول المنشأة وخصومها على الأقل مرة في كل دورة محاسبية عند آخر هذه الدورة.

المادة 6

يجب مسك دفتر جرد تقيد فيه موازنة كل دورة محاسبية وحساب عائداتها وتكاليفها.

المادة 7

مدة الدورة المحاسبية اثنا عشر شهرا، ويجوز بصورة استثنائية أن تكون أقل من ذلك.

المادة 8

يرقم ويوقع كاتب الضبط بالمحكمة الابتدائية التابع لها مقر المنشأة حسب الإجراءات العادية ومن غير مصاريف، دفتر اليومية ودفتر الجرد، ويخصص لكل دفتر رقم ينقله كاتب الضبط في سجل خاص.

غير أن الأشخاص الطبيعيين المشار إليهم في الفقرة 5 من المادة 1 أعلاه غير ملزمين بترقيم وتوقيع دفتر اليومية ودفتر الجرد من طرف كاتب الضبط لدى المحكمة المختصة شريطة أن يتم الاحتفاظ بهذه الدفاتر وبالموازنة وحساب العائدات والتكاليف لمدة عشر سنوات.

المادة 9

مع مراعاة الأحكام المنصوص عليها في المواد 19 و20 و21 من هذا القانون، يجب على الأشخاص الخاضعين لأحكامه إعداد قوائم تركيبية سنوية، عند اختتام الدورة المحاسبية، ويكون ذلك على أساس بيانات المحاسبة والجرد المقيدة في دفتر اليومية ودفتر الأستاذ ودفتر الجرد.

وتتضمن القوائم التركيبية المشار إليها أعلاه لموازنة وحساب العائدات والتكاليف وقائمة أرصدة الادارة وجدول التمويل وقائمة المعلومات التكميلية، وتشكل هذه القوائم كلا لا يتجزأ.

المادة 10

تبين الموازنة بصورة منفصلة عناصر أصول المنشأة وخصومها.

يتضمن حساب العائدات والتكاليف، بصورة إجمالية، عائدات وتكاليف الدورة المحاسبية دون مراعاة تاريخ تحصيل العائدات أو تاريخ دفع التكاليف.

تتضمن قائمة أرصدة الإدارة مكونات النتيجة الصافية ومكونات التمويل الذاتي.

يبرز جدول التمويل التطور المالي للمنشأة خلال الدورة المحاسبية، وذلك ببيان الموارد التي توفرت لها والاستخدامات التي خصصتها لها.

تكمل وتشرح قائمة المعلومات التكميلية المعلومات الواردة في الموازنة وحساب العائدات والتكاليف وقائمة أرصدة الإدارة وجدول التمويل.

المادة 11

يجب أن تكون القوائم التركيبية صورة صادقة لأصول المنشأة وخصومها ولوضعيتها المالية ونتائجها.

ولهذه الغاية، يجب أن تتضمن كل المعلومات اللازمة التي تجعل منها صورة صادقة لأصول المنشأة وخصومها ووضعيتها المالية ونتائجها.

إذا كان تطبيق قاعدة محاسبية لا يكفي لتكوين صورة صادقة عن حالة المنشأة وفق ما تنص عليه هذه المادة، يجب استدراك ذلك عن طريق الإدلاء بمعلومات تكميلية.

المادة 12

تتضمن الموازنة وحساب العائدات والتكاليف وقائمة أرصدة الإدارة وجدول التمويل كتلا تتفرع إلى فصول تتجزؤ بدورها إلى بنود.

المادة 13

لا يجوز تغيير شكل تقديم القوائم التركيبية وطريقة التقويم المتبعة من دورة محاسبية إلى أخرى.

في حالة حدوث تغييرات، يجب وصفها وتبريرها في قائمة المعلومات التكميلية.

المادة 14

تقيد السلع عند دخولها للمنشأة بكلفة تملكها إذا كان تملكها بعوض، وبقيمتها الحالية إذا كان تملكها بغير عوض، وبكلفة إنتاجها إذا كانت من إنتاج المنشأة.

السندات الممتلكة بعوض تقيد في تاريخ دخولها للمنشأة بثمن شرائها.

الديون المطلوبة للمنشأة والمطلوبة منها والأموال الجاهزة تقيد بالمحاسبة في تاريخ دخولها للمنشأة، ويكون ذلك بمبلغها الإسمي، وتحول الديون المطلوبة للمنشأة والمطلوبة منها والأموال الجاهزة المحررة بعملة أجنبية إلى العملة الوطنية في تاريخ دخولها للمنشأة.

يجب أن تكون قيمة إدخال عناصر الأصول الثابتة التي يكون استخدامها محدودا في الزمن محل تصحيح يدخل عليها في صورة استهلاك.

ويتم الاستهلاك بتوزيع المبلغ القابل له من قيمة الأصول الثابتة على المدة التي تقدر المنشأة أنها تستطيع خلالها استخدام تلك الأصول بحسب تصميم الاستهلاك الذي تعده لذلك.

تستخلص القيمة الصافية من استهلاكات الأصول الثابتة بطرح مبلغ مجموع الاستهلاكات المتعلقة بها من قيمتها في تاريخ دخولها المنشأة.

تقارن في تاريخ الجرد القيمة الحالية للعناصر بقيمتها في تاريخ دخولها للمنشأة إذا كانت غير قابلة للاستهلاك وبقيمتها صافية من الاستهلاكات بعد إجراء استهلاك الدورة المحاسبية إذا كانت من الأصول الثابتة القابلة للاستهلاك.

لا يقيد في المحاسبة إلا ناقص القيمة المستخلص من هذه المقارنة، وذلك إما في صورة استهلاكات استثنائية إذا كان نقصان القيمة نهائيا وإما في صورة مخصصات لمواجهة تدني القيمة إذا لم يكن نهائيا.

يقصد بالقيمة المحاسبية الصافية لعناصر الأصول إما قيمتها في تاريخ دخولها للمنشأة أو قيمتها صافية من الاستهلاكات إذا كانت قيمتها الحالية تفوقها أو تساويها وإما قيمتها الحالية إذا كانت هذه القيمة تقل عن قيمة دخولها للمنشأة أو قيمتها صافية من الاستهلاكات.

إذا أعيد تقويم جميع الأصول الثابتة المادية والمالية فإن الفرق الناتج عن ذلك بين القيمة الحالية والقيمة المحاسبية الصافية لا يجوز استخدامه لتعويض الخسائر، بل يجب قيده في خصوم الموازنة على حدة.

تقوم السلع المثلية إما بمتوسط تكلفة امتلاكها أو إنتاجها وإما باعتبار أن أول سلعة خارجة هي أول سلعة داخلة.

غير أنه يؤذن للأشخاص الطبيعيين المشار إليهم في الفقرة 5 من المادة 1 أعلاه القيام بما يلي:

- إجراء تقييم مبسط للمخزونات التي تم شراؤها والسلع المنتجة بتقدير تكلفة الشراء أو تكلفة الإنتاج أو على أساس ثمن البيع مع طرح مبلغ يعادل هامش الربح المعمول به؛

- حساب استهلاك الأصول الثابتة بطريقة خطية مبسطة.

المادة 15

يجب قيد الحركات والمعلومات في الحسابات أو البنود الملائمة، ويكون ذلك بأسمائها الصحيحة ودون إجراء مقاصة فيما بينها.

يجب أن يكون تقويم عناصر الأصول منفصلا عن تقويم عناصر الخصوم.

لا يجوز إجراء مقاصة بين بنود الأصول والخصوم في الموازنة أو بين بنود العائدات والتكاليف في حساب العائدات والتكاليف.

يجب أن تكون موازنة افتتاح الدورة المحاسبية مماثلة لموازنة اختتام الدورة المحاسبية السابقة.

المادة 16

لا تقيد العائدات في المحاسبة إلا بعد اكتساب المنشأة لها نهائيا، ويجب قيد التكاليف إذا كانت محتملة.

يجب القيام بالاستهلاكات وتوفير المخصصات الضرورية ولو في حالة عدم وجود أرباح أو قصور الموجود منها عن الوفاء بذلك.

يجب اعتبار المخاطر والتكاليف الناشئة خلال الدورة المحاسبية أو دورة محاسبية سابقة ولو علمت بين تاريخ اختتام الدورة المحاسبية وتاريخ إعداد القوائم التركيبية.

المادة 17

يقتصر القيد في القوائم التركيبية على الأرباح المحققة عند اختتام الدورة المحاسبية، ويجوز أيضا قيد الربح المحقق عن عملية أنجزت جزئيا إذا كانت مدتها تزيد على سنة وكان تحققها يقينيا وأمكن تقدير ربحها الإجمالي على وجه يؤمن معه الوقوع في الخطأ بصورة كافية.

المادة 18

يجب إعداد القوائم التركيبية خلال مدة أقصاها ثلاثة أشهر من تاريخ اختتام الدورة المحاسبية، اللهم إلا إذا حال دون ذلك طروء ظروف استثنائية يجب تبريرها في قائمة المعلومات التكميلية.

تجب الإشارة إلى تاريخ إعداد القوائم التركيبية في قائمة المعلومات التكميلية

المادة 19

يجوز العدول عن قاعدة من القواعد المحاسبية المنصوص عليها في هذا القانون إذا كان من شأن تطبيقها أن يحول بسبب وجود حالات خاصة بالمنشأة دون إعطاء صورة أمينة عن أصولها وخصومها أو عن وضعها المالي أو نتائجها، ويشار في قائمة المعلومات التكميلية إلى القاعدة المعدول عنها مع بيان الأسباب الداعية إلى ذلك ومدى تأثيره في أصول وخصوم المنشأة ووضعها المالي ونتائجها.

يجب أن تتضمن قائمة المعلومات التكميلية بيان الأسباب الداعية إلى تغيير تاريخ اختتام الدورة المحاسبية.

المادة 20

إذا توفرت شروط توقف المنشأة عن نشاطها كليا أو جزئيا يجوز للخاضعين لهذا القانون أن يضعوا قوائم تركيبية وفق مناهج مغايرة للمناهج المنصوص عليها فيه.

وفي هذه الحالة، يجب عليهم أن يبينوا في قائمة المعلومات التكميلية المناهج التي اعتمدوها.

المادة 21

يعفى من إعداد قائمة أرصدة الإدارة وجدول التمويل وقائمة المعلومات التكميلية الخاضعون لهذا القانون الذين يكون رقم أعمالهم السنوي يساوي عشرة ملايين درهم (10.000.000درهم) أو يقل عن ذلك.

يؤذن للأشخاص المشار إليهم في الفقرة أعلاه بإعداد الموازنة وحساب العائدات والتكاليف واعتماد إطار محاسبي وفق النموذج المبسط المرفق بهذا القانون.

المادة 22

تحرر الوثائق المحاسبية بالعملة الوطنية.

يحتفظ بالوثائق المحاسبية والمستندات الإثباتية طوال عشر سنوات.

يجب إعداد ومسك الوثائق المحاسبية المتعلقة بتسجيل العمليات والجرد دون بياض أو تحريف مهما كان نوعه.

المادة 23

لإدارة الضرائب أن ترفض قبول المحاسبات التي لا تكون ممسوكة وفق الأشكال المقررة في هذا القانون والجداول الملحقة به.

المادة 24

يجب على الخبراء المحاسبين والمحاسبين المعتمدين وغيرهم من الأشخاص الذين يحترفون مهنة مسك محاسبات الخاضعين لهذا القانون أن يتقيدوا بالأحكام الواردة فيه وفي ملحقه فيما يتعلق بمسك محاسبات المنشآت الموكول إليهم أمرها.

المادة 25

تنسخ عند دخول هذا القانون حيز التنفيذ الفصول 10 و11 و12 و13 من قانون التجارة الصادر بالظهير الشريف المؤرخ ب 9 رمضان 1331 (12 أغسطس 1913) وتنصرف بحكم القانون الإحالات إليها في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل إلى الأحكام المقابلة لها في هذا القانون.

المادة 26

تدخل أحكام هذا القانون حيز التنفيذ ابتداء من الدورة المحاسبية الثانية بعد تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

البيانات الختامية

النظام العادي

الحصيلة (الأصول)

(النظام العادي)

دورة محاسبية اختتمت في..................

الأصول الثابتة

الأصول

الدورة المحاسبية

الدورة المحاسبية السابقة

إجمالي

استهلاكات ومخصصات

صاف

صاف

قيم معدومة ملحقة بالأصول الثابتة (أ)

* مصاريف تمهيدية

* تكاليف التوزيع على عدة دورات محاسبية

*مكافآت تسديد سندات افتراضية

حقوق معنوية ملحقة بالأصول الثابتة (ب)

* البحث والتنمية

البيانات الختامية

النظام العادي

الحصيلة (الأصول)

(النظام العادي)

دورة محاسبية اختتمت في..................

الحصيلة (الأصول)

(النظام العادي)

(تابع)

دورة محاسبية اختتمت في...................

الحصيلة (الخصوم)

(النظام العادي)

دورة محاسبية اختتمت في......

الحصيلة (الخصوم)

(النظام العادي) - تابع

دورة محاسبية اختتمت في....................

الحصيلة (الخصوم)

(النظام العادي)

دورة محاسبية اختتمت في.....

الحصيلة (الخصوم)

(النظام العادي) - تابع

دورة محاسبية في اختتمت........

حساب العائدات والتكاليف (دون الرسوم)

(النظام العادي)

دورة محاسبية من................ إلى ....

حساب العائدات والتكاليف (دون الرسوم)

(النظام العادي) – (تابع)

دورة محاسبية من...............إلى...........

بيان أرصدة الإدارة

دورة محاسبية من........... إلى...............

أولا – جدول تكوين النتائج

بيان أرصدة الإدارة

(تابع)

دورة محاسبية من...............إلى. ....

ثانيا – قدرة التمويل الذاتي – التمويل الذاتي

جدول تمويل الدورة المحاسبية

(النظام العادي)

قائمة المعلومات التكميلية

أ) المبادئ والمناهج المحاسبية:

أ 1. مناهج رئيسية للتقويم خاصة بالمنشأة؛

أ 2. قائمة الاستثناءات ؛

أ 3. قائمة تغييرات المناهج.

ب) معلومات تكميلية في الحصيلة وحساب العائدات والتكاليف:

ب 1. تفاصيل القيم المعدومة؛

ب 2. جدول الأصول الثابتة ؛

ب 2 مكرر. جدول الاستهلاكات ؛

ب 3. جدول زائد أو ناقص القيم عن تنازلات أو سحوب تتعلق بأصول ثابتة ؛

ب 4. جدول سندات المساهمة ؛

ب 5. جدول المخصصات ؛

ب 6. جدول الدائنيات ؛

ب 7. جدول الديون ؛

ب 8. جدول الضمانات العينية المقدمة أو المتلقاة ؛

ب 9. تعهدات مالية متلقاة أو مقدمة خارج عمليات ائتمان الإيجار ؛

ب 10. جدول السلع المتعلق بها ائتمان الإيجار ؛

ب 11. تفاصيل بنود حساب العائدات والتكاليف؛

ب 12. الانتقال من النتيجة الصافية المحاسبية إلى النتيجة الصافية الضريبية ؛

ب 13. تحديد النتيجة الجارية بعد الضرائب ؛

ب 14. تفاصيل الضريبة على القيمة المضافة.

ج) معلومات تكميلية أخرى:

ج 1. بيان توزيع رأس مال الشركة؛

ج 2. جدول أرصاد النتيجة الحاصل خلال الدورة المحاسبية؛

ج 3. نتائج وعناصر أخرى مميزة للمنشأة خلال

الدورات المحاسبية الثلاثة الأخيرة؛

ج 4. جدول عمليات بالعملات أدرجت في المحاسبة خلال الدورة المحاسبية؛

ج 5. التاريخ والأحداث اللاحقة.

قائمة المعلومات التكميلية

(النظام العادي)

أ) المبادئ والمناهج المحاسبية:

1. مناهج رئيسية للتقويم خاصة بالمنشأة مع توضيح المنهج المعتمد إن اقتضى الحال ذلك عندما تنص القواعد المحاسبية على جواز الاختيار بين مناهج عديدة (قائمة أ 1)؛

2. الإشارة إلى استثناءات من : (قائمة أ 2) :

- المبادئ المحاسبية الأساسية؛

- مناهج التقويم ؛

- قواعد تهيئ وتقديم البيانات الختامية.

يجب تبرير هذه الاستثناءات مع الإشارة إلى تأثيرها على أصول وخصوم المنشأة وعلى وضعيتها المالية وعلى نتائجها.

3. في حالة تغيير المناهج من دولة محاسبية لأخرى، يبرر التغيير مع الإشارة إلى تأثيره على أصول وخصوم المنشأة وعلى وضعيتها المالية وعلى نتائجها (قائمة أ 3).

ب) معلومات تكميلية في الحصيلة وحساب العائدات والتكاليف

قوائم من ب 1 إلى ب 14

ج) معلومات تكميلية أخرى

قوائم من ج 1 إلى ج 5

....

الجريدة الرسمية عدد 6388 الصادرة بتاريخ 4 ذو القعدة 1436 (20 أغسطس 2015)

ظهير شريف رقم 1.15.111 صادر في 18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015) بتنفيذ القانون رقم 127.12 المتعلق بتنظيم مهنة محاسب معتمد

وبإحداث المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولاسيما الفصلين 42 و 50 منه ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 127.12 المتعلق بتنظيم مهنة محاسب معتمد وبإحداث المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بتطوان في 18 من شوال 1436 (4 أغسطس 2015).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الاله ابن كيران.

قانون رقم 127.12

يتعلق بتنظيم مهنة محاسب معتمد وبإحداث المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين

القسم الأول

مهنة محاسب معتمد

الباب الأول

الأعمال المهنية التي يزاولها المحاسبون المعتمدون

المادة 1

المحاسب المعتمد هو من تكون مهنته الاعتيادية مسك محاسبات المقاولات والهيئات التي تلجأ إلى خدماته والتي لا يرتبط معها بعقد عمل وتجميع تلك الحسابات وفتحها وحصرها وتتبعها وتصحيحها.

يمكن للمحاسب المعتمد أن يقوم كذلك بما يلي :

- تحليل النظم المحاسبية وتنظيمها ؛
- فتح المحاسبات ومسكها وتقويمها ومركزتها وتتبعها وحصرها؛
- إبداء المشورة والقيام بالأعمال ذات الطابع القانوني والضريبي والاقتصادي والمالي والتنظيمي والمتعلقة بنشاط المقاولات والهيآت.

يجب على المقاولات التي لا تتوفر على محاسب أجير أن تلجأ إلى خدمات خبير محاسب أو محاسب معتمد لمسك محاسبتها.

يمكن استثناء الشركات الصغيرة والصغيرة جدا، كما تم تعريفها في إطار القوانين الجاري بها العمل، التي تستفيد من خدمات مراكز تدبير المحاسبة المعتمدة التابعة لغرف التجارة والصناعة والخدمات.

المادة 2

يطبق المحاسبون المعتمدون لأجل القيام بالمهام المنوطة بهم، القوانين والأنظمة الجاري بها العمل وكذا الأعراف السائدة في المهنة ويراعون التوصيات الصادرة عن الهيآت والمنظمات المختصة والإدارات.

المادة 3

لا يجوز لأحد أن يحمل لقب محاسب معتمد وأن يزاول المهنة بصفة حرة إذا لم يكن مقيدا في جدول منظمة المحاسبين المعتمدين المحدثة بموجب القسم الثاني من هذا القانون.

لا يجوز لأحد أن يستعمل تسمية مكتب محاسبة أو وكالة محاسبية أو شركة محاسبية إذا لم يكن مقيدا في جدول المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين تحت طائلة تطبيق العقوبات الجنائية، مع استثناء الخبراء المحاسبين المقيدين في جدول الهيئة طبقا للقانون رقم 15.89 المتعلق بتنظيم مهنة الخبرة المحاسبية وإنشاء هيئة الخبراء المحاسبين.

الباب الثاني

طرق مزاولة المهنة

المادة 4

يمكن أن تزاول مهنة محاسب معتمد :

- بطريقة مستقلة، وذلك إما بصورة فردية وإما ضمن شركة تتكون من محاسبين معتمدين؛

- أو بصفة أجير لدى محاسب معتمد مستقل أو شركة محاسبين معتمدين.

المادة 5

يجب على المحاسبين المعتمدين الذين يزاولون المهنة بصورة مستقلة أن يقوموا بذلك باسمهم الحقيقي لا باسم مستعار كيفما كان.

المادة 6

لا يجوز للمحاسبين المعتمدين الأجراء أن يزاولوا مهنتهم إلا بمقتضى عقد بينهم وبين محاسب معتمد مستقل أو شركة من الشركات المنصوص عليها فى المادتين 7 و 8 من هذا القانون، ويجب أن يحترم العقد الاستقلالية المهنية للأجير وأن يؤشر عليه رئيس المجلس الجهوي مع إخبار رئيس المجلس الوطني للمنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين.

المادة 7

يجوز للمحاسبين المعتمدين أن يؤسسوا شركات أشخاص لمزاولة مهنتهم بشرط أن يكون جميع المشاركين فيها أعضاء في المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين.

المادة 8

يجوز للمحاسبين المعتمدين أن يؤسسوا من أجل مزاولة مهنتهم شركات بالأسهم أو شركات ذات مسؤولية محدودة بشرط :

1. أن يتمثل غرض هذه الشركات حصرا في مزاولة المهام المنوطة بالمحاسب المعتمد ؛

2. أن تكون ثلاثة أرباع أسهمها أو حصصها، حسب الحالة، مملوكة على الأقل لمحاسبين معتمدين مقيدين في جدول المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين ؛

3. أن تختار متصرفيها أو مسيريها أو وكلائها المفوضين من بين المحاسبين المعتمدين المشاركين فيها ؛

4. أن تكون أسهمها اسمية عندما يتعلق الأمر بشركات أسهم ؛

5. أن يشترط لانضمام شركاء جدد إليها الموافقة المسبقة لمجلس الإدارة أو الجهاز التداولي أو أصحاب الحصص ؛

6. ألا تكون مرتبطة بعلاقة تبعية ولو غير مباشرة مع أي شخص ذاتي أو اعتباري.

المادة 9

لا تنحل الشركة في حالة وفاة واحد أو أكثر من الشركاء أو الحكم بغيبته أو بالحجر عليه أو وجود صعوبات بالمقاولة أو تصفية ذلك الشريك تصفية قضائية أو شطب اسمه من جدول المنظمة المهنية أو خروجه من الشركة، بل تستمر بين الشركاء الباقين ما لم ينص على غير ذلك في نظامها الأساسي.

المادة 10

يجب على ممثل الشركة الذي يحدده نظامها الأساسي أن يخبر المجلس الوطني للمنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين بالتأسيس النهائي للشركة وذلك داخل الشهر الموالي لإنجاز ذلك الإجراء، وأن يطلعهما على أسماء الشركاء ويدلي بما يثبت قيدهم في جدول المنظمة المعنية وببيان عن توزيع رأس مال الشركة واسم مسيرها أو متصرفها أو وكيلها المفوض.

كل تغيير يطرأ على عنصر من العناصر المذكورة أعلاه خلال وجود الشركة يجب إبلاغه داخل الشهر الذي يطرأ فيه إلى علم المجلس الجهوي للمنظمة المهنية ، ويتولى القيام بهذا الإجراء ممثل الشركة الذي يحدده نظامها الأساسي.

المادة 11

يجوز للمجلس الوطني للمنظمة المهنية أن يطلب من القضاء حل كل شركة محاسبين معتمدين تكون مخالفة للأحكام المنصوص عليها في هذا القانون، وذلك دون الإخلال بالحالات التي يمكن أن ينجز فيها الحل بموجب التشريع الجاري به العمل.

المادة 12

لا يجوز لمحاسب معتمد أن يكون مسيرا أو عضو مجلس إدارة أو مجلس رقابة في أكثر من شركة واحدة من الشركات الأعضاء في المنظمة.

الباب الثالث

الواجبات المفروضة على المحاسبين المعتمدين والأعمال التي تتنافى

ومهنتهم أو يمنع عليهم القيام بها

المادة 13

يتحمل المحاسبون المعتمدون فى جميع الحالات مسؤولية الأعمال التي ينجزونها كيفما كانت طريقة مزاولتهم لمهنتهم.

ويجب عليهم أن يتقيدوا بالأحكام التشريعية والتنظيمية التي تتعلق بمزاولة مهنتهم وأن يراعوا مقتضيات النظام الداخلي للمنظمة المعنية للمحاسبين المعتمدين.

المادة 14

يجب على المحاسبين المعتمدين اكتتاب وثيقة تأمين وفق كيفيات تحدد فى النظام الداخلى لضمان المسؤولية المدنية والمهنية التي قد يتعرضون لها بسبب قيامهم بالأعمال المنصوص عليها في المادة الأولى من هذا القانون.

المادة 15

لا تعول مسؤولية شركات المحاسبين المعتمدين دون مسؤولية كل واحد من أعضائها عن الأعمال التي ينفذها بنفسه لحساب الشركات المذكورة.

المادة 16

باستثناء الأعمال ذات الصبغة العلمية والفنية والأدبية، تتنافى مزاولة مهنة محاسب معتمد مع القيام بأي نشاط أو عمل من شأنهما أن يمسا باستقلال المحاسب المعتمد، وبوجه خاص مع :

- ممارسة أي عمل مأجور ما عدا في الحالات المنصوص عليها فى المادة 6 أعلاه؛

- القيام بعمل من أعمال التجارة أو الوساطة ما عدا تلك التي ترتبط ارتباطا مباشرا بمزاولة المهنة ؛

- أي انتداب لإدارة شركة ذات غرض تجاري؛

- أي وكالة تجارية.

يجب على المحاسب المعتمد، في حالة مزاولته لإحدى الأنشطة أو الأعمال المذكورة أعلاه، تعليق عضويته ابتداء من تاريخ مزاولته الأ نشطة الجديدة.

المادة 17

يمنع على المحاسبين المعتمدين القيام بأي إشهار شخصي ولا يجوز لهم أن يذكروا إلا المؤهلات والشهادات التي يحملونها وتحدد تفاصيل الأحكام المنصوص عليها أعلاه وكيفية تطبيقها في مدونة الواجبات المهنية وفي النظام الداخلي اللذان تضعهما المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين و اللذان يصادق عليهما بمرسوم.

المادة 18

يتقاضى المحاسبون المعتمدون الممارسون بصفة مستقلة مقابل أتعاب عن الأعمال التي يقومون بها في نطاق اختصاصاتهم على أساس اتفاق أو عقد، ولا يجوز لهم أن يأخذوا من الغير أي أجرة أخرى ولو غير مباشرة بأي صفة كانت، ويتقاضى المحاسبون المعتمدون الأجراء لدى زميل لهم أو لدى شركة محاسبين معتمدين من رب العمل التابعين له أجرا عن الأعمال التي يقومون بها لحسابه ولا يجوز لهم أن يقبضوا أي أجر آخر.

القسم الثاني

المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين

الباب الأول

أحكام عامة

المادة 19

تحدث" منظمة مهنية للمحاسبين المعتمدين " تتمتع بالشخصية المعنوية ويشار إليها بعده ب " المنظمة"، ويجب أن يطلب القيد فيها جميع الأشخاص الذين يريدون أن يزاولوا بشكل حر الأعمال المشار إليها في المادة الأولى من هذا القانون بصفتهم محاسبين معتمدين.

الباب الثاني

القيد في جدول المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين

المادة 20

لا يجوز أن يقيد أي شخص في جدول المنظمة إلا إذا توافرت فيه الشروط التالية :

- أن يكون مغربيا ؛
- أن يبلغ من العمر 21 سنة كاملة على الأقل ويكون متمتعا بحقوقه المدنية ؛
- ألا يكون محكوما عليه بعقوبة جنائية أو جنحية مشار إليها فى التشريع الجارى به العمل من أجل أفعال مخلة بالشرف والاستقامة والآداب العامة؛
- أن يكون مسجلا في القائمة التي تعدها اللجنة المحدثة بموجب المادة 101 أدناه وفقا للمادة 102 من هذا القانون.

يقيد كذلك الأشخاص المشار إليهم في المادة 21 والمادة 103 أدناه والذين اجتازوا بنجاح اختبارات امتحان الأهلية المهنية السنوي المشار إليه في تلك المادة.

المادة 21

يحق القيد في جدول المنظمة المهنية للمحاسبين المعتمدين للأشخاص الذي يستوفون الشروط التالية :

- الحصول على الاجازة أو ما يفوقها من التعليم العمومي المغربي في العلوم الاقتصادية أو المالية أو المحاسبة أو تدبيرا لمقاولات والمحددة بنص تنظيمي أوكل دبلوم معترف بمعادلته لهذا الدبلوم؛
- اجتياز بنجاح اختبارات امتحان الأهلية المنظم سنويا والذي ستحدد كيفياته التطبيقية والإدارية بنص تنظيمي؛
- قضاء فترة تدريب لا تقل مدتها عن سنتين لدى محاسب معتمد.

-        وفى حالة عدم حصول المرشح على فرصة تدريب، يعهد إلى المنظمة تعيين المحاسب المعتمد الذي يعهد إليه الإشراف على تدريب المرشح، وإذا تعذر ذلك على المنظمة، يمكن للمرشح اللجوء إلى الوزارة المكلفة بالمالية لتعيين محاسب معتمد مشرف على تدريب المعني بالأمر، وتحدد بنص تنظيمي كيفيات إنجاز هذا التدريب.

المادة 22

يجب على المحاسبين المعتمدين الراغبين في مزاولة المهنة بصفة أجراء أن يقدموا إلى المنظمة نسخة مشهودا بمطابقتها للأصل من عقد العمل المبرم بينهم وبين زميلهم أو شركة المحاسبين المعتمدين التي يريدون العمل بها.

المادة 23

تقيد شركات المحاسبين المعتمدين المؤسسة وفق أحكام هذا القانون في جدول المنظمة بطلب من مسيريها أو متصرفيها أو وكلائها المفوضين.

ويتم القيد بعد التحقق من مطابقة أنظمتها الأساسية للأحكام الواردة فى هذا القانون.

المادة 24

يصدر قرار القيد في جدول المنظمة عن المجلس الوطني الذي يبت في الأمر داخل أجل شهرين يبتدئ من تاريخ إيداع طلب القيد من لدن صاحبه.

وتودع طلبات القيد لدى رئيس المجلس الجهوي المعني بالأمر و تدرس وتوجه مشفوعة برأي معلل داخل أجل شهر إلى رئيس المجلس الوطني للمنظمة.

....

الخبراء القضائيون

صيغة محينة بتاريخ 26 أكتوبر 2011

القانون رقم 45.00 المتعلق بالخبراء القضائيين كما تم تعديله بمقتضى القانون رقم 58.11 المتعلق بمحكمة النقض المغير بموجبه الظهير الشريف رقم 1.57.223 بتاريخ 2 ربيع الأول 1377 (27 سبتمبر 1957) بشأن المجلس الأعلى (محكمة النقض) ، الصادر بتنفيذه ظهير شريف رقم 1.11.170 صادر في 27 من ذي القعدة 1432 (25 أكتوبر 2011)؛ الجريدة الرسمية عدد 5989 مكرر بتاريخ 28 ذو القعدة 1432 (26 أكتوبر2011) ص 5228.

ظهير شريف رقم 1.01.126 صادر في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001) بتنفيذ القانون رقم 45.00 المتعلق بالخبراء القضائيين

الحمد لله وحده؛

الطابع الشريف – بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولاسيما الفصلين 26 و58 منه؛

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 45.00 المتعلق بالخبراء القضائيين، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

وحرر بأكادير في 29 من ربيع الأول 1422 (22 يونيو 2001)

وقعه بالعطف :

الوزير الأول

الإمضاء : عبد الرحمن يوسفي

قانون رقم 45.00 يتعلق بالخبراء القضائيين

الباب الأول: مقتضيات عامة

المادة 1

يعتبر الخبراء القضائيون من مساعدي القضاء ويمارسون مهامهم وفق الشروط المنصوص عليها في هذا القانون وفي النصوص الصادرة تطبيقا له.

المادة 2

الخبير القضائي هو المختص الذي يتولى بتكليف من المحكمة التحقيق في نقط تقنية وفنية، ويمنع عليه أن يبدي أي رأي في الجوانب القانونية.

يمكن للمحاكم أن تستعين بآراء الخبراء القضائيين على سبيل الاستئناس دون أن تكون ملزمة لها.

الباب الثاني: جداول الخبراء القضائيين

المادة 3

لا يمكن ممارسة الخبرة القضائية إلا بعد التسجيل في أحد جداول الخبراء القضائيين.

يشترط في كل مترشح للتسجيل في جداول الخبراء الاستجابة للشروط الآتية:

1- أن يكون المترشح مغربيا، مع مراعاة قيود الأهلية المشار إليها في قانون الجنسية أو من رعايا دولة تربطها بالمغرب اتفاقية تسمح لمواطني كل منهما بممارسة الخبرة القضائية في الدولة الأخرى؛

2- ألا يقل عمره عن ثلاثين سنة ميلادية كاملة؛

3- أن يكون في وضعية سليمة إزاء الخدمة العسكرية؛

4- أن يكون متمتعا بحقوقه الوطنية وذا مروءة وسلوك حسن؛

5- ألا يكون قد حكم عليه من أجل جناية أو جنحة باستثناء الجرائم غير العمدية؛

6- ألا تكون قد صدرت في حقه عقوبة تأديبية من أجل تصرفات مخلة بالشرف أو النزاهة أو الأخلاق الحميدة؛

7- ألا يكون قد حكم عليه بإحدى العقوبات المالية التي ينص قانون التجارة على إمكانية الحكم بها في حق مسيري المقاولة أو بسقوط الأهلية التجارية؛

8- أن يكون متوفرا على مقاييس التأهيل التي تحدد بنص تنظيمي بالنسبة لكل نوع من أنواع الخبرة؛

9- أن يكون له موطن بدائرة اختصاص محكمة الاستئناف التي يرغب في ممارسة مهامه بدائرتها.

المادة 4

يمكن للشخص المعنوي تقديم طلب التسجيل في جدول الخبراء القضائيين إذا توفرت الشروط التالية:

1- أن يكون ممثله القانوني مستوفيا للشروط المنصوص عليها في المادة 3 من هذا القانون ؛

2- أن تتوفر هذه الشروط في الشخص الطبيعي التابع للشخص المعنوي الذي يتولى الإشراف على عملية إنجاز الخبرة؛

3- أن يتوفر الشخص المعنوي على أشخاص مؤهلين في مجال الخبرة المطلوبة وعلى الوسائل التقنية الضرورية؛

4- أن يمارس الشخص الطبيعي التابع للشخص المعنوي نشاطا وفق المقاييس المشار إليها في البند 8 من المادة 3 أعلاه؛

5- ألا يكون نشاط الشخص المعنوي متنافيا مع مبدإ الاستقلال وواجب التجرد اللازمين لممارسة مهام الخبرة القضائية؛

6- أن يكون مقره الاجتماعي أو مقر أحد فروعه موجودا بدائرة اختصاص محكمة الاستئناف المراد التسجيل بجدولها؛

7- الإدلاء بوثائق تثبت هوية الأشخاص المالكين لرأس مال الشخص المعنوي ومسيريه.

المادة 5

يمكن للخبير القضائي أن يكون خبيرا لدى إحدى محاكم الاستئناف أو خبيرا مسجلا بالجدول الوطني.

يحدث لتسجيل الخبراء القضائيين جدول بمحاكم الاستئناف وجدول وطني.

المادة 6

يقيد بقرار لوزير العدل وباقتراح من اللجنة المشار إليها في المادة 8 أدناه المترشح الذي يستوفي الشروط المنصوص عليها في المادة 3 أو المادة 4 من هذا القانون بصفته خبيرا قضائيا في جدول إحدى محاكم الاستئناف أو في هذا الجدول والجدول الوطني إذا كانت له صفة خبير قضائي مسجل بالجدول الوطني.

المادة 7

يمكن لكل خبير مسجل في جدول إحدى محاكم الاستئناف لمدة خمس سنوات متتالية على الأقل أن يطلب تسجيله في الجدول الوطني.

المادة 8

تحدث بوزارة العدل لجنة يعهد إليها بما يلي :

- دراسة طلبات التسجيل في جدول الخبراء القضائيين واتخاذ القرارات المتعلقة بالتسجيل المذكور؛

- إعداد جداول الخبراء القضائيين ومراجعتها؛

- ممارسة السلطة التأديبية تجاه الخبراء القضائيين.

المادة 9

تتألف اللجنة المنصوص عليها في المادة السابقة كما يلي :

- ممثل لوزير العدل بصفته رئيسا ؛

- ثلاثة رؤساء أولين لمحاكم استئناف ؛

- ثلاثة وكلاء عامين للملك لدى محاكم استئناف ؛

- خبيران قضائيان من بينهما رئيس الهيئة أو من ينتدب لهذه الغاية إذا كان الأمر يتعلق بمترشح لفرع من فروع الخبرة ينتمي لهيئة تمثل مهنة منظمة، أو خبيران قضائيان من بينهما رئيس جمعية مهنية أو من ينتدبه لهذه الغاية إذا كان الأمر يتعلق بمترشح لفرع من فروع الخبرة ينتمي لمهنة تمثلها جمعية، أو خبيران قضائيان يمثلان فرع الخبرة الذي ينتمي إليه المترشح إذا لم يكن هذا الفرع يتعلق بمهنة تمثلها هيئة أو جمعية مهنية.

تحديد طريقة عمل اللجنة بنص تنظيمي.

المادة 10

تتخذ قرارات اللجنة بالأغلبية المطلقة لأعضائها.

المادة 11

يحمل الخبير بعد تسجيله بالجدول صفة "خبير قضائي لدى محكمة الاستئناف" التي سجل بدائرة اختصاصها.

يحمل الخبير صفة خبير قضائي مسجل بالجدول الوطني إذا سجل بهذا الجدول.

يجب أن يتم التنصيص على نوع التخصص إلى جانب صفة الخبير المسجل في أحد الجدولين المذكورين.

إذا اكتسب الخبير صفة خبير قضائي مسجل بالجدول الوطني، فإنه يشار إلى هذه الصفة أمام اسمه المسجل بجدول محكمة الاستئناف.

يجوز للخبير الجمع بين التسجيل بجدول إحدى محاكم الاستئناف وبالجدول الوطني.

المادة 12

لا يمكن للخبير الجمع بين التسجيل في فرعين أو أكثر من فروع الخبرة ما لم يكن شخصا معنويا متوفرا على عدة تخصصات.

المادة 13

يسري مفعول تسجيل الخبراء في جدول إحدى محاكم الاستئناف والجدول الوطني لمدة سنة.

تقوم اللجنة المنصوص عليها في المادة 8 أعلاه بمراجعة جداول تسجيل الخبراء سنويا دون حاجة إلى تجديد طلبات التسجيل، قصد التأكد من استمرار توافر الشروط المطلوبة فيهم، مع مراعاة الأحكام التأديبية المنصوص عليها في الباب الخامس من هذا القانون.

يمكن للخبير الذي لم يقع تسجيله أن يجدد طلبه في السنة الموالية.

المادة 14

يمكن لوزير العدل وباقتراح من اللجنة المنصوص عليها في المادة 8 أعلاه اتخاذ قرار معلل بالسحب من جدول الخبراء القضائيين لدى محكمة الاستئناف أو من هذا الجدول ومن الجدول الوطني إذا تعلق الأمر بخبير مسجل في الجدول الوطني وذلك إذا طلب الخبير هذا السحب لأسباب لا علاقة لها بالإجراءات التأديبية أو إذا اضطرته إلى ذلك ظروف واقعية كالسفر أو المرض أو العجز الدائم.

يسحب أيضا من الجدول كل خبير ثبت عجزه أو عدم قدرته على ممارسة مهامه لأي سبب كان.

المادة 15

يتم كتابة التبليغ بالإجراء المتخذ في شأن الخبراء المقبول تسجيلهم في الجدول لأول مرة، أو المترشحين الذين لم تقبل طلباتهم، أو الخبراء الذين لم يتم تجديد تسجيلهم أو الذين تقرر سحب أسمائهم من الجدول وذلك خلال 15 يوما الموالية لاتخاذ الإجراء.

تكون القرارات المتعلقة بعدم قبول طلبات الترشيح أو رفض تجديد التسجيل أو قرارات السحب معللة.

المادة 16

يوضع جدول الخبراء القضائيين لدى محاكم الاستئناف بكتابة ضبط محاكم الاستئناف والمحاكم الأخرى.

يوضع الجدول الوطني بكتابة ضبط محكمة النقض وكتابة ضبط محاكم الاستئناف والمحاكم الأخرى.

ينشر جدول الخبراء القضائيين لدى محاكم الاستئناف والجدول الوطني بالجريدة الرسمية.

المادة 17

تتقيد المحكمة عند تعيين خبير قضائي بجدول الخبراء الخاص بدائرة اختصاصها ما عدا في الحالتين التاليتين:

1- إذا لم يوجد بالجدول المذكور خبير متخصص في الفرع المطلوب ؛

2- إذا كان الخبير مسجلا بالجدول الوطني.

الباب الثالث: حقوق وواجبات الخبراء

المادة 18

يؤدي الخبير عند تسجيله في الجدول لأول مرة اليمين التالية أمام محكمة الاستئناف التي سجل بدائرتها :

" أقسم بالله العظيم أن أؤدي مهام الخبرة التي سيعهد بها إلي بأمانة وإخلاص ونزاهة، وأن أبدي رأيي بكل تجرد واستقلال وأن أحافظ على السر المهني".

لا تجدد اليمين ما دام الخبير مسجلا في الجدول.

المادة 19

يؤدي اليمين عن الشخص المعنوي ممثله القانوني.

إذا طرأ تغيير في وضعية الممثل القانوني للشخص المعنوي خاصة عند تعيين ممثل جديد وجب على هذا الأخير أداء اليمين النصوص عليها في المادة 18 أعلاه.

المادة 20

يشارك الخبير المسجل بالجدول في الحلقات الدراسية المتعلقة بالجوانب القانونية في مجال الخبرة والتي تنظمها وزارة العدل لفائدة الخبراء القضائيين.

يتعين على الشخص المعنوي المسجل بجدول الخبراء القضائيين تعيين ممثلين عنه من بين الأشخاص المكلفين بإجراء الخبرة للمشاركة في الحلقات الدراسية المذكورة.

المادة 21

يتم استدعاء الخبير لحضور الحلقات الدراسية في أجل لا يقل عن خمسة عشر يوما.

يكون حضور الخبير المستدعى لهذه الحلقات الدراسية إلزاميا تحت طائلة عدم تجديد تسجيله بالجدول.

المادة 22

يجب على الخبير أن يؤدي مهمته تحت مراقبة المستشار المقرر أو القاضي المقرر أو القاضي المكلف بالقضية.

يمنع على الخبير تفويض المهام المسندة إليه إلى خبير آخر.

ينجز الخبير تقريره داخل الأجل المحدد له بمقتضى المقرر القضائي، ما لم تتم الموافقة على تمديد الأجل بناء على طلبه.

المادة 23

يعتبر كل تأخير غير مبرر في إنجاز الخبرة مخالفة مهنية تعرض الخبير للعقوبة التأديبية.

المادة 24

يطلع الخبير المستشار المقرر أو القاضي المقرر أو القاضي المكلف بالقضية على كل الصعوبات التي تعترضه في أداء مهمته.

المادة 25

لا يجوز للخبير أن يمتنع عن إنجاز الخبرة عند تعيينه في إطار المساعدة القضائية أو في الحالة التي يعتبر فيها أن الأتعاب المحددة له غير كافية، ويمكن له بعد الإنجاز طلب أتعاب إضافية وفق النصوص القانونية المتعلقة بالمصاريف القضائية.

المادة 26

يجب على كل خبير ذاتي أو معنوي أن يشعر فورا الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف المسجل بدائرة اختصاصها بكل تغيير يطرأ على وضعيته تحت طائلة عدم تجديد تسجيله.

يشعر الوكيل العام للملك وزير العدل بهذا التغيير.

المادة 27

يوجه كل خبير قضائي إلى وزير العدل في نهاية كل سنة تحت طائلة عدم تجديد تسجيله في الجدول تقريرا يتضمن ما يلي :

- عدد الخبرات المنجزة خلال السنة؛

- المحكمة التي أصدرت مقرر الخبرة والهيئة التي عينت الخبير؛

- تاريخ التبليغ بمقرر الخبرة؛

- الأجل المحدد للإنجاز؛

- تاريخ إيداع التقرير بكتابة الضبط.

الباب الرابع: المراقبة

المادة 28

يقوم الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف والوكيل العام للملك لديها بمراقبة الخبراء القضائيين المسجلين بجدولها.

يقوم الرئيس الأول لمحكمة النقض والوكيل العام للملك لديها بمراقبة الخبراء القضائيين المسجلين بالجدول الوطني.

المادة 29

يجري الرؤساء الأولون لمحاكم الاستئناف والوكلاء العامون للملك لديها الأبحاث الضرورية في شأن الشكايات المقدمة ضد الخبراء القضائيين قصد التأكد من أدائهم لواجباتهم بدقة وأمانة.

يجوز لهم علاوة على ذلك القيام بالأبحاث إما تلقائيا أو بطلب من وزير العدل.

يمكنهم أن يكلفوا بإجراء هذه الأبحاث رؤساء المحاكم الابتدائية ووكلاء الملك لديها.

المادة 30

إذا تبين للرئيس الأول لمحكمة الاستئناف وللوكيل العام للملك لديها أن هناك قرائن ضد خبير مسجل في الجدول تتعلق بإخلالات مهنية، فإن للرئيس الأول لمحكمة الاستئناف أو للوكيل العام للملك لديها حسب الأحوال أن يأمر بالاستماع إليه في محضر يوجه إلى وزير العدل الذي يحيله على اللجنة المنصوص عليها في المادة الثامنة من هذا القانون.

الباب الخامس: أحكام تأديبية

المادة 31

تمارس اللجنة المشار إليها في المادة 8 أعلاه حق إجراء المتابعات وتتخذ العقوبات التأديبية ضد كل خبير ارتكب مخالفة للنصوص القانونية أو التنظيمية المتعلقة بالخبرة أو أخل بواجباته المهنية أو بخصال المروءة والشرف والنزاهة.

المادة 32

ينجز الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف والوكيل العام للملك لديها تقريرا مشتركا بشأن كل إخلال من الإخلالات المشار إليها في المادة السابقة ارتكبه خبير قضائي، ويتضمن التقرير خاصة الأفعال المنسوبة إلى الخبير وتصريحاته بشأنها مع إرفاقه بالوثائق المفيدة عند الاقتضاء.

يرفق التقرير بوثيقة تتضمن وجهة نظرهما.

ينجز التقرير المشترك والوثيقة المتضمنة لوجهة النظر من طرف الرئيس الأول لمحكمة النقض والوكيل العام للملك لديها إذا كان الخبير مسجلا بالجدول الوطني.

يعزز التقرير بالوثائق المفيدة في النازلة ويحال على وزير العدل لعرض ذلك على اللجنة المشار إليها في المادة 8 أعلاه.

يمكن للجنة عند الاقتضاء أن تكلف الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف أو الوكيل العام للملك لديها بإجراء بحث تكميلي.

المادة 33

لا يحول التشطيب على الخبير أو سحبه من الجدول دون متابعته تأديبيا من أجل أفعال سابقة.

المادة 34

العقوبات التأديبية هي :

- الإنذار؛

- التوبيخ؛

- المنع المؤقت من مزاولة الخبرة القضائية لمدة لا تزيد على سنة؛

- التشطيب من الجدول.

المادة 35

يعتبر الخبير القضائي مرتكبا لخطإ مهني خطير على الخصوص إذا لم يقبل القيام بالمهمة المسندة إليه أو لم يؤدها داخل الآجال المقررة بعد توجيه إنذار إليه من طرف المحكمة المعنية وذلك دون عذر مقبول.

المادة 36

يستدعي رئيس اللجنة المنصوص عليها في المادة 8 أعلاه الخبير للمثول أمامها بواسطة رسالة مضمونة مع الإشعار بالتوصل أو عن طريق النيابة العامة. ويجب أن يفصل بين تاريخ الجلسة وتاريخ التوصل بالاستدعاء أجل لا يقل عن خمسة عشر يوما.

يحق للخبير أن يختار محاميا لمؤازرته.

يحق للخبير أو لمحاميه الإطلاع على وثائق الملف واستلام نسخ منها ما عدا وجهة نظر الرئيس الأول والوكيل العام للملك.

يصرف النظر عن حضور الخبير الذي تغيب رغم توصله قانونيا بالاستدعاء.

المادة 37

إذا كان الخبير موضوع متابعة زجرية من أجل أفعال تخل بالشرف أو المروءة أو الأخلاق الحميدة، أمكن لوزير العدل أن يقرر إيقافه مؤقتا عن ممارسة الخبرة القضائية إلى حين صدور حكم نهائي في الموضوع.

يقوم الوكيل العام للملك المختص بتبليغ قرار الإيقاف إلى الخبير ويحرر محضرا بذلك تسلم نسخة منه إلى الخبير المعني.

يشعر المسؤولون القضائيون عن المحاكم المعنية بقرار الإيقاف قصد تبليغه إلى القضاة العاملين بدوائر اختصاصهم.

ينتهي مفعول الإيقاف المؤقت بقوة القانون بمجرد البت في الدعوى العمومية لفائدة الخبير القضائي المتابع.

المادة 38

يشمل قرار التشطيب على الخبير القضائي جدول محكمة الاستئناف والجدول الوطني، إذا كان مسجلا فيهما معا.

المادة 39

تصدر العقوبة التأديبية بقرار لوزير العدل وباقتراح من اللجنة المشار إليها في المادة 8 أعلاه، بمقتضى مقرر معلل.

يمكن أن ينص المقرر على عقوبة إضافية تقضي بتعليق منطوقه بكتابة ضبط محكمة الاستئناف المسجل الخبير لديها أو بكتابتي ضبط محكمة الاستئناف ومحكمة النقض إذا تعلق الأمر بخبير قضائي مسجل بالجدول الوطني.

يوجه رئيس اللجنة القرار التأديبي إلى الوكيل العام للملك المختص، الذي يقوم بتبليغه للخبير داخل أجل 15 يوما من تاريخ صدوره.

يحرر محضر بشأن تبليغ المقرر التأديبي، تسلم نسخة منه إلى الخبير المعني.

المادة 40

يشعر بالعقوبات الصادرة في حق الخبير، إذا تعلقت بعقوبة المنع المؤقت من مزاولة الخبرة القضائية أو بالتشطيب من الجدول:

- الرئيس الأول لمحكمة النقض والوكيل العام للملك لديها، ومسؤولو محاكم الاستئناف والمحاكم الموجودة بالدائرة الاستئنافية المعنية، إذا كان الخبير مسجلا بالجدول الوطني؛

- مسؤولو محكمة الاستئناف والمحاكم الموجودة بالدائرة الاستئنافية المعنية، إذا كان الخبير مسجلا بجدولها.

يتعين على المسؤولين المذكورين السهر على إشعار كافة القضاة العاملين بدائرتهم القضائية حتى لا يتم تعيين خبير صدرت في حقه إحدى العقوبتين السالفتي الذكر.

المادة 41

تكون المقررات التأديبية قابلة للطعن فيها أمام المحكمة الإدارية بسبب التجاوز في استعمال السلطة، طبقا للقواعد والإجراءات المنصوص عليها في القانون رقم 90.41 المحدثة بموجبه المحاكم الإدارية.

الباب السادس: مقتضيات زجرية

المادة 42

يعد مرتكبا لجريمة الرشوة ويعاقب عليها بالعقوبات المقررة لها في مجموعة القانون الجنائي كل خبير تسلم بالإضافة إلى الأتعاب والمصاريف المستحقة مبالغ مالية أو منافع كيفما كان نوعها، بمناسبة قيامه بالمهمة المنوطة به.

المادة 43

كل خبير منتدب لإنجاز خبرة بمقتضى مقرر قضائي، قدم رأيا كاذبا أو ضمن تقريره وقائع يعلم أنها مخالفة للحقيقة أو أخفاها عمدا، ومن شأنها أن تضلل العدالة، يعتبر مرتكبا لجريمة شهادة الزور ويعاقب عليها بالعقوبات المقررة لها في مجموعة القانون الجنائي.

المادة 44

كل من استعمل صفة خبير قضائي، دون أن يكون مسجلا بجدول الخبراء بإحدى محاكم الاستئناف أو بالجدول الوطني، يعتبر منتحلا لصفة نظمها القانون، ويعاقب بالعقوبات المنصوص عليها في الفصل 381 من مجموعة القانون الجنائي.

المادة 45

كل عرقلة لمهام الخبير من قبل أحد الأطراف أو الغير، حالت دون تنفيذ المهمة الموكولة إليه بمقتضى مقرر قضائي، يشعر بها كتابة وكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية التي تنجز الخبرة في دائرة اختصاصها، ليتخذ في هذا الصدد الإجراءات الملائمة.

الباب السابع: مقتضيات ختامية

المادة 46

تنسخ جميع المقتضيات المخالفة لهذا القانون خاصة منها الظهير الشريف رقم 1.59.372 الصادر في 2 شوال 1379 (30 مارس 1960) المتعلق بوضع جداول الخبراء والتراجمة العدليين فيما يخص الخبراء.

يحتفظ بتسجيلهم الخبراء المقيدون بجداول محاكم الاستئناف قبل صدور هذا القانون.

غير أنه يجب عليهم الامتثال لمقتضيات هذا القانون وللنصوص الصادرة بتطبيقه، داخل السنتين المواليتين لصدور هذا القانون.

الفهرس

....

....

مرسوم ملكي رقم 330.66 بتاريخ 10 محرم 1387 (21 أبريل 1967) بسن نظام عام للمحاسبة العمومية

رقم النص :330-66

نوعية النص :مرسوم

رقم الجريدة الرسمية :2843

تاريخ النشر :26/04/1967/تاريخ آخر تعديل :2018/07/23

الموضوع :نظام عام للمحاسبة العمومية

مرسوم ملكي رقم 330.66 بتاريخ 10 محرم 1387 (21 أبريل 1967) بسن نظام عام للمحاسبة العمومية.

الحمد لله وحده

نحن عبد الله المعتمد على الله أمير المؤمنين بن أمير المؤمنين ملك المغرب.

الطابع الشريف – بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه).

بناء على المرسوم الملكي رقم 136.65 الصادر في 7 صفر 1385 (7 يونيه 1965) بإعلان حالة الاستثناء،

وبمقتضى الظهير الشريف رقم 1.63.326 الصادر في 21 جمادى الثانية 1383 (9 نونبر 1963) بشأن القانون التنظيمي للمالية ولا سيما الفصل 26 منه،

وباقتراح من وزير المالية.

نرسم ما يلي :

الفصل 1

المحاسبة العمومية هي مجموع القواعد التي تجري ما عدا في حالة سن مقتضيات مخالفة على العمليات المالية والحسابية للدولة والجماعات المحلية ومؤسساتها وهيأتها والتي تحدد الالتزامات والمسؤوليات المنوطة بالأعوان المكلفين بها.

ويطلق على هؤلاء الأشخاص المعنويين في هذا المرسوم الملكي اسم 'المنظمات العمومية'.

الفصل 2

يهدف هذا المرسوم الملكي إلى أن تحدد :

في جزئه الأول المقتضيات العامة التي تعتبر بمثابة المبادئ الأساسية لنظام المحاسبة العمومية،

في جزئه الثاني قواعد تطبيق هذه المقتضيات على الدولة وعند الاقتضاء الترخيصات بالمخالفة لها ووفقا للمبادئ الأساسية لهذا المرسوم الملكي تحدد فيما بعد بموجب مرسوم يتخذ باقتراح

من وزير المالية بعد استشارة الوزراء المعنيين بالأمر أنظمة المحاسبة العمومية المطبقة على الجماعات المحلية وعلى المؤسسات العمومية.

الجزء الأول

مقتضيات عامة

الباب الأول

التعريف بالآمرين بالصرف والمحاسبين واختصاصاتهم والتزاماتهم

القسم الأول : مقتضيات مشتركة

الفصل 3

تناط العمليات المالية العمومية بالآمرين بالصرف والمحاسبين العموميين.

ويعتبر آمرا عموميا بالصرف للمداخيل والنفقات كل شخص مؤهل باسم منظمة عمومية لرصد أو إثبات أو تصفية أوامر باستخلاص دين أو أدائه.

ويعتبر محاسبا عموميا كل موظف أو عون مؤهل للقيام باسم منظمة عمومية بعمليات المداخيل أو النفقات أو تناول السندات إما بواسطة أموال وقيم معهود إليه بها وإما بتحويل داخلي لحسابات وإما بواسطة محاسبين عموميين آخرين أو حسابات خارجية للمتوفرات التي يأمر بترويجه أو مراقبتها.

الفصل 4

لا يجمع بين مهام آمر بالصرف ومهام محاسب ما عدا إذا كانت مقتضيات مخالفة لذلك.

القسم الثاني

القواعد الخاصة بالآمرين بالصرف

الفصل 5

يمكن للآمرين بالصرف أن يفوضوا في إمضائهم وأن يعينوا تحت مسؤوليتهم ومراقبتهم آمرين بالصرف ثانويين.

أما الآمرون بالصرف ومفوضوهم وكذا الآمرون بالصرف الثانويون المعينون فيجب اعتمادهم لدى المحاسبين المكلفين بالمداخيل والنفقات التي يأمرون بإنجازها.

الفصل 6

تقيد الأوامر المعطاة من طرف الآمرين بالصرف في محاسبات تمسك حسب القواعد المحددة في هذا المرسوم الملكي وفي قرارات التطبيق التي يصدرها وزير المالية والوزير المعني بالأمر.

الفصل 7

يتحمل الآمرون بالصرف بمناسبة مزاولة مهامهم المسؤوليات المقررة في القوانين والأنظمة المعمول بها.

الفصل 8

لا يمكن لأي آمر بالصرف أن يتوفر على أموال مقيدة في اعتماد حساب مفتوح لمحاسب عمومي إلا بواسطة أوامر تصدر لهذا المحاسب وتدعم بأوراق الإثبات القانونية.

القسم الثالث

القواعد الخاصة بالمحاسبين العموميين.

الفصل 9

يعهد إلى المحاسبين العموميين وحدهم بما يلي :

التكفل بأوامر المداخيل التي يسلمها الآمرون بالصرف والديون المثبتة بعقدة أو رسم ملكية أو سند آخر يكون محفوظا لديهم والقيام باستيفائها وكذا استخلاص الحقوق نقدا؛

أداء النفقات إما بأمر صادر من الآمرين بالصرف المعتمدين وإما بعد الإطلاع على السندات التي يقدمها الدائنون وإما من تلقاء أنفسهم وكذا الإجابة على التعرضات والتبليغات الأخرى.

الفصل 10

يتحتم على المحاسبين المكلفين بالتسديد فيما يخص المداخيل أن يقوموا بمراقبة صحة الاستخلاص وإدراجه في محله وكذا بالتحقيق من الأوراق المثبتة.

الفصل 11

(غير بالمرسوم رقم 2.04.797 صادر في 11 من ذي القعدة 1425 (24 ديسمبر 2004) ج ر ع 5278 بتاريخ 17 من ذي القعدة 1425 (30 ديسمبر 2004) ص 4248 يعمل به ابتداء من فاتح يناير 2005).:.

يجب على المحاسبين المكلفين بالتسديد أن يقوموا قبل التأشير بالأداء بمراقبة صحة النفقات. وتشمل هذه المراقبة :

- صحة حسابات التصفية ؛

- وجود التصديق أو التأشيرة المسبقة للالتزام عندما تكون التأشيرة أو التصديق المذكورين مطلوبين؛

- الصفة الإبرائية للتسديد ؛

ويجب عليهم أن يتحققوا مما يلي :

- صفة الآمر بالصرف أو مفوضه ؛

- توفر الاعتمادات ؛

- الإدلاء بالوثائق المثبتة التي تتطلبها النصوص التنظيمية الجاري بها العمل.

لا يجوز للمحاسبين العاملين أن يقوموا بمراقبة صحة الالتزامات بالنفقات باستثناء الحالات التي تفوض لهم فيها هذه المراقبة بشكل صريح.

الفصل 12

توضع الأنظمة الأساسية لمختلف أسلاك المحاسبين بموجب مرسوم يتخذ باقتراح من وزير المالية والوزير المعني بالأمر عند الاقتضاء.

الفصل 13

يجب على المحاسبين العموميين أن يؤدوا قبل تنصيبهم في مركزهم الحسابي الأول اليمين المنصوص عليها في الظهير الشريف المؤرخ في فاتح ذي القعدة 1361 (9 نونبر 1942). كما يتحتم عليهم أن يقدموا بيانات عن تصرفهم.

الفصل 14

يجري على المحاسبين العموميين الامتياز المحدث بمقتضى الظهير الشريف الصادر في 13 ربيع الثاني 1333 (28 يبراير 1915) باستخلاص الباقي في ذمة المحاسبين.

ويلزمون بالضمان المنصوص عليه في الظهير الشريف المؤرخ في 26 رمضان 1343 (20 أبريل 1925) والذي يمكن أن يحصل عليه إما لدى شركة للضمان المتبادل وإما لدى شركات التأمين المقبولة من طرف وزير المالية.

الفصل 15

تحدد مسؤولية المحاسبين العموميين وفقا لمقتضيات الظهير المؤرخ في 8 شعبان 1374 (2 أبريل 1955).

الفصل 16

يعتبر محاسبا بحكم الواقع كل شخص يقوم دون موجب قانوني بعمليات المداخيل والنفقات أو يتناول قيما تهم منظمة عمومية بصرف النظر عن المقتضيات الجنائية المعمول بها.

وتجري على الشخص المعتبر محاسبا بحكم الواقع نفس الالتزامات والمراقبات الجارية على محاسب عمومي ويتحمل نفس المسؤوليات.

الفصل 17

(غير بالمرسوم رقم 2-07-1237 صادر في فاتح جمادى الآخرة 1430 (26 ماي 2009) ج ر ع 5744 بتاريخ 24 جمادى الآخرة 1430 (18 يونيو 2009) ص 3577 ويعمل به ابتداء من فاتح يوليو 2009).:.

يتوفر كل مركز حسابي على صندوق واحد وإن اقتضى الحال، على حساب بريدي جار او حساب للإيداع بالخزينة.

ولا يمكن في أي حال من الأحوال أن يحمل الحساب البريدي الجاري او حساب الإيداع بالخزينة الإسم الشخصي للمحاسب.

الفصل 18

يحدد وزير المالية المبالغ المأذون للمحاسبين العموميين في التوفر عليها وكذا الشروط والحدود التي يمكن لكل محاسب أن يفتح بموجبها حسابا بريديا جاريا.

وتنجز جميع التسديدات بين المحاسبين العموميين بواسطة التحويل من حساب لآخر ما عدا فيما يخص رواج النقود الذي يستوجبه تمويل صناديق المحاسبين أو الأخذ منها .

ويمكن لوزير المالية أن يفرض على المحاسبين أو على مراسلي الخزينة كل إجراء من شأنه تبسيط عمليات التسديد أ, التخفيض من آجالها.

وتدفع المبالغ المتوفرة إلى حساب الخزينة الجاري ببنك المغرب طبق الشروط المحددة من طرف وزير المالية وذلك فيما يخص المبالغ الزائدة على المبالغ في التوفر عليها مع مراعاة رواج الأموال بين المحاسبين.

المادة 19

مكن أن تسند إلى القباض والمكلفين بالأداء المفوضين مهمة القيام لحساب المحاسبين العموميين بعمليات القبض أو الأداء طبق الشروط المحددة في تعليمات لوزير المالية.

ويعين هؤلاء القباض والمكلفون بالأداء بموجب قرار مشترك لوزير المالية والوزير المعني بالأمر.

الباب الثاني

القواعد الخاصة بعمليات المداخيل

الفصل 20

تشتمل مداخيل المنظمات العمومية الجارية عليها مقتضيات هذا الباب على المتحصل من الضرائب والأداءات والحقوق المأذون فيها بموجب القوانين والأنظمة المعمول بها وعلى المتحصل من الاحتكارات والاستغلالات وأملاك الدولة وكذا المبالغ الناتجة عن أحكام قضائية أو اتفاقيات.

وتوضع بموجب قرار لوزير المالية المقتضيات الخصوصية المتعلقة بمداخيل القرض ذي الأمد القصير والأمد الطويل.

الفصل 21

يدرج مبلغ المحصولات بكامله في المداخيل دون مقاصة بين المداخيل والنفقات.

وينبغي أن لا تزيد المصالح في مبالغ الاعتمادات المفتوحة لها أي مبلغ من الموارد الخصوصية.

الفصل 22

يصدر بشأن كل دين تمت تصفيته ما عدا في حالة ترخيص بالمخالفة يمنحه وزير المالية أمر بالمداخيل يتألف من سند للمداخيل أو نسخة موجزة من حكم قضائي أو رسم يعتبر بمثابة سند

أو قرار يتعلق بالباقي من الحسابات، وعند عدم وجود آمر بالصرف مؤهل يصدر وزير المالية سند المداخيل.

وفيما يخص المداخيل القبوضة نقدا يوضع سند المداخيل دوريا لأجل التسوية بإيعاز من المحاسب الذي استخلصها.

الفصل 23

يجب أن يتضمن كل آمر بالدفع أسس التصفية والعناصر التي يتأتى بها التعريف بالمدين وكذا جميع المعلومات التي من شأنها ضمان المراقبة المنصوص عليها في الفصل العاشر أعلاه.

ويترتب عن كل خطأ في التصفية يضر بالمدين إصدار أمر بإلغاء المداخيل أو التخفيض منها وتبين في هذا الأمر أسباب الإلغاء أو أسس التصفية الجديدة.

الفصل 24

لا يمكن تحقيق أي إبراء من دين أو صلح أو انضمام إلى اتفاق صلح ما عدا أن نص على خلاف ذلك إلا طبق الشروط المحددة في مرسوم يتخذ باقتراح من وزير المالية ويؤشر عليه عند الاقتضاء الوزير المعني بالأمر.

الفصل 25

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

كل اتفاقية أو عقد أو تعهد يحتوي على قبض مداخيل في أقساط لعدة سنوات يجب أن يوجه في نظيرين عند حلول أجل القسط الأول إلى المحاسب المكلف بالمداخيل.

ويباشر قبض مبالغ الأقساط الموالية بإيعاز من المحاسب وتعتبر بمثابة ورقة مثبتة شهادة لمداخيل يستند فيها إلى العملية الأولى.

يضاف أحد نظيري السند إلى حساب التسيير الخاص بالسنة المالية التي أنجزت خلالها عملية المداخيل الأولى بينما يضاف النظير الثاني إلى حساب التسيير الخاص بالسنة المالية التي تم أثناءها استخلاص القسط الأخير.

الفصل 26

إن جميع الضرائب التي لم يؤذن فيها بموجب القوانين والأنظمة وميزانيات المداخيل تمنع منعا كليا كيفما كانت الصفة أو الاسم الذي تستخلص به وإلا فتتابع من أجل الارتشاء السلطات التي قد تأمر باستخلاصها والمستخدمون الذين يضعون جداولها وتعاريفها وجميع من يقومون باستخلاصها وذلك بصرف النظر عن دعوى الاسترداد التي تمكن إقامتها خلال ثلاث سنوات على المستخلصين والقباض أو غيرهم من الأشخاص الذين يكونون قد قاموا باستيفائها.

الفصل 27

(غير بالمرسوم رقم 2.01.2677 صادر في 13 رمضان 1422 (29 نونبر 2001) ج ر ع 4958 بتاريخ 20 رمضان 1422 (6 ديسمبر 2001) ص 4036).:.

تنجز المداخيل بدفع نقود أو بتسليم شيكات بنكية أو بريدية أو بدفع مبالغ أو تحويلها إلى حساب مفتوح في اسم المحاسب العمومي وفي الحالات المنصوص عليها في القوانين والأنظمة بتسليم قيم أو سندات تجارية.

ويمكن أن تنجز المداخيل كذلك بالدفع عن طريق بطائق بنكية وفق الشروط المحددة بقرار لوزير المالية.

ويجوز بالإضافة إلى ذلك أن تنجز المداخيل بأي وسيلة أخرى من وسائل الدفع المقررة في النصوص التنظيمية الجاري بها العمل.

الفصل 28

يترتب عن كل دفع لنقود تسليم وصول يعتبر بمثابة سند بالنسبة للمنظمة العمومية الدائنة.

ويحدد بتعليمات لوزير المالية أو عند الاقتضاء بتعليمات للوزير المعني بالأمر باتفاق مع وزير المالية شكل الوصولات وشروط تسليمها.

وخلافا للقاعدة المحددة في المقطع الأول من هذا الفصل لا يدافع أي وصول إذا تسلم الملتزم بالأداء مقابل الدفع طوابع أو أوراقا وبوجه عام لوازم يثبت التوفر عليها وحدها أداء لحقوق أو إذا أثبت الإبراء في سند يرجع أو يسلم الملتزم بالأداء.

الفصل 29

يثبت المحاسبون الحقوق المستخلصة نقدا في نسخ مطابقة الوصولات التي سلموها عنها وتوضع هذه النسخ طبق الشروط المحددة بتعليمات لوزير المالية.

الفصل 30

يتابع الاستخلاص الإجباري للديون على الطرق القانونية وفقا لسند يأمر بتنفيذه وزير المالية.

أما المداخيل التي لا تتوفر عملا بالأنظمة الموجودة على كيفية خاصة للاستيفاء أو المتابعة فتستخلص بعد الإطلاع على قوائم يحصرها وزير المالية فيما يخص الدولة أو وزير الداخلية فيما يخص الجماعات المحلية أو الآمرون بالصرف فيما يخص المؤسسات العمومية. وتكون لهذه القوائم قوة التنفيذ إلى أن يقدم الطرف المعني بالأمر تعرضا لدى المحاكم المختصة.

ولا يقبل أي تعرض إن لم يقدم في ظرف ثلاثة أشهر موالية لتاريخ تبليغ التنبيه.

الباب الثالث

القواعد الخاصة بعمليات النفقات

القسم الأول - الالتزام بالنفقات وتصفيتها والأمر بدفعها.

الفصل 31

يجب أن تقرر نفقات المنظمات العمومية في ميزانياتها وأن تكون مطابقة للقوانين والأنظمة.

الفصل 32

يباشر دفع جميع النفقات وتصفيتها والآمر بدفعها بمسعى من الأمر بالصرف ما عدا في حالة ترخيصات بالمخالفة واردة في النصوص.

الفصل 33

الالتزام هو العمل الذي تحدث أو تثبت بموجبه المنظمة العمومية سندا يترتب عنه تحمل.

ولا يمكن التعهد به إلا من طرف الآمر بالصرف الذي يعمل وفقا لسلطاته.

ويجب أن يبقى في حدود الترخيصات في الميزانية وأن يكون متوقفا على المقررات أو الإعلانات أو التأشيرات المنصوص عليها في القوانين أو الأنظمة.

الفصل 34

تهدف التصفية إلى التأكد من حقيقة الدين وحصر مبلغ النفقة.

ويباشر هذه التصفية رئيس المصلحة المختص تحت مسؤوليته بعد الإطلاع على السندات التي تثبت الحقوق المكتسبة للدائنين.

الفصل 35

الأمر بالصرف هو العمل الإداري الذي يحتوي طبقا لنتائج التصفية على الأمر بأداء دين المنظمة العمومية ويقوم بهذا العمل الآمر بالصرف، ويضع وزير المالية بموجب قرار قائمة النفقات التي يمكن أن تؤدى دون أمر سابق بالصرف.

الفصل 36

تؤرخ سندات الأمر بالصرف وتحمل بخصوص كل آمر بالصرف رقما ترتيبيا من سلسلة فريدة متصلة بخصوص كل سنة ميزانية، ويجب أن تتضمن هذه السندات البيانات التالية :

- تعيين الآمر بالصرف ؛

- الإدراج في الميزانية ؛

- السنة الأصلية للدين ؛

- البيان الدقيق للدائن : الإسم العائلي والاسم الشخصي والصفة وعند الاقتضاء العنوان ؛

- مبلغ وموضوع النفقة وعند الاقتضاء الاستناد إلى الوثيقة المضافة إليها الأوراق المثبتة ؛

- الاستناد إلى الالتزام عند الاقتضاء.

ويترتب عن الأمر بالصرف إصدار سند للأمر بالصرف أو لتحرير حوالة وسند للأداء.

الفصل 37

إذا بوشر الأمر بالصرف أو تحرير الحوالة لفائدة منظمة عمومية وجب إصدار سند الأداء لصالح المحاسب المكلف بمداخيل المنظمة المعنية بالأمر.

الفصل 38

يقوم الآمرون بالصرف تحت مسؤوليتهم بتسليم الأوامر بالصرف أو حوالات الأداء للمستفيدين.

ويباشر هذا التسليم مقابل إبراء بعد التعرف على هويتهم أو صحة سلطات ممثليهم.

الفصل 39

إذا رفض الدائن تسلم سند الأداء أو عند الاقتضاء الأداء نفسه جاز للآمر بالصرف تكليف المحاسب بإيداع مبلغ الأداء في صندوق الإيداع والتدبير بشرط أن يطلع على ذلك الدائن بواسطة رسالة مضمونة مع الإعلام بالتوصل.

القسم الثاني

أداء النفقات

الفصل 40

لا يمكن أداء الأوامر بالصرف أو الحوالات إلا بعد التأشير عليها من طرف المحاسب المكلف بالنفقة.

الفصل 41

(غير بالمرسوم رقم 2.03.545 صادر في 18 من رمضان 1424 (13 نوفمبر 2003) ج ر ع 5170 بتاريخ 23 شوال 1424 (18 ديسمبر 2003) ص 4253).:

(غير بالمرسوم رقم 1237-07-2 صادر في فاتح جمادى الآخرة 1430 (26 ماي 2009) ج ر ع 5744 بتاريخ 24 جمادى الآخرة 1430 (18 يونيو 2009) ص 3577 ويعمل به ابتداء من فاتح يوليو 2009).:.

الأداء هو العمل الذي تبرئ به المنظمة العمومية ذمتها من الدين.

ولا يمكن أن يتم هذا الأداء قبل تنفيذ العمل أو حلول أجل الدين أو صدور المقرر الفردي بتخويل إعانة أو منحة وذلك مع مراعاة الاستثناءات المنصوص عليها في القوانين والأنظمة.

استثناء من مبدإ تنفيد العمل المشار إليه في الفقرة أعلاه، يمكن القيام بما يلي :

- أداء النفقات المتعلقة بالإشتراكات في الجرائد والدوريات والمجلات المتخصصة ؛

- الأداء لولوج قواعد بيانات على الخط ؛

- الأداء عند طلب شراء المؤلفات بالوحدة.

غير أنه يمكن منح أقساط أو تسبيقات للمستخدمين إما عن طريق المكتب (ريجي) أو بواسطة حوالة مباشرة طبق الشروط المحددة في تعليمات يصدرها أو يؤشر عليها وزير المالية ويمكن أن تمنح كذلك أقساط أو تسبيقات للممونين والمقاولين طبق شروط تحدد بمرسوم.

وبالنسبة للاقتناءات المنجزة بالخارج، تؤهل المنظمات العمومية، في إطار الاتفاقيات أو الاتفاقات أو الصفقات المبرمة مع دول أجنبية أو مقاولات أجنبية، لفتح اعتمادات بنكية. وتحدد تعليمية مشتركة للوزير المكلف بالمالية والوزير المعني بالأمر كيفيات تطبيق أحكام هذه الفقرة.

وإذا كانت مصلحة تابعة لمنظمة عمومية تضم عدة أعوان تؤدى أجورهم نقدا أمكن للمحاسب دفع مبالغ هذا الأداء إلى محاسب مؤد منتدب مقابل إبراء منه. وتحدد بموجب قرار لوزير المالية الشروط التي تسلم بموجبها هذه الأموال لأصحابها وأوراق إثبات الاستعمال أو الدفع المدلى بها للمحاسب.

ولا يمكن التنصيص على أية فائدة أو عمولة بنكية لصالح المقاولين أو الممونين أو المحاسبين المتصرفين بسبب قروض مؤقتة أو تسبيقات مالية بخصوص تنفيذ الخدمات أو الأداء عنها.

ولا تطبق مقتضيات المقطع السابق على اشتراءات الدولة ما دامت مخالفة لشروط التسليم العامة المنصوص عليها في اتفاق مبرم بين حكومة المملكة المغربية وحكومات أجنبية.

الفصل 42

إن جميع التعويضات أو غيرها من التبليغات الرامية إلى توقيف أداء يجب توجيهها إلى المحاسب العمومي المكلف بالنفقة وإلا اعتبرت غير مقبولة.

ولا يكون لهذه التبليغات مفعول إلا إذا تمت قبل أن يضمن المحاسب في سند الأداء عبارة 'أطلع عليه – صالح للأداء' مذيلة بتاريخ.

عندما يكون الخازن العام محاسبا مكلفا بالنفقة لا يمكن أن يكون للتبليغات مفعول بعد وضع الطابع المؤرخ الحامل عبارة ' أطلع عليه في التعرضات ' إما على ورقة الإصدار المحتوية على سند الأداء وإما على أية وثيقة أخرى قد تستعمل قصد إنجاز أداء تتحمله الدولة.

ولا تقبل التعرضات إلا إذا كانت مشفوعة بالبيانات الكافية للتعريف بمصلحة التصفية ومتممة قانونيا عند الاقتضاء برقم التأجير في المصلحة الميكانوغرافية.

الفصل 43

إذا كان الدين موضوع تعرض أو حجز أو تخل أو تفويض أو رهن أو نقل تحتم على المحاسب المكلف بالتسديد أن يسلم للأطراف المعنية بالأمر بطلب منهم نسخة موجزة أو قائمة من هذه التعرضات أو التبليغات.

وكل مبلغ وقع اقتطاعه وفقا للموانع أعلاه يودعه المحاسب في حساب بالخزينة باستثناء المبالغ المقتطعة بسم رهن الصفقات العمومية الجارية عليها مقتضيات الظهير الشريف المؤرخ في 23 شوال 1367 (6 غشت 1958) والتي تدفع مباشرة للمستفيد.

الفصل 44

إذا كان من الواجب أداء نفقة في أقساط تعين الإدلاء إلى المحاسب المكلف بالتسديد عند أداء القسط الأول بأصل الاتفاقية أو الصفقة أو العقدة التي تثبت الالتزام مشفوعا بنسخة مطابقة له.

الفصل 45

ينجز التسديد بتسليم نقود أو شيكات أو بواسطة حوالات بريدية أو تحويلات بنكية أو بريدية.

ويتعين على المحاسب أن يطالب المدين قبل الأداء نقدا بأن يؤرخ ويمضي لأجل الإبراء الأمر بالصرف أو الحوالة ولا ينبغي أن يتضمن هذا الإبراء أي قيد ولا شرط.

وكل نفقة تتجاوز ألفا وخمسمائة درهم (هكذا 1.500) لا يمكن أن تؤدى إلا بالتحويل من حساب لآخر ما عدا في حالة ترخيصات بالمخالفة يمنحها وزير المالية أو السلطة المفوض إليها من طرفه في هذا الصدد.

وعلاوة على ذلك يمكن أن تؤدى بعض النفقات بتسليم قيم عمومية أو سندات تجارية وفقا للمقتضيات المنصوص عليها في القانون أو النظام.

الفصل 46

يجب أن يتم تسديد النفقة إلى الدائن الحقيقي أو ممثله المؤهل.

ويكون المحاسب غير مسؤول فيما يخص الأداء نقدا إذا كان الإمضاء المثبت مطابقا للإمضاء الموضوع على ورقة تعريف رسمية يستند إليها في تدعيم الإبراء.

الفصل 47

إن بيان تحويل أو استعمال سند الأداء الموضوع بكيفية غير قابلة للمحو في شكل طابع مؤرخ يستند فيه إلى مميزات العملية يعتبر إبراء للمحاسب بالنسبة للإدارة.

وتبرأ ذمة المحاسب بالنسبة للدائن بتسليم شهادة تتضمن الإجراءات المنجزة لأجل التحويل.

الفصل 48

إن المبالغ التي تعادل مائتين وخمسين درهما (250) أو التي تقل عنها والواجب دفعها للأشخاص الأميين يمكن أن تؤدى للمستفيدين الذين يضعون بصمات أصابعهم بمحضر شاهدين يوقعان مع المحاسب على تصريح.

ويسلم عن هذه الأداءات وصول عدلي أو إداري فيما يخص المبالغ التي تفوق مائتين وخمسين درهما (250).

وتقبل بصفة استثنائية شهادة الشهود دون تحديد للمبلغ فيما يخص أداء الإعانات الإسعافية.

أما أداء المبالغ الواجب دفعها للأشخاص الأميين من طرف كتاب الضبط التابعين للمحاكم فيمكن إنجازه بمحضر قاض يسلم بذلك شهادة من غير صائر تعتبر بمثابة إبراء.

الفصل 49

يعهد إلى المحاسبين المكلفين بالتسديد وحدهم فيما يخص أداء كل مبلغ لذوي حقوق أصحاب الأوامر بالصرف أو الحوالات أو ممثليهم بالمطالبة تحت مسؤوليتهم ووفقا للقانون العادي بجميع الأوراق اللازمة لإثبات حقوق وصفات المستفيدين وصحة الإبراء الصادر عنهم.

وفي حالة وفاة صاحب الأمر بالصرف أو الحوالة إذا كان المبلغ الواجب دفعه لمجموع الورثة لا يتجاوز خمسمائة درهم (500) ينجز الأداء بعد الإدلاء بشهادة تتضمن تاريخ الوفاة وذوي الحقوق دون الإدلاء بآية حجة أخرى وتسلم هذه الشهادة دون صائر من طرف السلطات المحلية أو الموثقين أو القضاة أو الربانيين.

ويجوز للمحاسبين في حدود المبلغ المنصوص عليه في المقطع السابق أن يقوموا بتسديد المبالغ الواجبة إلى من يطلب ذلك من ورثة الدائن بشرط أن يوافق الوارث الطالب على الإبراء من هذا المبلغ باسم الورثة الآخرين المتغيبين.

الفصل 50

في حالة ضياع أمر بالصرف أو حوالة يتحتم على المستفيد أن يقدم تصريحا بذلك مدعما بأسباب إلى الآمر بالصرف الذي يوجهه إلى المحاسب المكلف بالتسديد.

ويؤهل هذا المحاسب وحده لوضع نظير من الآمر بالأداء بعد التحقق من أن السند المقصود لم يؤد من طرفه ولا لحسابه.

الباب الرابع

عمليات الخزينة

الفصل 51

تعتبر بمثابة عمليات للخزينة جميع العمليات المتعلقة بالنقود والقيم الممكن تداولها والودائع والحسابات الجارية والعمليات التي تهم حسابات مختلف الديون.

الفصل 52

تنفذ عمليات الخزينة من طرف المحاسبين العموميين إما من تلقاء أنفسهم أو بطلب من الآمرين بالصرف أو بطلب من أشخاص آخرين مؤهلين لذلك.

الفصل 53

تبين جميع عمليات الخزينة حسب كل نوع وبدون مقاصة بينها.

وتدرج في حسابات الميزانية التحملات والمحصولات الناتجة عن تنفيذ عمليات الخزينة.

الفصل 54

تودع وجوبا بالخزينة أموال المنظمات العمومية غير الدولة.

الباب الخامس

المحاسبة

الفصل 55

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423):.

تهدف المحاسبة الى بيان ومراقبة العمليات المتعلقة بالميزانية والمالية وكذا الى إخبار سلطات المراقبة والتسيير.

الفصل 56

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

تنظم محاسبة الدولة قصد التمكين من :

- معرفة العمليات المتعلقة بالميزانية والخزينة ومراقبتها ؛

- تحديد نتائج التنفيذ السنوية ؛

- معرفة وضعية الممتلكات ؛

- معرفة التزامات الدولة تجاه الأغيار ؛

- حساب أثمان التكلفة وكلفة المصالح ومردوديتها ؛

- إدماج العمليات المحاسبية في المحاسبة الوطنية.

وتمسك المحاسبة برسم كل سنة مالية.

الفصل 57

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

تتضمن محاسبة الدولة محاسبة عامة ومحاسبة تحليلية ومحاسبة إدارية.

الفصل 58

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

تبين المحاسبة العامة ما يلي :

-العمليات المتعلقة بالميزانية ؛

- عمليات الخزينة ؛

- العمليات المنجزة مع الأغيار ؛

- حركات الممتلكات وقيم الإستغلال.

وتبرز كذلك نتائج السنة المالية وتمكن من إعداد القوائم المالية ووضعيات التسيير.

تمكن المحاسبة التحليلية من حساب أثمان التكلفة وكلفة المصالح ومردوديتها، عند الإقتضاء.

تبين المحاسبة الإدارية جميع عمليات الموارد والنفقات المنجزة في إطار ترخيصات الميزانية، ويمسكها الآمرون بالصرف.

الفصل 59

تثبت البيانات الحسابية في :

حسابات للإدراج النهائي إذا كان المحاسب الذي يقيد العملية يتوفر في نفس الوقت على صفة محاسب مكلف بالمداخيل أو النفقات وكانت لديه العناصر اللازمة للإدراج ؛

حسابات للإدراج المؤقت إذا كانت العملية في انتظار التحويل أو كان المحاسب الذي يقيد العملية مكلفا بالمداخيل أو النفقات دون التوفر على البيانات الكافية للإدراج ؛حسابات للاتصال إذا كانت العملية تحول إلى المحاسب المكلف بالتسديد ؛

حسابات للنتائج إذا أسفرت العملية عن نتيجة تصرف ما.

الباب السادس

المراقبة

الفصل 60

تجري مراقبة على تصرف الآمرين بالصرف وتصرف المحاسبين العموميين طبق الشروط المقررة بعده.

الفصل 61

إن المراقبة على تصرف الآمرين بالصرف تجريها طبقا للقواعد الخاصة بكل منظمة عمومية هيآت ولجان المراقبة المختصة ووزير المالية.

الفصل 62

تجري المراقبة على تصرف المحاسبين في عين المكان وبالإطلاع على الوثائق.

ويجري المراقبة بعين المكان طبقا للقواعد الخاصة بكل صنف من المحاسبين رؤساؤهم الإداريون السامون وهيآت المراقبة المختصة والمفتشية العامة للمالية.

وتناط المراقبة على الوثائق بقاضي الحسابات أو الخازن العام العامل بتفويض من هذا الأخير.

الفصل 63

يجري وزير المالية أعمال المراقبة المنصوص عليها في الفصلين السابقين بواسطة المفتشية العامة للمالية والهيآت الأخرى والأعوان أو المصالح المؤهلة لهذا الغرض بموجب نصوص خاصة.

الجزء الثاني

مقتضيات تتعلق بالدولة

الباب الأول

الآمرون بالصرف والمحاسبون

الفصل 64

(غيرت مرسوم رقم 2-79-512 بتاريخ 26 من جمادى الآخرة 1400 (12 مايو 1980) ج ر ع 3526 بتاريخ 13 رجب 1400 (28 مايو 1980) ص 683).:.

(غيرت مرسوم رقم 2.00.644 صادر في 4 شعبان 1421 (فاتح نونبر 2000) ج ر ع 4847 بتاريخ 13 نونبر 2000 ص 3003).:.

يعتبر الوزراء بحكم القانون آمرين بالصرف فيما يتعلق بمداخيل ونفقات وزاراتهم وميزانيات مصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة والحسابات الخصوصية الراجعة لهذه الوزارات والميزانيتين الملحقتين.

ولأجل تنفيذ العمليات المتعلقة بمداخيل ونفقات ميزانيات مصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة، يعين رؤساء المصالح المذكورة آمرين بالصرف مساعدين بقرار يؤشر عليه وزير المالية.

غير أن رؤساء مصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة يمكن تعيينهم آمرين بالصرف بمرسوم عندما تقتضي حاجات المصلحة ذلك.

ويجوز للآمرين بالصرف وفقا للفصل 2 أن يفوضوا في إمضائهم بقرار يعرض على تأشير وزير المالية طبق الشروط المحددة في الظهير الشريف رقم 068-57-1 الصادر في 9 رمضان 1376 (10 أبريل 1957) بالتفويض في إمضاء الوزراء وكتاب الدولة ووكلاء الوزارات.

ويجوز للآمرين بالصرف تحت مسؤوليتهم ومراقبتهم أن يعينوا طبق نفس الكيفية آمرين بالصرف ثانويين يفوضون إليهم في سلطاتهم ضمن الحدود المالية والترابية التي يبينوها.

وتنشر هذه المراسيم والقرارات بالجريدة الرسمية.

الفصل 65

(غير بالمرسوم رقم 2.00.644 صادر في 4 شعبان 1421 (فاتح نونبر 2000) ج ر ع 4847 بتاريخ 13 نونبر 2000 ص 3003).:.

يقيد عمليات مصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة محاسب عمومي يعينه وزير المالية ويلحق بمحاسب الدولة السامي.

الفصل 66

(غير بالمرسوم رقم 2.00.644 صادر في 4 شعبان 1421 (فاتح نونبر 2000) ج ر ع 4847 بتاريخ 13 نونبر 2000 ص 3003).:.

الخازن العام هو المحاسب السامي للمملكة ويتولى بهذه الصفة جمع التنفيذ الحسابي للميزانية العامة الخاصة بمصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة والحسابات الخصوصية للخزينة والميزانيتين الملحقتين وعمليات الخزينة.

الباب الثاني

عمليات المداخيل

القسم الأول – إصدار سندات المداخيل

الفصل 67

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

تدرج المداخيل في الحساب برسم السنة المالية التي استخلصت أثناءها من لدن المحاسبين.

الفصل 68

تستخلص المداخيل بناء على سندات للمداخيل يصدرها الآمرون بالصرف ويمكن أن تجمع هذه السندات في شكل جداول أو دفاتر.

ويترتب إصدار أوامر بالدفع عن المداخيل التي لم تحدد سنداتها بأنظمة خاصة.

الفصل 69

يحصر إصدار سندات المداخيل دوريا ويجمع في ورقة ويقارن مع ما تكفل به المحاسبون طبق الكيفيات المحددة بتعليمات لوزير المالية.

وكذا الشأن فيما يخص تخفيضات وإلغاءات السندات التي يسقط مبلغها من التكفلات.

الفصل 70

يؤذن للآمرين بالصرف في أن لا يصدروا الأوامر بالدفع المطابقة للديون التي يقل مبلغها الأصلي الأولي عن المبلغ المحدد بقرار لوزير المالية.

الفصل 71

إذا كان هناك في أحد تحملات المداخيل إدراج لا يمكن الاحتفاظ به قانونيا سلم الآمر بالصرف للمحاسب المكلف بالتسديد شهادة بإعادة الإدراج يزيد المحاسب بموجبها في تحمل أحد الفصول ويخفض بمبلغ معادل التحمل المدرج في الفصل المعني بالأمر سابقا وتشفع هذه الشهادة بالأوراق المثبتة لحساب التصرف.

الفصل 72

تبلغ سندات المداخيل إلى الملزمين بالأداء طبقا لتعليمات وزير المالية.

ويطالب بمبالغها فورا.

القسم الثاني

استخلاص المداخيل.

الفصل 73

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يباشر استخلاص ديون الدولة من طرف المحاسبين العموميين طبقا للمقتضيات الواردة في النصوص المتعلقة بها.

ويعلن وزير المالية فيما يخص كل دين غير مستخلص وبعد إطلاعه على المعلومات المسلمة إليه من طرف العون المكلف بالاستخلاص أما عن تأجيل استخلاصها أو عن قبول إلغاءها أو إلقائها على كاهل المحاسبين الذين تثبت مسؤوليتهم.

يصدر مقرر وزير المالية بعد الإطلاع على بيان للاستخلاص يحصر في 30 يونيو من كل سنة مالية ويقدمه المحاسبون المكلفون بالاستخلاص في 31 أغسطس من السنة المالية الموالية.

الفصل 74

إن الأوامر بالدفع المتعلقة بالديون غير الراجعة للضرائب وأملاك الدولة والتي لم يتأت استخلاصها بالمراضاة يتكفل بها العون القضائي للخزينة طبق الشروط المنصوص عليها في الظهير الشريف المؤرخ في 15 جمادى الثانية 1372 (2 مارس 1953).

الفصل 75

إن التكفل بهذه الأوامر من طرف العون القضائي للخزينة يثبت بعد الإطلاع على الأوامر بالدفع غير المستخلصة والمجموعة في ورقة تحرر في نظيرين من لدن الخازن العام.

ويثبت تخفيض المبالغ المتكفل بها من طرف الخزينة العامة بتقديم نسخة من الورقة المذكورة تحمل إعلام العون القضائي للخزينة بالتوصل.

الفصل 76

يعلن عن الإبراء من الديون بما فيها الأصل أو الفوائد بموجب مرسوم يتخذ باقتراح من وزير المالية.

وتعتبر نسخة من المرسوم بمثابة الورقة المثبتة لتخفيض أو إلغاء المبلغ المتكفل به.

الباب الثالث

عمليات النفقات

القسم الأول – الآمرون بالصرف

الفصل 77

ترصد نفقات الدولة وتصفى ويؤمر بدفعها طبق الشروط المحددة في هذا المرسوم الملكي ما عدا إذا كانت هناك مقتضيات مخالفة.

الفصل 78

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

تدرج النفقات في الحساب برسم السنة المالية التي أشر خلالها المحاسب المكلف بالتسديد على الأوامر بالصرف أو الحوالات، ويجب أن تؤدى من الاعتمادات المرصدة للسنة المذكورة كيفما كان تاريخ الدين.

الفصل 79

تتألف الأوراق المثبتة لنفقات الموظفين من قوائم جماعية أو فردية تتضمن بخصوص كل ما يلي :

الاسم العائلي والاسم الشخصي ؛

الدرجة أو المنصب ؛

مدة الخدمة المنجزة ؛

مقدار المبلغ الواجب دفعه ؛

رقم التأجير بالمصلحة الميكانوغرافية عند الاقتضاء.

وإذا كان الأمر يتعلق بالأداء الأول وجب أن تضاف إلى ما ذكر نسخة من مقرر التعيين ويترتب عن كل تغيير في الوضعية الأولية الأداء بوثيقة مثبتة.

الفصل 80

إن الشروط والكيفيات التي تبرم وتنفذ وتمول وتسدد بموجبها صفقات الدولة محددة في المرسوم رقم 2.65.116 المؤرخ في 18 محرم 1385 (19 مايو 1965).

ويبين هذا المرسوم على الخصوص الأوراق المثبتة الواجب الأداء بها لدعم النفقة.

الفصل 81

تبين إثباتات نفقات الأدوات في قوائم. أما إثباتات نفقات الأدوات غير المبينة في هذه القوائم فتشتمل وجوبا على الإدلاء برسم الالتزام أو إثبات الخدمة المنجزة أو بيان الحساب وعند الاقتضاء الاستناد إلى رقم التقييد في الإحصاء.

الفصل 82

- (تممت بالمادة الأولى من المرسوم رقم 2-18-573 صادر في 6 ذي القعدة 1439 (20 يوليو 2018) ج ر عدد 6693 بتاريخ 9 ذو القعدة 1439 (23 يوليو 2018) ص 4861) :

(غير بالظهير شريف بمثابة قانون رقم 1.76.629 صادر في 25 شوال 1397 (9 أكتوبر 1977) ج ر ع 3389 مكرر بتاريخ 13 أكتوبر 1977.) :

(غير وتمم بالمرسوم رقم 2-02-185 صادر في 20 من ذي الحجة 1422 (5 مارس 2002) ج ر ع 4984 بتاريخ 22 ذي الحجة 1422 (7 مارس 2002) ص 480.) هناك مادة إضافية تابعة لهذا المرسوم هي :

المادة الثانية : ينشر هذا المرسوم بالجريدة الرسمية.

غير أن أحكام الفصل 82 من المرسوم الملكي رقم 66-330 الصادر في 10 محرم 1387 (21 أبريل 1967)، كما تم تغييره بهذا المرسوم، والمتعلقة باختصاصات ولاة الجهات ستدخل حيز التنفيذ بالنسبة إلى كل جهة من جهات المملكة ابتداء من تاريخ نشر القرار المشترك الصادر بفتح المركز الجهوي للاستثمار في الجهة المذكورة.

في انتظار النشر المذكور، تمارس الاختصاصات المذكورة من لدن الوزير المكلف بالمالية.

(غير بالمرسوم رقم 2-09-471 صادر في 20 من ذي الحجة 1430 (8 ديسمبر 2009) ج ر ع 5798 بتاريخ 7 محرم 1431 (24 ديسمبر 2009) ص 6059 وبالمرسوم رقم 2.13.909 صادر في 23 من رجب 1435 (23 ماي 2014) ج ر ع 6262 بتاريخ 7 شعبان 1435 (5 يونيو 2014) ص 4791.) :

يرخص اقتناء العقارات وبيعها من طرف الدولة بقرار للوزير المكلف بالمالية.

يباشر بيع العقارات من ملك الدولة الخاص عن طريق المزاد العلني ما عدا إذا نصت أحكام تشريعية أو تنظيمية على خلاف ذلك.

ويمكن بيع عقارات أو حقوق عينية مرتبطة بها من ملك الدولة الخاص بالتراضي بموجب قرار للوزير المكلف بالمالية لفائدة :

- لجماعات المحلية والمؤسسات أو المقاولات العامة ؛

- الملاك على الشياع مع الدولة إذا كان تقسيم العقارات غير قابل للاستغلال العقلاني ؛

- صناديق التوظيف الجماعي للتسنيد، عندما يتعلق الأمر بعملية إصدار شهادات الصكوك التي تكون فيها الدولة هي المؤسسة المبادرة.

- الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين قصد إنجاز مشروع استثماري، إذا كانت القيمة التجارية الحقيقية للعقار المراد بيعه لا تتجاوز 10 % من التكلفة التقديرية الإجمالية للمشروع المذكور.

غير أن البيع المذكور يرخص من طرف ولاة الجهات عندما يتعلق الأمر بإنجاز مشاريع استثمار في قطاعات الصناعة والتصنيع الفلاحي والمعادن والسياحة والصناعة التقليدية والسكن والتعليم والتكوين والصحة والطاقة، تقع داخل نفوذهم الترابي ويقل مبلغها عن مائتي مليون (200.000.000) درهم.

تتم الموافقة على عمليات بيع الأراضي المنجزة وفق الفقرة السابقة مع مراعاة ما يلي :

1 – أن يتم تحديد المساحات المراد تفويتها حسب طبيعة المشاريع المزمع إنجازها وعناصرها ؛

2 – أن تحدد القيمة التجارية الحقيقة من طرف لجنة إدارية للخبرة تتألف من :

- العامل أو ممثله، رئيسا ؛

- مندوب الأملاك المخزنية الذي يتولى سكرتارية اللجنة ؛

- ممثل عن مديرية الضرائب ؛

- ممثل عن السلطة الحكومية التابع لها القطاع الذي ينتمي إليه مشروع الاستثمار ؛

- الممثل الجهوي للسلطة الحكومية المكلفة بالتعمير.

3 – ألا تتجاوز هذه القيمة 10 % من التكلفة التقديرية الإجمالية لمشروع الاستثمار.

4 – أن يتضمن دفتر التحملات التزامات المفوت لهم ولا سيما إنجاز المشاريع التي تم تفويت الأراضي من أجلها داخل الأجل المحدد وشروط فسخ العقد عند إخلال المفوت لهم بالتزاماتهم، ولا سيما كيفية فسخ البيع واسترجاع الأراضي المفوتة.

تودع طلبات بيع العقارات التابعة لملك الدولة الخاص وفق الفقرة الرابعة من هذا الفصل إما لدى مندوب الأملاك المخزنية التابع له العقار أو مدير المركز الجهوي للاستثمار.

يوجه ملف كل طلب مودع لدى مندوب الأملاك المخزنية من طرف هذا الأخير إلى المركز الجهوي للاستثمار داخل أجل أقصاه 20 يوما ابتداء من تاريخ تسلمه .

عندما يودع الطلب لدى المركز الجهوي للاستثمار، يتخذ مديره الإجراءات التي تمكن من تطبيق المسطرة اللازمة لدراسة الطلب وفق النصوص التشريعية أو التنظيمية السارية عليه.

يكلف مندوبو الأملاك المخزنية بتنفيذ مقررات ولاة الجهات التي يرخص بمقتضاها بيع العقارات من ملك الدولة الخاص وبالسهر على مراقبة احترام بنود دفتر التحملات المشار إليه أعلاه.

يوجه ولاة الجهات كل ثلاثة أشهر تقارير إلى الوزير المكلف بالمالية تتضمن عمليات البيع الموافق عليها والمعلومات المفيدة عن المشاريع المقبولة وعن تتبع إنجازها.

الفصل 83

إن أملاك الدولة الخاصة اللازمة لإيواء المصالح العمومية للدولة تخصص بهذه المصالح بشرط أن تقوم بما يلي :

دفع مقابل قيمتها المحددة من طرف مصلحة أملاك الدولة إلى صندوق إعادة استعمال أملاك الدولة إذا لم تكن هذه الأملاك قد اشتريت أو شيدت من أموال المصالح المذكورة ؛

القيام بصيانتها وإصلاحها كيفما كانت أهمية ونوع هذه الصيانة وهذا الإصلاح ؛

تحمل الأداءات والتكاليف والضرائب المفروضة عليها.

وتجعل رهن إشارة جلالتنا الشريفة دون أي مقابل القصور الملكية التي تشغلها أسرتنا الملكية.

وإذا لم تمكن إعادة استعمال الممتلكات والمنقولات الجارية على ملك الدولة وكان يمكن بيعها وجب عرضها للبيع عن طريق المزاد العلني وتجوز مخالفة هذه القاعدة بموجب مقرر لوزير المالية وكذا الشأن فيما يخص الممتلكات أو الأشياء ذات القيمة الضئيلة أو التي تجري على بيعها أو تخصيصها أنظمة خاصة، ويسند القيام بالعمليات اللازمة إلى الأعوان الذين يعينهم وزير المالية لهذا الغرض.

الفصل 84

تقتضي التخليات فيما بين مصالح الدولة أمر بالصرف لفائدة المصلحة المتخلية إذا كانت مؤهلة الاستخلاص مداخيل في مقابل خدمات منجزة.

ويترتب عن التخلي في حالة العكس أمر بالصرف لفائدة الخازن العام.

الفصل 85

يتألف إثبات التخلي مما يأتي :

نظير من الاتفاقية وبيان مفصل عن الممتلكات أو الخدمات المتخلى عنها فيما يخص التخلي بين الحكومات ؛

أمر بالدفع يتضمن تفصيل التخلي فيما يخص التخلي بين مصالح الدولة.

الفصل 86

(غير بالمرسوم رقم 2-07-1237 صادر في فاتح جمادى الآخرة 1430 (26 ماي 2009) ج ر ع 5744 بتاريخ 24 جمادى الآخرة 1430 (18 يونيو 2009) ص 3577 ويعمل به ابتداء من فاتح يوليو 2009).:.

تصدر الأوامر بالصرف أو الحوالات معززة بالإثباتات الضرورية من طرف الآمر بالصرف في ستين (60) يوما على أبعد تقدير انطلاقا من تاريخ تنفيذ الخدمة المنجزة، ويقوم الآمر بالصرف بتوجيهها الى المحاسب المكلف.

ويتم جمع هذه الأوامر بالصرف في أوراق للإصدار، وإن اقتضى الحال في شاكلة سند إلكتروني، ليتم إرسالها الى المحاسب المكلف.

ويتوفر المحاسب المكلف على أجل خمسة (5) أيام لوضع تأشيرته أو رفضها بالنسبة لنفقات الموظفين، وخمسة عشر (15) يوما بالنسبة للأصناف الأخرى من النفقات ابتداء من تاريخ التوصل بأوراق الإصدار وحوالات الأداء.

في حالة التأشيرة، يحتفظ المحاسب بحوالات الأداء وكذا الإثباتات المتعلقة بها وفق التنظيم الجاري به العمل ويرجع الى الآمر بالصرف الأوامر بالأداء المؤداة نقدا معززة بأوراق إصدارها، من أجل تسليمها للمستفيدين، كما يرجع أيضا أوراق الإصدار المتعلقة بالأداء عن طريق التحويل مع الإشارة الى عبارة التحويل.

الفصل 87

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص3332).:.

تلغى اعتمادات التسيير المفتوحة برسم ميزانية ما وغير المستهلكة بأوامر صرف ترتب عنها تأشير المحاسب طبق الشروط المحددة في الفصل السابق.

تنقل اعتمادات الأداء المتوافرة من نفقات الاستثمار بقرار لوزير المالية يفتح بموجبه اعتماد من نفس المبلغ يضاف إلى اعتمادات السنة المالية الموالية إلا في حالة إلغاء وفق الشروط المنصوص عليها في الفصل 21 من الظهير الشريف المشار إليه أعلاه رقم 1.63.326 الصادر في 21 من جمادى الآخرة 1383 (9 نوفمبر 1963).

الفصل 88

يمكن أن يترتب عن إعادة دفع الأموال إعادة إقرار الاعتماد بصفة فردية إذا كان المبلغ المعاد دفعه يعادل أو يفوق ألف درهم (هكذا 1.000) وفي جميع الحالات الأخرى يدرج المبلغ المعاد دفعه في المداخيل بباب المداخيل الطارئة.

وفيما دون ألف درهم (هكذا 1.000) تجمع الأموال المعاد دفعها في قوائم دورية يشهد بصحتها المحاسب المكلف بالتسديد.

ولا يمكن إعادة إقرار الاعتمادات إلا أثناء فترة التسيير التي تحملت النفقة المطابقة.

الفصل 89

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

إذا أدرجت نفقة تتعلق بالسنة المالية الجارية ولا يمكن الاحتفاظ بها قانونيا، يسلم الآمر بالصرف، للمحاسب المكلف بالتسديد، شهادة بإعادة الإدراج يزيد المحاسب بموجبها في نفقة إحدى المواد ويخفض بمبلغ معادل الإدراجات الواردة في المادة المعنية سابقا. وترفق هذه الشهادة بوثائق الإثبات الخاصة بحساب التسيير.

وإذا أدرج الآمر بالصرف نفقة بصفة قانونية ولم ترتب كما يجب في حسابات المحاسب حرر هذا الأخير شهادة تستعمل كما هو مبين في شهادة إعادة الإدراج.

وتساعد هذه العمليات على إعادة إقرار الاعتمادات التي اقتطعت منها أوليا النفقات المذكورة.

الفصل 90

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

(نسخ بالمرسوم رقم 2-07-1237 صادر في فاتح جمادى الآخرة 1430 (26 ماي 2009) ج ر ع 5744 بتاريخ 24 جمادى الآخرة 1430 (18 يونيو 2009) ص 3577 ويعمل به ابتداء من فاتح يوليو 2009).:.

القسم الثاني – المحاسبون

الفصل 91

يتولى المحاسبون المكلفون بالتسديد مراقبة الأوامر بالصرف والحوالات والتأشير عليها وأداء مبالغها.

الفصل 91 المكرر

(غير بالمرسوم رقم 2.03.545 صادر في 18 من رمضان 1424 (13 نوفمبر 2003) ج ر ع 5170 بتاريخ 23 شوال 1424 (18 ديسمبر 2003) ص 4253.) :

(غيرت بالمرسوم رقم 2.04.797 صادر في 11 من ذي القعدة 1425 (24 ديسمبر 2004) ج ر ع 5278 بتاريخ 17 من ذي القعدة 1425 (30 ديسمبر 2004) ص 4248 يعمل به ابتداء من فاتح يناير 2005.) :

لا تسري أحكام الفصول 11 و40 و91 من هذا المرسوم على نفقات الدولة المنجزة في إطار برامج مرتبطة بمشاريع تستفيد من أموال مساعدات خارجية يمنحها الاتحاد الأوربي في شكل هبات.

الفصل 92

(غير بالمرسوم رقم 2.04.797 صادر في 11 من ذي القعدة 1425 (24 ديسمبر 2004) ج ر ع 5278 بتاريخ 17 من ذي القعدة 1425 (30 ديسمبر 2004) ص 4248 يعمل به ابتداء من فاتح يناير 2005).:.

يقوم المحاسبون المكلفون بالتسديد بمراقبة الأوامر بالصرف والتأشير عليها وأداء مبالغها.

إذا لاحظ المحاسب المكلف بالتسديد أثناء إجراء مراقبته مخالفة لأحكام الفصل 11 من هذا المرسوم الملكي، أوقف التأشيرة وأعاد إلى الآمر بالصرف غير المؤشر عليها مرفقة بمذكرة معللة بشكل قانوني تتضمن مجموع الملاحظات التي أثارها قصد تصحيح الوضعية.

وإذا طلب الآمر بالصرف كتابة وتحت مسؤوليته صرف النظر على ذلك باشر المحاسب الذي لم يعد مسؤولا عن ذلك التأشير لأجل الأداء وأضاف إلى الأمر بالصرف أو إلى الحوالة نسخة من تصريحه بالإخبار وكذا طلب الآمر بالصرف.

الفصل 93

غير بالمرسوم رقم 2.04.797 صادر في 11 من ذي القعدة 1425 (24 ديسمبر 2004) ج ر ع 5278 بتاريخ 17 من ذي القعدة 1425 (30 ديسمبر 2004) ص 4248 يعمل به ابتداء من فاتح يناير 2005.

خلافا لأحكام الفقرة الثالثة من الفصل السابق، يجب على المحاسب المكلف بالتسديد أن يرفض الامتثال الطلبات إذا كان إيقاف الأداء مدعما بأحد الأسباب الآتية :

- إما عدم وجود الاعتمادات أو عدم توفرها أو عدم كفايتها ؛

- أو توفر الصفة الإبرائية ؛

- أو عدم وجود التأشيرة المسبقة لمراقب الالتزامات بالنفقات أو تصديقه عندما يكون ذلك مطلوبا.

وفي حالة رفض الطلب يخبر المحاسب بذلك فورا وزير المالية الذي يبت في الأمر.

غير أنه في حالة عمليات تقتضيها حاجيات الدفاع عن البلاد لا يمكن للمحاسبين المكلفين بالتسديد الاستناد إلى عدم توفر الاعتمادات لرفض أداء الأجور وغيرها من الرواتب المنفذة

للعسكريين غير الضباط وكذا التعويضات عن الغذاء والسفر والإقامة الممنوحة لمجموع المستخدمين العسكريين.

الفصل 94

إن نفقات الدولة المؤداة في الخارج يقوم بها لزوما الخازن العام أو يقوم بها لحسابه عون محاسب مؤهل لهذا الغرض.

وتحدد في تعليمات لوزير المالية الشروط التي يطبق بموجبها نظام الصرف على هذه النفقات.

الفصل 95

تتحمل الدولة النفقات المترتبة عن التسديد في الأحوال الآتية :

أولا – إذا كانت كيفية التسديد المستعملة ضرورية للمحاسب كي يمكنه الحصول على إبراء ؛

ثانيا – إذا كان الأمر يتعلق بإعانات إسعافية ؛

ثالثا – إذا كانت العقدة أو الاتفاقية أو الفاتورة تتضمن بيان محل للأداء بالخارج.

ويتحمل الدائن الصوائر في جميع الحالات الأخرى.

الفصل 96

في حالة ضياع أو إتلاف أو سرقة أوراق الإثبات المسلمة للمحاسبين يمكن للخازن العام النائب عن وزير المالية أن يأذن لهؤلاء المحاسبين في تعويضها.

الباب الرابع

عمليات الخزينة

الفصل 97

تشتمل عمليات الخزينة بالأخص على ما يأتي :

تزويد الصناديق العمومية بالأموال ؛

خصم واستخلاص السفاتج والسندات الصادرة لفائدة الدولة ؛

العمليات المنجزة بحسابات الإيداع ؛

إصدار القروض ذات الأمدين القصير والمتوسط وتحويلها وتدبير شؤونها وإرجاعها.

ويعهد إلى الخازن العام بتنفيذ هذه العمليات.

الفصل 98

تشتمل العمليات المنجزة بحسابات الإيداع على ما يلي :

العمليات المتعلقة بالإبداعات الاختيارية والإجبارية وتحدد كيفيات تسيير هذه الحسابات بقرار لوزير المالية ؛

العمليات المتعلقة بالمبالغ المؤتمن عليها بالخزينة من طرف بعض الأفراد لفائدتهم ؛

الاستخلاصات والأداءات الموقتة ؛

الأموال الباقية الواجب إرجاعها.

الفصل 99

يجمع الخازن العام نتائج إصدار القروض والعمليات الخاصة بتسيير الدين العمومي.

الفصل 100

تتألف الأوراق المثبتة لعمليات الخزينة مما يلي :

شهادة للموافقة أو قوائم لبيان الأجور ؛

شيكات أو أوامر بالأداء أو التحويل مسلمة من طرف أصحاب حسابات الإيداع ؛

سندات القرض أو سندات الالتزام المدعمة بجميع الوثائق التي تشهد بصحة حق الدين أو المستفيد ؛

شهادة بالمداخيل أو النفقات أو أوامر بالأداء أو وصولات خاصة.

الباب الخامس

المحاسبة

القسم الأول

قواعد عامة

الفصل 101

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

ترتكز المحاسبة العامة للدولة على مبدأ معاينة الحقوق والواجبات. وتحسب العمليات المتعلقة بالميزانية والمالية برسم السنة المالية التي ترتبط بها بغض النظر عن تاريخ أدائها أو قبضها.

الفصل 102

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423.) :

تبرز المحاسبة الإدارية تنفيذ ترخيصات الميزانية من قبل الآمرين بالصرف وتمسك وفقا لمقتضيات القسم الثاني من الباب الخامس من الجزء الثاني من هذا المرسوم الملكي.

الفصل 103

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

مسك محاسبة الدولة وفقا لمخطط الحسابات يحدد بقرار للوزير المكلف بالمالية.

يتضمن مخطط الحسابات السالف الذكر هيكلة للحسابات توزع على أصناف متجانسة تسمى 'أقسام'.

يتجزأ كل قسم الى حسابات تكون محل تصنيف عشري.

ويتكون عدد الأقسام المذكورة من تسعة أقسام :

- القسم 1 : الوضعية الصافية وحسابات التمويل الدائم ؛

- القسم 2 : حسابات الأصول الثابتة ؛

- القسم 3 : حسابات الأصول المتداولة (خارج عمليات الخزينة) وحسابات الربط الداخلية ؛

- القسم 4 : حسابات الخصوم المتداولة (خارج عمليات الخزينة) ؛

- القسم 5 : حسابات الخزينة ؛

- القسم 6 : حسابات التكاليف ؛

- القسم7 : حسابات المحصولات ؛

- القسم 8 : التزامات خارج البيان ؛

- القسم 9 : محاسبة تحليلية للميزانية وقوانين التصفية والحسابات الترتيبية .

تدرج العمليات الناتجة عن تنفيذ قانون المالية في القسم 9 في المحاسبة المتعلقة بالميزانية. وتكون هذه المحاسبة موضوع تفصيل في إطار محاسبات ثانوية تمسك حسب طبيعة الموارد وطبيعة النفقات.

الفصل 104

يمسك الآمرون بالصرف المحاسبة الإدارية بخصوص العمليات المتعلقة بالوزارة المنتمي إليها.

أما العمليات التي يتولى محاسبتها الآمرون بالصرف الثانويون فتقيد من جديد في سجلات الآمر بالصرف الذي ينتمون إليه.

الفصل 105

يمسك الآمرون بالصرف محاسبة مستقلة بخصوص تنفيذ ما يلي :

الميزانية العامة للدولة ؛

كل ميزانية من الميزانيات الملحقة ؛

كل صنف من أصناف الحسابات الخصوصية.

الفصل 106

تدرج في سجلات المحاسبة الإدارية جميع العمليات المتعلقة بما يأتي :

إثبات وتصفية المداخيل ؛

رصد النفقات وتصفيتها والأمر بدفعها.

الفصل 107

إن سجلات المحاسبة الإدارية المستعملة لتتبع تنفيذ المداخيل هي :

أولا – السجل اليومي للحقوق المثبتة لفائدة الدولة ؛

ثانيا – سجل الحساب حسب نوع المداخيل.

ويتضمن السجل اليومي في أعمدة متباينة بيان الرقم الترتيبي للدين وتاريخ تسجيله وإدراجه وموضوعه كما يتضمن بيان المدينين ومبلغ المدخول.

وتدرج في سجل الحسابات المبالغ الواجب استخلاصها في كل باب من أبواب وفصول وفقرات ميزانية المداخيل.

وتقيد نفس العمليات بالتفصيل إذا اقتضى ذلك في سجلات معاونة يحدد عددها وكيفية تنسيقها حسب نوع المصالح.

الفصل 108

إن سجلات المحاسبة الإدارية المستعملة لتتبع تنفيذ النفقات هي :

سجل تقييد حقوق الدائنين الذي تمسكه المصلحة المصفية والآمر بالصرف ؛

السجل اليومي للأوامر بالصرف أو الحوالات الصادرة ؛

سجل الحسابات حسب أبواب النفقات.

ويمسك هذه السجلات الآمر بالصرف الأصلي والآمرون بالصرف الثانويون.

كما تمسك عند الحاجة المصالح المكلفة بالتصفية والآمر بالصرف دفاتر للتفصيل وسجلات للحسابات معاونة.

الفصل 109

يتضمن سجل تقييد حقوق الدائنين بيانا موجزا عن كل باب وفصل عند الحاجة وعلى التوالي جميع العمليات المتعلقة بتحديد الاعتمادات الممنوحة للمصلحة ورصد النفقة والتصفية وعند الاقتضاء تاريخ توجيه هذه التصفية إلى الآمر بالصرف.

الفصل 110

إن السجل اليومي للأوامر بالصرف أو الحوالات الصادرة لأجل التسجيل على الفور وللتوالي حسب ترتيب الأرقام لجميع الأوامر بالصرف أو الحوالات الصادرة خلال مدة التصرف.

ويوجه الآمرون بالصرف الأصليون والآمرون بالصرف الثانويون في كل شهر إلى المحاسب المكلف بالتسديد قائمة تتضمن عن كل باب من أبواب الميزانية جميع الاعتمادات المفتوحة ومبلغ الإصدارات إلى آخر يوم من الشهر السابق.

ويرجع المحاسب اللائحة المؤشر عليها إلى الآمر بالصرف بعد تأكده من مطابقة المعلومات المستمدة من حساباته الخاصة.

الفصل 111

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يمكن أن يقوم بعمليات التسوية المتعلقة بالمحاسبة الإدارية إما الآمرون بالصرف أو وزير إلى غاية 31 أغسطس من السنة المالية التالية لسنة قانون المالية المعنية بالأمر.

ويخول الخازن العام أجلا ينتهي في 30 سبتمبر ليدرج في حساباته عمليات التسوية التي أقرها الآمرون بالصرف والعمليات المحاسبية الداخلية.

الفصل 112

يتضمن سجل الحسابات عن كل باب من أبواب النفقات بيان الاعتمادات الممنوحة والنفقات المأمور بدفعها أو المأذون بوضع حوالات لها حسب كل باب وفصل.

الفصل 113

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يمسك الآمرون بالصرف عند الاقتضاء في سجل للحسابات خاص بالآمرين بالصرف الثانويين محاسبة معاونة للعمليات المتعلقة بالاعتمادات المفوض فيها.

ويقيد في سجل الحسابات الخاص بالآمرين بالصرف الثانويين حسب كل آمر بالصرف ثانوي وحسب كل نفقة تترتب عنها ترخيص مستقل في الميزانية مبلغ الاعتمادات المفوض فيها وبعد

الاطلاع على القوائم الشهرية الموضوعة من طرف الآمرين بالصرف الثانويين استهلاك هذه الاعتمادات .

وتقارن كل ثلاثة أشهر المحاسبات التي يمسكها الآمرون بالصرف الثانويون بالمحاسبة المعاونة للعمليات المتعلقة بالاعتمادات المفوض فيها.

يحصر سجل الحسابات الخاص بالآمرين بالصرف المساعدين بعد أن تدرج في الحسابات البيانات الشهرية للشهر الثاني عشر، ويصحح بعد ذلك سجل حقوق الدائنين الخاص للآمر بالصرف تبعا لأرقام البيان الشهري الأخير للسنة المالية.

الفصل 114

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

تشمل المحاسبة الإدارية الخاصة بتنفيذ نفقات الاستثمار على جزئين :

يتضمن الجزء الأول عن كل سنة مالية الترخيصات في الالتزام الممنوحة والاعتمادات المفتوحة نتيجة لهذه الترخيصات؛

ويتضمن الجزء الثاني استعمال الآمرين بالصرف الترخيصات في الالتزام والاعتمادات الممنوحة برسم السنة المالية.

الفصل 115

يمسك الجزء الأول من المحاسبة الإدارية لنفقات الاستثمار حسب الأحوال إما في سجل للاعتمادات المفتوحة بخصوص نفقات الاستثمار المأذون فيها بموجب قوانين المالية أو في سجل للاعتمادات المفتوحة بخصوص نفقات الاستثمار المأذون فيها بموجب قوانين البرامج.

الفصل 116

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يتضمن سجل الاعتمادات المفتوحة بخصوص نفقات الاستثمار المأذون فيها بموجب قوانين المالية ما يلي عن كل قانون للمالية للسنة وعن كل نوع من النفقات يترتب عنه إذن خاص :

الإذن الممنوح بموجب قانون المالية والتغييرات المدخلة عليه ومبلغه النهائي؛

مبلغ الالتزام المأذون فيه الناجم إما عن ترخيص في البرنامج أو عن اعتماد عادي أو عن مبلغهما معا؛

مبلغ الأداءات المأذون فيها كل سنة مالية. وينجم هذا المبلغ :

فيما يخص السنة المالية التي يحمل قانون المالية اسمها عن مبلغ المجموع من اعتماد الأداء المفتوح برخصة برنامج والاعتماد العادي.

فيما يخص كل سنة من السنوات المالية اللاحقة وإلى غاية انتهاء الترخيصات في البرنامج عن مبلغ اعتمادات الأداء المفتوحة برسم السنة.

الفصل 117

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

إن سجل الاعتمادات المفتوحة بخصوص نفقات الاستثمار المأذون فيها بموجب قوانين البرنامج يتضمن عن كل قانون للبرامج وعن كل نوع من النفقات يترتب عنه إذن خاص مقدار الترخيص في النفقة الناجم عن قانون البرنامج والتغييرات الموالية المدخلة عليه ومبلغه النهائي.

ويتضمن بالإضافة إلى ذلك ما يلي عن كل سنة من السنوات المالية لتنفيذ قانون البرنامج :

الالتزامات المأذون فيها حديثا عن السنة والناجمة عن مجموع مبلغ الترخيصات والاعتمادات العادية الممنوحة برسم السنة؛

الأداءات المأذون فيها حديثا عن السنة والناجمة عن مجموع مبلغ اعتمادات الأداء المتعلقة بالترخيصات في البرنامج عن السنوات السالفة واعتمادات الأداء المطابقة للترخيصات في البرنامج عن السنة الجارية والاعتمادات العادية الممنوحة برسم نفس السنة؛

مجموع مبلغ الترخيصات في الالتزام والترخيصات في الأداء ابتداء من السنة الأولى لتنفيذ قانون البرنامج.

الفصل 118

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يمسك الجزء الثاني من المحاسبة الإدارية لنفقات الاستثمار في سجل للحسابات عن كل نوع من أنواع نفقات الاستثمار.

يمسك سجل الحسابات عن كل نوع من أنواع نفقات الاستثمار بموجب قانون المالية أو البرنامج عن كل سنة مالية ونوع الترخيص وكل نفقة يترتب عنها إذن خاص، وفقا لأحكام الفصل 108 وما يليه وللأحكام التالية :

يحدد مبلغ الالتزامات المأذون فيها عن السنة من طرف الآمر بالصرف بإضافة المبلغ الباقي غير المستعمل من السنة السالفة حسب ما هي ناتجة عن الجزء الأول من محاسبته المتعلقة بهذه السنة إلى مبلغ الترخيصات الجديدة للسنة الجارية حسبما هي ناتجة عن الجزء الأول من محاسبته؛

توضع الحوالات المأذون فيها عن السنة من طرف الآمر بالصرف بإضافة الاعتمادات المفتوحة برسم هذه السنة إلى الاعتمادات المنقولة طبقا لمقتضيات الفصل 87 من هذا المرسوم الملكي.

الفصل 119

يضع الآمرون بالصرف عند انصرام مدة التصرف حسابهم الإداري حسب الأبواب والفصول والفقرات.

وتتجلى من الحساب الإداري تقديرات المداخيل والاعتمادات النهائية الناجمة عن قانون المالية للسنة وقوانين المالية المعدلة والاقتطاعات المنجزة في باب النفقات الطارئة وتحويل الاعتماد من جهة والالتزامات بالنفقات والنفقات المؤشر عليها والمداخيل المأمور بصرفها أثناء الفترة الميزانية المعنية بالأمر من جهة أخرى، وتقدم هذه النتائج في جدولين يتعلق أحدهما بالمداخيل والآخر بالنفقات.

وتتضمن البيانات الملحقة بالجدولين المنصوص عليهما أعلاه ما يلي مع التفاصيل الخاصة بنوع كل مصلحة :

فيما يخص المداخيل : التقديرات النهائية والحقوق الصافية المثبتة والفرق الحاصل فيما بينهما؛

فيما يخص النفقات : الاعتمادات الناجمة عن قوانين المالية النفقات المصفاة والأوامر بالصرف المؤشر عليها من طرف المحاسب والديون الباقية الواجب الأمر بصرفها وتجاوز الاعتمادات الباقية من غير استعمال؛

الاقتناءات وتفويتات الملكية والامتيازات في الانتفاع بأملاك الدولة الخاصة المنجزة خلال السنة المعنية بالأمر؛

وأخيرا جميع المعلومات التي من شأنها أن تساعد على دراسة الوقائع المتعلقة بالتصرف الإداري والمالي للسنة المالية أو على تكملة إثباتها.

القسم الثالث

محاسبة المحاسبين-

الفصل 120

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

تمسك المحاسبة العامة للدولة من طرف المحاسبين العموميين الذين يعاينون جميع العمليات المنجزة لحساب الدولة برسم :

- الميزانية العامة ؛

- ميزانية مصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة والحسابات الخصوصية للخزينة ؛

- العمليات المتعلقة بالممتلكات ؛

- العمليات المنجزة لحساب الأغيار ؛

-العمليات الترتيبية وعمليات الخزينة.

الفصل 121

(غير مرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

يحصر المحاسبون العموميون بياناتهم وسجلاتهم المحاسبية في 31 ديسمبر من كل سنة.

تعد في هذا التاريخ وضعية الصندوق ومحفظة الأوراق المالية وميزان عام للحسابات عن كل محاسب.

الفصل 122

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

يتولى الخازن العام للمملكة، بصفته محاسبا ساميا، مركزة جميع العمليات التي قام بها المحاسبون العموميون في بياناته ويحدد نتيجة تنفيذ قانون المالية.

الفصل 123

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).:.

يقوم الخازن العام للمملكة بتحديد النتيجة السنوية المتعلقة بالممتلكات ويعد عند تاريخ 31 مارس من السنة الموالية البيانات المالية التالية :

- البيان المقدم في شكل جدول الوضعية الصافية ؛

- حساب النتيجة ؛

- جدول حركيات أموال الخزينة ؛

-المذكرات المتعلقة بالبيانات المالية.

ويجب أن تعكس القوائم المالية المشار إليها أعلاه صورة صادقة عن الوضعية المالية ووضعية ممتلكات الدولة.

الفصل 124

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

(غير بالمرسوم رقم 2-09-608 صادر في 11 من صفر 1431 (27 يناير 2010) ج ر ع 5811 بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010) ص423).ك.

يوجه الخازن العام للمملكة شهريا إلى الوزير المكلف بالمالية :

- وضعية العمليات الخاصة بالميزانية العامة وميزانيات المصالح المسيرة بصورة مستقلة والحسابات الخصوصية للخزينة التي تمت معاينتها خلال الشهر المعني مع التذكير بنتائج الأشهر السابقة المتعلقة بنفس السنة المالية :

- وضعية ملخصة عن عمليات الخزينة محصورة في آخر يوم من الشهر، تعرض، من منظور الميزانية والممتلكات، النتائج المحاسبية لتنفيذ قانون المالية وعمليات الخزينة ؛

- الميزان العام للحسابات.

الفصل 125

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يكون كل محاسب مسؤولا عن عملياته الخاصة ويقيد الخازن العام من جديد في سجلاته جميع عمليات المحاسبين المتعلقة بمداخيل الدولة ونفقاتها، كما يتحمل لدى قاضي الحسابات، مسؤولية العمليات التي يجمع أوراق إثباتها، ويعين بمقررات لوزير المالية المحاسبون العامون الذين يكونون مسؤولين لدى قاضى الحسابات عن الأوراق المثبتة الخاصة بعملياتهم والتي يحتفظون بها إلى نهاية السنة المالية (4).

ويضع الخازن العام حساب التصرف تبعا للتاريخ الذي قدم فيه، ثم يوجه هذا الحساب إلى قاضي الحسابات بواسطة وزير المالية.

الفصل 126

(غير بالمرسوم رقم 2.95.507 صادر في 12 دجنبر 1995 ج ر ع 4338 بتاريخ 20 دجنبر 1995 ص 3332).:.

يتضمن الحساب السنوي للتسيير الذي يقدمه الخازن العام بصفته محاسبا للدولة ما يلي :

- وضعية المحاسب بالنسبة إلى الدولة في اليوم الأول من السنة المالية ؛

- تطور عمليات المداخيل والنفقات أيا كان نوعها المنجزة خلال نفس السنة مع التمييز بين العمليات الميزانية وعمليات الحسابات الخصوصية وعمليات الخزينة ؛

- وضعية المحاسب إزاء الدولة في نهاية السنة المالية المقدم نوعها الحساب.

تحصر حسابات وسجلات الخازن العام في 30 يونيو من كل سنة مالية.

ويحرر المحاسب في نفس التاريخ بيانا عن حالة الصندوق ومحفظة الأوراق المالية يراجع حضوريا من طرف المفتشية العامة للمالية. ويقدم الخازن العام نسخة من هذا البيان لتدعيم حساب تصرفه.

القسم الرابع

حسابات نهاية السنة

الفصل 127

يضع وزير المالية الحساب العام للمملكة بعد الإطلاع على الحسابات الإدارية للآمرين بالصرف وحساب التصرف الخاص بالمحاسب.

ويبرز هذا الحساب التقديرات النهائية للمداخيل والنفقات وتنفيذها من طرف الآمرين بالصرف والمحاسبين.

ويوجه الحساب المذكور إلى قاضي الحسابات مشفوعا بالمشروع السنوي لقانون التصفية.

الباب السادس

المراقبة

القسم الأول

مراقبة العمليات الإدارية

الفصل 128

يجري الوزراء إما مباشرة أو بواسطة هيآت المراقبة مراقبة العمليات المنجزة من طرف الآمرين بالصرف الثانويين المنتمين إليهم.

الفصل 129

تجري على الآمرين بالصرف والآمرين بالصرف الثانويين تحقيقات المفتشية العامة للمالية طبق الشروط المبينة في القوانين والأنظمة.

الفصل 130

يجرى محاسبو الدولة على عمليات الآمرين بالصرف المراقبة المنصوص عليها في الفصلين 10 و11 من هذا المرسوم الملكي.

القسم الثاني

مراقبة العمليات الحسابية

الفصل 131

يقوم بمراقبة تصرف محاسبي الدولة رؤساؤهم الإداريون وهيأت المراقبة المختصة.

الفصل 132

تجري على جميع محاسبي الدولة تحقيقات المفتشية العامة للمالية طبق الشروط المحددة في الظهير الشريف رقم 1.59.269 الصادر في 17 شوال 1379 (14 أبريل 1960) بشأن المفتشية العامة للمالية.

الفصل 133

تعرض حسابات محاسبي الدولة على قاضي الحسابات بواسطة رئيسهم الإداري.

مقتضيات ختامية

الفصل 134

تلغى جميع المقتضيات المخالفة لمقتضيات هذا المرسوم الملكي ولاسيما :

الفصول 19 و20 و21 و23 و24 (المقطع الأول) 25 (المقطعات 1 و2 و3 و4 و5 و6) و26 و27 و28 و34 والفصل 35 وما يليه إلى غاية الفصل 53 والفصل 56 وما يليه إلى غاية الفصل 72 و79 (المقطعات 1 و3 و4) و80 و81 (المقطعان 1 و2) من الظهير الشريف رقم 1.58.041 الصادر في 20 محرم 1378 (6غشت 1958) بسن نظام للمحاسبة العمومية للمملكة المغربية.

وبناء على ما ذكر لا يبقى العمل جاريا إلا بالفصلين 54 و55 والمقطعين 3 و4 من الفصل 81.

الفصل 135

يعهد إلى وزير المالية بتنفيذ مرسومنا الملكي هذا الذي ينشر بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 10 محرم 1378 (21 أبريل 1967).

....

....

المحاسبة العمومية هي مجموع القواعد التي تجري ما عدا في حالة سن مقتضيات مخالفة على العمليات المالية والحسابية للدولة والجماعات المحلية ومؤسساتها وهيأتها والتي تحدد الالتزامات والمسؤوليات المنوطة بالأعوان المكلفين بها.

ويطلق على هؤلاء الأشخاص المعنويين في هذا المرسوم الملكي اسم 'المنظمات العمومية'.

الفصل 1 من مرسوم ملكي رقم 330.66 بتاريخ 10 محرم 1387 (21 أبريل 1967) بسن نظام عام للمحاسبة العمومية.

يراد بالمحاسبة العمومية المطبقة على الجماعات المحلية ومجموعاتها، مجموع القواعد المنظمة لتنفيذ ومراقبة عملياتها المالية والمحاسبية وكذا مسك محاسبتها بالإضافة إلى تحديدها لالتزامات ومسؤوليات الأعوان المكلفين بتطبيقها.

وتشتمل العمليات المالية والمحاسبية للجماعات المحلية ومجموعاتها على العمليات المتعلقة بالميزانية والخزينة والممتلكات.

الفصل 1 من مرسوم رقم 2.09.441 صادر في 17 من محرم 1431 (3 يناير 2010) بسن نظام للمحاسبة العمومية للجماعات المحلية

....

مرسوم رقم 2.09.441 صادر في 17 من محرم 1431 (3 يناير 2010) بسن نظام للمحاسبة العمومية للجماعات المحلية ومجموعاتها.

الجريدة الرسمية عدد 5811 الصادرة بتاريخ 23 صفر 1431 (8 فبراير 2010)

مرسوم رقم 2.09.441 صادر في 17 من محرم 1431 (3 يناير 2010)

بسن نظام للمحاسبة العمومية للجماعات المحلية ومجموعاتها.

الوزير الأول؛

بناء على القانون رقم 45.08 المتعلق بالتنظيم المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها؛ الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.09.02 بتاريخ 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) ولا سيما المادة 54 منه ؛

وعلى القانون رقم 47.96 المتعلق بتنظيم الجهات، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.97.84 بتاريخ 23 من ذي القعدة 1417 (2 أبريل 1997) ؛

و على القانون رقم 79.00 المتعلق بتنظيم العمالات والأقاليم، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.269 بتاريخ 5 رجب 1423 (3 أكتوبر 2002) ؛

و على القانون رقم 78.00المتعلق بالميثاق الجماعي الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.247 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002)، كما وقع تغييره وتتميمه ؛

و على القانون رقم 47.06المتعلق بجبايات الجماعات المحلية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.195 الصادر في 19 من ذي القعدة 1428 (30 نوفمبر 2007) ؛

وعلى القانون رقم 39.07 بسن أحكام انتقالية فيما يتعلق ببعض الرسوم والحقوق والمساهمات والأتاوى المستحقة لفائدة الجماعات المحلية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.209 بتاريخ 16 من ذي الحجة 1428 (27 ديسمبر 2007) ؛

وعلى القانون رقم 15.97 بمثابة مدونة تحصيل الديون العمومية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.00.175 بتاريخ 28 من محرم 1421 (3 ماي 2000) ؛

وعلى القانون رقم 61.99 المتعلق بتحديد مسؤولية الآمرين بالصرف والمراقبين والمحاسبين العموميين، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.25 بتاريخ 19 من محرم 1423 (3 أبريل 2002) ؛

وعلى القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.124 بتاريخ فاتح ربيع الآخر 1423 (13 يونيو 2002) ،

وباقتراح من وزير الاقتصاد والمالية ووزير الداخلية ؛

وبعد دراسة المشروع في المجلس الوزاري المجتمع في 29 من شوال 1430 (19 أكتوبر 2009) ؛

رسم ما يلي :

المادة 1

يراد بالمحاسبة العمومية المطبقة على الجماعات المحلية ومجموعاتها، مجموع القواعد المنظمة لتنفيذ ومراقبة عملياتها المالية والمحاسبية وكذا مسك محاسبتها بالإضافة إلى تحديدها لالتزامات ومسؤوليات الأعوان المكلفين بتطبيقها.

وتشتمل العمليات المالية والمحاسبية للجماعات المحلية ومجموعاتها على العمليات المتعلقة بالميزانية والخزينة والممتلكات.

المادة 2

يهدف هذا المرسوم إلى تحديد :

- في قسمه الأول، المبادئ الأساسية للمحاسبة العمومية للجماعات المحلية ومجموعاتها وكذا الأحكام الاستثنائية لهذه المبادىء ؛

- في قسمه الثاني، القواعد المطبقة على تنفيذ عمليات المداخيل والنفقات وكذا العمليات المتعلقة بالخزينة ؛

- في قسمه الثالث، القواعد المطبقة على المحاسبة ؛

- في قسمه الرابع، القواعد المطبقة على تصفية الميزانية وتقديم الحسابات والمراقبة.

القسم الأول

المبادئ الأساسية

الباب الأول

المبادئ العامة

المادة 3

يعهد بالعمليات المالية والمحاسبية المترتبة عن تنفيذ ميزانيات الجماعات المحلية ومجموعاتها إلى الآمرين بالصرف والمحاسبين العموميين ما لم ترد أحكام مخالفة.

المادة 4

تتنافى مهمة آمر بالصرف لجماعة محلية أو مجموعة مع مهمة المحاسب العمومي، ما لم ترد أحكام مخالفة.

لا يجوز لزوج الآمر بالصرف أن يقوم بمهمة المحاسب العمومي المعين بالجماعات المحلية أو المجموعة التي يتولى الآمر بالصرف ممارسة مهمته بها، وتنطبق نفس حالة التنافي على أصوله وفروعه.

الباب الثاني

المبادىء المطبقة على الآمرين بالصرف

الفرع الأول

قواعد عامة

المادة 5

يراد حسب مدلول هذا المرسوم بالآمر بالصرف لمداخيل ونفقات جماعة محلية أو مجموعة، كل شخص له الصفة لأجل :

- إثبات الديون المستحقة للجماعة أو المجموعة المذكورتين وتصفيتها والآمر بتحصيلها ؛

- الالتزام بديون الجماعة أو المجموعة المذكورتين وتصفيتها والآمر بدفعها.

المادة 6

يجوز للآمرين بالصرف أن يفوضوا إمضاءاتهم، تحت مسؤولياتهم، بموجب قرار محرر، في نسختين أصليتين، تبلغ واحدة منهما للمحاسب المكلف، ويجب أن تتضمن النسختان الأصليتان المذكورتان نموذجا لإمضاء الآمرين بالصرف المنتدبين.

يجوز للآمرين بالصرف علاوة على ذلك، بموجب قرار، تعيين آمرين مساعدين بالصرف ونوابهم، يفوضون إليهم سلطتهم في الحدود التي ينص عليها الأمر بتفويض الاعتمادات أو أي وثيقة تقوم مقامه.

يتصرف الآمرون بالصرف المنتدبون والآمرون المساعدون بالصرف وكذا نوابهم تحت مسؤولية و مراقبة الآمرين بالصرف الذين عينوهم.

المادة 7

يجب أن يعمل الآمر بالصرف والمنتدبون من لدنه وكذا الآمرون المساعدون بالصرف الذين يطلق عليهم فيما يلي في هذا المرسوم لفظة "آمر بالصرف" على الحصول على اعتماد إمضائهم لدى المحاسبين المكلفين بالمداخيل والنفقات التي يأمرون بتنفيذها وأن يدلوا لهم بنماذج إمضاءاتهم.

المادة 8

يتحمل الآمرون بالصرف، أثناء مزاولة مهامهم، المسؤوليات المنصوص عليها في النصوص التشريعية الجاري بها العمل.

الفرع الثاني

مبادئ التنظيم

المادة 9

لا يجوز للآمر بالصرف، بهذه الصفة، أن يفتح حسابا جاريا أو للإيداع لتلقي أموال في ملكية الجماعة المحلية أو المجموعة أو معهود بها إليهما.

كما لا يجوز له أن يتصرف في أموال مدرجة في اعتماد حساب مفتوح في اسم المحاسب العمومي لجماعة محلية أو مجموعة إلا بموجب أوامر توجه لهذا المحاسب مدعمة بالمستندات المثبتة التنظيمية.

المادة 10

تدرج الأوامر بتحصيل المداخيل أو بالأداء الصادرة عن الآمرين بالصرف في محاسبات تمسك وفقا للقواعد المحددة في هذا المرسوم وفي القرارات والتعليمات الصادرة بتطبيقه.

الباب الثالث

المبادىء المطبقة على المحاسبين العموميين

للجماعات المحلية ومجموعاتها

الفرع الأول

قواعد عامة

المادة 11

يراد حسب مدلول هذا المرسوم بالمحاسب العمومي لجماعة محلية أو مجموعة، كل موظف أو عون مؤهل لتنفيذ عمليات المداخيل أو النفقات لحساب هذه الهيئات، أو التصرف في السندات إما بواسطة أموال وقيم يتولى حراستها وإما بتحويل داخلي لحسابات وإما بواسطة محاسبين عموميين آخرين أو حسابات خارجية للأموال المتوفرة، والتي يأمر بها أو يراقب حركاتها.

المادة 12

يكلف المحاسب العمومي المشار إليه في المادة 11 أعلاه، وحده للقيام بما يلي مالم تنص أحكام تنظيمية على خلاف ذلك :

- أداء النفقات إما بأوامر صادرة عن الآمرين بالصرف المعتمدين وإما بعد الاطلاع على سندات يقدمها الدائنون وإما بمبادرة منه، وكذا الإجراء الواجب اتخاذه بشأن التعرضات وكل موانع الأداء الأخرى ؛

- استيفاء الواجبات نقدا والرسوم المصرح بها، وفق الشروط المقررة في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل؛

- التكفل بأوامر المداخيل الفردية أو الجماعية الصادرة عن الآمرين بالصرف المختصين وتحصيلها وفق الشروط المنصوص عليها بهذا المرسوم ؛

- المحافظة على الأموال والقيم التي يتولى حراستها ؛

- التصرف في أموال وحركات الحسابات الخارجية للأموال المتوفرة التي يتولى حراستها او يأمر بحركاتها ؛

- مسك محاسبة الجماعة المحلية أو المجموعة ومركزة عمليات المداخيل والنفقات التي تم تنفيذها لحسابها طبقا لأحكام هذا المرسوم ؛

- المحافظة على المستندات المثبتة للعمليات التي قام بتنفيذها أو مركزتها.

كما يتولى القيام بجميع المساعي الضرورية لتحصيل المداخيل، ويتعين عليه أن يخبر الآمر بالصرف بكل ناقص للقيمة يعاينه في مداخيل الملك الخاص للجماعة المحلية أو المجموعة.

المادة 13

ينقسم المحاسبون العموميون للجماعات المحلية ومجموعاتها إلى محاسبين رئيسيين أو محاسبين ثانويين :

- المحاسبون الرئيسيون هم الذين يتعين عليهم بمقتضى القوانين والأنظمة المعمول بها أو بموجب مقرر للوزير المكلف بالمالية أن يدلوا سنويا للمجلس الجهوي للحسابات المختص، بحسابات الجماعات المحلية أو مجموعاتها بصفتهم المحاسبين المكلفين بها. وتشتمل الحسابات المذكورة على العمليات التي قاموا بتنفيذها شخصيا وكذا العمليات التي قاموا بمركزة مستنداتها المثبتة أو التي منحوها تنزيلا نهائيا ؛

- المحاسبون الثانويون هم الذين تكون العمليات التي قاموا بتنفيذها ممركزة من طرف محاسب رئيسي يتولى القيام بالتنزيل النهائي لها بعد الاطلاع على مستنداتها المثبتة المدلى بها، غير أن مسؤوليتهم برسم العمليات المذكورة، تبقى قائمة وفق الشروط المحددة في النصوص التشريعية الجاري بها العمل.

المادة 14

المحاسبون العموميون للجماعات المحلية ومجموعاتها هم :

- الخزنة الجماعيون المكلفون بالأداء ؛

- القباض الجماعيون ؛

- المحصلون الجماعيون ؛

- الشسيعون.

يتولى الخزنة المكلفون بالأداء تنفيذ ومراقبة نفقات الجماعات المحلية أو المجموعات المذكورة.

يعهد إلى القباض الجماعيين تحصيل الواجبات والرسوم والأتاوى، التي تكون الجماعات المحلية ومجموعاتها مؤهلة لاقتطاعها عملا بالقوانين والأنظمة المعمول بها وكذا تنفيذ ومراقبة نفقات الجماعات أو المجموعات المذكورة.

ويتولى المحصلون الجماعيون، باعتبارهم محاسبين ملحقين محاسبتيا بالخزنة الجماعيين، تحصيل الواجبات والرسوم والأتاوى التي تكون الجماعات المحلية ومجموعاتها مؤهلة لاستيفائها طبقا للقوانين والأنظمة المعمول بها.

يحدد مجال صلاحيات واختصاصات الخزنة الجماعيين المكلفين بالأداء والقباض الجماعيين بقرار للوزير المكلف بالمالية. ويحدد مجال صلاحيات واختصاصات المحصلين الجماعيين بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

يسمى المحاسبون المكلفون بالمداخيل والمحاسبون المكلفون بالنفقات؛ على التوالي، المحاسبين المكلفين بالتحصيل و"الخزنة المكلفين بالأداء".

الفرع الثاني

مبادئ التنظيم

المادة 15

يتم تعيين الخزنة المكلفين بالأداء والقباض الجماعيين والمحصلين الجماعيين بمقرر للوزير المكلف بالمالية أو للشخص المفوض من لدنه لهذا الغرض.

ويتم بمقرر مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية أو الأشخاص المفوضين من لدنهم لهذا الغرض تعيين المحصلين الجماعيين لدى الجماعات المحلية التي تحدد قائمتها، بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

ويتم اختيارهم من بين الموظفين التابعين للخزينة العامة للمملكة والمنتمين للأطر المرتبة، على الأقل، في السلم 10 والحاصلين، على الأقل، على الإجازة في القانون أو على شهادة معترف بمعادلتها لها.

توجه نسخة من مقرر تعيينهم إلى المجلس الأعلى للحسابات قصد تبليغها إلى المجلس الجهوي للحسابات المختص.

ويخضعون قبل توليهم لأول منصب محاسبي إلى إجراء أداء اليمين، وفق الشروط المنصوص عليها في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

يمكن إبرام اتفاقية شراكة بين وزارة الداخلية والخزينة العامة للمملكة من اجل الاتفاق على الخدمات التي يمكن إنجازها لحساب الجماعات المحلية ومجموعاتها.

المادة 16

يتعين على المحاسبين العموميين للجماعات المحلية ومجموعاتها بمجرد استلام مهامهم، إبرام عقد تأمين بصفة فردية أو جماعية، طبقا للأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها، لدى

إحدى شركات التأمين المعتمدة من أجل تأمين مسؤولياتهم الشخصية والمالية أثناء مزاولة مهامهم.

المادة 17

يقوم المحاسبون العموميون للجماعات المحلية ومجموعاتها بتسيير المراكز المحاسبية المعهودة إليهم.

ويمكن أن يساعدهم في ذلك نائب أو عدة نواب يتوفرون على الصفة التي تمكنهم من التصرف باسمهم وتحت مراقبتهم ومسؤوليتهم.

يتعين على كل محاسب عمومي سبق ذكره، أن يكون معتمدا هو ونوابه لدى الهيئات الماسكة لحسابات خارجية للأموال المتوفرة التي يأمرون بها أو يراقبون حركاتها.

يتوفر كل مركز محاسبي على صندوق واحد، وعند الحاجة، على حساب بريدي جار واحد أو حساب للإيداع بالخزينة.

ولا يمكن في أي حال من الأحوال، أن يحمل حساب المركز المحاسبي الاسم الشخصي للمحاسب العمومي.

المادة 18

يتحمل المحاسب العمومي، أثناء مزاولة مهامه، المسؤوليات المنصوص عليها في النصوص التشريعية الجاري بها العمل.

المادة 19

يتولى الشسيعون القيام بعمليات الاستيفاء أو الأداء وفق الشروط المحددة بتعليمية لوزير الداخلية.

يعين الشسيعون لدى الآمرين بالصرف بقرار لوزير الداخلية باقتراح من الآمر بالصرف.

يمكن لشسيع المداخيل أو النفقات باقتراح من الآمر بالصرف، فتح حساب للإيداع بالخزينة، يخصص حصريا لتلقي المداخيل المنجزة برسم شساعة المداخيل بالنسبة للأول وتسبيقات الأموال من أجل أداء النفقات برسم شساعة بالنسبة للثاني.

الفرع الثالث

التسيير بحكم الواقع

المادة 20

طبقا للنصوص التشريعية الجاري بها العمل، يعتبر محاسبا بحكم الواقع، كل شخص يقوم، من غير أن يكون مؤهلا من طرف السلطة المختصة، بعمليات المداخيل والنفقات ومسك والتصرف في الأموال أو القيم التي تملكها جماعة محلية أو مجموعة.

بالإضافة إلى ذلك، يعتبر مشاركا مسؤولا عن التسيير بحكم الواقع، كل موظف أو عون وكذا كل من هو حاصل على طلبية عمومية، الذي يكون بمرافقته أو تشجيعه إما على المبالغة في

بيانات الأثمان أو الفاتورات أو على تحريف بياناتها، وقد عمد إلى وضع أوامر الأداء أو الحوالات أو التبريرات أو أصول صورية.

دون الإخلال بالأحكام الجنائية المعمول بها، يخضع المحاسب بحكم الواقع والمشارك أو المشاركون في تسيير بحكم الواقع لنفس الالتزامات والمراقبة ويتحملون نفس مسؤوليات المحاسب العمومي.

القسم الثاني

القواعد المطبقة على تنفيذ عمليات

المداخيل والنفقات والخزينة

الباب الأول

القواعد المتعلقة

بعمليات المداخيل

الفرع الأول

قواعد عامة

المادة 21

تشتمل الديون المستحقة للجماعات المحلية ومجموعاتها الخاضعة لأحكام هذا الباب على:

- الرسوم والأتاوى المحدثة لفائدتها بالقانون والتنظيم المعمول به ؛

- حاصلات ومداخيل الأملاك المخزنية ؛

- الأجور عن الخدمات المقدمة ؛

- محصول الاستغلالات والمساهمات المالية ؛

- كل الديون الأخرى المحدثة لفائدتها بموجب القوانين والأنظمة المعمول بها أو الناتجة عن أحكام قضائية أو اتفاقات.

المادة 22

يرخص سنويا بتحصيل المداخيل الناتجة عن الديون المشار إليها في المادة 21 أعلاه، بموجب ميزانيات الجماعات المحلية أو المجموعات المذكورة.

المادة 23

طبقا للنصوص التشريعية المعمول بها، فإن كل المساهمات المباشرة وغير المباشرة، دون المساهمات المرخصة بموجب الأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها و بموجب ميزانيات الجماعات المحلية أو مجموعاتها تعتبر مهما كان الوصف أو الاسم الذي تجبى به محظورة بتاتا وتتعرض السلطات التي قد تأمر بها، والمستخدمون الذين قد يضعون جداولها ويحددون تعاريفها أو الذين يقومون بتحصيلها للمتابعة باعتبارهم مرتكبين لجريمة الغدر بصرف النظر عن إقامة دعوى الاسترداد خلال ثلاث سنوات، على الخزنة أو القباض المحصلين أو الأشخاص الذين قد يقومون بقبضها.

ويتعرض كذلك للعقوبات المقررة في شأن مرتكبي جريمة الغدر كل من له سلطة عمومية أو موظف عمومي الذي، بشكل أو بآخر ولأي سبب كان يمنح، دون ترخيص قانوني أو تنظيمي، إعفاءات من الحقوق أو الضرائب أو الرسوم، أو يقوم بتسليم منتوجات أو خدمات جماعة محلية أو مجموعة مجانا، في حين أنها خاضعة، طبقا للنصوص التنظيمية المعمول بها، لأداء أتاوة أو أجرة عن الخدمات المقدمة.

المادة 24

يتم إثبات ديون الجماعات المحلية ومجموعاتها وتصفيتها حسب طبيعتها وفق الشروط المحددة بالقوانين والأنظمة المعمول بها، أو على أساس اتفاقات أو طبقا لقرارات قضائية.

المادة 25

تدرج المداخيل بميزانية السنة التي تم خلالها تحصيلها من طرف المحاسب المكلف.ويتم استخلاص مبلغ المحصولات كاملا دون مقاصة بين المداخيل والنفقات.

المادة 26

يتم تحصيل ديون الجماعات المحلية ومجموعاتها وفق الشروط المحددة في القانون المشار إليه أعلاه رقم 15.97 بمثابة مدونة تحصيل الديون العمومية.

الفرع الثاني

إصدار الأوامر بالمداخيل

المادة 27

يكون كل دين تمت تصفيته، ما لم ترد أحكام مخالفة محل أمر بالمداخيل، فردي أو جماعي، يصدره ويذيله بالصيغة التنفيذية الآمر بالصرف المختص، ومعززا بكل الوثائق التي تبرر مشروعية الاستخلاص.

غير أنه لا يجوز إصدار أوامر بالمداخيل برسم الرسوم المحلية التي يعادل أو يقل سقفها عن مائة (100) درهم، طبقا لأحكام القانون المشار إليه أعلاه رقم 47.06 المتعلق بجبايات الجماعات المحلية ويحدد سقف الديون الأخرى بقرار لوزير الداخلية.

المادة 28

يجب أن يبين كل أمر بالمداخيل أسس تصفية الدين وكذا العناصر التي تمكن من التحقق من هوية المدين.

المادة 29

تستحق الرسوم والديون الأخرى التي تكون محل أوامر بالمداخيل، فردية أو جماعية، ما لم ترد أحكام مخالفة في النصوص الخاصة بكل واحد منها، بمجرد الشروع في تحصيل الأوامر بالمداخيل المذكورة أو حلول أجل الاستحقاق المحدد في السند الذي نتج عنه الدين.

المادة 30

يترتب عن كل اتفاق أو عقد أو التزام يتضمن استخلاص مداخيل على أقساط يمتد تسديدها لعدة سنوات، إصدار الآمر بالصرف المختص لأمر بالمداخيل عن المبلغ المستحق برسم كل سنة، يوجهه إلى المحاسب المكلف بالتحصيل شهرين قبل تاريخ الاستحقاق.

ويجب أن يكون الأمر بالمداخيل الصادر برسم السنة الأولى معززا بنظير من السند الذي نتج عنه الدين.

وفي حالة حدوث تغيير، يلحق السند المتضمن للتغيير بالأمر بالمداخيل الصادر برسم السنة المعنية.

الفرع الثالث

التكفل بالأوامر بالمداخيل وتحصيلها

المادة 31

يتكفل المحاسب المكلف بالتحصيل بالأوامر بالمداخيل التي تم إصدارها، الذي يكون عند غياب المحصل الجماعي، حسب الحالة، إما الخازن المكلف بالأداء لدى الجماعة وإما القابض الجماعي المشار إليهما في المادة 14 أعلاه.

تسجل بصورة إجمالية الأوامر بالمداخيل الفردية في قائمة للإصدار أو في بطاقة معلوماتية تبلغ إلى المحاسب المكلف بالتحصيل، الذي يتحقق من مطابقة المجموع العام مع التكفلات التي قبلها.

وينطبق نفس الأمر على تخفيضات الأوامر بالمداخيل وعلى إلغائها.

تصدر الأوامر بالمداخيل الجماعية وفق الأشكال والشروط المنصوص عليها في القوانين والأنظمة التي تخضع لها الديون المتعلقة بها.

المادة 32

يتعين على المحاسب المكلف بالتحصيل، المشار إليه في الفقرة الأولى من المادة 31 أعلاه، أن يقوم سلفا، بمراقبة مشروعية عملية القبض والتنزيل المالي وكذا التحقق من المستندات المثبتة المقررة في النصوص التنظيمية وفي القائمة المعدة، بصفة مشتركة من لدن الوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

ويتأكد، وفق نفس الشروط، من مشروعية تخفيضات المداخيل وإلغالها.

وإذا اكتشف المحاسب المكلف بالتحصيل أثناء قيامه بالمراقبة، إغفالا أو خطأ ماديا بالنظر إلى أحكام الفقرة الأولى أعلاه، يقوم بإرجاع الأمر بالمداخيل أو الأمر بالإلغاء أو بالتخفيض إلى الآمر بالصرف مدعما بمذكرة معللة بصفة قانونية من أجل التسوية.

المادة 33

يتولى تحصيل الرسوم والأتاوى الصادرة عن طريق أوامر بالمداخيل، المحاسب المكلف بالتحصيل، طبقا لأحكام القانون رقم 15.97 بمثابة مدونة تحصيل الديون العمومية والقانون رقم 47.06 المتعلق بجبايات الجماعات المحلية المشار إليهما أعلاه.

المادة 34

يتم إنجاز المداخيل بالدفع نقدا أو بتسليم شيكات بنكية أو بريدية أو بتحويل لحساب مفتوح باسم المحاسب العمومي المعني.

علاوة على ذلك، يمكن إنجار المداخيل بتسليم قيم أو أوراق تجارية وفق الشروط الواردة في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل أو بأي وسيلة أخرى من وسائل الأداء الإلكتروني وفق الشروط المحددة بقرار للوزير المكلف بالمالية.

المادة 35

يتعين على المحاسب العمومي، عند كل دفع نقدا، تسليم وصل أو مخالصة يكون بمثابة سند تجاه الجماعة المحلية الدائنة، ويمكن إصدار السندات المذكورة بطريقة إلكترونية.

استثناء من أحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، لا يمكن تسليم وصل أو مخالصة عندما يتسلم الطرف الذي قام بالدفع، مقابل ذلك، طوابع أو أوراق أو بصفة عامة، توريدا تبرر حيازته لوحدها أداء الواجبات أو عندما يتم تسليم مخالصة بخصوص وثيقة تم إرجاعها أو تسليمها للطرف الذي قام بالدفع.

الفرع الرابع

الشكايات والإلغاءات

وقبول إلغاء الديون غير القابلة للتحصيل

المادة 36

تسري على الشكايات والإلغاءات المتعلقة بديون الجماعات المحلية ومجموعاتها القوانين والأنظمة التي أحدثت الديون المذكورة.

المادة 37

يؤدي كل خطأ في التصفية أو استعمال مزدوج أو خاطئ ثبت في حق المدين، إلى إصدار أمر بإلغاء المداخيل أو بتخفيضها. ويحدد الأمر المذكور أسباب الإلغاء، وفي حالة التخفيض، أسس التصفية الجديدة.

يتم، تلقائيا أو بطلب من المدينين، إعداد القرارات الكلية أو الجزئية المتعلقة بالإلغاء أو التخفيض الكلي أو الجزئي، عندما يتعلق الأمر بتزوير أو باستعمال مزدوج أو بأخطاء في أسس الحساب.

يذيل الآمر بالصرف القرارات المذكورة بصيغة التنفيذ، بعد موافقة وزير الداخلية أو الشخص المنتدب من لدنه لهذا الغرض.

وتوجه القرارات المذكورة إلى المحاسب المكلف بالتحصيل وفق الشروط المقررة بالنسبة لأوامر المداخيل الواردة في المادة 31 أعلاه، من أجل تخفيض تكفلاته.

فيما يتعلق بالديون المدرجة في جداول الضرائب والرسوم التي تصدرها مصالح الوزارة المكلفة بالمالية، يتم تبليغ التخفيضات والإلغاءات إلى الخازن المكلف بالأداء، على شكل شهادات إلغاء أو تخفيض.

يجب أن تكون الاستردادات المترتبة عن الإلغاء أو التخفيض، محل أمر بالدفع من ميزانية الجماعة المحلية أو المجموعة المعنية.

يؤدي إلغاء الديون بموجب حكم قضائي أصبح نهائيا إلى تخفيض في التكفلات على مستوى البيانات المحاسبية في دفاتر المحاسب المكلف بالتحصيل.

المادة 38

إذا تبين أن الديون غير قابلة للتحصيل أو إذا تعذر التعرف على المدينين لسبب من الأسباب، فإن المحاسب المكلف بالتحصيل يقترح إلغاءها، بواسطة البيانات المعززة بالتبريرات المطلوبة، يوجهها إلى الآمر بالصرف من أجل اتخاذ قرار في شأنها، وذلك وفق الشروط المقررة في القانون السالف الذكر رقم 15.97 بمثابة مدونة تحصيل الديون العمومية.

ولا يصبح هذا القرار قابلا للتنفيذ إلا بعد موافقة وزير الداخلية أو الشخص المنتدب من لدنه لهذا الغرض.

لا يبرئ إلغاء دين باعتباره غير قابل للتحصيل ذمة المدين من هذا الدين ولا يمكن أن يشكل عائقا أمام التحصيل ضد المدين، إذا ما تحسنت حالته المادية أو تم تحديد مكانه.

لا يؤدي إلغاء ديون غير قابلة للتحصيل تتعلق بحصص تم من خلالها الحصول على دفعات إلى إرجاع أو استرداد.

تبلغ الديون الملغاة المدرجة في جداول الضرائب والرسوم الصادرة عن مصالح الوزارة المكلفة بالمالية، إلى المحاسب المكلف بالتحصيل بواسطة شهادات إلغاء الديون.

المادة 39

يتم إبراء الذمة على وجه الإحسان بمقرر يصدره وزير الداخلية باقتراح من الآمر بالصرف بعد مداولات المجلس. غير أن الإبراء المذكور لا يجوز منحه إذا كان طالب الإبراء قد افتعل العسر كما هو محدد في المادة 84 من القانون رقم 15.97 بمثابة مدونة تحصيل الديون العمومية.

لا يترتب عن إبراء الذمة على وجه الإحسان أي استرداد للمبالغ التي قد سبق أدائها قصد التخفيف من الدين الأصلي.

وتشكل نسخة من المقرر المذكور وثيقة إثبات لإلغاء أو تخفيض الدين محل إبراء الذمة.

غير أن أحكام هذه المادة لا تطبق على الديون الناجمة بالأساس عن ديون جبائية مستحقة ولا على الديون الناتجة عن أحكام صادرة لفائدة الجماعات المحلية أو مجموعاتها.

المادة 40

يحتفظ المحاسب المكلف بالتحصيل بالجداول إلى غاية انصرام أجل عشر سنوات بعد تصفية آخر حصة، ليتم إيداعها فيما بعد ضمن أرشيف الجماعة المعنية.

غير أنه يتم تسليم الجداول المحتفظ بها على شكل إلكتروني لدى المحاسب المكلف بالتحصيل إلى الجماعة المعنية بعد تصفية آخر حصة.

الفرع الخامس

استيفاء الواجبات نقدا

والرسوم المصرح بها

المادة 41

يقوم باستيفاء الواجبات نقدا والرسوم المصرح بها شسيع أو عدة شسيعين للمداخيل. ويمكن أن يستعين الشسيعون بشسيعين مساعدين.

المادة 42

يجوز أن يعهد بالاستيفاء إلى شسيعي مداخيل إذا كانت المداخيل مستحقة نقدا، أو عندما تكون هناك فائدة في التنفيذ الجيد للخدمة او من أجل التقليص إلى أقصى حد من إجراءات تنقلات المدينين.

المادة 43

تدفع فورا المداخيل المحصل عليها عن طريق الدفع التلقائي برسم الواجبات المستحقة نقدا أو الرسوم المصرح بها من لدن المحاسبين الذين قاموا باستيفائها إلى الخازن المكلف بالأداء الذي يتعين عليه تنزيل المبلغ، بمجرد تسلمه، بميزانية الجماعة أو المجموعة المعنية.

يقوم المحاسب الرئيسي عند حصر حسابات الشهر، وعلى أبعد تقدير في اليوم الثامن من الشهر الموالي، بتبليغ الآمر بالصرف المعني بمبلغ المداخيل المنجزة خلال الشهر المنصرم بواسطة شهادة إجمالية للمداخيل مدعمة بالإثباتات المطلوبة، قصد إصدار أمر بمداخيل "التسوية" برسم الشهر الذي تم فيه إثبات المداخيل، ويجب أن يتم إصدار الأمر بالمداخيل المذكور من طرف الآمر بالصرف قبل اليوم الخامس عشر من الشهر الموالي.

إذا لم يتم إصدار الأمر بالمداخيل، يقوم المحاسب المذكور بإرفاق نسخة من شهادة المداخيل السالفة الذكر بحساب الجماعة المحلية أو المجموعة.

المادة 44

تحدث شساعات المداخيل بمقرر لوزير الداخلية أو الشخص المفوض من لدنه لهذا الغرض يتخذ باقتراح من الآمر بالصرف.

يتم طبق نفس الإجراءات اتخاذ مقررات لتعيين شسيع أو عدة شسيعين وكذا نوابهم وبتحديد اختصاصاتهم ومجالات تدخلهم مع الإشارة إلى طبيعة المداخيل التي يتم الترخيص بتحصيلها من طرف الشسيع أو الشسيعين، وفقا لمقررات إحداث شساعات المداخيل.

المادة 45

يقوم الخازن المكلف بالداء، دون سابق إعلام، وكلما رأى ذلك مناسبا أو بطلب من الآمر بالصرف، في مكتب شسيع المداخيل وفي مراكز نوابه، بما يلي :

- التدقيق في المحاسبة وفي الصندوق ؛

- جرد التذاكر والقيم الأخرى ودفاتر المخالصات ؛

- تقييم سير الشساعة ومردوديتها.

ويتعين إجراء التدقيق والجرد السالفي الذكر مرة كل ثلاثة أشهر على الأقل.يجوز للخازن المكلف بالأداء أن يكلف المحصل الجماعي بأن يقوم لحسابه بالتدقيق المذكور.ويلزم شسيع المداخيل بتقديم جميع الوثائق أو القيم المطلوبة عند إجراء كل تدقيق.ويخضع شسيعو المداخيل، علاوة على ذلك، إلى أعمال المراقبة المنصوص عليها في المادة 153 بعده.

ويطلع الخازن المكلف بالأداء، في الحال، الآمر بالصرف ووزير الداخلية أو الشخص المفوض من لدنه، على كل إخلال أو مخالفة للأنظمة، ضبطها أثناء القيام بعملية التدقيق.

ويحدد تنظيم شساعات المداخيل الجماعية وتسييرها وعلاقتها مع المحاسب المكلف، بتعليمية مشتركة بين الوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

المادة 46

يكون الشسيع الجماعي للمداخيل وكذا نوابه مسؤولين عن الاختلاسات والتلاعبات والخصاص والعجز التي تم ارتكابها أو معاينتها في صندوقهم أو صندوق الأعوان الذين يعملون تحت إمرتهم، مالم تتم مؤاخذة الأعوان المذكورين.

ويتم التصريح بمديونيتهم بمقرر يصدره الوزير المكلف بالمالية أو الشخص الذي ينتدبه لهذا الغرض، إما باقتراح من الآمر بالصرف بعد استطلاع رأي وزير الداخلية وإما بناء على محضر التدقيق، تحرره إحدى هيئات التفتيش المؤهلة.

ويحل الشسيع الذي قام بسد الخصاص أو تغطية العجز، محل الجماعة المحلية أو المجموعة في حقوقها من أجل تحصيل المبالغ التي تم تسبيقها.

ويمكن أن يحصل الشسيع على إعفاء من مسؤوليته، إذا كان الخصاص ناتجا عن قوة قاهرة، وذلك وفق الشروط المنصوص عليها في القانون المشار إليه أعلاه رقم 61.99 المتعلق بتحديد مسؤولية الآمرين بالصرف والمراقبين والمحاسبين العموميين.

ويمكن، أيضا، منح إبراء ذمة على وجه الإحسان من الديون لفائدة شسيع المداخيل باقتراح من المجلس التداولي، وفق الشروط المنصوص عليها في القانون رقم 61.99 السالف الذكر.

المادة 47

في حالة ارتكاب خطأ من طرف شسيع المداخيل، يجوز للخازن المكلف بالأداء، أن يطلب من السلطة المحلية المختصة اتخاذ التدابير الكفيلة بوضع حد للمخالفات التي تم ضبطها.

ويمكن أن تثار مسؤولية الخازن المكلف بالأداء إن لم يقم بأعمال المراقبة الموكولة إليه أو لم يطالب فورا بدفع المداخيل التي لم يتم إنجازها في الأجل المحدد.

يقيم الخازن المكلف بالأداء، المصرح بمسؤوليته المالية، دعواه على ضمان وأموال شسيع المداخيل وذلك بحلوله محل الجماعة المحلية أو المجموعة في حقوقها.

المادة 48

يتعين علي شسيعي المداخيل، بمجرد تسلمهم لمهمتهم، وطبقا للقانون، إبرام عقد تأمين لدى إحدى شركات التأمين المعتمدة يضمن خلال مزاولتهم لمهامهم مسؤوليتهم الشخصية والمالية.

وعند انتهاء مهام الشسيع أو في حالة انتقاله، يسلم إليه إبراء من طرف سلطة الوصاية بناء على شهادة الخازن المكلف بالأداء تثبت أن الشسيع المذكور غير مدين للجماعة المحلية أو لمجموعة بأي مبلغ أو قيمة عند انتهاء مدة تسييره.

الباب الثاني

القواعد المتعلقة بعمليات النفقات

الفرع الأول

قواعد عامة

المادة 49

لا يمكن القيام بالتزام وتنفيذ نفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها، بكيفية قانونية، إلا إذا كانت مطابقة للقوانين والأنظمة التي أحدثتها ومقررة في ميزانيتها.

يجب أن يبقى الالتزام بالنفقات المذكورة في حدود ترخيصات الميزانية، عملا بأحكام المادة 9 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 45.08 المتعلق بالتنظيم المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها.

المادة 50

تدرج النفقات في حساب السنة المالية التي أشر خلالها الخازن المكلف بالأداء على الأوامر بالأداء ويجب أن تؤدى من اعتمادات السنة المذكورة أيا كان تاريخ الدين.

المادة 51

يتم الالتزام بنفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها وتصفيتها والأمر بصرفها وأداؤها وفق الشروط المحددة في هذا الباب، ما لم ترد أحكام مخالفة مقررة في القوانين والأنظمة المعمول بها.

المادة 52

الالتزام هو العمل الإداري الذي تحدث أو تثبت بموجبه الجماعة المحلية أو المجموعة التزاما من شأنه أن يترتب عنه تحمل.

ولا يمكن التعهد به إلا من طرف الآمر بالصرف الذي يعمل وفقا لسلطته وبعد استيفائه للشروط المنصوص عليها في المادة 49 أعلاه.

المادة 53

تهدف التصفية إلى التأكد من حقيقة الدين وحصر مبلغ النفقة. ويباشر التصفية رئيس المصلحة المختص،تحت مسؤوليته ، بعد الإطلاع على السندات التي تثبت الحقوق المكتسب للدائنين.و يراد برئيس المصلحة المختص، الشخص المؤهل من طرف الآمر بالصرف المعني، ليتسلم الأشغال أو التوريدات أو الخدمات وليشهد على تنفيذ الخدمة قبل الإشهاد من طرف الآمر بالصرف.

وعند عدم وجود رئيس مصلحة مختص، يتولى الآمر بالصرف المختص مباشرة وتحت مسؤوليته، القيام بالتصفية والإشهاد على تنفيذ الخدمة.

المادة 54

الأمر بالصرف هو العمل الإداري الذي يحتوي طبقا لنتائج التصفية على الأمربأداء دين الجماعة المحلية أو المجموعة، ويناط هذا العمل بالآمر بالصرف المختص.

يؤدي الآمر بالصرف إلى إصدار أمر بالأداء. غير أنه، يمكن القيام بأداء بعض النفقات دون أمر سابق بالصرف، ويتم تحديد قائمة النفقات المذكورة بقرار لوزير الداخلية. وينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية للجماعات المحلية.

ويتم تبليغ النفقات المؤداة دون أمر سابق بالصرف ودون تأخير من طرف الخازن الجماعي المكلف بالأداء، إلى الآمر بالصرف للجماعة المحلية أو المجموعة المعنية.

المادة 55

تخضع نفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها إلى ما يلي :

- مراقبة مالية في مرحلة الإلتزام ؛

- مراقبة صحة النفقة، في مرحلة الأداء.

تجري المراقبة المذكورة طبقا لأحكام هذا الباب.

الفرع الثاني

مساطر الالتزام وكيفيات

ممارسة المراقبة المالية

أ) مساطر الالتزام

المادة 56

يتم تبليغ كل مقترح اللتزام أو إلغاء أو تخفيض التزام، دون تأخير، إلى الخازن المكلف بالأداء المعني، من أجل الإشهاد عليه وإدراجه في محاسبته.

المادة 57

يتم الالتزام، منذ بداية السنة المالية، بالنفقات الدائمة المحدثة بوثائق لا تتضمن مدة محددة، ولا يمكن وقف العمل بها إلا بوثائق تنهي العمل بها.

تحدد قائمة النفقات الدائمة بقرار لوزير الداخلية.

يقوم الآمر بالصرف لهذا الغرض بتبليغ الخازن الجماعي المكلف بالأداء، مع مقترح الالتزام بيان تلخيصي يضم، حسب كل سطر في الميزانية، الوثائق الجارية الصلاحية.

المادة 58

تعتبر ملتزما بها :

- النفقات الدائمة، في بداية السنة المالية ؛

- جميع النفقات الأخرى حسب صدور المقررات المتخذة من طرف الآمر بالصرف.

المادة 59

خلال شهر يناير من كل سنة، يقوم الآمر بالصرف بإعداد :

- قائمة بأسماء موظفي الجماعة أو المجموعة، تتضمن مبلغ رواتبهم ويتم تسليم نظيرين من هذه القائمة إلى الخازن المكلف بالأداء ؛

- قائمة مفصلة بالنفقات الدائمة الأخرى كالأكرية والاشتراكات والأقساط السنوية للقروض.

في حالة حدوث تغييرات خلال السنة برسم النفقات الدائمة أو قائمة الموظفين، يتم إعداد بيانات تعديلية يشهد عليها بصفة قانونية الآمر بالصرف المختص وتوجه، دون تأخير، في نظيرين إلى الخازن الجماعي المكلف بالأداء.

المادة 60

يجوز الالتزام بنفقات التجهيز موضوع ترخيص في البرنامج وذلك في حدود اعتمادات الالتزام المقررة في هذا الترخيص.

ب) كيفيات ممارسة المراقبة المالية

المادة 61

تجرى المراقبة المالية، المشار إليها في المادة 55 أعلاه، قبل أن يصبح الالتزام نهائيا.

يقوم الخازن الجماعي المكلف بالأداء بالمراقبة المذكورة التي تنصب على:

- توفر الاعتمادات والمناصب المالية ؛

- الإدراج المالي للنفقة ؛

- صحة العمليات الحسابية لمبلغ الالتزام ؛

- مجموع النفقة التي تلتزم بها الجماعة المحلية أو المجموعة طيلة السنة التي أدرجت خلالها.

المادة 62

ترفق مقترحات الالتزام بالنفقات، المعدة من طرف الآمرين بالصرف، قصد إجراء المراقبة المالية السالفة الذكر،" ببطاقة إرساليات" يتم تحديد نموذجها بمقرر لوزير الداخلية، لأجل الإشهاد عليها والتكفل بها محاسبيا.

يحتفظ الآمر بالصرف المعني بالمستندات المثبتة المتعلقة بالبطاقة المذكورة أعلاه، قصد إرفاقها بملف الأمر بالدفع المتعلق بها.

المادة 63

تجري المراقبة المالية :

- إما بالإشهاد على مقترح الالتزام بالنفقات ؛

- وإما بتعليق الإشهاد على "بطاقة الإرساليات" التي يتم إرجاعها إلى الآمر بالصرف قصد التسوية.

تضمن جميع الملاحظات التي يثيرها مقترح الالتزام، عند تعليق الإشهاد، في وثيقة واحدة وتكون محل إرسال واحد إلى الآمر بالصرف.

المادة 64

يحدد الأجل المخول للخازن المكلف بالأداء ، لوضع إشهاده أو تعليقه في ثمانية (8) أيام عمل كاملة بالنسبة للصفقات وخمسة (5) أيام عمل كاملة بالنسبة للنفقات الأخرى، ابتداء من تاريخ إيداع مقترح الالتزام.

يتعين على الخازن المكلف بالأداء، في غياب أي جواب داخل الأجل المحدد، أن يضع إشهاده على مقترح الالتزام ، بمجرد انصرام هذا الأجل وإرجاعه إلى الآمر بالصرف.

غير أنه لا يجوز الاحتجاج بأحكام هذه المادة ضد الخازن المكلف بالأداء إلا من طرف الآمر بالصرف المعني.

المادة 65

يتعين على الآمرين بالصرف ، قبل الشروع في أي تنفيذ للأشغال أو الخدمات أو تسليم التوريدات، أن يبلغوا مع المصادقة إلى المقاول أو المورد أو الخدماتي المعني، مراجع الإشهاد الذي تم وضعه على "بطاقة الإرساليات " المتعلقة بالصفقات وسندات الطلب والاتفاقات والعقود وكذا بالعقود الملحقة إن وجدت.

يجوز عند الاقتضاء، للمقاول أو المورد أو الخدماتي أن يطالب الآمر بالصرف المعني بمراجع الإشهاد المذكور.

المادة 66

عندما يتمسك الآمر بالصرف بمقترح التزام بنفقة، تم تعليق الإشهاد عليه، يعرض الأمر على وزير الداخلية أو الشخص المفوض من لدنه من أجل البث فيه.

في هذه الحالة، يجوز لوزير الداخلية أو الشخص المفوض من لدنه بموجب مقرر، صرف النظر عن تعليق الإشهاد المذكور، ماعدا إذا كان تعليق الإشهاد معللا بنقص أو عدم توفر الاعتمادات أو المناصب المالية.

الفرع الثالث

مساطر التصفية والأمر بالصرف

المادة 67

لا يجوز لجماعة محلية تصفية أية نفقة والأمر بصرفها إلا بعد إثبات حقوق الدائن.

ويكون الإثبات إما بشهادة تؤكد إنجاز الخدمة أو بكشف تفصيلي يتضمن الكمية والمبلغ النقدي للتوريدات المسلمة أو الخدمات المقدمة أو الأشغال المنجزة، ويجب أن تجمع البيانات الحسابية والفاتورات المتعلقة بالكشف التفصيلي المذكور بالأرقام والحروف وأن يؤرخها ويوقع عليها

الدائنون الذين يتعين عليهم أن يشيروا فيه، بالإضافة إلى ذلك، إلى عنوانهم وإلى بيان هويتهم البنكية.

ويجب أن تذيل البيانات الحسابية والفاتورات المذكورة بالإشهاد على العمل المنجز لهذه الأشغال أو التوريدات أو الخدمات من طرف الآمر بالصرف، ماعدا إذا تم إثبات تسليمها بمحضر يدخل في عداد المستندات المثبتة أو بتصريح عون مختص.

المادة 68

يتأكد رئيس المصلحة المختص المشار إليه في الفقرة الثالثة من المادة 53 أعلاه، والمؤهل قانونا من طرف الآمر بالصرف، أن النفقات التي تمت تصفيتها قد وقع الالتزام بها مسبقا وفق الإجراءات التنظيمية.

ويتحقق كذلك من الحسابات والكشوفات التفصيلية وكذا من مشروعية المستندات المثبتة.

المادة 69

تؤدى النفقات التي تمت تصفيتها وحصرها إلى الآمر بصرفها.

ولا يجوز إصدار الأمر بالصرف المذكور قبل تنفيذ الخدمة أو استحقاق الدين أو قبل القرار الفردي بتحويل إعانة أو منحة منصوص عليها في القوانين والأنظمة المعمول بها ماعدا الاستثناءات الواردة في النصوص التنظيمية المعمول بها أو في قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

غير أنه يجوز منح دفعات مسبقة أو تسبيقات للموظفين، إما عن طريق شساعة النفقات وإما بواسطة أمر بالصرف وفق الشروط المحددة بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

تكون الأوامر بالأداء مؤرخة وتحمل رقما ترتيبيا لسلسلة واحدة دون انقطاع برسم كل سنة مالية وحسب كل آمر بالصرف أو آمر مساعد بالصرف.

ويجب أن تتضمن البيانات التالية :

- تحديد الآمر بالصرف أو الآمر المساعد بالصرف ؛

- الإدراج المالي ؛

- السنة التي نشأ خلالها الدين ؛

- التحديد الدقيق للدائن : الاسم العائلي والشخصي أو العنوان التجاري وعند الاقتضاء، عنوانه ؛

- المبلغ وموضوع النفقة، وعند الاقتضاء، مراجع السند الذي أرفقت به المستندات المثبتة؛

- وعند الاقتضاء، مرجع الإشهاد على مقترح الالتزام.

ويؤدي الأمر بصرف النفقات إلى الأداء عن طريق التحويل. غير أنه يجوز الأداء نقدا لفائدة الأشخاص الذاتيين وفق الشروط المحددة بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية. ويكون الأمر بالدفع في هذه الحالة، مصحوبا بأمر بالأداء.

المادة 70

إذا تم الأمر بالصرف لفائدة هيأة عمومية، يجب إصدار الأمر بالأداء باسم المحاسب المكلف لدى هذه الهيأة.

المادة 71

تتم عملية تسليم الأوامر بالأداء للمستفيدين من طرف الآمر بالصرف وتحت مسؤوليته.

يتم هذا التسليم مقابل إبراء، بعد التأكد من هوية هؤلاء المستفيدين أو من هوية ذوي حقوقهم أو ممثليهم وكذا من مشروعية السلطة المخولة لهؤلاء الأخيرين.

يتم إرجاع الأوامر بالأداء التي تعذر تسليمها للمستفيدين، بعد انصرام الشهر الثالث من السنة الموالية لسنة إصدارها، إلى الخازن المكلف بالأداء قصد الإيداع.

المادة 72

إذا رفض دائن تسلم الأمر بالأداء، يجوز للآمر بالصرف، بمقرر معلل، تكليف الخازن المكلف بالأداء بإيداع مبلغ الأداء لدى صندوق الإيداع والتدبير وأن يبلغ بذلك الدائن بواسطة رسالة مضمونة مع الإشعار بالتوصل.

المادة 78

تعرض الأوامر بالأداء الصادرة برسم سنة مالية على تأشيرة الخازن المكلف بالأداء إلى غاية 30 ديسمبر من هذه السنة على أبعد تقدير.

لأجل ذلك، يجب على الآمر بالصرف أن يتدخل لدى الدائنين لدعوتهم إلى الإدلاء لديه بفاتورتهم أو بياناتهم الحسابية قبل التاريخ المذكور.

المادة 79

إذا تم إدراج نفقة بكيفية غير صحيحة برسم السنة المالية الجارية، يسلم الآمر بالصرف إلى الخازن المكلف بالأداء، شهادة لإعادة إدراج هذه النفقة، وبذلك يمكن لهذا الأخير أن يثبت في محاسبته الزيادة أو التخفيض من النفقات بالفصول المعنية ويشفع هذه الشهادة بالمستندات المثبتة الواجب إرافاقها لحساب الجماعة المحلية أو المجموعة.

المادة 80

إذا تم أداء نفقة بمبلغ يتجاوز حقوق الدائن، يتعين على الآمر بالصرف إصدار أمر بالمداخيل ضد المستفيد من هذا الأداء في حدود المبلغ المقبوض الزائد.

المادة 81

إذا كانت نفقة مدرجة بصورة قانونية من طرف الآمر بالصرف مرتبة بكيفية غير صحيحة في محاسبة الخازن المكلف بالأداء، يقوم هذا الأخير بإعداد شهادة يستعملها لتصحيح دفاتر محاسبته، كما هو منصوص عليه في المادة 79 أعلاه بالنسبة لشهادة إعادة الإدراج. تبلغ في الحال نسخة من هذه الشهادة إلى الآمر بالصرف.

المادة 82

يمكن أن تؤدي المبالغ المدفوعة من الأموال برسم نفقات الميزانية إلى إعادة إقرار فردي للاعتمادات إذا كان المبلغ المسترجع يساوي أو يفوق ألفي (2.000) درهم.

يتم إصدار الأوامر بالمداخيل المطابقة برسم الباب المسمى إرجاع أموال برسم نفقات الميزانية.

طبقا لأحكام المادة 29 من القانون رقم 45.08 السالف ذكره، لا يجوز إعادة إقرار اعتمادات إلا خلال السنتين الموالتين للسنة المالية التي سجلت برسمها النفقة المطابقة.

إذا كان المبلغ يقل عن ألفي (2.000) درهم، يتم جمع المبالغ المدفوعة في بيانات دورية يشهد عليها الخازن المكلف بالأداء، وتدرج في باب المداخيل المسمى" مداخيل متنوعة وطارئة بميزانية الجماعة المحلية أو المجموعة.

يتم إعادة إقرار الاعتمادات بقرار لوزير الداخلية بناء على التصريح بالمداخيل الذي يعده الخازن المكلف بالأداء.

أداء دين، إذا تم بعد قيام الخازن المكلف بالأداء بتضمين الأمر بالأداء بعبارة "صالح للأداء " أو صالح للتسديد" أو عندما يكون الأمر بالأداء قد وصل مرحلة الأداء في حالة نزع الصفة المادية.

غير أنه يتم تنفيذ الإجراءات المانعة، التي تثقل الرواتب والأجور المؤداة دون أمر سابق بصرفها، والمسلمة بعد استيفاء عملية أداء هذه الرواتب والأجور، ابتداء من الشهر الموالي للشهر الذي تم فيه تبليغها.

المادة 89

لا يجوز إجبار الخزنة المكلفين بالأداء على القيام بتصريح إيجابي. ويسلمون بيانا يتضمن التبليغات التي تكون قد وجهت لهم ضد المدين والمبالغ التي يحوزونها لحساب هذا الأخير.

المادة 90

لا يكون للحجز لدى الغير أو التعرضات المبلغة بين يدي الخزنة المكلفين بالأداء أي أثر إلا خلال خمس سنوات تحسب ابتداء من تاريخ تبليغها، ما لم يكن قد تم تجديدها داخل هذا الأجل، كيفما كانت الإجراءات المتخذة لاحقا وإن صدر حكم بصحتها. ويتم التشطيب عليها تلقائيا من سجلات المحاسب ولا تضمن في البيانات المسلمة وفقا لأحكام المادة السابقة.

المادة 91

إذا كان دين محل تعرضات أو حجز لدى الغير أو إشعار للغير الحائز أو تفويت دين أو نقله، وجب على الخازن المكلف بالأداء أن يسلم للأطراف المعنية بالأمر، بناء على طلب منهم، مستخرجا أو بيانا من التعرضات أو التبليغات المذكورة.

يودع الخازن المكلف بالآداء كل مبلغ احتفظ به بموجب الموانع السالفة الذكر، في حساب للأغيار. غير أنه يتم أداء المبالغ المقتطعة برسم رهن الصفقات العمومية أو بإشعار للغير الحائز أو بتفويت الديون المترتبة عن الأجور، مباشرة للمستفيدين من هذا الرهن أو من هذا الإشعار للغير الحائز أو من تفويت الديون، طبقا للتشريعات المطبقة عليها، إذا لم يتوصل المحاسب بموانع أخرى تتعلق بديون يسبق امتيازها امتياز الدائن المرتهن أو المفوت له.

المادة 92

تباشر الاقتطاعات من الرواتب والأجور وغيرها المؤداة من طرف الجماعات المحلية ومجموعاتها، بموجب الحجز لدى الغير أو بإشعار للغير الحائز أو بتفويت الديون وفق الشروط وطبق الجدول المحدد بالنصوص التنظيمية المعمول بها.

المادة 93

إذا كان من الواجب أداء نفقة على أقساط يتعين الإدلاء إلى الخازن المكلف بالأداء، عند أداء القسط الأول، بأصل الاتفاقية أو الصفقة أو العقد الذي ينص على الالتزام بالنفقة المذكورة مصحوبا بنسخة مطابقة له.

المادة 94

يتم تسديد نفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها بتحويل لحسابات مفتوحة باسم المستفيدين لدى المؤسسات البنكية أو لدى مركز الشيكات البريدية أو لدى محاسبي الخزينة.

كما يجوز التسديد بتسليم شيكات أو نقود أو بكل شكل آخر من أشكال التسديد الإلكتروني وفق الشروط المحددة بالنصوص التنظيمية المعمول بها.

ويتعين على الخازن المكلف بالأداء أن يطالب الدائن، عند كل أداء نقدا، بأن يؤرخ ويوقع على الأمر بالأداء، لأجل الإبراء. ولا ينبغي أن يتضمن هذا الإبراء أي قيد أو شرط.

ويعتبر أداء نفقة نقدا مبرئا إذا تم تعزيز الإبراء بمراجع وثيقة تعريف رسمية،يقدمها الدائن أو ممثله.

المادة 95

يعتبر بيان التحويل المؤرخ والمشهود به من طرف الخازن المكلف بالأداء، أو المختوم بكيفية غير قابلة للمحو بواسطة طابع مؤرخ يتضمن مراجع العملية، بمثابة إبراء للخازن المكلف بالأداء إزاء الجماعة المحلية أو المجموعة.

وتبرأ ذمة الخازن المكلف بالأداء اتجاه الدائن بتسليمه لهذا الأخير شهادة تتضمن المساعي المتخذة من أجل التحويل أو استعمال مبلغ الدين.

المادة 96

إذا تعلق الأمربأداء مبالغ مالية نقدا لأشخاص أميين، جاز أداؤها للمستفيدين منها الذين يضعون بصمات أصابعهم بحضور شخص محلف أو شاهدين يثبتان هويتهما. ويتعين على هؤلاء التوقيع على تصريح مشترك مع الخازن المكلف بالأداء.

وتؤدى المبالغ المستحقة لفائدة سجناء إلى المستفيدين منها بواسطة عون يعين بهذه الصفة بعد إدلائه بتوكيل يحمل توقيعا لكل من العون المذكور والسجين، ويؤشر عليه قانونا من طرف رئيس المؤسسة السجنية ويدعم بالأمر بالإيداع بالسجن.

أما المبالغ المستحقة لأشخاص لا يستطيعون التوقيع أو يستحيل عليهم ذلك، فيجوز أداؤها لممثليهم طبقا لأحكام المادة 97 بعده.

يجوز أداء المبالغ المستحقة لأشخاص طريحي الفراش، نقدا بالتنقل إلى مكان سكناهم أو بالمستشفى أو بالملجأ، بواسطة عون مؤهل قانونا من طرف الخازن المكلف بالأداء وبحضور شاهدين يثبتان هويتهما.

المادة 105

تتكون محاسبة الجماعات المحلية ومجموعاتها من محاسبة عامة ومحاسبة المواد والقيم والسندات ومن محاسبة إدارية ومحاسبة الميزانية.

غير أنه، في انتظار إقرار المخطط الحسابي المشار إليه في المادة 106 بعده بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية، يتم مسك محاسبة الجماعات المحلية ومجموعاتها طبقا لأحكام البابين الرابع والخامس من هذا المرسوم .

الباب الثاني

المحاسبة العامة

المادة 106

تمسك محاسبة الجماعات المحلية ومجموعاتها طبقا لمخطط محسابي يخضع لمبادئ المدونة العامة للتنميط المحاسبي.

يتكون المخطط المحاسبي للجماعات المحلية ومجموعاتها من الأجزاء التالية:

- اختيارات توجيهية وأهداف ومبادئ أساسية؛
- قواعد التنظيم والمساطر؛
- تبويب وكيفيات عامة لتسيير الحسابات؛
- بيانات مالية ووضعيات التدبير؛
- قواعد التقييم.

ويتضمن تبويبا للحسابات موزعة على أصناف متجانسة تسمى أقسام ويبلغ عدد هذه الأقسام تسعة:

- القسم 1 : حسابات التمويل الدائم؛
- القسم 2 : حسابات الأصول الثابتة؛
- القسم 3 : حسابات الأصول المتداولة (خارج عمليات الخزينة) والحسابات الداخلية؛

- القسم 4 : حسابات الخصوم المتداولة (خارج عمليات الخزينة)؛
- القسم 5 : الحسابات المالية ؛
- القسم 6 : حسابات التكاليف؛
- القسم 7 : حسابات المحصولات؛
- القسم 8 : حسابات النتائج؛
- القسم 9 : محاسبة تحليلية للميزانية.

تدرج العمليات الناتجة عن تنفيذ ميزانيات الجماعات المحلية ومجموعاتها بالقسم 9 في محاسبة الميزانية.

يتم تفصيل هذه المحاسبة في محاسبات ثانوية يتم مسكها حسب طبيعة المداخيل والنفقات.

المادة 107

تمسك المحاسبة العامة للجماعات المحلية ومجموعاتها من طرف الآمرين بالصرف والمحاسبين العموميين كل فيما يخصه، والذين يقومون بإثبات كل العمليات المنجزة لحساب هذه الجماعات أو هذه المجموعات، برسم الميزانية والميزانيات الملحقة والحسابات الخصوصية ودفاتر الحسابات الأولى والدفتر الكبير والدفاتر الثانوية.

يدرج تحصيل منتوجات الميزانية، حسب طبيعة المداخيل، في محاسبة توضح بالتفصيل، برسم السنة الجارية والسنة السابقة والسنوات المنصرمة ما يلي:

- تحملات الأوامربالمداخيل؛
- الإلغاءات والتخفيضات؛
- التحصيل المنجز.

يدرج أداء نفقات الميزانية والميزانيات الملحقة في محاسبة تبين على حدة حسب كل باب من أبواب الميزانية، الاعتمادات والإصدارات التي تمكن من المقاربة بينها.

المادة 108

يقوم المحاسبون العموميون الجماعيون بحصر حساباتهم وسجلاتهم المحاسبية في 31 ديسمبر من كل سنة.

ويقوم كل محاسب، في هذا التاريخ، بإعداد بيان عن وضعية الصندوق والمحفظة المالية والميزان العام للحسابات.

المادة 109

يقوم الخازن المكلف بالأداء، في حساباته، بمركزة مجموع العمليات المنجزة من طرف المحاسبين العموميين الجماعيين الآخرين لحساب نفس الجماعة أو نفس المجموعة، ويتولى تحديد نتيجة تنفيذ الميزانية وفق الشروط المحددة في الباب الأول من الجزء الرابع من هذا المرسوم.

ويقوم بعد ذلك بإعادة ترتيب العمليات المذكورة بهدف تحديد نتيجة تدبير الممتلكات ويقوم بتاريخ 31 مارس من السنة الموالية بإعداد البيانات المالية ووضعيات التدبير التالية:

- الحصيلة أو وضعية الممتلكات؛
- حساب المحصولات والتحملات؛
- جدول العمليات المتعلقة بالميزانية؛
- جدول العمليات المالية؛
- وضعية مختلف ديون الجماعة المحلية أو المجموعة؛
- وضعية تنفيذ ميزانية الجماعة المحلية أو المجموعة.

ويجب أن تعطى البيانات المالية ووضعيات التدبير المشار إليها في الفقرة السابقة صورة حقيقية عن حالة تنفيذ الميزانية وعن وضعية ممتلكات الجماعة المحلية أو المجموعة. ويمكن، عند الحاجة، الإدلاء ببيانات إخبارية تكميلية لتعزيزها.

المادة 110

سيتم تحديد كيفية المسك الآلي للمحاسبة العامة للجماعات المحلية و مجموعاتها بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و وزير الداخلية.

المادة 125

يتضمن دفتر تسجيل الطلبات أو التوريدات أو الأشغال الذي يمسكه الآمر بالصرف عن كل فصل ما يلي:

- الرقم الترتيبي؛

- رقم التأشيرة على " بطاقة الإرساليات "؛
- تاريخ الطلبية؛
- اسم المورد أو الخدماتي أو المقاول؛
- نوع النفقة؛
- مبلغ النفقة؛
- تاريخ تسلم الفاتورات والمذكرات؛
- تاريخ إرسال الملف الذي تمت تصفيته إلى مصلحة المحاسبة.

يمسك الآمر بالصرف كذلك كناشا ذا أرومات لسندات الطلب المرقمة وكناشا لتسجيل الفاتورات والمذكرات المتلقاة والمستعملة يوما بيوم.

ويمكن مسك وإصدار دفتر التسجيل والكناش ذي الأرومات المشار إليهما في الفقرتين السابقتين، في شكل إلكتروني

إلكتروني.

المادة 132

يدرج أداء النفقات في محاسبة تتضمن بصفة منفصلة، وعن كل باب من الأبواب الاعتمادات المفتوحة والأوامر الصادرة بالآداء.

المادة 133

يتعين على الخازن المكلف بالأداء، عند حصر حساب آخر كل شهر،أن يبلغ الآمر بالصرف قبل اليوم العاشر (10) من الشهر الموالي بوضعية مختصرة عن عمليات المداخيل والنفقات ووضعية مضمومة للأموال المتوفرة لدى الجماعة أو المجموعة. وسيتم تحديد نماذج لهذه الوضعيات بتعليمية مشتركة للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

ويمكن أن يتم تبليغ الوضعيات السالفة الذكر، من قبل الخازن المكلف بالأداء إلى الآمر بالصرف ، بواسطة تبادل إلكتروني وفق الشروط والأشكال المحددة بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

ويتعين على الخازن المكلف بالآداء علاوة على ذلك، أن يدلي للآمر بالصرف كل يوم اثنين بوضعية أسبوعية، يحدد نموذجها بالتعليمية المشتركة المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة.

المادة 134

يمسك المحاسب المكلف بالتحصيل، زيادة على ذلك، محاسبة تتضمن ما يلي:

- محاسبة الحقوق المثبتة والمداخيل المنجزة عن كل باب وعن كل سنة مالية؛
- سجل الإكراهات الخارجية الموجهة إليه من أجل التحصيل؛
- سجل صوائر التحصيل المدفوعة؛
- سجل صوائر التحصيل المستخلصة؛
- القيم التي يعهد بها إليه الخازن الجماعي بواسطة حساب الاستعمال.

تحدد تعليمية مشتركة للوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية كيفيات مسك المحاسبة المذكورة.

المادة 135

يتعين على المحصل الجماعي، عند حصر حساب آخر كل شهر، أن يبلغ الخازن المكلف بالأداء والآمر بالصرف ، قبل اليوم الخامس من الشهر الموالي ، بيما يلي:

- وضعية الأموال المتوفرة (الصندوق وحسابات الأموال المتوفرة الخارجية) بالمركز المحاسبي الذي يتولى تسييره؛
- وضعية القيم؛
- رصيد الحساب "صوائر التحصيل"
- الوضعية المختصرة للتكفلات والتحصيلات والباقي استخلاصه مع بيان الإجراءات التي قام بها خلال الشهر المنصرم.

الفرع الثالث

إثبات عمليات المداخيل والنفقات

المادة 136

إن قائمة المستندات المثبتة لعمليات مداخيل ونفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها هي القائمة المنصوص عليها في هذا المرسوم وفي النصوص التنظيمية الجاري بها العمل.

المادة 137

في حالة ضياع أو إتلاف أو سرقة الإثباتات المسلمة لأحد المحاسبين العموميين المشار إليهم في المادة 14 أعلاه، يمكن أن يرخص الخازن العام للمملكة أو الشخص المفوض من لدنه لهذا الغرض والشخص الذي يفوضه وزير الداخلية لذلك، للمحاسبين التابعين على التوالي لسلطهم، أن يقوموا بتعويضها.

- نسخة من الميزانية والنسخ المشهود بمطابقتها لأصل المقررات المأذون بموجبها في تحويل الاعتمادات؛

- الترخيصات الخصوصية المأذون بموجبها في تقييد اعتمادات إضافية والملحقة ببيان تلخيصي للترخيصات المذكورة؛

- نسخة موجزة من محضر الجلسة التي أبدى خلالها المجلس التداولي رأيه في الحساب الإداري؛

- نسخة مشهود بمطابقتها لأصل الحساب الإداري للآمر بالصرف؛

- قائمة أصول الجماعة المحلية أو المجموعة، التي يتعين على الآمر بالصرف تقديمها للخازن المكلف بالأداء؛

- ملحق بقائمة الأصول المتضمن شرح أسباب الفرق بين سنة وأخرى فيما يخص كل فصل من فصول المداخيل المبينة في قائمة الأصول؛

- قائمة خصوم الجماعة المحلية أو المجموعة؛

- الحساب المحصور في 31 ديسمبر لاستعمال التذاكر أو الصويرات المستعملة لاستخلاص المحصولات عن طريق الشساعة؛

- قرار تعيين الخازن المكلف بالأداء أو الإحالة إلى حساب الجماعة المحلية أو المجموعة الملحق به هذا القرار؛

- جرد الوثائق العامة.

غير أنه، إذا لم يقم الآمر بالصرف بتبليغ الوثائق العامة المذكورة في الفقرات 3 و4 و5 و6 و7 أعلاه، إلى الخازن المكلف بالأداء، في ظرف خمسة عشر (15) يوما على أبعد تقدير، قبل

التاريخ المقرر في المادة 150 بعده، فإن الحساب المدلى به، يجب أن يكون مدعما بنسخة من المراسلة التي طلب بواسطتها الخازن المكلف بالأداء من الآمر بالصرف الإدلاء إليه بالوثائق العامة المذكورة.

المادة 150

يتم تقديم حساب الجماعة المحلية أو المجموعة، المشار إليه في المادة 146 أعلاه، في 31 مارس على أبعد تقدير، من السنة الموالية للسنة. التي تم إعداده بشأنها من طرف الخازن المكلف بالأداء إلى رئيسه التسلسلي الذي يحيله إلى المجلس الجهوي للحسابات المختص في 31 يوليو من نفس السنة على أبعد تقدير.

الباب الثالث

المراقبة

المادة 151

تمارس المجالس الجهوية للحسابات، اختصاصاتها على الأعمال التي يقوم بها ويؤشر عليها وينفذها، على التوالي، الآمرون بالصرف والمحاسبون العموميون للجماعات المحلية ومجموعاتها، طبقا لأحكام القانون المشار إليه أعلاه رقم 62.99 بمثابة مدونة المحاكم المالية.

يتم تقديم حسابات الجماعات المحلية ومجموعاتها للمجلس الجهوي للحسابات المختص وفق الإجراءات ولآجال المنصوص عليها في القانون السالف الذكر رقم 62.99 والباب الثاني من الجزء الرابع من هذا المرسوم والتعليمات المتخذة لتطبيقه .

المادة 152

يخضع تدبير الآمرين بالصرف لافتحاص مالي، يتم وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 56 من القانون رقم 45.08 المذكور، والمتعلق بالتنظيم المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها. تحدد الكيفيات التي يتم وفقها الافتحاص المالي بقرار لوزير الداخلية.

يتم إجراء الافتحاص المالي في عين المكان وبناء على الوثائق المحاسبية.

المادة 153

يقوم بمراقبة المحاسبين المشار إليهم في المادة 14 من هذا المرسوم الرؤساء التسلسليون لهؤلاء المحاسبين وهيئات المراقبة المختصة.

يتم إجراء المراقبة المذكورة في عين المكان وبناء على الوثائق المحاسبية.

القسم الخامس

أحكام ختامية

المادة 154

ينسخ هذا المرسوم جميع الأحكام المخالفة ولا سيما المرسوم رقم 2.76.576 بتاريخ 5 شوال 1396 (30 سبتمبر 1976) بسن نظام لمحاسبة الجماعات المحلية وهيئاتها .

المادة 155

يسند تنفيذ هذا المرسوم، الذي ينشر بالجريدة الرسمية، إلى وزير الاقتصاد والمالية ووزير الداخلية، كل واحد منهما فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 17 من محرم 1431(3 يناير 2010)

الإمضاء: عباس الفاسي

وقعه بالعطف:

وزير الاقتصاد والمالية،

الإمضاء: صلاح الدين المزوار.

وزير الداخلية

الإمضاء: شكيب بنموسى

....

....

إعداد وتنفيذ قوانين المالية

مرسوم رقم 2.15.426 صادر في 28 من رمضان 1436 (15 يوليو 2015) يتعلق بإعداد وتنفيذ قوانين المالية

رئيس الحكومة،

بناء على الدستور ولا سيما الفصل 90 منه؛

وعلى القانون التنظيمي رقم 130.13 لقانون المالية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.62 بتاريخ 14 من شعبان 1436 (2 يونيو 2015) ؛

وبعد المداولة في مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 15 من رمضان 1436 (2 يوليو 2015)،

رسم ما يلي:

الفصل الأول: تحضر وإعداد قانون المالية

المادة الأولى

طبقا لأحكام المادة 46 من القانون التنظيمي المشار إليه أعلاه رقم 130.13، يتولى الوزير المكلف بالمالية تحضير مشاريع قوانين المالية تحت سلطة رئيس الحكومة.

المادة 2

لتطبيق المادة 5 والبند الثالث من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، يتم إعداد قانون المالية للسنة استنادا إلى برمجة ميزانياتية لثلاث سنوات يتم تحيينها كل سنة.

يدعو رئيس الحكومة كل سنة وفي أجل أقصاه 15 مارس، بواسطة منشور، الآمرين بالصرف لإعداد مقترحاتهم المتعلقة بالبرمجة الميزانياتية لثلاث سنوات مدعومة بأهداف ومؤشرات نجاعة الأداء.

تتم دراسة المقترحات المذكورة أعلاه، قبل 15 ماي، داخل لجان البرمجة ونجاعة الأداء التي تضم ممثلين عن مصالح الوزارة المكلفة بالمالية وممثلين عن مصالح القطاعات الوزارية أو المؤسسات المعنية.

المادة 3

يقدم الوزير المكلف بالمالية في مجلس الحكومة، قبل 15 يوليو من كل سنة، عرضا حول تقدم تنفيذ قانون المالية الجاري كما يقدم برمجة موارد وتكاليف الدولة لثلاث سنوات بالإضافة إلى الخطوط العريضة لمشروع قانون المالية للسنة الموالية.

المادة 4

يدعو رئيس الحكومة، بواسطة منشور، الآمرين بالصرف لإعداد مقترحاتهم المتعلقة بالمداخيل والنفقات عن السنة المالية الموالية.

يجب أن توجه هذه المقترحات وكذا مشاريع الأحكام المراد إدراجها في مشروع قانون المالية إلى الوزارة المكلفة بالمالية قصد إقرار مشاريع ميزانيات القطاعات الوزارية أو المؤسسات، وذلك حسب الكيفيات والجدول الزمني المحددين في المنشور السالف الذكر.

المادة 5

في إطار إعداد مشروع قانون المالية، يتعين على الآمرين بالصرف موافاة الوزارة المكلفة بالمالية بالمعلومات والبيانات المتعلقة بتنفيذ قانون المالية الجاري حسب الدورية والكيفيات التي يحددها الوزير المكلف بالمالية.

الفصل الثاني: مقتضيات عامة

المادة 6

كل مشروع قانون أو نظام قد يكون له انعكاس مالي مباشر أو غير مباشر يجب أن يذيل سلفا بتأشيرة الوزير المكلف بالمالية.

المادة 7

تحدد أسعار الأجرة عن الخدمات المقدمة من لدن الدولة، المشار إليها في الفقرة الأخيرة من المادة 11 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13 بقرار مشترك للوزير المعني بالأمر والوزير المكلف بالمالية.

المادة 8

تتخذ باقتراح من الوزير المكلف بالمالية المراسيم المنصوص عليها في المادة 50 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، والمتعلقة بما يلي:

- فتح الاعتمادات اللازمة لسير المرافق العمومية والقيام بالمهام المنوطة بها على أساس ما هو مقترح بالميزانية المعروضة بقصد الموافقة؛
- إدراج الأحكام المتعلقة بالمداخيل المقترح إلغاؤها في مشروع قانون المالية وكذا المداخيل التي ينص المشروع المذكور على تخفيض مقدارها.

الفصل الثالث: مقتضيات مشتركة تتعلق بالميزانية العامة وميزانيات مرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة والحسابات الخصوصية للخزينة

المادة9

يوقع الوزير المكلف بالمالية والوزير المعني بالأمر أو الأشخاص المفوض لهم من لدنهما لهذا الغرض باسم الدولة على كل عقد يراد بإبرامه أن توضع رهن تصرف الدولة أموال المساعدة وحصيلة الهبات والوصايا المشار إليها في الفقرة الأولى من المادة 34 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

تفتح الاعتمادات المنصوص عليها في الفقرتين1 و3 من المادة 34 المذكورة أعلاه، بقرارات للوزير المكلف بالمالية.

المادة 10

تدرج في المداخيل بالميزانية العامة أو ميزانيات مرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة أو الحسابات الخصوصية للخزينة، حسب الحالة، حصيلة البيوع أو الطلبات التي ينجزها مرفق عمومي لفائدة مرفق عمومي آخر وكذا الأجور عن الخدمات التي يقدمها مرفق عمومي لمرفق عمومي آخر، ولا يجوز بأي حال من الأحوال أن تؤدي إلى فتح اعتمادات من جديد لفائدة المرفق العمومي البائع أو المقدم للخدمة.

المادة11

يتم بمقرر للآمر بالصرف المعني، دفع المبالغ من مرفق للدولة مسير بصورة مستقلة أو من حساب مرصد لأمور خصوصية لفائدة الميزانية العامة، المنصوص عليها في المادتين 22 و27 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

تفتح بقرارات للوزير المكلف بالمالية، الاعتمادات المنصوص عليها في الفقرة الثالثة من المادة 22 وفي الفقرة الثالثة من البند (أ) من المادة 27 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

المادة 12

لتطبيق المادة 62 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، يباشر بمرسوم يتخذ باقتراح من الوزير المكلف بالمالية، خلال السنة المالية، وقف تنفيذ نفقات الاستثمار المتعلقة باعتمادات الأداء المفتوحة برسم الميزانية العامة وميزانيات مرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة.

المادة 13

لتطبيق المواد 37 و38 و41 والبند الثاني من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13 تقدم مداخيل ونفقات الميزانية العامة ومصالح الدولة المسيرة بصورة مستقلة والحسابات المرصدة لأمور خصوصية حسب تبويب ميزانياتي يحدده الوزير المكلف بالمالية.

الفصل الرابع: الميزانية العامة

المادة 14

يمكن، فيما يخص عمليات الاستثمار التي تنجز خلال مدة تفوق سنة واحدة، أن تؤدي النفقات المتعلقة بها إلى فتح اعتمادات أداء واعتمادا التزام.

المادة 15

تباشر بمرسوم يتخذ باقتراح من الوزير المكلف بالمالية، الاقتطاعات من فصل النفقات الطارئة والمخصصات الاحتياطية المنصوص عليها في المادة 42 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

المادة 16

تحدد بقرار للوزير المكلف بالمالية، كيفيات تنفيذ النفقات المدرجة في فصل التسديدات والتخفيضات والإرجاعات الضريبية المنصوص عليه في المادة 42 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

المادة 17

تباشر بمقرر للوزير المكلف بالمالية، النفقات المدرجة في فصل التكاليف المشتركة المنصوص عليه في المادة 43 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

المادة 18

تتخذ باقتراح من الوزير المكلف بالمالية، مراسيم فتح الاعتمادات الإضافية المنصوص عليها في المادة 60 في القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

المادة 19

يمكن أن يتم خلال السنة المالية تحويل المناصب المالية الشاغرة بقرار يصدره الوزير المكلف بالمالية بناء على اقتراح من الوزير المعني.

يمكن أن يتم خلال السنة المالية تحويل المناصب المالية المشغولة بهدف ترقية شاغليها في الدرجة بمقرر للآمر بالصرف المعني تؤشر عليه المصالح المختصة بالخزينة العامة للمملكة. ويجب على الآمرين بالصرف، موافاة الوزارة الكلفة بالمالية بقائمة تلخص مجموع المقررات المذكورة خلال العشرة أيام التي تلي نهاية كل ثلاثة أشهر.

يجب أن تدرج في قانون المالية الموالي عمليات تحويل المناصب المالية المذكورة.

المادة 20

يمكن خلال السنة المالية إجراء عملية إعادة انتشار المناصب المالية داخل نفس الفصل بمقرر للآمر بالصرف المعني.

لا يمكن أن تهم عملية إعادة انتشار المناصب المالية، المنصوص عليها في الفقرة الأخيرة من المادة 61 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، إلا المناصب المالية المشغولة.

يجب ان تكون مقترحات إعادة انتشار المناصب المالية المشار إليها في الفقرة السابقة موضوع مقررات مشتركة للوزراء المعنيين، ولا تصبح فعلية إلا ابتداء من دخول قانون المالية للسنة الموالية حيز التنفيذ. توجه هذه المقررات إلى الوزارة المكلفة بالمالية قبل فاتح يوليو من كل سنة. تباشر عمليات إعادة انتشار المناصب المالية في إطار قانون المالية للسنة الموالية من خلال حذف المناصب المالية المذكورة على مستوى القطاع أو المؤسسة الأصلية وإحداثها في القطاع أو المؤسسة المستفيدة.

المادة 21

لتطبيق الفقرة الثانية من المادة 58 والبند الأول من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، تحدد بقرار لرئيس الحكومة قواعد التسيير الميزانياتي والمحاسباتي اللازمة لاحترام طابع محدودية الاعتمادات المفتوحة برسم فصل الموظفين والأعوان.

المادة 22

تطبيقا للفقرة الثانية من المادة 63 والبند الثاني من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، ترحل اعتمادات الأداء برسم نفقات الاستثمار بالميزانية العامة والتي كانت موضوع التزامات مؤشر عليها ولم يصدر الأمر بصرفها عند نهاية السنة المنصرمة بما في ذلك أرصدة السنوات السابقة، في حدود سقف ثلاثين في المائة %)30(من اعتمادات الأداء المفتوحة برسم نفقات الاستثمار للسنة المالية الجارية.

إذا تبين عدم إمكانية ترحيل بعض الالتزامات المؤشر عليها والتي لم يصدر الأمر بصرفها في حدود سقف ثلاثين في المائة %)30(المشار إليه أعلاه، فإنه يتم إدراجها ضمن اعتمادات الأداء المفتوحة برسم نفقات استثمار السنة الجارية.

يحدد الوزير المكلف بالمالية كيفيات ترحيل الاعتمادات.

المادة 23

يجوز للوزير المكلف بالمالية، بناء على طلب من الآمرين بالصرف المعنيين، أن يأذن بموجب مقرر بالقيام بتحويلات للاعتمادات بين برامج نفس الفصل. لا يمكن أن يفوق مجموع الاعتمادات التي كانت موضوع تحويل خلال نفس السنة، بالنسبة لكل برنامج من البرامج المعنية، سقف عشرة في المائة %)10 (من المخصصات الأولية المفتوحة بموجب قانون المالية فيما يتعلق بفصل المعدات والنفقات المختلفة وفصل الاستثمار من الميزانية العامة.

لا يطبق هذا السقف على تحويل الاعتمادات بين برامج فصل الموظفين والأعوان.

يطبق السقف المشار إليه في الفقرة الأولى أعلاه كذلك على التحويلات بين كل برنامج من برامج الفصول المتعلقة بنفقات الاستغلال وبنفقات الاستثمار لمرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة وبين كل برنامج من برامج الحسابات المرصدة لأمور خصوصية.

يجوز للوزير المكلف بالمالية، بناء على اقتراح من الآمرين بالصرف المعنيين، أن يأذن بموجب مقرر، للآمرين بالصرف وللآمرين المساعدين بالصرف، القيام بتحويلات للاعتمادات بين الجهات داخل نفس البرنامج.

يمكن أن تغير بمقرر للآمر بالصرف المعني أو للآمر المساعد بالصرف التابع له المخصصات المدرجة بالمشاريع أو بالعمليات المرتبطة بنفس البرنامج وبنفس الجهة وكذا المخصصات المدرجة بالسطور بنفس المشروع أو العملية باستثناء بعض أنواع النفقات التي تحدد لائحتها بقرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المعني.

ويجب على الآمرين بالصرف موافاة مصالح الوزارة المكلفة بالمالية بقائمة تلخص مجموع التحويلات التي تم القيام بها من قبلهم ومن قبل الآمرين المساعدين بالصرف التابعين لهم خلال العشرة أيام التي تلي نهاية كل ثلاثة أشهر.

الفصل الخامس: مرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة

المادة 24

لا يجوز أن يترتب على النفقات الملتزم بها من الاعتمادات المفتوحة في ميزانيات مرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة الأمر بالصرف والأداء إلا ضمن حدود المداخيل المنجزة مع مراعاة أحكام الفقرة الثالثة من المادة 34 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

يجوز أن يرصد لميزانيات مرافق الدولة المسيرة بصورة مستقلة بقرار للوزير المكلف بالمالية اعتماد إضافي يساوي فائض المداخيل على الأداءات الفعلية برسم السنة المالية السابقة.

ويجوز كذلك أن يرصد للميزانيات المذكورة بقرار للوزير المكلف بالمالية اعتماد إضافي يساوي المداخيل الفائضة المنجزة مقارنة مع الاعتمادات المفتوحة بموجب قانون المالية.

يحدد الوزير المكلف بالمالية كيفيات تطبيق مقتضيات هذه المادة.

الفصل السادس: الحسابات الخصوصية للخزينة

المادة 25

تطبيقا للمادة 26 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، تتخذ مراسيم إحداث حسابات خصوصية للخزينة خلال السنة المالية باقتراح من الوزير المكلف بالمالية.

المادة 26

لا يجوز أن يترتب على النفقات الملتزم بها من الاعتمادات المقيدة في الحسابات المرصدة لأمور خصوصية وفي حسابات النفقات من المخصصات، أمر بالصرف وأداء إلا في حدود المداخيل المنجزة مع مراعاة أحكام الفقرة الثالثة من المادة 34 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13.

ويمكن أن يرصد للحسابات المرصدة لأمور خصوصية وحسابات النفقات من المخصصات، بقرار للوزير المكلف بالمالية، اعتماد إضافي يساوي الزيادة في المداخيل المنجزة مقارنة مع الاعتمادات المفتوحة بموجب قانون المالية.

ويمكن كذلك أن يرصد للحسابات المذكورة، بقرار للوزير المكلف بالمالية، اعتماد إضافي يساوي فائض المداخيل بالنسبة للأداءات المنجزة برسم السنة المالية المنصرمة، يتضمن عند الاقتضاء، بالنسبة لكل حساب، توزيع الفائض المذكور من قبل الآمر بالصرف والآمر المساعد بالصرف المعنيين.

غير أنه، في انتظار اعتماد القرار المشار إليه في الفقرة الثالثة أعلاه، يستمر الأمر بصرف وأداء الالتزامات التي لم تكن محل أمر بالصرف قبل إقفال التسيير في حدود فائض المداخيل المشار إليه في الفقرة السابقة يحصره كل آمر بالصرف أو آمر مساعد بالصرف ويصادق عليه المحاسب المكلف.

في الحالة التي تفوق فيها الالتزامات المذكورة فائض المداخيل، يخصم الفارق من الاعتمادات المفتوحة بموجب قانون المالية.

يحدد الوزير المكلف بالمالية كيفيات تطبيق مقتضيات هذه المادة.

المادة 27

يبرم في شان التسبيقات أو القروض التي تمنحها الدولة بواسطة حسابات التمويل عقد بين الوزير المكلف بالمالية والمستفيد من التسبيق أو القرض، وينص هذا العقد بوجه خاص على مبلغ التسبيق أو القرض ومدته وسعر الفائدة المستحقة عليه وكيفيات إرجاع مبلغه. ويشفع بجدول استهلاك ويجب أن يتضمن الالتزام بتقييد الاعتمادات اللازمة للتسديدات المقررة من رأس مال وفوائد في ميزانيات السنوات المقبلة للهيئة المستفيدة.

وتدرج المبالغ المرجعة من التسبيقات والمبالغ المستهلكة من القروض في حسابات التمويل. وتدرج الفوائد المستحقة على التسبيقات والقروض المذكورة في المداخيل بالميزانية العامة.

ويمكن تقديم التسبيقات والقروض في شكل أذون ذات فائدة أو أوراق مالية قابلة للتداول.

المادة 28

لا يمكن أن يقل سعر الفائدة المستحقة على التسبيقات المشار إليها في المادة 27 أعلاه عن سعر الفائدة المستحقة على أذون الخزينة لأجل سنة المصدرة في سوق المناقصات المتعلقة بقيم الخزينة.

كل تسبيق غير مرجع مبلغه في الأجل المحدد يكون:

إما موضوع مقرر بالتحصيل الفوري وفق الشروط المحددة في المادة 30 بعده؛

وإما موضوع تحويل على شكل قرض.

المادة 29

تحدد للقروض بما فيها القروض الناتجة عن تحويل تسبيق مدة تزيد عن سنتين. ويجب أن ترجع مجزأة على أقساط استهلاكية تفصل بينها سنة واحدة على الأكثر.

ولا يجوز أن يقل سعر الفائدة المستحقة على القروض عن سعر الفائدة المستحقة على أذون الخزينة لأجل سنة المصدرة في سوق المناقصات المتعلقة بقيم الخزينة بإضافة نقطة واحدة.

وإذا كان القرض ناتجا عن تحويل تسبيق، وجب أن يفوق سعر الفائدة المستحقة على القروض سعر الفائدة المستحقة على التسبيق بنقطة واحدة على الأقل.

غير أن شروط تفويت قروض الخزينة المتأتية من هبات أو من اقتراضات خارجية ولا سيما تلك المتعلقة بسعر الفائدة والمدة وعملة الإرجاع تحدد بقرار للوزير المكلف بالمالية.

المادة 30

كل مبلغ واجب دفعه عن تسبيق أو قرض ممنوح من لدن الخزينة ولم يدفع في التاريخ الذي صار فيه مستحقا، تترتب عليه بقوة القانون، ابتداء من هذا التاريخ، فائدة بسعر الفائدة المستحقة على التسبيق أو القرض بإضافة نقطتين.

كل مبلغ واجب دفعه عن تسبيق أو قرض ولم يقع تسديده خلال السنة الموالية لتاريخ حلول أجله يجب أن يتم تحصيله بالطرق القانونية بناء على أمر بالمداخيل يصدره الوزير المكلف بالمالية.

الفصل السابع: نجاعة الأداء

المادة 31

لتطبيق أحكام المادة 39 والبند الثاني من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، يتم إعداد مقترحات مشاريع نجاعة الأداء من لدن كل قطاع وزاري أو مؤسسة ويتم إرسالها إلى الوزارة المكلفة بالمالية مرفقة بمقترحات المداخيل والنفقات المشار إليها في المادة 4 أعلاه. تتم مناقشة هذه المقترحات والمصادقة عليها من لدن الوزارة المكلفة بالمالية وذلك قبل تقديمها للجان القطاعية المعنية بالبرلمان.

المادة 32

لتطبيق أحكام الفقرة الأولى- 3 من المادة 66 والبند الرابع من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، يجب أن تعرض تقارير نجاعة الأداء المعدة من لدن القطاعات الوزارية أو المؤسسات النتائج المحققة مع إبراز الفوارق المحتملة مقارنة مع التوقعات المقيدة بمشاريع نجاعة الأداء. يتم إرسال هذه التقارير إلى الوزارة المكلفة بالمالية، في أجل أقصاه متم شهر يوليو من السنة التي تلي سنة تنفيذ قانون المالية المعني، من أجل إعداد التقرير السنوي حول نجاعة الأداء المرافق لمشروع قانون التصفية المتعلق بتنفيذ قانون المالية.

المادة 33

لتطبيق أحكام الفقرة الأولى 5 - من المادة 66 والبند الرابع من المادة 69 من القانون التنظيمي السالف الذكر رقم 130.13، تقوم المفتشية العامة للمالية بإعداد تقرير افتحاص نجاعة الأداء الذي يرفق بمشروع قانون التصفية المتعلقة بتنفيذ قانون المالية وذلك حسب الكيفيات المحددة بقرار للوزير المكلف بالمالية.

الفصل الثامن: دخول حيز التنفيذ ومقتضيات انتقالية

المادة 34

يدخل هذا المرسوم حيز التنفيذ ابتداء من فاتح يناير 2016 مع مراعاة المقتضيات المنصوص عليها في المواد 2 و13 و21 و22 و31 و32 و33 أعلاه.

تطبق المقتضيات المتعلقة بتحويل الاعتمادات المنصوص عليها في المادة 23 من هذا المرسوم ابتداء من فاتح يناير 2018 .

المادة 35

باستثناء المادة 25، تنسخ ابتداء من فاتح يناير 2016 مقتضيات المرسوم رقم 2.98.401 الصادر في 9 محرم 1420 (26 أبريل 1999) المتعلق بإعداد وتنفيذ قوانين المالية كما تم تغييره وتتميمه.

غير أنه تظل سارية المفعول، بصفة انتقالية، مقتضيات المواد 16 و17 و17 مكرر من المرسوم السالف الذكر رقم 2.98.401، إلى حين دخول المقتضيات المماثلة الواردة في هذا المرسوم حيز التنفيذ.

المادة 36

يسند إلى وزير الاقتصاد والمالية تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 28 من رمضان 1436 (15 يوليو 2015).

الإمضاء: عبد الإله ابن كيران.

وقعه بالعطف:

وزير الاقتصاد والمالية،

الإمضاء : محمد بوسعيد.

الفهرس

....

....

الجريدة الرسمية عدد 5711 الصادرة في 27 صفر 1430(23فبراير2009)

ظهير شريف رقم 1.09.02 صادر في 22 من صفر1430

(18 فبراير 2009) بتنفيذ القانون رقم 45.08 المتعلق بالتنظيم

المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف – بداخله-

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا اسماه الله واعز أمره أننا:

بناء على الدستور ولاسيما الفصلين 26و58 منه،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية عقب ظهيرنا الشريف هذا القانون رقم 45.08 المتعلق بالتنظيم المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها، كما وافق عليه مجلس المستشارين ومجلس النواب.

وحرر بفاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عباس الفاسي.

قانون رقم 45.08

يتعلق بالتنظيم المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها

القسم الأول

مقتضيات عامة

باب فريد

مجال التطبيق – تعريفات

المادة1

يهدف هذا القانون إلى تحديد التنظيم المالي للجماعات المحلية ومجموعاتها.

المادة 2

يراد حسب مدلول هذا القانون والنصوص المتخذة لتطبيقه بما يلي:

- الجماعات المحلية: الجهة والعمالة والإقليم والجماعة الحضرية والجماعة القروية؛

- المجموعة: لجنة التعاون المشتركة بين الجهات ومجموعة الجماعات المحلية؛

· الآمر بالصرف : الوالي عامل العمالة أو الإقليم مقر الجهة في ما يخص الجهات والعامل في ما يخص العمالات والأقاليم ورئيس المجلس الجماعي في ما يخص الجماعات الحضرية والقروية والوالي عامل عمالة الرباط في ما يخص الجماعة الحضرية للرباط، وباشويات المشاور في ما يخص جماعات المشاور ورئيس المجموعة فيما يخص مجموعة الجماعات المحلية ورئيس لجنة التعاون المشتركة بين الجهات في ما يخص لجان التعاون المشتركة بين الجهات ورئيس مجلس المقاطعة في ما يخص المقاطعات ؛

- الخازن: الخازن الجماعي والقابض الجماعي والمحاسب العمومي للجماعات المحلية ومجموعاتها؛

- المجلس التداولي : المجلس الجهوي ومجلس العمالة أو الإقليم والمجلس الجماعي ولجنة التعاون المشتركة بين الجهات ومجلس المجموعة ومجلس المقاطعة ؛

- سلطة الوصاية : وزير الداخلية أو من ينوب عنه بالنسبة للجهات والعمالات والأقاليم والجماعات الحضرية والمجموعات والوالي أو عامل العمالة أو الإقليم بالنسبة للجماعات القروية .

القسم الثاني

الميزانية

الباب الأول

مبادئ عامة

المادة 3

الميزانية هي الوثيقة التي يقرر ويؤذن بموجبها، بالنسبة لكل سنة مالية، في مجموع موارد وتحملات الجماعة المحلية أو المجموعة.

المادة 4

تبتدئ السنة المالية في فاتح يناير وتنتهي في 31 ديسمبر من نفس السنة.

المادة 5

يمكن أن تلزم مالية السنوات الموالية: الاتفاقيات المالية والضمانات الممنوحة واعتمادات الالتزام والترخيصات في البرامج.

المادة 6

تشتمل الميزانية على جزئين:

- الجزء الأول تدرج فيه عمليات التسيير سواء فيما يخص المداخيل أو النفقات؛

- الجزء الثاني يتعلق بعمليات التجهيز ويشمل جميع الموارد المرصدة للتجهيز والاستعمال الذي خصصت لأجله.

ويمكن أن تشتمل الميزانية بالإضافة إلى ذلك على ميزانيات ملحقة وحسابات خصوصية حسبما هي محددة في المادة10 وما يليها إلى غاية المادة13 بعده.

ويجب أن تكون الميزانية متوازنة في جزئيها.

وإذا ظهر فائض تقديري في الجزء الأول وجب رصده بالجزء الثاني.

ولا يجوز استعمال مدا خيل الجزء الثاني في مقابل نفقات الجزء الأول.

تدرج توازنات الميزانية والميزانيات الملحقة والحسابات الخصوصية في بيان مجمع وفق كيفيات تحدد بنص تنظيمي.

المادة 7

تدرج الموارد والتحملات في فروع وأبواب تنقسم إلى فصول وفقرات واسطر وفق تبويب الميزانية الذي يتم إعداده بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 8

لا يمكن رصد مدخول لنفقة من بين المداخيل التي تساهم في تأليف مجموع الجزء الأول من الميزانية والميزانيات الملحقة.

يمكن رصد مدخول لنفقة من الجزء الثاني في إطار الميزانية والميزانيات الملحقة وكذلك في إطار الحسابات الخصوصية.

المادة 9

يجب أن تبقى الالتزامات بالنفقات في حدود ترخيصات الميزانية بالنسبة للجماعات المحلية ومجموعاتها.

تتوقف هذه الالتزامات على توفر اعتمادات الميزانية بخصوص عمليات اقتناء السلع والخدمات وتوفر المناصب المالية بالنسبة للتوظيف.

المادة 10

تحدث الميزانيات الملحقة بقرار لوزير الداخلية.

تدرج في الميزانيات الملحقة العمليات المالية لبعض المصالح التي لا تتمتع بالشخصية المعنوية والتي يهدف نشاطها بصفة أساسية إلى إنتاج سلع أو تقديم خدمات مقابل أداء أجرة.

وتشتمل الميزانيات الملحقة في جزء أول على مدا خيل ونفقات التسيير من جهة كما تشتمل من جهة أخرى، في جزء ثان، على نفقات التجهيز والموارد المرصدة لهذه النفقات . ويتم تقديمها دائما متوازنة.

وتحضر الميزانيات الملحقة ويصادق عليها وتنفذ وتراقب طبق نفس الشروط المتعلقة بالميزانية.

ويعوض عدم كفاية مدا خيل التسيير بدفع مخصص للتسيير مقرر برسم التحملات في الجزء الأول من الميزانية.

أما الفائض المحتمل في مدا خيل التسيير بالنسبة للنفقات فيرصد، قبل كل شيء، لتمويل نفقات التجهيز ويدرج الباقي منه في مداخيل الميزانية.

ويعوض عدم كفاية الموارد المرصدة لنفقات التجهيز بمخصص للتجهيز مقرر في الجزء الثاني من الميزانية.

المادة 11

تهدف الحسابات الخصوصية:

- إما إلى بيان العمليات التي لا يمكن إدراجها بطريقة ملائمة في الميزانية نظرا لطابعها الخاص أو لعلاقة سببية متبادلة بين المد خول والنفقة؛

- وإما إلى بيان عمليات مع الاحتفاظ بنوعها الخاص وضمان استمرارها من سنة مالية إلى أخرى ؛

- وإما إلى الاحتفاظ بأثر عمليات تمتد على ما يزيد على سنة دون تمييز بين السنوات المالية.

تشتمل الحسابات الخصوصية على ما يلي:

- حسابات مرصدة لأمور خصوصية ؛

- حسابات النفقات من المخصصات.

المادة 12

تحدث حسابات مرصدة لأمور خصوصية بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية بناء على برنامج استعمال يعده الآمر بالصرف، تنفيذا لمداولات المجلس.

إن الحسابات المرصدة لأمور خصوصية تبين فيها المداخيل المرتقبة المرصدة لتمويل صنف معين من النفقات والاستعمال الذي خصصت له هذه المداخيل.

يدرج مبلغ التقديرات في الملخص العام للميزانية.

وتفتح اعتمادات الأداء في حدود المداخيل المحصل عليها بترخيص من وزير الداخلية أو من ينوب عنه.

إذا تبين أن المداخيل المحصل عليها تفوق التقديرات، يمكن فتح اعتمادات إضافية في حدود هذا الفائض.

يصادق وزير الداخلية على تغييرات الحساب المرصد لأمور خصوصية، بعد تأشيرة الوزير المكلف بالمالية.

ترحل الموارد المالية المتوفرة في الحساب المرصد لأمور خصوصية إلى السنة المالية الموالية من اجل استمرار العمليات من سنة لأخرى.

يمكن أن يصفى في نهاية السنة الثالثة كل حساب مرصد لأمور خصوصية لم تترتب عنه نفقات خلال ثلاث سنوات متتالية. ويدرج الباقي منه في باب المداخيل بالجزء الثاني من الميزانية.

يصفى ويقفل الحساب المرصد لأمور خصوصية بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 13

تحدث حسابات النفقات من المخصصات بقرار لوزير الداخلية.

وتدرج في حسابات النفقات من مخصصات العمليات التي تمول بموارد يتم تحديدها مسبقا.

يجب أن تكون هذه الموارد متوفرة فبل انجاز النفقة.

يرحل إلى السنة الموالية فائض الموارد في حسابات النفقات من المخصصات عن كل سنة مالية. وإذا لم يستهلك هذا الفائض خلال السنة الموالية، وجب إدراجه في باب المداخيل بالجزء الثاني من الميزانية الثانية الموالية للميزانية التي تم الحصول عليه فيها.

بالنسبة لحسابات النفقات من المخصصات المتعلقة بالمقاطعات، يمكن إعادة برمجة الفائض. وإذا لم يستهلك في السنة الموالية تطبق عليه أحكام الفقرة المذكورة أعلاه.

يتم إعداد حسابات النفقات من المخصصات والمصادقة عليها وتنفيذها ومراقبتها وفق نفس الشروط المتعلقة بالميزانية.

الباب الثاني

برمجة متعددة السنوات

المادة 14

يتم إعداد الميزانية على أساس برمجة تمتد على ثلاث سنوات لمجموع موارد وتحملات الجماعة المحلية أو المجموعة وتحدد كيفية إعداد هذه البرمجة بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 15

يمكن أن تكون برامج التجهيز متعددة السنوات المنبثقة عن البرمجة الممتدة على ثلاث سنوات المشار إليها في المادة 14 أعلاه موضوع ترخيصات في البرامج على أساس الفوائض التقديرية وفق الشروط المحددة بقرار لوزير الداخلية.

الباب الثالث

وضع الميزانية والتصويت عليها وعرضها على المصادقة

المادة 16

تحضر الميزانية من لدن رئيس المجلس بالنسبة للجماعات الحضرية والقروية ومجموعاتها ومن طرف الآمر بالصرف بالنسبة للجهات والعمالات والأقاليم.

تعرض الميزانية مرفقة بالوثائق الضرورية لدراستها على اللجنة المختصة في اجل عشرة أيام على الأقل قبل تاريخ افتتاح الدورة المتعلقة بالمصادقة على الميزانية من طرف المجلس.

تحدد الوثائق المشار إليها أعلاه بقرار لوزير الداخلية.

يجب أن تعتمد الميزانية في تاريخ أقصاه 15 نونبر.

المادة 17

يجب أن تتم عملية التصويت على المداخيل قبل التصويت على النفقات.

ويتم التصويت على تقديرات المداخيل والنفقات كل باب على حدة.

بالنسبة للمقاطعات يتم التصويت على النفقات كل باب على حدة خلافا لمقتضيات المادة 115 من القانون رقم 78.00 المتعلق بالميثاق الجماعي كما تم تغييره وتتميمه.

المادة 18

تعرض ميزانية الجماعات المحلية ومجموعاتها على مصادقة سلطة الوصاية في تاريخ أقصاه 20 نونبر.

المادة 19

في حالة عدم التصويت على الميزانية في التاريخ المحدد في المادة 16 أعلاه، يدعى المجلس للاجتماع داخل اجل 15 يوما ابتداء من تاريخ الاجتماع الذي تم خلاله رفض الميزانية. ويدرس المجلس جميع الاقتراحات المتعلقة بتعديل الميزانية التي من شانها تفادي أسباب رفضها.

ويتعين على الآمر بالصرف أن يوجه إلى سلطة الوصاية في تاريخ أقصاه 15 ديسمبر الميزانية المعتمدة وإلا الميزانية غير المعتمدة مرفوقة بمحاضر مداولات المجلس.

المادة 20

بعد دراسة الميزانية غير المعتمدة وأسباب الرفض ومقترحات التعديلات المقدمة من لدن المجلس وكذا الأجوبة بشأنها المقدمة من لدن الرئيس، تقوم سلطة الوصاية بوضع ميزانية للتسيير على أساس آخر ميزانية مصادق عليها مع مراعاة تطور تحملات وموارد الجماعة المحلية أو مجموعاتها.

وفي هذه الحالة ، يمكن للجماعة المحلية أو المجموعة أن تقوم بأداء الأقساط السنوية للاقتراضات.

المادة 21

إذا لم يتم عرض الميزانية على المصادقة في الآجال المحددة ، يمكن لسلطة الوصاية، بعد طلب استفسارات من الآمر بالصرف ، أن تقوم قبل فاتح يناير بوضع ميزانية التسيير للجماعة المحلية أو المجموعة على أساس آخر ميزانية مصادق عليها مع مراعاة تطور تحملات وموارد الجماعة المحلية أو المجموعة.

وفي حالة إعداد الميزانية وفق مقتضيات هذه المادة ، يمكن للجماعة المحلية أو المجموعة أن تقوم بأداء الأقساط السنوية للاقتراضات.

الباب الرابع

المصادقة على الميزانية

المادة 22

مع مراعاة مقتضيات الفقرة الأولى من المادة 12 أعلاه، تتم المصادقة على ميزانية الجماعات المحلية ومجموعاتها من لدن سلطة الوصاية وفق الشروط والشكليات المحددة بنص تنظيمي.

المادة 23

يجب أن تكون الميزانية الموجهة إلى سلطة الوصاية قصد المصادقة عليها مرفقة ببيان عن البرمجة الممتدة على ثلاث سنوات المشار إليها في المادة 14 أعلاه وقوائم تركيبية للوضعية المالية للجماعة المحلية أو المجموعة التي يتم تحديد لائحتها ونموذجها بقرار لوزير الداخلية.

يمكن إرسال الوثائق المنصوص عليها في هذه المادة بطريقة الكترونية.

المادة 24

تتم المصادقة على الميزانية وفق الشروط التالية:

- احترام القوانين والأنظمة الجاري بها العمل ؛

- التوازن الحقيقي بين تقديرات المداخيل وتقديرات النفقات ؛

- تسجيل النفقات الإجبارية المشار إليها في المادة 41 بعده.

إذا لم تتمكن سلطة الوصاية بعد دراسة الميزانية من المصادقة عليها، تعيد إرسالها إلى الآمر بالصرف مرفقة بأسباب الرفض وذلك في اجل لا يتعدى 15 يوما ابتداء من تاريخ توصل سلطة الوصاية بالميزانية قصد المصادقة عليها.

يتوفر الآمر بالصرف في هذه الحالة على اجل 15 يوما لإعادة دراسة الميزانية والتصويت عليها من لدن المجلس، ويتعين على الآمر بالصرف عرضها من جديد على سلطة الوصاية للمصادقة عليها في تاريخ لا يتعدى 15 يناير.

وإذا لم يؤخذ بأسباب رفض سلطة الوصاية في الميزانية، يتم تطبيق مقتضيات المادة 20 أعلاه.

المادة 25

تتم المصادقة على الميزانية وتبليغها داخل اجل أقصاه 45 يوما ابتداء من تاريخ التوصل بها من لدن سلطة الوصاية.

المادة 26

إذا لم تتم المصادقة على الميزانية قبل فاتح يناير، يمكن أن يؤهل الآمر بالصرف، بقرار لسلطة الوصاية، للقيام بتحصيل المداخيل والالتزام بنفقات التسيير وتصفيتها ووضع الحوالات بشأنها في حدود الاعتمادات المقيدة برسم آخر ميزانية تمت المصادقة عليها وذلك إلى غاية المصادقة على الميزانية.

وخلال نفس الفترة ، يمكن للآمر بالصرف، تصفية ووضع الحوالات لصرف الأقساط السنوية للاقتراضات وأداء الدفوعات المتعلقة بالصفقات التي تم الالتزام بنفقاتها قانونا.

المادة 27

يتم إيداع الميزانية بمقر الجماعة المحلية أو مجموعاتها خلال 15 يوما الموالية للمصادقة عليها. وتوضع رهن إشارة العموم بكل وسيلة من وسائل الإشهار . ويتم تبليغها بدون اجل إلى الخازن من طرف الآمر بالصرف.

القسم الثالث

تنفيذ الميزانية

الباب الأول

تعديل الميزانية

المادة 28

يمكن تعديل الميزانية خلال السنة لاسيما بوضع ميزانيات معدلة.

ويجب إدخال التعديلات على الميزانية وفق نفس الشكليات والشروط المتبعة في اعتمادها والمصادقة عليها، باستثناء حالات التعديل التالية:

1- بالنسبة للجهات والعمالات وجماعات المشور، يمكن تحويل اعتمادات التسيير داخل نفس الفصل وداخل نفس الباب بقرار للآمر بالصرف بعد مداولة المجلس التداولي ؛

2- بالنسبة للجماعات الحضرية والقروية؛

- يمكن تحويل اعتمادات التسيير داخل نفس الفصل بقرار لرئيس المجلس دون اللجوء إلى مداولة المجلس ؛

- يمكن تحويل اعتمادات التسيير داخل نفس الباب بقرار لرئيس المجلس بعد مداولة المجلس؛

3- بالنسبة للمقاطعات، وخلافا لمقتضيات المادة 120 من القانون رقم 78.00 المتعلق بالميثاق الجماعي، كما تم تغييره وتتميمه، يمكن لرئيس المقاطعة أن يجري، تنفيذا لمقرر يتخذه المجلس، تحويلات من فقرة إلى فقرات أخرى بحساب المقاطعة.

غير أن الاعتمادات المقررة برسم النفقات الآتية، لا يمكن أن تكون موضوع اقتطاعات لفائدة نفقات أخرى إلا بعد مصادقة سلطة الوصاية :

- نفقات الموظفين والأعوان؛

- النفقات المتعلقة بالالتزامات المالية الناتجة عن الاتفاقيات والعقود المبرمة من طرف الجماعة المحلية أو مجموعتها أو المقاطعة.

تبلغ قرارات تحويل الاعتمادات المشار إليها أعلاه، بدون اجل إلى سلطة الوصاية وإلى الخازن.

المادة 29

يمكن أن يترتب على إرجاع مبالغ برسم أموال مقبوضة بصفة غير قانونية إقرار اعتمادات من جديد ، غير أن إقرار هذه الاعتمادات لا يمكن أن يتم إلا خلال السنتين المواليتين للسنة المالية التي تحملت برسمها النفقة المطابقة.

الباب الثاني

موارد الجماعات المحلية ومجموعتها

المادة 30

تشتمل موارد الجماعات المحلية على:

- الضرائب والرسوم المأذون للجماعة المحلية في تحصيلها طبقا للقوانين الجاري بها العمل ؛

- الأتاوى والأجور عن الخدمات المقدمة ؛

- الموارد الناتجة عن تحويل جزء من ضرائب ورسوم الدولة المخصصة لفائدة الجماعات المحلية ؛

- الإمدادات الممنوحة من طرف الدولة أو أشخاص معنوية يجري عليها القانون العام؛

- حصيلة الاقتراضات المرخص بها ؛

- دخول الأملاك والمساهمات ؛

- أموال المساعدات؛

- الهبات والوصايا؛

- مدا خيل مختلفة والموارد الأخرى المقررة في القوانين والأنظمة.

وتشتمل موارد مجموعة من الجماعات المحلية على مساهمة الجماعات الأعضاء في المجموعة والإمدادات التي تقدمها الدولة والمداخيل المرتبطة بالمرافق المحولة إلى المجموعة وحصيلة الخدمات المؤدى عنها وحصيلة الممتلكات وحصيلة الاقتراضات المرخص بها والهبات والوصايا والمداخيل المختلفة.

المادة 31

تحدث بموجب نص تنظيمي الأتاوى والأجور عن الخدمات المقدمة المشار إليها في المادة 30 أعلاه.

المادة 32

لا تكون القرارات المتعلقة بفرض الرسوم أو تغيير نسبها والمأذون للجماعات المحلية في اتخاذها قابلة للتنفيذ إلا إذا صادقت عليها سلطة الوصاية.

المادة 33

تخضع عمليات الاقتراضات التي تقوم بها الجماعات المحلية ومجموعاتها للمصادقة المشتركة لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 34

يعرض على مصادقة وزير الداخلية أو من ينوب عنه قبول الهبات والوصايا التي تترتب عليها تحملات.

المادة 35

يمكن للجماعات المحلية أن تستفيد من تسبيقات تمنحها الدولة في شكل تسهيلات مالية في انتظار استخلاص المداخيل الواجب تحصيلها برسم الموارد الضريبية ورسم حصتها من ضرائب الدولة .

وتحدد كيفيات منح هذه التسبيقات وتسديدها بنص تنظيمي .

الباب الثالث

المتابعات والامتيازات

المختصة للمجلس عشرة أيام على الأقل قبل عرضه على المجلس التداولي للتصويت عليه خلال الدورة العادية الأولى الموالية.

ويوجه نظير من الحساب الإداري إلى سلطة الوصاية.

القسم الخامس

مقتضيات مختلفة

المادة 54

تحدد قواعد المحاسبة العامة المطبقة على الجماعات المحلية والمجموعات بمرسوم يتخذ باقتراح من الوزير المكلف بالمالية ووزير الداخلية.

المادة 55

يجب أن تبرم صفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها والمؤسسات العامة التابعة لها في إطار احترام المنافسة الحرة والشفافية. وتحدد شروط وطرق إبرام صفقات الجماعات المحلية ومجموعاتها والقواعد المتعلقة بتدبيرها ومراقبتها بمرسوم.

المادة 56

يمكن بطلب من المجلس التداولي أو بمبادرة من الآمر بالصرف أو من وزير الداخلية أن يخضع تدبير الجماعات المحلية ومجموعاتها والمؤسسات العامة التابعة لها لعمليات تدقيق مالي.

إذا تم التدقيق بطلب من المجلس التداولي، تبلغ نسخة من تقرير التدقيق إلى أعضاء هذا المجلس.

تحدد الكيفيات التي يتم وفقها التدقيق المالي بقرار لوزير الداخلية.

يجب على الآمر بالصرف عرض تقارير التدقيق على المجلس التداولي بمناسبة انعقاد الدورة الأولى العادية الموالية وتوجيه نسخة إلى وزير الداخلية.

المادة 57

تدخل المراقبة المالية للجماعات المحلية ومجموعاتها ضمن اختصاص المجالس الجهوية للحسابات طبقا للقانون رقم 62.99 بمثابة مدونة المحاكم المالية.

لا تطبق على المجموعات المراقبة المنصوص عليها في القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العمومية وهيئات أخرى الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.03.195 بتاريخ 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر 2003).

يحدد بنص تنظيمي نظام المراقبة المالية الخاص بالمؤسسات العمومية والشركات التي تحدثها الجماعات المحلية أو مجموعاتها أو تساهم في رأسمالها وفق الشروط المنصوص عليها في القانون رقم 78.00 المتعلق بالميثاق الجماعي، كما تم تغييره وتتميمه، والى حين صدور هذا المرسوم تظل سارية المفعول مقتضيات القوانين والأنظمة الجاري بها العمل.

المادة 58

يتعين على الجماعات المحلية ومجموعاتها وكذا الأشخاص المعنوية الخاضعة للقانون العام أو الخاص والتي تقوم بتسيير مرفق عمومي تابع للجماعات المحلية ، أن تعمل على إعداد قوائم تركيبية تتعلق بتسييرها ووضعياتها المالية واطلاع العموم عليها.

ويجب نشر هذه القوائم بالجريدة الرسمية للجماعات المحلية أو إبلاغها إلى علم العموم بطريقة الكترونية.

ويحدد وزير الداخلية بقرار طبيعة المعلومات والمعطيات التي يمكن تقديمها ودوريتها وكذا أشكال وشروط إعداد وتبليغ هذه القوائم.

المادة 59

تبلغ ميزانيات الجماعات المحلية ومجموعاتها إلى وزارة المالية من طرف وزارة الداخلية وفق شروط محددة بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 60

تحدد بقرار لوزير الداخلية التدابير التي من شانها ضمان حسن تدبير مالية الجماعات المحلية ومجموعاتها.

المادة 61

تنسخ مقتضيات الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.76.584 الصادر في 5 شوال 1396 (30 سبتمبر 1976) المتعلق بالتنظيم المالي للجماعات المحلية وهيئاتها. غير أن النصوص المتخذة لتطبيقه تظل سارية المفعول إلى حين استصدار المرسومين المنصوص عليهما في المادتين 54و55 من هذا القانون.

المادة 62

تطبق الإحالات إلى مقتضيات النصوص المنسوخة بموجب المادة السابقة والمضمنة في نصوص تشريعية وتنظيمية أخرى جاري بها العمل، على المقتضيات المطابقة لها التي جاء بها هذا القانون.

المادة 63

تظل مقتضيات القانون رقم 39.07 بسن أحكام انتقالية في ما يتعلق ببعض الرسوم والحقوق والمساهمات والأتاوى المستحقة لفائدة الجماعات المحلية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.209 الصادر في 16 من ذي الحجة 1428 (27 ديسمبر2007) سارية المفعول إلى حين نشر النص المتخذ لتطبيق المادة 31 أعلاه بالجريدة الرسمية.

....

....

المراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى

صيغة محينة بتاريخ 29 سبتمبر 2011

القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى

كما تم تعديله:

القانون رقم 21.10 بتغيير وتتميم القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.146 بتاريخ 16 من رمضان 1432 (17 اغسطس 2011)، الجريدة الرسمية عدد 5982 بتاريخ فاتح ذو القعدة 1432 (29 سبتمبر 2011)، ص 4774.

ظهير شريف رقم 1.03.195 صادر في 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر2003) بتنفيذ القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف- بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا:

بناء على الدستور ولاسيما الفصلين 26 و 58 منه،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي:

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى، كما وافق عليه مجلس المستشارين ومجلس النواب.

وحرر بالرباط في 16 من رمضان 1424 (11 نوفمبر2003).

وقعه بالعطف:

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

القانون رقم 69.00 المتعلق بالمراقبة المالية للدولة على المنشآت العامة وهيئات أخرى

الباب الأول: مهمة المراقبة المالية للدولة

المادة 1

مبادئ عامة وتعاريف

يراد في هذا القانون بعبارة :

- الهيئات العامة: الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العامة؛
- شركات الدولة: الشركات التي تملك هيئات عامة مجموع رأسمالها؛
- الشركات التابعة العامة: الشركات التي تملك هيئات عامة أكثر من نصف رأسمالها؛
- الشركات المختلطة: الشركات التي تملك هيئات عامة 50% من رأسمالها على الأكثر؛
- المقاولات ذات الامتياز: المقاولات المعهود إليها بتسيير مرفق عام بمقتضى عقد امتياز تكون فيه للدولة صفة السلطة المتعاقدة.

ويراد برأس المال المملوك مساهمة الهيئات العامة بصفة مباشرة أو غير مباشرة أو بصفة حصرية أو مشتركة.

المادة 2

مهمة المراقبة المالية

تجرى المراقبة المالية للدولة على المؤسسات العامة والشركات والمقاولات المشار إليها في المادة الأولى أعلاه بكيفية قبلية أو بعدية تبعا لشكلها القانوني وطريقة تسييرها وذلك وفق

الشروط المنصوص عليها في هذا القانون وعلى الهيئات الخاضعة للمراقبة المالية للدولة بمقتضى قانون خاص.

وتهدف هذه المراقبة بحسب الحالة إلى ما يلي :

- المتابعة المنتظمة لتسيير الهيئات الخاضعة للمراقبة المالية؛

- السهر على صحة عملياتها الاقتصادية والمالية بالنظر إلى أحكام النصوص القانونية والتنظيمية والنظامية المطبقة عليها؛

- تقييم جودة تسييرها وانجازاتها الاقتصادية والمالية وكذا مطابقة تسييرها للمهام والأهداف المحددة لها؛

- العمل على تحسين منظوماتها الإعلامية والتدبيرية؛

- جمع وتحليل المعلومات المتعلقة بمحفظة سندات الدولة وانجازاتها الاقتصادية والمالية.

الباب الثاني: نطاق وأنواع المراقبة

المادة 3

مراقبة المؤسسات العامة

تخضع المؤسسات العامة لمراقبة قبلية يقوم بها الوزير المكلف بالمالية ومراقب الدولة وخازن مكلف بالأداء وفقا للمواد 7 و8 و 9 و 10 بعده.

غير أن المؤسسات العامة المتوافرة فيها الشروط المنصوص عليها في المادتين 17 أو18 بعده، تخضع، استثناء مما ورد في الفقرة أعلاه، للمراقبة المواكبة المقررة في الباب الرابع من هذا القانون.

وتحدد وتراجع بصفة دورية بمرسوم قائمة المؤسسات العامة الخاضعة للمراقبة القبلية أو للمراقبة المواكبة وترفق قائمة المؤسسات العامة المشار إليها أعلاه بالوثائق الملحقة بمشروع القانون المالي عند عرضه على البرلمان.

المادة 4

مراقبة شركات الدولة ذات المساهمة المباشرة

تخضع شركات الدولة التي تملك فيها الدولة أو جماعة محلية مساهمة مباشرة لمراقبة مواكبة يقوم بها الوزير المكلف بالمالية ومراقب الدولة وفقا لأحكام الباب الرابع من هذا القانون.

المادة 5

مراقبة شركات الدولة ذات المساهمة

غير المباشرة والشركات التابعة العامة

يمكن أن تخضع شركات الدولة التي لا تملك فيها الدولة أو جماعة محلية مساهمة مباشرة وكذا الشركات التابعة العامة لمراقبة، بمقتضى اتفاقية، يقوم بها مندوب للحكومة وفقا لأحكام الباب الخامس من هذا القانون.

المادة 6

مراقبة المقاولات ذات الامتياز

تخضع المقاولات ذات الامتياز لمراقبة مالية تحدد في عقد الامتياز ويقوم بها مندوب للحكومة يعين لدى المقاولة ذات الامتياز.

الباب الثالث: كيفيات إجراء المراقبة القبلية

المادة 7

الوثائق الخاضعة لموافقة الوزير المكلف بالمالية

لا تصبح نهائية مقررات مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي المتعلقة بالوثائق التالية إلا بعد موافقة الوزير المكلف بالمالية :

- الميزانيات؛

- البيانات التوقعية لمدة متعددة السنوات؛

- النظام الأساسي للمستخدمين؛

- المخطط التنظيمي المحددة فيه البنيات التنظيمية واختصاصاتها؛

- النظام المحدد لقواعد وطرق إبرام الصفقات مع مراعاة مقتضيات المادة 19 بعده؛

- شروط إصدار الاقتراضات والالتجاء إلى أشكال القروض البنكية الأخرى مثل التسبيقات أو المكشوفات؛

- تخصيص النتائج.

تودع الأموال المتوفرة للمؤسسات العامة لدى الخزينة إلا في حالة ترخيص من طرف الوزير المكلف بالمالية.

المادة 8

التنظيم المالي والمحاسبي للمؤسسات العامة

تطبيقا لأحكام المادة 3 أعلاه، يحدد وزير المكلف بالمالية كيفيات تطبيق هذا القانون بالنسبة إلى كل مؤسسة أو مجموعة من المؤسسات العامة. ويحدد لهذه الغاية إجراءات تحضير الميزانيات والبيانات التوقعية لمدة متعددة السنوات وإقرارها والتأشير عليها وطريقة مسك محاسبة الآمر بالصرف والمساعي الواجب على مراقب الدولة القيام بها وكذا السجلات والحاملات الأخرى المتعين مسكها من لدن الخازن المكلف بالأداء.

يراد بالميزانيات المشار إليها في المادة 7 أعلاه الوثائق التي يتم بمقتضاها توقع وتقييم وترخيص عمليات الاستغلال والتمويل والخزينة وعمليات الاستثمار برسم السنة المحاسبية الموالية. وتشمل خاصة ميزانية للاستغلال أو التسيير وميزانية للاستثمار أو التجهيز ومخططا للتمويل. وتحدد تفاصيلها وفق مخطط حسابات الهيئة.

يكون مدير المؤسسة العامة أو الشخص المؤهل هو الآمر بصرف الميزانية. وتناط به مهمة الالتزام بالعمليات المنصوص عليها في الميزانية وتصفيتها والأمر بصرفها. ويخضع بهذه الصفة للتشريع المتعلق بمسؤولية الآمرين بالصرف.

المادة 9

مراقب الدولة

يحضر مراقب الدولة بصفة استشارية جلسات مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي وكذا اجتماعات مختلف اللجان المحدثة تطبيقا لأحكام النصوص التشريعية أو التنظيمية أو النظامية أو الاتفاقية المتعلقة بالهيئة الخاضعة للمراقبة.

ويتمتع بحق الاطلاع الدائم على جميع المعلومات والوثائق سواء لدى الهيئة أو الشركات التابعة لها ومساهماتها. ويجوز له القيام في كل حين وبعين المكان، بجميع أعمال التحقق والمراقبة التي يراها ملائمة اعتمادا على المستندات. وله أن يطلب الاطلاع على جميع الوثائق التي يعتبرها مفيدة لمزاولة مهمته، كما هي محددة في المادة 2 أعلاه ولاسيما العقود والدفاتر والوثائق المحاسبية والسجلات والمحاضر.

ويجوز له الحصول تحت إشراف الوزير المكلف بالمالية على جميع المعلومات المفيدة لمزاولة مهمته لدى الأغيار الذين أنجزوا عمليات مع الهيئة.

يتمتع مراقب الدولة ، ضمن الحدود التي يعينها الوزير المكلف بالمالية، بسلطة تأشير مسبق على الاقتناءات العقارية وجميع العقود أو الاتفاقيات المتعلقة بالأشغال والتوريدات والخدمات وكذا منح الإعانات المالية والهبات.

ويمارس كذلك حق تأشير مسبق على قرارات تسيير المستخدمين بالمؤسسات العامة التي لا تتوفر على نظام أساسي للمستخدمين مصادق عليه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 7 أعلاه. وتبين الحدود المشار إليها في هذه الفقرة على أساس أهمية الهيئة وعدد العمليات المعنية ومبالغها.

وفي حالة رفض التأشيرة، يبت الوزير المكلف بالمالية في الأمر بصفة نهائية.

يجوز لمراقب الدولة كذلك أن يبدي رأيه في كل عملية تتعلق بتسيير الهيئة أثناء مزاولة مهامه وأن يبلغه كتابة إلى الوزير المكلف بالمالية أو رئيس مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي أو إدارة الهيئة بحسب الحالة.

ويحرر في شأن مهمته تقريرا سنويا يوجهه إلى الوزير المكلف بالمالية ويعرض على مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي.

المادة 10

الخازن المكلف بالأداء

يعتبر الخازن المكلف بالأداء كمحاسب عمومي مسؤولا عن صحة عمليات النفقات سواء بالنظر إلى أحكام النصوص القانونية والتنظيمية أو إلى أحكام الأنظمة الأساسية والمالية للهيئة.

يجب عليه التأكد من أن الأداءات تتم لفائدة الدائن الحقيقي ومن توفر الاعتمادات وبناء على وثائق صحيحة تثبت حقية حقوق الدائن والخدمة المنجزة.

غير أن الخازن المكلف بالأداء يصبح غير مسؤول عندما يوجه رفضا معللا إلى مدير الهيئة ويوجه إليه بعد ذلك المدير المذكور أمرا بالتسخير قصد التأشير على وسيلة الأداء. ويجب عليه التقيد بهذا التسخير الذي يلحقه بالأمر بالأداء ويخبر بذلك فورا الوزير المكلف بالمالية.

يوقع الخازن المكلف بالأداء مع مدير الهيئة أو الشخص المؤهل على وسائل الأداء مثل الشيكات والتحويلات والأوراق التجارية.

وفيما يخص المؤسسات العامة التي تسير أنظمة للتقاعد والاحتياط الاجتماعي يصدر الوزير المكلف بالمالية قرارات توضح فيها حدود اختصاصات الخازن المكلف بالأداء بالنسبة إلى كل هيئة.

ويمكن أن يؤهل الخازن المكلف بالأداء لإجراء مراقبة على المداخيل بناء على قرار للوزير المكلف بالمالية.

الباب الرابع: كيفيات ممارسة المراقبة المواكبة

المادة 11

الوزير المكلف بالمالية

لا تصبح نهائية مقررات مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي المتعلقة بالوثائق التالية إلا بعد موافقة الوزير المكلف بالمالية :

- الميزانيات؛

- البيانات التوقعية لمدة متعددة السنوات ؛

- تخصيص النتائج.

غير أن ميزانيات المؤسسات العامة التي لا تتلقى إعانات مالية من الدولة تصبح نهائية بمجرد الموافقة عليها بإجماع أعضاء مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي.

المادة 12

مراقب الدولة

يمارس مراقب الدولة الاختصاصات المنصوص عليها في الفقرات 1 و 2 و3 و6 و7 بالمادة 9 أعلاه.

كما يقيم مطابقة تسيير الهيئة للمهمة والأهداف المحددة لها وكذا إنجازاتها الاقتصادية والمالية.

وإذا عاين مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي أو مراقب الدولة أو لجنة التدقيق أو أي جهاز مراقبة مختص قصورا ملحوظا في تسيير الهيئة الخاضعة للمراقبة، جاز للوزير المكلف بالمالية أن يخول مراقب الدولة بمقرر حق ممارسة تأشير مسبق على بعض القرارات المحددة ولمدة معينة قابلة للتجديد مرة واحدة أو عدة مرات إلى أن يتم تقويم الوضعية.

ويرفع مراقب الدولة في هذا الشأن تقريرا معللا لمجلس الإدارة أو الجهاز التداولي قصد اتخاذ التدابير اللازمة لتقويم الوضعية.

المادة 13

وسائل التسيير

يجب على الهيئات الخاضعة للمراقبة المواكبة أن تتوفر على وسائل التسيير المحددة في المادة 17 بعده والمصادق عليها بصفة صحيحة من لدن مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي.

المادة 14

لجنة التدقيق

يجب على الهيئات الخاضعة للمراقبة المواكبة إحداث لجنة التدقيق.

تتألف لجنة التدقيق بالإضافة إلى مراقب الدولة من عضوين إلى أربعة أعضاء يعينهم مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي من بين الأعضاء غير المسيرين أو ممن ينوب عنهم شخصيا لهذا الغرض.

تؤهل لجنة التدقيق من خلال عمليات التدقيق لتقيم العمليات وجودة التنظيم ودقة وحسن تطبيق منظومة الإعلام وانجازات الهيئة. وتناط بها مهمة الأمر بعمليات التدقيق الداخلي والخارجي وأعمال التقييم التي تراها ضرورية وإنجازها على نفقة الهيئة. ويجوز لها بالإضافة إلى ذلك أن تشرك أي خبير مستقل في أشغالها.

توجه لجنة التدقيق مباشرة إلى مدير الهيئة تقريرا يتضمن نتائج تدخلاتها وكذا التوصيات التي تراها مفيدة لتحسين التسيير والتحكم في المخاطر الاقتصادية والمالية للهيئة ويعرض هذا التقرير على مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي.

الباب الخامس: كيفيات ممارسة المراقبة بمقتضى اتفاقية

المادة 15

المراقبة بمقتضى اتفاقية

يمكن أن تخضع للمراقبة بمقتضى اتفاقية:

- الشركات التابعة العامة التي تملك فيها مباشرة الدولة أو جماعة محلية أغلبية رأس المال من خلال اتفاقية مراقبة مبرمة مع الدولة ومعهود بمتابعتها إلى مندوب للحكومة يعين لدى الشركة التابعة العامة؛

- الشركات التابعة العامة غير المشار إليها في البند أعلاه وشركات الدولة التي لا تملك فيها الدولة أو جماعة محلية مساهمة مباشرة من خلال اتفاقية مراقبة مبرمة مع المقاولة الأم ومعهود بمتابعتها إلى مندوب الحكومة المعين لدى الشركة التابعة العامة أو شركة الدولة.

يجب على المقاولة الأم المنصوص عليها في هذه المادة أن تبرم مع كل شركة من الشركات التابعة وشركات الدولة المشار إليها في الفقرة أعلاه، اتفاقية تصادق عليها مجالس إدارتها أو أجهزتها التداولية وتحدد فيها طريقة المراقبة التي يجب على المقاولة الأم أن تمارسها على الشركات التابعة العامة وشركات الدولة المذكورة.

يراد في هذه المادة بالمقاولة الأم، المقاولة التي تملك أعلى نسبة مئوية في رأس المال العام في شركة الدولة أو الشركة التابعة العامة.

يجب أن تنص اتفاقية المراقبة على التزامات شركة الدولة أو الشركة التابعة العامة المتعاقدة، خاصة المقررات الواجب الحصول في شانها على الترخيص المسبق من مجلس إدارتها أو مجلس إدارة المقاولة الأم واللجان المتعين إحداثها لدى مجلس إدارتها والمساطر المتعلقة بالمراقبة الداخلية الواجب اعتمادها وكذا المعلومات المطلوب تبليغها إلى المقاولة الأم.

المادة 16

مندوب الحكومة

يمارس مندوب الحكومة الاختصاصات المنصوص عليها في الفقرات 1 و2 و3 و6 بالمادة 9 أعلاه.

ويعد تقريرا سنويا عن حالة تنفيذ الاتفاقية المشار إليها في المادة 15 أعلاه يوجهه إلى الوزير المكلف بالمالية ويعرض على مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي.

الباب السادس: تطبيق المراقبة المواكبة

على المؤسسات العامة وعقود البرامج

المادة 17

المؤسسات العامة الخاضعة للمراقبة المواكبة

تخضع للمراقبة المواكبة بدلا من المراقبة القبلية، المؤسسات العامة التي تثبت اعتمادها الفعلي لمنظومة للإعلام والتسيير والمراقبة الداخلية والتي تشمل خاصة الوسائل التالية المصادق عليها بصفة صحيحة من لدن مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي:

- نظام أساسي للمستخدمين تحدد فيه بوجه خاص الشروط المتعلقة بالتوظيف والأجور والمسار المهني لمستخدمي المؤسسة؛

- مخطط تنظيمي تحدد فيه البنيات التنظيمية للتسيير والتدقيق الداخلي بالمؤسسة ومهامها واختصاصاتها؛

- مرشد يبين المساطر المتعلقة بتسيير البنيات والمراقبة الداخلية بالمؤسسة؛

- نظام تحدد فيه شروط وأشكال إبرام الصفقات وكذا الإجراءات المتعلقة بتدبيرها ومراقبتها، مع مراعاة مقتضيات المادة 19 بعده؛

- محاسبة تمكن من إعداد قوائم تركيبية صحيحة وصادقة ومشهود بصحتها دون أي تحفظ مهم من لدن واحد أو أكثر من المدققين الخارجيين المؤهلين لمزاولة مهنة مراقب الحسابات؛

- مخطط لمدة متعددة السنوات يشمل فترة لا تقل عن ثلاث سنوات يتم تحيينه كل سنة ويجب أن يتضمن خاصة البرامج العملية والمشاريع الاقتصادية والمالية عن كل نشاط وبشكل مجمع؛

- تقرير سنوي عن التسيير يعده مدير المؤسسة.

يحدد الوزير المكلف بالمالية كيفيات وأشكال إعداد الوسائل المذكورة أعلاه.

المادة 18

عقود البرامج

تخضع للمراقبة المواكبة بدلا من المراقبة القبلية، المؤسسات العامة المرتبطة مع الدولة بعقود برامج.

تعفى المؤسسات العامة وشركات الدولة الخاضعة للمراقبة المواكبة والمرتبطة مع الدولة بعقود برامج من الموافقة المسبقة على الوثائق المنصوص عليها في المادتين 7 و11 من هذا القانون.

تبرم عقود البرامج بين الدولة من جهة والمؤسسات العامة أو شركات الدولة أو الشركات التابعة العامة التي تملك فيها الدولة أو جماعة محلية مساهمة مباشرة من جهة أخرى، كلما دعت أهمية وطبيعة نشاط هذه الهيئات إلى ذلك.

تحدد في عقود البرامج لمدة متعددة السنوات وعلى الخصوص التزامات الدولة والهيئة المتعاقدة والأهداف التقنية والاقتصادية والمالية المحددة للهيئة ووسائل بلوغ هذه الأهداف وكذا الإجراءات المتعلقة بمتابعة تنفيذ عقود البرامج.

يوقع عقود البرامج باسم الدولة كل من الوزير المكلف بالوصاية والوزير المكلف بالمالية وعن الهيئة رئيس مجلس الإدارة أو الجهاز التداولي أو المدير إذا فوض إليه ذلك من طرف المجلس أو الجهاز المذكور.

الباب السابع: واجبات الهيئات الخاضعة

للمراقبة المالية للدولة

الماد 19

الدعوة إلى المنافسة

يجب على المؤسسات العامة وشركات الدولة، لأجل تنفيذ نفقاتها وانجاز مواردها، ما عادا في حالة استثناء مبرر، أن تدعو إلى المنافسة قصد ضمان الشفافية في اختيارات صاحب المشروع والمساواة في الوصول إلى طلبيات الهيئة وكذا فعالية النفقات وتحسين مداخيل الهيئة.

ويتعين على المؤسسات العامة المحددة قائمتها بقرار للوزير المكلف بالمالية، قصد تنفيذ نفقاتها، تطبيق النصوص السارية على الصفقات العمومية، على أن تؤخذ بعين الاعتبار خصوصيات المؤسسات المعنية.

المادة 20

التزامات تجاه الوزير المكلف بالمالية

يجب على المؤسسات العامة وشركات الدولة والشركات التابعة العامة والمقاولات ذات الامتياز أن تبلغ إلى الوزير المكلف بالمالية الوثائق التالية خلال الستة أشهر الموالية لاختتام السنة المحاسبية:

- القوائم التركيبية السنوية أو الحسابات السنوية؛

- التقرير السنوي عن التسيير؛

- بيان توزيع رأس مال الشركة بالنسبة إلى شركات الدولة و الشركات التابعة العامة؛

- تقرير مراقبي الحسابات أو المدققين الخارجيين بالنسبة إلى الهيئات الخاضعة وجوبا للتدقيق؛

- الحسابات المجمعة وبيان الشركات التابعة والمساهمات إن اقتضى الحال بالنسبة إلى المؤسسات العامة وشركات الدولة والشركات التابعة العامة.

كما تلزم بالاستجابة لكل طلب معلومات ذات طابع تقني أو اقتصادي أو مالي صادر عن الوزير المكلف بالمالية وذلك خلال الشهر التالي لاستلام الطلب.

يجب على الشركات المختلطة المشار إليها في المادة الأولى من هذا القانون أن توجه إلى الوزير المكلف بالمالية الوثائق التالية خلال الستة أشهر الموالية لاختتام السنة المحاسبية:

- القوائم التركيبية السنوية؛

- بيان الشركات التابعة والمساهمات؛

- بيان توزيع رأس مال الشركة؛

يمارس الوزير المكلف بالمالية الحقوق والسلط الراجعة للدولة بصفتها مساهمة في الشركات الخاضعة للمراقبة المالية.

التزامات أخرى

تنشر الحسابات السنوية للمؤسسات العامة في الجريدة الرسمية وفق الأشكال التي تحدد بواسطة مرسوم.

الباب الثامن: واجبات المأمورين

المكلفين بالمراقبة المالية

المادة 21

مراقب الدولة ومندوب الحكومة

تتنافى مهام مراقب الدولة أو مندوب الحكومة مع انتدابه كمتصرف يمثل الدولة في مجالس الإدارة أو الأجهزة التداولية للمؤسسات العامة والشركات والمقاولات المسار إليها في المادة الأولى من هذا القانون.

ويجب عليهما التقيد بقواعد السر المهني فيما يتعلق بجميع المعلومات التي يطلعان عليها أثناء مزاولة مهامهما. ولا يجوز الاحتجاج بالسر المهني تجاه المساعدين القضائيين العاملين في إطار مهامهم.

المادة 22

الخازن المكلف بالأداء

يجب على الخازن المكلف بالأداء ووكلائه المفوضين التقيد بقواعد السر المهني فيما يتعلق بجميع المعلومات التي يطلعون عليها أثناء مزاولة مهامهم. ولا يجوز الاحتجاج بالسر المهني تجاه المساعدين القضائيين العاملين في إطار مهامهم.

الباب التاسع: أحكام متفرقة وانتقالية

المادة 23

الاستثناءات

لا تدخل في نطاق تطبيق هذا القانون، باستثناء ما ورد في المادة 20 أعلاه، الهيئات التالية التي تظل خاضعة للمراقبة المقررة في النصوص الجارية عليها:

- بنك المغرب؛

- صندوق الإيداع والتدبير؛

- المؤسسات والشركات الخاضعة لأحكام الظهير الشريف رقم 1.93.147 بتاريخ 15 من محرم 1414 (6 يوليو1993) المعتبر بمثابة قانون المتعلق بمزاولة نشاط مؤسسات الائتمان ومراقبتها؛

- المقاولات الخاضعة للتشريع المتعلق بالتامين وإعادة التأمين؛

- المؤسسات العامة التي لا تكون خاضعة في تاريخ نشر هذا القانون لأحكام الظهير الشريف رقم 1.59.271 الصادر في 17 من شوال 1379 (14 أبريل 1960) بتنظيم مراقبة الدولة المالية على المكاتب والمؤسسات العمومية والشركات ذات الامتياز وكذا الشركات والهيئات المستفيدة من المساعدة المالية التي تمنحها الدولة أو الجماعات العمومية.

المادة 24

النصوص المنسوخة

ينسخ هذا القانون جميع أحكام النصوص التشريعية المتعلقة بنفس الموضوع والجاري بها العمل في تاريخ نشره ولا سيما منها:

- الظهير الشريف رقم 1.59.271 الصادر في 17 من شوال 1379 (14 أبريل 1960) بتنظيم مراقبة الدولة المالية على المكاتب والمؤسسات العمومية والشركات ذات الامتياز وكذا الشركات والهيئات المستفيدة من المساعدة المالية التي تمنحها الدولة أو الجماعات العمومية؛

- الظهير الشريف رقم 1.62.113 الصادر في 16 من صفر 1382 (19 يوليو 1962) في شأن النظام الأساسي لمستخدمي مختلف المقاولات؛

- الظهير الشريف رقم 1.63.012 الصادر في 12 من رمضان 1382 (6 فبراير1963) في شأن شروط إيداع الأموال المتوفرة الخاصة بالمؤسسات العمومية والشركات ذات الامتياز.

يظل العمل جاريا بالأنظمة الأساسية والقواعد الخاضع لها مستخدمو المؤسسات العامة وشركات الدولة والشركات التابعة العامة والمطبقة في تاريخ نشر هذا القانون إلى أن يتم تعويضها وفقا لأحكامه.

الفهرس

....

....

الخبراء المحاسبون – تنظيم المهنة

ظهير شريف رقم 1.92.139 صادر في 14 من رجب 1413 (8 يناير 1993) بتنفيذ القانون رقم 15.89 المتعلق بتنظيم مهنة الخبرة المحاسبية وإنشاء هيئة الخبراء المحاسبين.

الجريدة الرسمية عدد 4188 بتاريخ 11 شعبان 1413 (3 فبراير 1993)؛ ص 157.

الحمد لله وحده ؛

الطابع الشريف – بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولاسيما الفصل 26 منه؛

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي:

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية عقب ظهيرنا الشريف هذا القانون رقم 15.89 الصادر عن مجلس النواب في 4 صفر 1413 (4 أغسطس 1992) بتنظيم مهنة الخبرة المحاسبية وإنشاء هيئة الخبراء المحاسبين.

وحرر بفاس في 14 من رجب 1413 (8 يناير 1993)

وقعه بالعطف

الوزير الأول

الإمضاء : محمد كريم العمراني

قانون رقم 15.89 يتعلق بتنظيم مهنة الخبرة المحاسبية وإنشاء هيئة الخبراء المحاسبين

الباب الأول: في مهنة الخبرة المحاسبية

الفصل الأول: في الأعمال المهنية التي يزاولها الخبراء المحاسبون

المادة 1

الخبير المحاسب هو من تكون مهنته الاعتيادية مراجعة وتقدير وتنظيم محاسبات المنشآت والهيئات التي لا يرتبط معها بعقد عمل، وله وحده أهلية:

- إثبات صحة وصدق الموازنات وحسابات النتائج والقوائم المحاسبية والمالية؛
- تسليم أي نوع من أنواع الشهادات التي تتضمن إبداء رأيه في حساب أو عدة حسابات لمختلف المنشآت والهيئات؛

- القيام بمهمة مراقب حسابات الشركات.
- ويجوز له أيضا:
- القيام بتقويم الحصص العينية المقدمة على سبيل المساهمة في الشركات ؛
- تحليل وتنظيم الأنظمة المحاسبية؛
- فتح المحاسبات ومسكها وتقويمها ومركزتها وتتبعها وحصرها؛
- إبداء المشورة والرأي وإنجاز الأعمال ذات الطابع القانوني والضريبي والاقتصادي والمالي والتنظيمي التي تتعلق بنشاط المنشآت والهيئات.

المادة 2

يطبق الخبراء المحاسبون في القيام بالمهام المنوطة بهم القوانين والأنظمة الجاري بها العمل وأعراف المهنة ويراعون في ذلك التوصيات الصادرة عن المنظمات المختصة والإدارات.

المادة 3

لا يجوز لأحد أن يزاول مهنة الخبرة المحاسبية مهما كانت الطريقة التي يزاولها بها ولا أن يحمل صفة خبير محاسب إلا إذا كان مقيدا في جدول هيئة الخبراء المحاسبين المحدثة في الباب الثاني من هذا القانون.

ويجوز للخبير المحاسب الحاصل على الشهادة الوطنية في الخبرة المحاسبية أو على شهادة أجنبية تعترف الإدارة بمعادلتها لها ولو لم يكن عضوا في الهيئة، استعمال لقب "حامل لشهادة الخبير المحاسب" مع الإشارة وجوبا إلى السلطة أو الهيئة التي سلمت له هذه الشهادة.

الفصل الثاني: في طرائق مزاولة مهنة الخبرة المحاسبية

المادة 4

تكون مزاولة مهنة الخبرة المحاسبية:

• بطريقة مستقلة، وذلك إما بصورة فردية وإما ضمن شركة تتكون من خبراء محاسبين؛

• بمقتضى عقد عمل بين خبير محاسب أجير وخبير محاسب مستقل أو شركة خبراء المحاسبين.

المادة 5

يجب على الخبراء المحاسبين الذين يزاولون الخبرة المحاسبية بصورة مستقلة أن يفعلوا ذلك باسمهم الحقيقي لا باسم مستعار.

المادة 6

لا يجوز للخبراء المحاسبين الأجراء أن يزاولوا الخبرة المحاسبية إلا بمقتضى عقد بينهم وبين خبير محاسب مستقل أو شركة الخبراء المحاسبين المنصوص عليهم في المادتين 7 و8 من هذا القانون، ويجب أن يحترم العقد المبرم لهذا الغرض استقلال الخبير المحاسب الأجير من الوجهة المهنية وأن يؤشر عليه رئيس المجلس الوطني لهيئة الخبراء المحاسبين.

المادة 7

يجوز للخبراء المحاسبين أن يؤسسوا شركات أشخاص لمزاولة الخبرة المحاسبية بشرط أن يكون جميع المشاركين فيها أعضاء في هيئة الخبراء المحاسبين.

المادة 8

يجوز أيضا للخبراء المحاسبين أن يؤسسوا من أجل مزاولة مهنتهم شركات بالأسهم أو شركات ذات مسؤولية محدودة بشرط:

- أن يكون غرض هذه الشركات مزاولة الخبرة المحاسبية لا غير؛

- أن تكون ثلاثة أرباع أسهمها أو حصصها على الأقل مملوكة لخبراء محاسبين مقيدين في جدول هيئة الخبراء المحاسبين، ويجوز أن يكون باقي رأس مالها مملوكا لأشخاص يرتبطون مع الشركة بعقد عمل؛

- أن تختار عضو مجلس إدارتها المنتدب أو مديرها أو وكيلها المفوض من بين الخبراء المحاسبين المشاركين فيها؛

- أن تكون أسهمها اسمية عندما يتعلق الأمر بشركات أسهم؛

- أن يشترط لانضمام شركاء جدد إليها موافقة مجلس الإدارة أو أصحاب الحصص؛

- ألا تكون مرتبطة بعلاقة تبعية ولو غير مباشرة مع أي شخص طبيعي أو معنوي.

المادة 9

لا تنحل شركات الخبراء المحاسبين في حالة وفاة واحد أو أكثر من الشركاء أو الحكم بالحجر عليه أو بإفلاسه أو تصفيته تصفية قضائية أو شطب اسمه من جدول هيئة الخبراء المحاسبين

أو خروجه من الشركة، بل تستمر بين الشركاء الباقين ما لم ينص على غير ذلك في نظامها الأساسي.

المادة 10

يجب على ممثل الشركة بمقتضى ما ينص عليه نظامها الأساسي أن يخبر المجلس الجهوي لهيئة الخبراء المحاسبين والإدارة بتأسيس الشركة نهائيا وذلك داخل الشهر التالي لتحقق ذلك، وأن يطلعهما على أسماء الشركاء ويدلي بما يثبت قيدهم في جدول الهيئة وببيان عن توزيع رأس مال الشركة واسم مديرها أو عضو مجلس إدارتها المنتدب أو وكيلها المفوض.

وكل تغيير يطرأ على عنصر من العناصر المذكورة أعلاه خلال وجود الشركة يجب إبلاغه داخل الشهر الذي يطرأ فيه إلى علم المجلس الجهوي لهيئة الخبراء المحاسبين والإدارة، ويتولى القيام بهذا الإجراء ممثل الشركة بمقتضى ما ينص عليه نظامها الأساسي.

المادة 11

للمجلس الوطني لهيئة الخبراء المحاسبين وللإدارة أن يطلبا من القضاء حل كل شركة خبراء محاسبين تكون مخالفة للأحكام المنصوص عليها في هذا القانون، وذلك دون إخلال بالحالات التي يسمح فيها التشريع الجاري به العمل بحل الشركات.

المادة 12

لا يجوز لخبير محاسب أن يكون مديرا أو عضو مجلس إدارة منتدبا أو وكيلا مفوضا إلا في شركة واحدة من شركات الخبراء المحاسبين.

الفصل الثالث: في الواجبات المفروضة على الخبراء المحاسبين والأعمال التي تتنافى ومهنتهم أو يحظر عليهم القيام بها

المادة 13

يتحمل الخبراء المحاسبون في جميع الحالات مسؤولية الأعمال التي ينجزونها كيفما كانت طريقة مزاولتهم للخبرة المحاسبية.

ويجب عليهم أن يتقيدوا بالأحكام التشريعية والتنظيمية التي تتعلق بمزاولة مهنة الخبرة المحاسبية وأن يراعوا مقتضيات الأنظمة الداخلية لهيئة الخبراء المحاسبين.

المادة 14

يجب على الخبراء المحاسبين اكتتاب وثيقة تأمين لضمان المسؤولية المدنية التي قد يتعرضون لها بسبب قيامهم بالأعمال المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه.

ولهذه الغاية يجب على الخبير المحاسب قبل القيام بأي عمل من أعمال مهنته أن يقدم إلى هيئة الخبراء المحاسبين:

- شهادة تثبت أنه اكتتب وثيقة تأمين تشمل جميع الأخطار التي قد يكون مسؤولا عنها، إن كان يزاول مهنة الخبرة المحاسبية بصورة فردية أو بوصفه شريكا في شركة خبراء محاسبين؛
- شهادة تثبت أن مسؤوليته مشمولة بتأمين أبرمه رب العمل التابع له إن كان أجيرا يعمل مع خبير محاسب مستقل أو شركة خبراء محاسبين.

المادة 15

لا تحول مسؤولية شركات الخبراء المحاسبين دون مسؤولية كل واحد من أعضائها عن الأعمال التي ينفذها لحساب الشركة، ويجب أن تحمل هذه الأعمال إمضاءه وإمضاء الشركة كذلك.

المادة 16

تتنافى مزاولة مهنة الخبرة المحاسبية مع القيام بأي نشاط أو عمل من شأنهما أن يمسا باستقلال الخبير المحاسب وبوجه خاص مع:

- ممارسة أي عمل مأجور ماعدا في الحالات المنصوص في المادة 6 أعلاه؛
- القيام بعمل من أعمال التجارة أو الوساطة ماعدا تلك التي ترتبط ارتباطا مباشرا بمزاولة مهنة الخبرة المحاسبية؛
- أي تفويض لإدارة شركة ذات غرض تجاري؛
- أي وكالة تجارية.

المادة 17

يحظر على الخبراء المحاسبين القيام بأي إعلان شخصي ولا يجوز لهم أن يذكروا مع اسمهم إلا المؤهلات والشهادات التي يحملونها وتحدد تفاصيل الأحكام المنصوص عليها أعلاه وكيفية تطبيقها في مدونة الواجبات المهنية والأنظمة الداخلية التي تضعها هيئة الخبراء المحاسبين.

المادة 18

يتقاضى الخبراء المحاسبون المستقلون بدل أتعاب عن الأعمال التي يقومون بها في نطاق اختصاصاتهم، ولا يجوز لهم أن يأخذوا من الغير أي أجرة أخرى ولو غير مباشرة بأي صفة كانت، ويتقاضى الخبراء المحاسبون الأجراء التابعون لخبير محاسب مستقل أو لشركة خبراء محاسبين من رب العمل التابعين له أجرا عن الأعمال التي يقومون بها لحسابه ولا يجوز لهم أن يقبضوا من الغير أي أجر آخر.

الباب الثاني: في هيئة الخبراء المحاسبين

الفصل الاول :احكام عامة

المادة 19

تحدث هيئة للخبراء المحاسبين تتمتع بالشخصية المعنوية ويجب على جميع الاشخاص الذين يريدون أن يزاولوا على سبيل الاحتراف الاعمال المشار إليها في الفقرة الاولى من المادة 1 من هذا القانون أن يطلبوا قيدهم فيها .

....
....

مؤسسات الائتمان والهيئات المعتبرة في حكمها

صيغة محينة بتاريخ 29 يوليو2021

ظهير شريف رقم 1.14.193 صادر في فاتح ربيع الأول 1436 (24 ديسمبر 2014) بتنفيذ القانون رقم 103.12 المتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتبرة في حكمها كما تم تعديله

الجريدة الرسمية عدد 6328 بتاريخ فاتح ربيع الآخر 1436 (22 يناير 2015)، ص 462.

تحدد شروط وكيفيات تطبيق هذه الأحكام بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان.

القسم الرابع: أحكام تتعلق بالمحاسبة وبالقواعد الاحترازية

الباب الأول: أحكام تتعلق بالمحاسبة

المادة 71

استثناء من أحكام القانون رقم 9.88 المتعلق بالقواعد المحاسبية الواجب على التجار العمل بها، تلزم مؤسسات الائتمان بمسك محاسبتها وفق أحكام هذا الباب وحسب الشروط المحددة بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان والمجلس الوطني للمحاسبة على التوالي.

ويبدي المجلس الوطني للمحاسبة آراءه داخل أجل لا يزيد عن شهرين يحتسب من تاريخ رفع الأمر إليه.

المادة 72

يجب على مؤسسات الائتمان الموجودة مقارها الاجتماعية بالخارج والمعتمدة لمزاولة نشاطها في المغرب أن تمسك بمقار مؤسساتها الرئيسية المقامة في المغرب محاسبة للعمليات التي تقوم بها وفقا لأحكام هذا الباب.

المادة 73

يجب على مؤسسات الائتمان عند اختتام كل سنة محاسبية أن تعد في صورة فردية ومجمعة أو مجمعة فرعيا القوائم التركيبية المتعلقة بالسنة المحاسبية المذكورة.

وتلزم مؤسسات الائتمان كذلك بإعداد الوثائق المذكورة عند نهاية النصف الأول من كل سنة محاسبية.

وتوجه القوائم التركيبية إلى بنك المغرب وفق الشروط التي يحددها.

المادة 74

يجب على مؤسسات الائتمان أن تمسك بيانات محاسبية وقوائم ملحقة وكل وثيقة أخرى تساعد بنك المغرب على إجراء المراقبة المعهود بها إليه بموجب هذا القانون أو بموجب أي نص تشريعي آخر معمول به.

ويتم إعداد الوثائق المذكورة وتبليغها إلى بنك المغرب وفق الشروط التي يحددها.

المادة 75

يجب على مؤسسات الائتمان أن تنشر القوائم التركيبية المشار إليها في المادة 73 أعلاه وفق الشروط المحددة بمنشور يصدره والي بنك المغرب بعد استطلاع رأي لجنة مؤسسات الائتمان.

يتحقق بنك المغرب من أن عملية النشر المذكورة قد أنجزت بصورة منتظمة، ويأمر المؤسسات المعنية بنشر استدراكات إذا لوحظت في الوثائق المنشورة بيانات غير صحيحة أو إغفالات.

ويمكن لبنك المغرب بمبادرة منه، أن يقوم بنشر القوائم التركيبية للمؤسسات المذكورة بعد استطلاع رأي اللجنة التأديبية لمؤسسات الائتمان.

....

....

مدونة المحاكم المالية

صيغة محينة بتاريخ 19 سبتمبر 2016

القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية كما تعديله :

ظهير شريف رقم 1.02.124 صادر في فاتح ربيع الآخر 1423 (13 يونيو 2002) بتنفيذ القانون رقم 62.99 المتعلق بمدونة المحاكم المالية

المادة 111

لا تحول المتابعات أمام المجلس دون ممارسة الدعوى التأديبية والدعوى الجنائية.

وإذا اكتشف المجلس أفعالا من شأنها أن تستوجب عقوبة تـأديبية، أخبر الوكيل العام للملك بهذه الأفعال السلطة التي لها حق التأديب بالنسبة للمعني بالأمر، والتي تخـبر المجلس خلال أجل ستة (6) أشهر فـي بيان معلل بالتدابير التي اتخذتها.

وإذ ا كان الأمر يتعلق بأفعال يظهر أنها قد تستوجب عقوبة جنائية، رفع الوكيل العام للملك الأمر من تلقاء نفسه أو بإيعاز من الرئيس الأول إلى الوكيل العام للملك لدى محكمة النقض قصد اتخاذ ما يراه ملائما، وأخبر بذلك السلطة التي ينتمي إليها المعنى بالأمر.

ويخبر الوكيل العام للملك لدى محكمة النقض المجلس بالتدابير التي اتخذها.

الكتاب الثاني: المجالس الجهوية للحسابات

الكتاب الأول: المجلس الأعلى للحسابات

الباب الأولى: الاختصاصات والتنظيم

الفصل الأول: الاختصاصات

المادة 2

طبقا لأحكام الفصل 147 من الدستور، يعتبر المجلس الأعلى للحسابات الهيأة العليا لمراقبة المالية العمومية بالمملكة، ويضمن الدستور استقلاله.

يمارس المجلس الأعلى للحسابات، والمشار إليه في هذا القانون بالمجلس، مهمة تدعيم وحماية مبادئ وقيم الحكامة الجيدة والشفافية والمحاسبة بالنسبة للدولة والأجهزة العمومية.

وفي هذا الإطار، يمارس المجلس علاوة على الصلاحيات المخولة له بموجب التشريعات الجاري بها العمل، الاختصاصات الواردة في المادة 3 بعده.

المادة 3

طبقا للكيفيات والشروط المحددة في هذا القانون، يمارس المجلس الاختصاصات التالية:

- التدقيق والبت في حسابات الأجهزة العمومية التي يقدمها المحاسبون العموميون مع مراعاة الاختصاصات المخولة بمقتضى هذا القانون للمجالس الجهوية؛

- التأديب المتعلق بالميزانية والشؤون المالية؛
- البت في طلبات الاستئناف المرفوعة ضد القرارات والأحكام الصادرة عن غرف المجلس وعن المجالس الجهوية للحسابات؛
- مراقبة تسيير الأجهزة العمومية وتقييم البرامج والمشاريع العمومية؛
- مراقبة استعمال الأموال العمومية؛
- تتبع تنفيذ التوصيات التي تسفر عنها المهمات الرقابية؛
- تدقيق حسابات الأحزاب السياسية؛
- فحص النفقات المتعلقة بالعمليات الانتخابية؛
- مراقبة وتتبع التصاريح الإجبارية بالممتلكات طبقا للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل مع مراعاة الاختصاصات المخولة بمقتضى هذا القانون للمجالس الجهوية.

ويقوم المجلس بصفة مستمرة بمهمة التنسيق والتفتيش إزاء المجالس الجهوية.

الباب الأول: الاختصاصات والتنظيم

الفصل الأول: المقر ودائرة الاختصاص

المادة 116

يحدث مجلس جهوي للحسابات في كل جهة من جهات المملكة.

تحدد مقار المجالس الجهوية ودوائر اختصاصها بمرسوم.

الفصل الثاني: الاختصاصات

المادة 117

طبقا للفصل 149 من الدستور، تتولى المجالس الجهوية مراقبة حسابات الجهات والجماعات الترابية الأخرى ومجموعاتها، وكيفية قيامها بتدبير شؤونها.

وتعاقب، عند الاقتضاء، عن كل إخلال بالقواعد السارية على العمليات المذكورة.

المادة 118

يمارس المجلس الجهوي الاختصاصات التالية في حدود دائرة اختصاصه:

• البت في حسابات الجماعات الترابية ومجموعاتها والمؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية هذه الجماعات والهيئات ومراقبة تسييرها؛

• مراقبة تسيير المقاولات المخولة الامتياز في مرفق عام محلي أو المعهود إليها بتسييره والشركات والمقاولات التي تملك فيها جماعات ترابية أو مجموعات أو هيئات أو مؤسسات عمومية خاضعة لوصاية هذه الجماعات الترابية ومجموعاتها على انفراد أو بصفة مشتركة بشكل مباشر أو غير مباشر أغلبية الأسهم في الرأسمال أو سلطة مرجحة في اتخاذ القرار ؛

• مراقبة استخدام الأموال العمومية التي تتلقاها المقاولات غير تلك المذكورة أعلاه، أو جمعيات أو أجهزة أخرى تستفيد من مساهمة في رأس المال أو مساعدة كيفما كان شكلها تقدمها جماعة ترابية أو مجموعة أو هيئة أو أي جهاز آخر يخضع لمراقبة المجلس الجهوي ؛

• ممارسة مهمة قضائية في ميدان التأديب المتعلق بالميزانية والشؤون المالية بالنسبة لكل مسؤول أو موظف أو مستخدم يعمل في :

• الجماعات الترابية ومجموعاتها؛

• المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية هذه الجماعات والمجموعات؛

• كل الشركات أو المقاولات التي تملك فيها الجماعات الترابية أو المجموعات أو الهيئات على انفراد أو بصفة مشتركة بشكل مباشر أو غير مباشر أغلبية الأسهم في الرأسمال أو سلطة مرجحة في اتخاذ القرار؛

• المساهمة في مراقبة الإجراءات المتعلقة بتنفيذ ميزانيات الجماعات الترابية ومجموعاتها.

....